

DROIT POUR L'ENTREPRISE

# Droit international de l'environnement

*Bibliothèque en pdf*

facebook



**Roland Séroussi**

DUNOD

---

MANAGEMENT SUP  
DROIT POUR L'ENTREPRISE

# Droit international de l'environnement

**Roland Séroussi**

DUNOD

Tout le catalogue sur  
[www.dunod.com](http://www.dunod.com)



Du même auteur :

*Introduction aux droits anglais et américain*, 5<sup>e</sup> édition, Dunod, 2011

*Introduction aux relations internationales*, Dunod, 2010

*Introduction au droit comparé*, 3<sup>e</sup> édition, Dunod, 2008

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres

nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du

droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, Paris, 2012  
ISBN 978-2-10-058351-5

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# Table des matières

<b>Introduction : pour une « éthique écologique »</b>	<b>1</b>
---	----------

## Partie 1 – Les atteintes à l’environnement : réglementation, réponses étatiques et procès

<b>1 L’écosystème en danger : terre, mers et océans outragés</b>	<b>7</b>
Section 1 Mers & océans bafoués par les marées noires	8
1 Du Torrey Canyon à l’Erika : une litanie d’accidents	8
2 Explosion de la plateforme « Deepwater Horizon »	12
3 Les marées noires oubliées	15
Section 2 Et tant d’autres agressions contre l’« eau » sous toutes ses formes	16
1 Océans dévastés	16
2 Au cœur des étendues marines : le plastique pollue impunément	17
3 Les algues vertes au ban des accusés	18
4 Toujours plus de plateformes & de pipe-lines	19
5 Tempêtes, tsunamis, raz-de-marée, séismes et inondations : tragédies sans limites	20
6 La bataille pour l’eau : des intérêts divergents et des États en conflit	22
7 La banquise arctique et le Groenland en danger ?	25

<b>2 La biodiversité à l'épreuve des faits</b>	<b>27</b>
Section 1 La notion complexe de « biodiversité »	28
Section 2 La multiplication des atteintes et dangers	30
1 SOS pour le monde sauvage	31
2 La fabuleuse jungle amazonienne à son tour menacée	33
3 Autres forêts victimes de la main de l'Homme	35
4 La France et la biodiversité	37
Section 3 Initiatives généreuses en faveur de la sauvegarde de la biodiversité	38
1 Une initiative courageuse à célébrer : celle de l'Équateur	38
2 Les différents engagements de jeunes et le retour des grandes expéditions	39
3 Des films vérité édifiants et didactiques	40
4 Les initiatives audacieuses de certains grands groupes	40
<b>3 Pollutions : de la malveillance à la négligence coupable</b>	<b>43</b>
Section 1 Minamata, Seveso ou la prise de conscience tardive de la communauté internationale	44
1 La baie de Minamata au Japon : alerte au mercure !	44
2 L'affaire Seveso en Italie ou le nuage menaçant de dioxine	46
Section 2 Bhopal : qui s'est jamais soucié de la souffrance humaine ?	49
Section 3 Tchernobyl, le 26 avril 1986, le jour où le monde s'arrêta	51
Section 4 La peur du nucléaire resurgit au Japon dans la centrale de Fukushima-Daïchi	53
1 Un péril invisible : la radioactivité	53
2 Une population sous contrôle	54
Section 5 Marée rouge, AZF & autres pollutions industrielles oubliées	55
<b>4 La remise en cause du modèle actuel de développement</b>	<b>63</b>
Section 1 Les limites du modèle de développement : une « prise de conscience durable »	64

<b>Section 2</b>	<b>Vers un « développement » qui se veut « durable »</b>	<b>66</b>
1	Définition du développement durable	66
2	Les axes et les indicateurs du développement durable	67
3	Les politiques de développement durable et les moyens mis en œuvre	69
<b>Section 3</b>	<b>Réchauffement climatique : de pratiques douteuses à l'essor de nouvelles pathologies</b>	<b>76</b>
1	Une espérance de vie moins grande en Europe	76
2	À quand la fin des politiques nuisibles à la santé publique en Chine ?	77
<b>5</b>	<b>L'écologie politique : prises de conscience, décisions mais attitudes contestables</b>	<b>81</b>
<b>Section 1</b>	<b>La sauvegarde de l'environnement : un problème réservé aux riches ?</b>	<b>82</b>
<b>Section 2</b>	<b>Le Royaume-Uni traque les déchets alors que le continent africain recourt à l'énergie solaire</b>	<b>86</b>
1	En terre britannique, on réduit les déchets et on mobilise aussi la Couronne britannique	86
2	Sur le continent africain, on mise sur un don du ciel : l'indispensable énergie solaire	89
<b>Section 3</b>	<b>Chine, Inde, Japon, Australie, Brésil et États-Unis : l'urgence écologique</b>	<b>90</b>
1	La Chine organise le déni alors que l'Inde ne parvient pas à refouler ses maux environnementaux	90
2	Mais que fait donc le Japon en matière d'environnement ?	93
3	Australie et Brésil s'emploient à gérer les catastrophes naturelles : à chacun selon ses moyens	95
4	Les États-Unis entament une nouvelle approche politico-écologique : plan d'action d'indépendance énergétique	96
<b>Section 4</b>	<b>Israël à la pointe de l'écologie active et raisonnée</b>	<b>100</b>
1	Des convictions éthiques et religieuses inébranlables	101
2	Des réalisations en faveur d'une écologie ouverte	102
<b>Section 5</b>	<b>L'Allemagne pense et panse sa politique nucléaire</b>	<b>104</b>
1	L'Allemagne et l'opposition verte à l'atome	104
2	L'Allemagne s'interroge sur le nucléaire sans se raidir	106

3	Les autorités fédérales allemandes se prononcent pour la fermeture de leurs centrales	106
<b>Section 6</b>	<b>Avec raison et ferveur, la France déploie nombre de mesures environnementales</b>	<b>107</b>
1	Le Grenelle de l'Environnement	108
2	L'introuvable taxe carbone et son renoncement final	110
3	Le Conservatoire du littoral au service de la nature	111
4	Plans français d'action de prévention	112
5	Combattre les risques liés à l'amiante et à l'aluminium	114
6	De controverse en polémique : les gaz de schiste et la réduction de la dépendance énergétique	115
7	Quid des éoliennes et de l'énergie solaire ?	117
8	Mais où finissent donc nos déchets nucléaires ?	119

## Partie 2 – Un droit international de l'environnement incitatif mais peu contraignant

### **6 Un corpus juridique international ni unique ni unifié : le chacun pour tous** 123

<b>Section 1</b>	<b>L'environnement, une nouvelle approche des relations entre États</b>	<b>124</b>
1	La « préhistoire » du droit international de l'environnement	125
2	Faire comprendre et admettre aux États que la nature n'est pas l'ennemie de l'Homme	129
<b>Section 2</b>	<b>Le vibrant « Sommet de la Terre » de 1992 à Rio de Janeiro</b>	<b>132</b>
1	L'apport indispensable du sommet de Rio	132
2	Les suites attendues de ce sommet	133
<b>Section 3</b>	<b>Réchauffement climatique : mythe ou réalité ?</b>	<b>137</b>
1	La Terre en danger, les productions affectées, le vivant menacé	137
2	Les différentes COP : d'avancées, en attermoissements et paralysies	142

<b>Section 4</b>	<b>Le Protocole de Kyōto sur les changements climatiques ou la possibilité de conclure un accord international</b>	<b>151</b>
1	Le contenu du Protocole de Kyōto : principe de la « responsabilité commune mais différenciée »	151
2	Les leçons du Protocole de Kyōto	154
3	Les suites du Protocole de Kyōto	154
<b>Section 5</b>	<b>L'admirable Convention de Washington sur la faune et la flore</b>	<b>155</b>
1	Trafics d'animaux exotiques et de plantes : la crise de la vie sur Terre	155
2	Quand on reparle du réchauffement à propos des oiseaux et des ours	159
<b>Section 6</b>	<b>Le principe de précaution : droit international et législation communautaire</b>	<b>160</b>
1	Définition, genèse et portée du principe de précaution	160
2	Le principe de précaution et ses textes fondateurs	161
3	Les applications concrètes du principe de précaution	162
<b>7</b>	<b>Fédérer tous les acteurs : ONG, États, O.I. et individus</b>	<b>165</b>
<b>Section 1</b>	<b>L'engagement sans failles des ONG pour la préservation de l'environnement</b>	<b>166</b>
1	L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)	167
2	L'ONG Greenpeace : la « multinationale » de l'écologie	169
3	World Wide Fund for Nature (WWF) ou Fonds Mondial pour la Nature	172
4	L'ONG « Sea Shepherd »	173
<b>Section 2</b>	<b>Instruments juridiques internationaux des organisations internationales</b>	<b>174</b>
1	L'Unesco et le développement durable : l'exemple du Mont-Saint-Michel	175
2	La Banque Mondiale et les crédits carbone : progrès ou mystification ?	176
3	Le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE)	178
4	Zoom sur le GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	180



Section 3	Le droit international de l'environnement et l'Union européenne	183
1	Une multitude de textes, de conférences et tables rondes sur le thème de l'environnement	183
2	Principe de précaution en droit communautaire	187
Section 4	La délicate question des OGM : une communauté internationale partagée	191
1	Quand le sanitaire et les risques environnementaux se rejoignent	191
2	Les éléments du débat et les conséquences qui s'y rattachent	192
3	Un monde de divisions : légales, jurisprudentielles et de contre-pouvoirs	193
	<b>Conclusion : vers une politique mondiale du vivant</b>	201
	<b>Bibliographie</b>	205
	<b>Index</b>	207

# Introduction : pour une « éthique écologique »

**L**e présent ouvrage, fondé sur des faits établis, une jurisprudence étatique abondante, des lois nationales et des engagements internationaux ratifiés (ou pas) par les États, se propose de rendre compte et d'établir le dur constat qui, de nos jours, obère notre Planète jusqu'à la menacer : des attaques écologiques plurielles, des politiques environnementales divergentes, la difficulté d'entrevoir notre terre et nos océans à la fois comme patrimoine de l'humanité et héritage à préserver.

À la question formulée par un étudiant « pouvez-vous diagnostiquer l'état actuel de la planète », le légendaire explorateur, Paul-Émile Victor, répondit immédiatement : « la planète est très malade, les hommes en particulier<sup>1</sup>. »

L'urgence commande donc d'agir. Avant qu'il ne soit trop tard, car l'environnement, entre ciel et terre, concerne chacun et tout le monde, petits et grands États, régions situées dans les hémisphères Nord et Sud, les populations démunies comme les peuples nantis, les juristes internationaux et les économistes tout comme ceux qui sont éloignés du droit ou des thématiques économiques.

En effet, la mondialisation des idées, des rapports, de la communication et des comportements intéresse également la dimension écologique et la biodiversité des espèces. En fait, tout désormais converge vers ces deux composantes : les emplois de demain, le respect de la nature, nos gestes familiers, un monde respirable, la préservation des espèces. Bref, un environnement non dénaturé que l'on doit en permanence respecter, préserver et protéger.

Les questions essentielles, celles qui engagent les générations à venir, se bousculent alors : quelles enceintes internationales prennent les décisions engageant

1. Sur cette citation se reporter à l'ouvrage d'Alexandre Seacheke, *La cité de la réussite ou réflexions sur les principaux défis actuels*, éditions Filipacchi, 1993.

notre quotidien ? Comment relever durablement le défi du changement climatique ? Pour quelles raisons et à quelles conditions une nation pourrait accepter ou refuser de modifier, d'infléchir ses habitudes vis-à-vis de la Terre, déjà bien abîmée ? Les États, désormais éclairés, sont-ils prêts ou disposés à opérer une véritable mue, voire une révolution, en infléchissant leurs empreintes écologiques, en adoptant un PIB vert plus proche d'une réalité vécue ?

Et si tous et chacun nous détruisons sans complexe, à nous de chercher au plus vite à réparer, à nous racheter une conduite, à reconstruire durablement et, en dernière analyse, à se convaincre qu'en agissant de la sorte nous améliorerions notre cadre de vie, notre bien-être, notre santé aussi.

Ce livre fait également, et surtout, état des avancées juridiques internationales et européennes réelles, et livre les difficultés qu'il y a parfois d'envisager une régulation multilatérale ou de la coordonner efficacement. Ces progressions conduisent vers un but ultime : sensibiliser et informer afin de prévenir et d'enrayer les dégâts déjà trop nombreux endurés par la nature. L'ensemble des acteurs de la communauté internationale (États, Organisations intergouvernementales, ONG...) œuvrant en faveur de l'environnement y prennent leur juste place et font entendre leurs authentiques messages.

Il se veut pragmatique, adhérant ainsi à une réalité difficilement vécue par les hommes et la nature (faune et flore, sols et océans, ciel et espaces), et en démontrant qu'il ne faut en l'espèce rien lâcher : dans un prétoire pour défendre les droits de victimes d'abus en tous genres (celles de Minamata, Seveso, Amoco-Cadiz, Tchernobyl, *Deepwater Horizon*, Fukushima-Daïchi et tant d'autres affaires occasionnant maux et dégâts que l'on aurait, pour la plupart, pu éviter), ne pas craindre de défendre thèses progressistes et prises de position audacieuses au sein d'une conférence, d'une table ronde ou d'une instance internationale en y martelant à chaque occasion que « rien ne vaut la vie et les trésors naturels qu'elle renferme ».

Il cherche à voir plus clair et plus loin dans le débat opposant tenants d'un environnement débarrassé – sinon libre – d'émission de gaz à effet de serre aux « climato-sceptiques » puisque les émissions de CO<sub>2</sub> atteignent des sommets.

Jamais le droit international de l'environnement, bien qu'imparfait et lacunaire car encore assez jeune, n'a été aussi présent ni si prégnant dans notre quotidien. Il s'est, par ailleurs, grandement nourri des réformes majeures opérées par l'Union européenne à 27 États membres qui a su, mieux que d'autres organisations régionales, légiférer sur nombre d'aspects écologiques.

En permanence, cette branche du Droit international public devenue majeure dans les relations interétatiques nous informe, nous prévient et nous met en garde contre les marées noires à répétition, le réchauffement climatique, la fonte avancée de l'Arctique, la déforestation outrancière, le manque d'eau, l'inexorable désertification, la maîtrise impérieuse du nucléaire, la réglementation des espaces, le déve-

loppement durable, la taxe carbone si difficile à établir, les emplois de demain, les sommets multilatéraux souvent sans lendemain, le principe de précaution à renforcer, l'extinction de certaines espèces, les biotopes en péril, le travail des ONG environnementales, etc.

Des thèmes d'intérêt général qui forment notre connaissance du monde et nous engagent à l'épargner et à le préserver, sinon immaculé, tout du moins libre de pratiques invasives.

Ce *corpus* juridique international de l'environnement, certes en partie encore balbutiant, inabouti et incomplet mais du moins en marche et en grande partie respecté, notamment au sein de conférences internationales régulièrement tenues, prend ainsi la mesure de toutes ces interrogations et fournit à l'inconscient collectif quelques éléments de réponse, dont l'ultime se résume à quelques mots : comment l'humanité si fragile et précieuse peut-elle se diriger vers un avenir meilleur ? Pour tous.



# Partie

# 1

## Les atteintes à l'environnement : réglementation, réponses étatiques et procès

**C**omment gérer l'imprévisible, prévenir l'impensable, arriver à répondre aux insultes et souillures multiples faites à l'environnement, circonvenir les négligences humaines, refouler l'impéritie manifeste de certaines autorités publiques, éduquer l'individu afin qu'il prenne conscience et soin du bien collectif naturel ? Bref, de quelle manière restituer toute leur place aux éléments ainsi salis et tachés ?

Certes, une « croissance verte » en marche, révolutionnaire et créatrice d'emplois, a ainsi progressivement vu le jour et empli notre quotidien. Et par une sorte de principe d'unité organique consacrée au vivant (êtres humains, faune et flore), il apparaît à l'évidence que si l'Homme déchoit, la Terre se fane et se trouve alors en deuil.

Toutefois les salissures trop nombreuses demeurent, se multiplient même au grand dam de l'inconsciente humanité.

En effet, notre planète bleue joue, en ce moment et sans le savoir vraiment, son avenir et celui de l'humanité qu'elle porte.

Avant même qu'un droit international de l'environnement » digne de cette appellation (auquel il faut ajouter les enjeux qu'il induit fréquemment : humain, économique, climatique, sociétal...) a pu, non sans mal, se mettre en place, réguler nos comportements, pointer puis infléchir certaines tendances douteuses, l'Homme multipliait entraves et dégâts, pollutions et impuretés, contaminations et préjudices.

Et il lui arrive trop souvent d'agir encore ainsi, de faillir sans en peser les terribles conséquences pour la planète Terre. Sans comprendre surtout l'incalculable portée

de l'interdépendance des comportements<sup>1</sup> exposée dans les plus anciens textes, selon lesquels : « la personne humaine est comme un monde entier à elle seule, et le monde comme une personne en macrocosme ».

Toute activité humaine devrait s'en convaincre : l'environnement, héritage précieux et délicat des lignées du passé, doit pouvoir être transmis sans tâche, respecté, dépourvu d'atteintes écologiques à nos descendants. Sinon, les générations à venir pourraient en concevoir un inépuisable dépit : que serait un monde respirant un air saturé, des forêts désertées par la faune, une flore dénaturée, des océans sans poissons, une mer moins bleue, des arbres moins verts ?

Utopie ? Pas vraiment, car les exemples abondent dans ce sens inconvenant, défient parfois l'entendement, abaissent leurs auteurs, dégradent nos espaces. La main de l'Homme a beaucoup trop souvent porté atteinte à son environnement et agressé son écosystème de sorte que ceux-ci se trouvent désormais durablement ébranlés et gravement déstabilisés.

La liste des dégradations en tous genres semble à ce point inépuisable qu'il paraît impossible d'être, en ce domaine, exhaustif. Aucun espace n'est épargné, aucune espèce à l'abri. L'impératif économique pressant, la négligence humaine coupable sont, on le sait, les deux vecteurs de ces outrages portés à la nature.

Ils ont suscité besoins de rapidité, gain de temps, avidité à bâtir ou au contraire à déboiser à la hâte, sans retenue, et sont allés jusqu'à menacer l'existence du vivant.

Alors, face à ce regrettable constat aussi consternant qu'accablant, il ne reste que la voie légale, celle entreprise sur un plan international (voir partie 2) par la communauté des États, et la procédure judiciaire, nationale ou internationale, pour faire valoir le droit légitime à réparation après les outrages subis.

---

1. Voir Midrach Tan'houma, Pikoudé 3 (Talmud).

# L'écosystème en danger : terre, mers et océans outragés

« C'est une triste chose de songer que la nature parle et que le genre humain ne l'écoute pas. »

*Victor Hugo*

**L**a terre, les mers, océans et cours d'eau, les ressources aussi innombrables qu'inestimables qu'elles renferment et les êtres qui y demeurent doivent agir en partenaires responsables de l'univers. Car si on n'y prête qu'une attention polie et distraite, nos vies, expression d'un libre arbitre accepté et non d'un scénario catastrophique préétabli, pourraient un jour peut-être pas si lointain en subir le terrible contrecoup.

Et d'une attitude désinvolte naîtrait alors un grand désordre dont les conséquences peuvent nous atteindre. Durablement.

**Section 1 ■ Mers & océans bafoués par les marées noires**

**Section 2 ■ Et tant d'autres agressions contre l'« eau »  
sous toutes ses formes**



## Section 1 MERS & OCÉANS BAFOUÉS PAR LES MARÉES NOIRES

Les mers et océans d'abord et surtout sont l'objet d'atteintes visibles, épaisses, visqueuses, mortelles. Les marées noires (majoritairement, mais elles ne sont pas les seules), ces nappes imbibées de pétrole qui, à l'occasion de maladresses humaines inconséquentes ou volontaires (notion de dégazage en haute mer) souillant et atteignant toute chose vivante font désormais hélas partie de notre actualité quasi quotidienne.

L'appât pécuniaire, le gain facile, la démarche mercantile en constituent l'indigne moteur. Et même si la riposte face aux maux s'aguerit, l'ampleur des dégâts causés bouleverse et inquiète toujours autant.

### 1 Du Torrey Canyon à l'Erika : une litanie d'accidents

Il ne s'agit pas dans cet ouvrage d'épuiser (le pourrait-on d'ailleurs, tant la liste est longue ?) toutes les marées noires qui ont émaillé ces dernières décennies notre histoire, mais de porter un éclairage utile sur certaines, celles qui au fond vont d'abord faire évoluer les consciences puis le droit international.

Toutes les épreuves subies par les étendues d'eau salée ne remontent évidemment pas à l'affaire du Torrey Canyon. Il y avait eu bien avant cet échouage d'autres pollutions en mer et il y en aurait après beaucoup d'autres plus importantes et plus ravaugeuses encore. Il n'empêche, la prise de conscience internationale est née lorsque ce pétrolier de la filiale libérienne de l'*Union Oil Company of California* venant du Koweït s'échoue, le 18 mars 1967, sur les rochers des Scillies ou Sorlingues (Cornouaille anglaise) déversant 120 000 tonnes de pétrole brut.

Les explications alors fournies par les autorités britanniques – défaillances techniques et temps exécrable – ne convainquent pas pleinement. Le navire, définitivement perdu, est ensuite bombardé par la RAF qui tente ainsi, mais en vain, de brûler sa cargaison de pétrole. Poussé par un fort vent, le liquide noir dérive et s'étend aux côtes françaises, de la Bretagne au Cotentin.

Le 10 avril, le Plan Orsec (opération secours) est déclenché, avec pour objectif de protéger le fragile littoral français. Mais la réserve naturelle des Sept-Îles est gravement atteinte, des milliers d'oiseaux sont alors mazoutés. Barrages flottants, système de pompage et centaines de bénévoles munis de sceaux et de pelles ne suffiront pas à nettoyer tous les rochers souillés.

Le choc est immense, le désarroi des communes salies grand. La communauté des États et les opinions publiques comprennent que l'« or noir » transporté par des navires indignes de ce nom peut à tout moment atteindre nos espaces vitaux. Mais la leçon éprouvante n'est alors pas vraiment retenue. Et si le pire n'est jamais sûr, il arrive qu'il se reproduise parfois.

Le pire allait revêtir la forme d'un supertanker, neuf, immatriculé au Liberia, affrété par la compagnie Amoco Transport (filiale de la *Standard Oil*), lancé en 1974 et long de 334 mètres. Le 16 mars 1978, la tempête fait rage au large des côtes bretonnes et le capitaine du supertanker Amoco Cadiz qui a chargé dans le Golfe persique à destination du grand port européen de Rotterdam comprend, mais un peu tard, que ce géant d'acier ne répond plus à cause d'une avarie au gouvernail.

Le superpétrolier vient alors s'échouer sur les rochers de Portsall laissant s'échapper le mazout. Les quarante-deux membres d'équipage sont fort heureusement sauvés. La Marine nationale française met rapidement des moyens considérables (déclenchement du Plan Polmar – pollution maritime – avions, hélicoptères, et des milliers de personnes s'activent et participent aux opérations de nettoyage).

Mais les ravages causés par cette immense pollution maritime sont d'une ampleur sans précédent : de la pointe Saint-Mathieu à Plouguerneau, l'air est saturé de pétrole, les côtes envahies par le liquide visqueux qui semble inépuisable, les fonds marins pollués, la faune (oiseaux mazoutés) meurtrie alertent médias<sup>1</sup> et politiques. Sur un plan économique, les goémoniers sont ruinés, les pêcheurs, hôteliers et ostréiculteurs gravement atteints dans leur activité.

Certes les responsabilités seront par la suite établies, les indemnités versées et le commandant du pétrolier, Pascuale Bardari, sera placé sous contrôle judiciaire et inculpé (on dirait de nos jours, mis en examen) de « délit de pollution » par le juge d'instruction Jean Gouyette.

Le procès interminable et éreintant de l'**Amoco Cadiz**<sup>2</sup>, qui s'ouvre en 1982, durera plus de dix ans devant le tribunal de Chicago (États-Unis).

Et, le 18 avril 1984, le juge fédéral prononce le jugement tant attendu par toute la Bretagne : l'Amoco Cadiz (Amoco Corp.) est reconnue responsable et devra rembourser l'ensemble des dégâts. La deuxième phase du procès, destinée à fixer le montant des indemnités, peut alors produire ses effets.

À cet égard, l'ensemble des parties civiles (notamment l'État français et le Syndicat mixte regroupant 90 communes bretonnes) produisent une estimation réaliste et chiffrée des dommages causés.

Le 27 avril 1992, au terme d'une très longue bataille dilatoire et après avoir épuisé toutes les possibilités d'appels dont la procédure judiciaire américaine a le secret<sup>3</sup>, le jugement est rendu : les plaignants se voient remettre la totalité des sommes qu'ils désiraient dans leur demande d'indemnisation, soit 225 millions de francs (environ 34 millions d'euros)

1. Un journal anglais titra *Carnage beyond belief* et le Premier ministre français, Raymond Barre, venu se rendre compte de l'ampleur de l'échouage et de la pollution occasionnée parlera de « catastrophe nationale » (voir *Chronique du xx<sup>e</sup> siècle*, Larousse-RTL, 1983, p. 1163).

2. Lire l'ouvrage érudit et détaillé d'Alphonse Arzel (maire de Ploudalmézeau), *Le procès de l'Amoco Cadiz*, collection Écrits, 2004.

3. Se reporter à l'ouvrage, *Introduction aux droits anglais et américain*, de Roland Séroussi, Dunod, 5<sup>e</sup> édition, 2011.

pour le syndicat mixte et 1,30 milliard de francs (un peu plus de 160 millions d'euros) au bénéfice de l'État français qui avait fait l'avance de tous les débours utiles aux fins de réparations.

La victoire judiciaire en faveur du respect de l'environnement marin est grande, à la mesure de la désolation endurée.

L'affaire Erika qui va attirer l'attention de l'opinion n'est pas par l'ampleur des dégâts causés la plus grave ni ne représente la plus désastreuse marée mais, outre sa médiatisation à outrance, elle va augurer une avancée formidable sur le plan judiciaire français et européen. D'une part, elle établit clairement la notion pénale de culpabilité qui vient renforcer celle, civile cette fois, de responsabilité, et le concept de « préjudice écologique » sera, d'autre part, complété par la mise en place par l'Union européenne (UE), en cinq ans, de 3 « paquets » de mesures<sup>1</sup>, dits Erika 1, 2 et 3, visant à instaurer une politique communautaire intégrée et étoffée en matière de sécurité maritime.

Les faits sont constants et bien connus. Pétrolier battant pavillon maltais de complaisance, construit en 1975, long de 184 mètres et affrété par la firme TotalFina, l'Erika fait naufrage, le 12 décembre 1999, au large de la Bretagne. Précipité par le temps et poussé par des rafales de vent d'Ouest, le fuel lourd destiné à Livourne (Italie) pollue la côte de Lorient à Noirmoutier.

Les barrages flottants ne pourront contenir la marée de flaques de mazout. Tout est compliqué en l'espèce ; ce pétrolier bat pavillon – notion d'immatriculation – de complaisance maltais (port d'attache, La Valette), est affrété par la société française Total-Fina-Elf (devenue TotalFina), l'armateur est de nationalité italienne, la gestion technique est assurée par la société Panship et les contrôles relèvent de l'entreprise italienne Rina (une société de classification).

Les expertises et rapports diligentés, les constats en tous genres effectués, les différentes demandes émanant des parties, les dénégations de responsabilité (quelque 50 avocats vont pouvoir à cette occasion s'escrimer dans les prétoires) habituelles et parfois nécessaires à l'administration d'une bonne justice et à la manifestation de la vérité font que les audiences du procès ne s'ouvrent que le 12 février 2007, et vont durer 4 mois.

Dans le jugement (de près de 300 pages) du tribunal correctionnel de Paris rendu le 16 janvier 2008, le groupe Total SA est finalement reconnu coupable de « pollution maritime » (loi française de 1983) et se voit condamné à verser 192 millions d'euros aux victimes de la marée noire (171 millions seront effectivement versés après l'arrêt d'appel, car non réclamés par Total). L'arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 30 mars 2010, ne confirme que partiellement (en particulier, la notion de responsabilité pénale, soit une amende de

1. À partir de juillet 2003, les contrôles des navires vétustes sont désormais renforcés et s'exercent au moins une fois par an.

375 000 euros, mais Total est exonéré de sa responsabilité civile<sup>1)</sup> la décision de 1<sup>re</sup> instance, pour faute d'imprudence de l'affrèteur (en l'occurrence le donneur d'ordre).

En avril 2010, plusieurs pourvois en Cassation sont formés devant l'instance judiciaire suprême, ceux de l'armateur italien, de l'ex-gestionnaire, de Total, le 6 avril, et neuf communes du littoral de Loire-Atlantique qui réclament de plus grandes indemnités réparatrices. Mais la question posée en filigrane par ce pourvoi demeure : « qui exerçait le pouvoir de contrôle, de gestion et de bonne marche du navire ? »

Jusque-là, les États-Unis pensaient à tort pouvoir être épargnés par les marées noires. En 1989, le premier et dur coup fut porté au Sud de l'Alaska par le pétrolier Exxon Valdez à simple coque qui va modifier la législation américaine relative au transport maritime de pétrole. L'échouement décime oiseaux et mammifères marins malgré un déploiement considérable de secours.

Les images relayées par toutes les chaînes du monde sont insoutenables (couches noirâtres et nauséabondes, gaz extrêmement toxiques libérés, sable, végétation et surtout faune mis en danger).

En juin 2008 (!), l'arrêt définitif de la Cour suprême fédérale américaine condamne le *major* ExxonMobil, qui se retourne vers ses assureurs, à verser 500 millions de dollars (pourtant, ce montant semble faible au regard de la facture estimée à près de cinq milliards de dollars).

**Tableau 1.1 – Principales marées noires (*oil spills*)**

Date	Nom des pétroliers	Lieux concernés	Dégâts causés
18 mars 1967	Torrey Canyon (immatriculé au Liberia)	Cornouaille (Angleterre), Bretagne (France)	120 000 <sup>2</sup> tonnes de pétrole brut, côtes polluées
24 janvier 1976	Olympic Bravery (Liberia)	île d'Ouessant (Bretagne)	1 200 t de fuel, littoral souillé
16 mars 1978	Amoco Cadiz (Liberia)	Côtes bretonnes (village de Portsall, Finistère Nord)	227 000 t, faune et flore atteintes
20 juillet 1979	Atlantic Empress	Caraïbes (collision au large de Trinidad & Tobago)	287 000 t
6 août 1983	Castillo de Bellver (Espagne)	Cape Town, Afrique du Sud	252 000 t (la partie arrière du navire chargée de brut coule)
24 mars 1989	Exxon Valdez	Sud de l'Alaska, détroit de Prince-William (États-Unis)	37 000 t, faune et flore gravement atteintes
19 décembre 1989	Kharg 5 (Iran, explosion)	Canaries	86 000 t
28 mai 1991	ABT Summer (pétrolier libérien)	Angola	260 000 t



1. En application du Protocole de 1992, modifiant la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à une pollution par les hydrocarbures (texte international entré en vigueur le 30 mai 1996).

2. Les chiffres du tonnage déversé en mer par ces naufrages varient selon les sources. Les raisons objectives tiennent aux éléments suivants : les fuites sur le tanker (recueillies, pompées, épanchées, supposées dissoutes...), la prise en compte des côtes polluées et du bitume lourd (simple résidu) ainsi que les rejets en mer...

5 janvier 1993	Braer (battant pavillon libérien)	Shetland (Écosse)	84 500 t
12 décembre 1999	Erika (pétrolier immatriculé à Malte)	France (côte Atlantique)	20 000 t
13 novembre 2002	Prestige	Espagne, Golfe de Gascogne	64 000 t
20 avril 2010	Deepwater Horizon (explosion de la plateforme pétrolière, Golfe du Mexique)	Plusieurs États fédérés des États-Unis sont touchés (Louisiane, Floride, Alabama, Mississippi)	35 000 à 60 000 barils de brut déversés chaque jour (une nappe de brut de la taille de la Sardaigne)

## 2 Explosion de la plateforme « Deepwater Horizon »

Plus de trente années après le second coup porté à l'espace maritime américain (les observateurs avaient tous gardé en mémoire la triste affaire du puits Ixtoc 1, déjà placé dans le Golfe du Mexique, 3 juin 1979-23 mars 1980, qui avait concerné de 500 000 à 1,5 million de tonnes de brut), une pollution côtière plus conséquente encore s'apprêtait à déferler.

Car il va cette fois s'agir du signe annonciateur d'un nouveau désastre directement placé sous les feux de la sur-médiatisation et du débat d'idées, celui de la plateforme « Deepwater Horizon » de sinistre mémoire.

Et c'est la chronologie de cette nouvelle et hélas prévisible catastrophe (au moins 35 000 barils<sup>1</sup> de brut se déversent alors chaque jour dans ledit golfe) qui permet d'en dénouer l'incroyable écheveau :

- 20 avril 2010, une explosion survient sur la plateforme « Deepwater Horizon », située dans le golfe du Mexique, et fait 11 morts ; la marée noire commence à déployer ses effets quelques jours plus tard ;
- 25 avril : la compagnie anglaise, British Petroleum (BP, qui assure l'exploitation de la plateforme et emploie dans le monde 80 000 personnes), annonce que du pétrole s'échappe du puits incriminé ; le pompage s'avère compliqué ;
- 29 avril : le président américain, Barack Obama, déclare la marée noire « catastrophe nationale » ;
- 8 mai : première tentative avortée de BP visant à poser un couvercle sur la fuite ;
- 13 mai : abandon de la seconde tentative d'apposer un nouveau couvercle ;
- 29 mai : une troisième tentative de colmatage échoue également (il s'agissait d'injecter des matériaux et produits liquides) ;
- 3 juin : sous la pression de l'opinion et les menaces de procès émises par l'administration Obama<sup>2</sup>, BP s'apprête à installer un « entonnoir » pour juguler la fuite ;

1. Le baril est l'unité de mesure pour le pétrole et ses dérivés et équivaut à 159,1 litres.

2. Lire *The Economist*, June 19th-25th 2010 qui titre « Obama v BP, the damage beyond the spill ».

- 16 juin : BP accorde 20 milliards de dollars, sur un compte bloqué, aux victimes de la marée noire (les États de Floride, Louisiane, Alabama sont envahis par des milliers de boules ou boulettes de goudron) ;
- 30 juin : les États-Unis acceptent une aide internationale (Union européenne, Canada, Mexique, Norvège, Japon...) ;
- 3 juillet : le A Whale, un immense navire taïwanais, a pour mission de pomper et de récupérer jusqu'à 50 000 barils d'hydrocarbures par jour ;
- 15 juillet : BP affirme avoir arrêté l'écoulement de pétrole après avoir fermé toutes les valves de l'entonnoir placé sur le puits endommagé.

En juin 2010, le président Obama évoque un « 11 septembre écologique<sup>1</sup> » et le quotidien français, *Le Parisien*, titre : « Le Tchernobyl américain ». Sans aller jusque-là car il faut en l'occurrence raison garder, le bilan est cependant très lourd. Il met en exergue plusieurs aspects d'une importance extrême : la fragilité de l'environnement touché (naissance de thons en diminution, plus de 600 espèces animales mortes ou menacées – oiseaux (aigrettes, hérons), mammifères marins (dauphins, baleines, lamantins), thons rouges ayant ingéré des boulettes de mazout –, diminution de la température de l'eau, éléments associés à une image sérieusement écorchée du pétrolier BP dont l'équilibre financier sort de cette affaire particulièrement ébranlé (le *major* pétrolier a prévu une enveloppe de 20 milliards de dollars afin de dédommager les quelque 171 000 particuliers touchés de près ou de loin par la marée noire).

Aussi, les mesures utiles et suivies d'effet ne se font pas attendre : le président Obama instaure un moratoire sur les forages en eaux profondes (l'exploitation *offshore* assure actuellement près d'1/4 de la production mondiale de pétrole) qui sera néanmoins contesté à bon droit en justice par le lobby pétrolier ; les méthodes d'extraction vont certainement faire l'objet de révisions drastiques (l'UE compte à elle seule 360 plateformes pétrolières en mer) ; et l'idée suggérée par le commissaire européen à l'énergie<sup>2</sup> de créer une assurance anti-marée noire comparable au système imposé aux centrales nucléaires à la charge de tout exploitant de pétrole pénètre les esprits.

La « conscience écologique » semble enfin trouver sa voie même si elle doit encore emprunter des sentiers de traverse, et surmonter des obstacles aussi bien matériels que psychologiques.

1. Voir *Le Figaro*, 15 juin 2010.

2. Günther Oettinger, voir à ce sujet l'interview donnée au quotidien allemand *Frankfurter Rundschau*, le 2 juillet 2010.



« Écrire sur la nature, c'est écrire sur la vie, et sur notre avenir à tous. Les enquêtes, les études les plus sérieuses, les colloques internationaux, les expériences et les témoignages le démontrent clairement : les hommes ont fait des océans et mers un champ clos d'intérêts nationaux, pas tous avouables, voire irrationnels. Cette lutte d'influences néfaste a conduit aux pires excès. À ce rythme inconséquent, que restera-t-il de la mer, le plus bel endroit de la Terre, dans un siècle ?

En effet, mers et océans se meurent d'avoir été abusés par le genre humain. La loi des mers est tous les jours bafouée par lui. C'est là un fait accompli grave, incontournable, incontestable. Cependant, l'heure n'est plus aux lamentations, mais à la réaction collective, unique réponse salutaire aux différentes atteintes (pollutions, déchets, non-respect des quotas de pêche, etc.).

Peut-on encore nous insurger contre ces scandales devenus ordinaires ? En est-il encore temps ? Il faut bien sûr répondre à ces deux interrogations par l'affirmative, mais en se hâtant. Tout attermoisement renforce un peu plus les périls, et décrédibilise l'action internationale en faveur des océans.

Le principal danger réside actuellement dans le transport maritime. Dans ce domaine, les solutions existent, mais nombre d'États rechignent à les retenir pleinement ou, plus grave, s'ingénient à les appliquer avec parcimonie et de façon sélective, autrement dit dès lors que le pré-carré des avantages nationaux et exclusifs le commande.

La loi de la jungle est devenue celle des océans. Aussi y fait-on désormais de manière quasi anarchique n'importe quoi avec n'importe quel équipage.

Seuls des principes juridiques minimaux, clairement définis et contraignants sont à même d'infléchir la tendance dure et suicidaire que nous connaissons actuellement.

Parmi les lignes nouvelles et impérieuses de conduite à respecter, il est possible, dès maintenant, que la Communauté internationale des États respecte les quelques principes suivants.

En premier lieu, il faut absolument opérer des « zones de séparation de trafic ». Sur ces *autoroutes* de la mer à sens unique, les États côtiers s'emploieront – au moyen de centres de contrôle – à surveiller les navires, leur destination, et au besoin la nature de leur cargaison ainsi que la qualification des équipages.

Institution spécialisée des Nations unies, l'Organisation maritime internationale (O.M.I.) située à Londres, qui fonctionne depuis 1948 (cette agence compte près de 170 États membres, et vote le plus souvent par consensus), se verrait alors confier la charge de rendre obligatoire le signalement des navires qui transitent dans certaines zones à risques.

Cette instance internationale aura ainsi à répertorier les régions dites *sensibles* sur le plan environnemental – faut-il rappeler, par exemple, que la pointe de Bretagne, en France, figure parmi les parages les plus fréquentés du monde ? – ou celles qui sont *déliçates* en termes de navigation, comme l'approche de grands ports ou le passage de détroits internationaux.



1. Lire à ce sujet *La Mer en partage*, Roland Séroussi, Publibook, 2010.



Bien plus, la publication de la liste des « navires poubelles<sup>1</sup> » devrait constituer une mesure de salut public international. Cette « liste rouge » serait mise à disposition et amendée chaque année pour tenir compte des évolutions techniques.

Le Mémoire de Paris de 1984, signé par quinze pays ayant une façade maritime, participe bien de cette idée *sécuritaire*. En effet, ces États se sont engagés à effectuer des contrôles systématiques de tous les navires escalant dans leurs ports, et surtout de retenir jusqu'à réparation définitive tout bâtiment défectueux ou jugé suspect.

Réalisés par un corps d'inspecteurs spécialisés et munis de données informatiques ultramodernes, ces contrôles devraient être rendus publics.

Plus coupable encore est l'incroyable insouciance des États à l'égard des pavillons de complaisance qu'ils soient libériens, chypriotes ou panaméens.

Durant combien de temps encore laissera-t-on aller et venir impunément, au nom d'intérêts marchands, des navires obsolètes, proches de la casse, et par-dessus tout responsables de collisions mortelles, de pollutions iniques, de dégazages laissés impunis, bref de maux désormais si communs de l'humanité ?

À l'évidence, le principe courageux de la responsabilité du « pollueur payeur » et celui de l'indemnisation *a priori* du transporteur est à retenir puis à renforcer. À charge pour ce dernier de démontrer que des éléments extérieurs atténuent en partie ou exonèrent pleinement son implication.

En outre, il apparaît essentiel de durcir les règles d'arrimage des cargaisons<sup>2</sup> par l'adoption d'un code international obligatoire qui imposerait la présence à bord des navires d'un plan d'urgence à activer en cas de risques majeurs.

Enfin, les autorités politiques auront également à s'atteler au sulfureux problème des supertankers et, à terme, obliger les armateurs à construire ces *Géants des mers* en les dotant d'un pont intermédiaire ou d'une double coque.

« *Plus jamais cela* », ne doit pas être un slogan éphémère ou de circonstance, mais la résolution ferme de toute la communauté internationale. Des règles simples, rationnelles, authentiques réponses – exigences ? – universelles sur lesquelles les gens de la mer puissent s'appuyer. Et rendre ainsi notre monde meilleur.

### 3 Les marées noires oubliées

À l'évidence, il faut constater et en même temps déplorer une différence de perception et de traitement entre les marées noires relayées par les grands médias de l'information touchant les pays riches et influents et celles souillant des contrées moins en vue, éloignées des préoccupations et centres d'intérêt.

1. On sait que les compagnies maritimes recourent aux pavillons de complaisance afin de contourner les impératifs de sécurité toujours plus draconiens. Il n'empêche que ces supertankers deviennent de véritables « bombes écologiques » presque incontrôlables.

2. À l'image du porte-conteneurs libérien, *Rena*, contenant 1 700 tonnes de carburant, qui s'est échoué le 5 octobre 2011, sur un récif de la baie touristique de Plenty (en Nouvelle-Zélande) provoquant une crise environnementale majeure pour le pays (marée noire aggravée par le mauvais temps).



Il y aurait ainsi quelque trois cents marées noires de toute dimension oubliées chaque année. Le delta du Niger, siège mondial de la pollution par hydrocarbures, en offre à cet égard un bien triste et douloureux spectacle.

En effet, avec plus de six cents champs pétrolifères, ce delta fournit quarante pour cent des importations américaines de brut. La guérilla permanente et meurtrière perpétrée par des rebelles<sup>1</sup> déterminés qui sévit dans cette région est à l'origine de maux incommensurables dans une sorte d'indifférence générale polie : oléoducs dynamités, maladies contractées par la population locale, pléthore de galettes de pétrole déposées le long des côtes, disparition de barils de brut du fait d'une contrebande organisée, pollution sans retenue des terres.

### Section 2 **ET TANT D'AUTRES AGRESSIONS CONTRE L'« EAU » SOUS TOUTES SES FORMES**

Que dirait de nos jours le célèbre Commandant Jacques-Yves Cousteau, cet amoureux inconditionnel des mers et océans qui jadis les sillonnait à bord de sa Calypso ? Didactique à souhait, il a, grâce à ses reportages, converti sans efforts le monde à l'écologie marine, par l'image.

Il martèlerait qu'il y a plus de plastique que de plancton, regretterait que la surpêche exerce des ravages, dénoncerait que les algues en décomposition menacent l'Homme, pourfendrait le forage en mer qui investit gravement les fonds marins, et serait accablé par l'asphyxie lente des récifs de coraux ainsi que par le pillage des océans.

#### **1 Océans dévastés**

Dans les grands fonds marins, la pêche profonde (de 200 à 2 000 mètres) s'avère dévastatrice. Entamée à plein régime il y a trente ans cette surpêche provoque le déclin rapide des stocks de poissons blancs (cabillaud et lieu en tête). La reproduction de l'écosystème des profondeurs s'effectue lentement et ne peut ainsi contrer la pêche intensive car 60 à 70 % des stocks ont déjà été prélevés.

Poissons empereur, grenadier de roche, sabre noir, les grands prédateurs (requins, dauphins, baleines, phoques, etc.) et surtout le thon rouge risquent de disparaître.

---

1. Lire *Introduction aux relations internationales*, Roland Séroussi, Dunod, 2010.

Malheureusement, il a été scientifiquement démontré<sup>1</sup> que l'abondance de la vie marine a déjà vécu ses meilleurs instants et que, donc, seul un revirement ordonné de la pêche pourrait restaurer faune et flore marines.

Malgré tout, les réticences et résistances ont la vie dure. Par exemple, pour le thon rouge, la Convention CITES<sup>2</sup> sur les espèces menacées n'a pu classer, en mars 2010 à Doha, ce poisson à la chair si prisée à l'annexe I des espèces interdites à l'exportation, notamment sous l'influence irréductible du Japon et de la Libye (le pays du Soleil levant étant le principal débouché commercial pour la pêche libyenne...).

Un semblable constat peut s'appliquer aux récifs coralliens<sup>3</sup>, avec toutefois moins de certitude. Certes, les hydrocarbures et les produits dispersants risquent à terme de recouvrir et asphyxier les coraux. Pourtant le débat reste ouvert et controversé : il n'est pas prouvé que les récifs souillés par le pétrole, notamment dans le Golfe persique, soient aussi sensibles au terrible onguent noir. Leur métabolisme ne tire pas leur énergie de la photosynthèse, mais trouve leur nourriture dans les colonnes d'eau.

Et, en dernière analyse, est-on sûr que l'étiquetage écologique, celui qui est censé protéger généreusement les ressources marines contre le pillage des mers ou la surpêche, remplit pleinement son office ? En effet, les écolabels des produits de la mer, comme le célèbre MSC (*Marine Stewart Council*), créé en 1997 par la Multinationale Unilever et « WWF<sup>4</sup> », et qui promeut notamment dans les pays anglo-saxons la petite étiquette ovale bleue, semblent faire l'objet de tenaces polémiques de la part de la communauté scientifique<sup>5</sup>, ce qui en brouille forcément la portée.

## 2 Au cœur des étendues marines : le plastique pollue impunément

Y aura-t-il un jour plus de matière plastique dans nos océans que de plancton ? La question vaut la peine d'être émise car des plaques entières de déchets de la vie courante et de plastique, parfois grandes comme un continent, couvrent, en effet, la surface des mers. Et ce phénomène n'est pas récent<sup>6</sup>. Ainsi, la plaque la plus connue (*Great Garbage Patch*), située dans le Pacifique Nord, entre les États-Unis

1. Lire le dossier « Futurs » consacré à la question du pillage des mers, dans le quotidien français *Libération*, 30 juin 2009.

2. Voir partie 2 de l'ouvrage, Chapitre 6, Section 5.

3. Lire à ce sujet l'article du *New York Times*, reproduit dans *Le Figaro* du 11 juin 2010.

4. WWF : *World Wide Fund for Nature*, pour la protection de la nature et de l'environnement, ONG créée en 1961 (Voir Partie 2, Chapitre 7, Section 1, § 3).

5. Lire l'article de Yves Miserey, dans *Le Figaro* du 3 septembre 2010.

6. Se reporter au livre de Eric Scigliano et Curtis Ebbesmeyer (2009), *Flotsametrics and the Floating World: How One Man's Obsession with Runaway Sneakers and Rubber Ducks Revolutionized Ocean Science*, London: Collins ainsi que l'article du *Figaro*, 24 août 2010, de Marielle Court, p. 9.

et le continent asiatique fut découverte vers la fin des années 1990. Une autre plaque gigantesque a dramatiquement investi l'Atlantique Nord. Par le résultat conjugué de courants circulaires et des tourbillons marins, les océanographes estiment à huit le nombre de ces plaques chargées d'objet flottants.

L'inquiétude est grande et justifiée puisque des tonnes de plastiques (véritables éponges à polluants, tels les métaux lourds) ingurgitées par les poissons représentent, en dernière analyse, de vrais dangers pour la chaîne alimentaire. Et les conséquences sur l'environnement et la biodiversité sont légion : les dauphins avalant des sacs, les prenant pour des méduses, les oiseaux meurent parce que leur estomac est incapable d'éliminer les résidus (il s'agit de microparticules) de plastique.

Et, bien évidemment, pour lutter contre de telles pollutions invasives, les opérations de nettoyage des plages, des lacs et des rivières sont des initiatives louables, à l'image de celle annuellement entreprise par l'association *Surfrider Foundation Europe*, consacrée à la mise en valeur et la gestion durable de l'océan et du littoral.

### 3 Les algues vertes au ban des accusés

Le réchauffement des mers lié aux changements climatiques de la planète serait-il à l'origine de la « laitue des mers » (ou ulves), cette algue verte qui, par milliers de tonnes, gagne du terrain notamment sur le littoral des dizaines de plages bretonnes et dont l'odeur d'œuf pourri brûle le nez et affecte les voies respiratoires ? Certains, comme les associations pour la protection de l'environnement, l'affirment, d'autres rejettent par manque de preuves avérées cette hypothèse. Et cette controverse qui remonte au début des années 1980 enfle depuis trois décennies.

En l'espèce, ce sont les nitrates (dus aux résidus d'engrais chimiques et de lisier) d'origine urbaine, agricole ou industrielle qui sont en cause. Nitrates abondamment utilisés dans les cultures et élevages intensifs qui achèvent leur course folle dans les cours d'eau, la mer ne faisant que favoriser le pullulement de ces algues en décomposition.

En France, un décès pour le moins suspect, survenu le 22 juillet 2009, d'un homme qui transportait des algues vertes dans les Côtes-d'Armor<sup>1</sup> (22) a relancé l'inquiétude. L'hydrogène sulfuré à des taux très élevés dégagé par les algues peut donc s'avérer mortel (en une minute, un cheval est mort asphyxié à l'été 2009 sur ces mêmes Côtes, tout comme deux chiens à Hillion, dans le département 22).

---

1. En raison d'une chaleur inhabituelle que le territoire français a enduré, au printemps et à l'été 2011, les algues vertes plus visibles que jamais sont réapparues dans les Côtes-d'Armor (plage de Morieux) et un peu partout sur la côte bretonne. Des dizaines de marçassins et sangliers ont ainsi, selon des études effectuées par des laboratoires, trouvé la mort à cause de l'hydrogène sulfuré qui se dégage des algues incriminées (lire *Le Figaro* en date du 7 septembre 2011).

L'affaire a pris une nouvelle tournure puisque l'État français a été directement montré du doigt. Le 25 octobre 2007, le tribunal administratif de Rennes a, en effet, retenu la responsabilité de l'État et l'a condamné à verser 2 000 euros d'amende à l'association « Eau et rivières de Bretagne ».

Pour condamner l'État et retenir sa responsabilité vis-à-vis de la prolifération des algues vertes polluantes et toxiques, les pouvoirs publics français se sont vu reprocher leur laxisme en matière de protection de l'eau, d'autorisations d'extension d'élevage et de retards dans l'application des directives européennes.

Mai déjà on craint que d'autres algues tropicales prolifèrent et sévissent, notamment en Méditerranée comme c'est le cas à Villefranche-sur-Mer<sup>1</sup> où récemment, à quelques reprises, la baignade a été interdite à cause d'une autre algue toxique (*l'ostreopsis ovata*).

Les « marées vertes » ne concernent pas que la France métropolitaine. On sait, par exemple, qu'au moment des Jeux Olympiques de Pékin, à l'été 2008, la présence d'ulves durant les compétitions de voile se déroulant sur le littoral de Qingdao a obligé les autorités chinoises à déployer un luxe d'efforts humains et matériels pour en venir difficilement à bout.

## 4 Toujours plus de plateformes & de pipe-lines

Les deux illustrations qui suivent révèlent les menaces liées à l'extraction pétrolière et marquent les limites de la cohabitation difficile entre or noir et réserves naturelles.

Le forage en mer pose, en premier lieu, de vrais problèmes et présente peu de solutions pour y faire face. La pollution en 2010 du Golfe du Mexique a souligné la question et relancé le débat. Doit-on remettre en cause l'ensemble du *offshore* mondial ? L'activité est rendue dangereuse pour l'Homme (plus de 750 morts depuis 1962), mais elle est vitale car les réserves terrestres en pétrole s'épuisent et certaines demeurent sous le contrôle étroit des compagnies nationales d'État, comme c'est le cas pour les pétromonarchies du Golfe Persique. Et, selon le très sérieux journal anglais *The Guardian*<sup>2</sup>, cette entreprise présente aussi des risques écologiques permanents pour les étendues marines : chaque semaine au mois, les plateformes pétrolières – appartenant aux compagnies Shell et Total ou encore aux opérateurs danois Maersk et canadien Talisman – laissent fuir impunément or noir et gaz, notamment dans les eaux de la Mer du Nord...

1. Voir *Le Journal du Dimanche*, 2 août 2009.

2. Lire *The Guardian*, 5 juillet, 2011, qui publie tableaux et chiffres édifiants sur ces innombrables fuites.

Dans ce contexte difficilement maîtrisable, les interrogations légitimes fusent : faut-il arrêter d'exporter du pétrole extrait depuis ces plateformes ou du moins déclarer un moratoire sur ces forages en fonds marins afin de renforcer le *offshore* le moins sûr (au large de l'Afrique, comme au Nigeria ou en Angola) ? L'activité des « majors » pétroliers dont BP se trouverait-elle à terme menacée ? Et comment remplacer 1/5 des réserves mondiales provenant des grands fonds ?

En second lieu, la souillure sombre de La Crau interpelle et interroge sur les grands enjeux environnementaux. En effet, les 4 500 tonnes de pétrole déversées, en août 2009, dans la réserve unique de La Crau (Bouches-du-Rhône, France) en raison d'une fuite de l'un des *pipe-lines* souterrains, exploités par la Société du *pipe-line* sud-européen, traversant les lieux, ont entaché plusieurs parcelles (5 hectares détruits et 46 autres endommagés), contaminé la nappe phréatique, atteint les espèces protégées et, en dernière analyse, dévalué les beaux paysages de steppes.

Certes, un chantier de dépollution a aussitôt été installé sur ce site où il a fallu extraire quelque 66 000 tonnes de terre imbibée de pétrole. 50 millions d'euros ont ainsi été dépensés pour restaurer cette magnifique réserve naturelle, sans évoquer les affreux monticules de terres souillées d'or noir et les rotations incessantes de camions. De plus, une enquête dirigée par le procureur du tribunal de Tarascon a été diligentée.

Mais que va-t-il à terme rester de ce petit paradis naturel classé par le réseau « Natura 2000<sup>1</sup> » (soit une contrée à très haute valeur patrimoniale) ? Recouvrera-t-il un jour sa sublime apparence d'antan, son incomparable biodiversité ?

## 5 Tempêtes, tsunami, raz-de-marée, séismes et inondations : tragédies sans limites

On ne peut, à l'évidence, incriminer la main de l'Homme dans toutes les tragédies marines. Certaines calamités relèvent, en principe, du registre naturel. Il n'empêche, ces survenances, souvent catastrophiques, portent souvent l'empreinte de la suractivité humaine. L'année 2010 a, à cet égard, été l'une des plus meurtrières jamais enregistrée.

La multiplication des tremblements de terre (celui effroyable du 12 janvier 2010 survenu en Haïti et dont le bilan dévastateur a ébranlé le monde entier<sup>2</sup>), des tsu-

1. Réseau qui s'appuie sur deux directives européennes (« Oiseaux » en 1979 et « Habitats faune-flore » de 1992).

2. Ce séisme d'une magnitude de 7 sur l'échelle de Richter a provoqué la mort de 230 000 personnes (dont 30% des fonctionnaires du « pays du dehors » qui n'a jamais porté aussi bien son surnom), 1,5 million de sans-abri et un coût global s'élevant à 120 % du PIB haïtien. L'aide internationale humanitaire et financière qui s'est rapidement mobilisée, peine pourtant à se déployer ; elle n'a pas loin s'en faut atteint tous ses objectifs. Les débris, les décombres jonchent encore le sol, et la capitale Port-au-Prince a pris l'allure d'un gigantesque camp de réfugiés.

namis (celui du 26 décembre 2004 reste à jamais gravé dans la mémoire collective<sup>1</sup>), des tempêtes, des ouragans (Katrina qui s'est abattu sur la Nouvelle-Orléans, le 29 août 2005, et a entraîné la rupture de digues, inondant 80 % de la zone et tuant officiellement 1 836 personnes ou encore Alex, à l'été 2010, dans le Golfe du Mexique, arrachant toits des maisons et arbres par milliers et qui a perturbé les opérations de nettoyage de la marée noire causée par la plateforme *Deepwater-Horizon*), des pluies diluviennes (telle celle que la Chine a subi, fin juillet 2010, mettant ainsi à l'épreuve la solidité du barrage des Trois-Gorges), la montée des eaux et les séismes (celui qui a sévi, en 2009, au Sichuan – Chine – faisant plus de 90 000 morts et cinq millions de sans-abri ou celui qui a frappé le Japon, en mars 2011, causant morts et destructions sans parler du terrible tsunami qui s'en est suivi) convergent vers les mêmes dénominateurs communs difficilement solubles :

- la petitesse de l'Homme face à la survenance d'intempéries cataclysmiques, comme les pluies qualifiées de « bibliques », par référence au Déluge de la Thora ou Pentateuque, qui se sont abattues à Noël 2010 et les jours suivants dans l'État de Queensland, au nord-est de l'Australie, provoquant une brusque montée des eaux ;
- des populations qui souffrent durablement dans leur chair et leur esprit au quotidien ;
- des déplacements humains à accueillir, à assister puis à réguler (la tempête Xynthia qui a frappé le littoral atlantique ou les inondations dans la nuit du 27 au 28 février 2010 et les inondations calamiteuses du Var en juin de la même année ont fait prendre conscience aux autorités françaises du risque de submersion marine pour des centaines de communes) ;
- une pollution en provenance de produits toxiques ou de sédiments en décomposition ;
- des secteurs entiers de l'économie remis en cause (à l'image du tourisme, activité souvent touchée en ces occurrences) ;
- la construction de digues toujours plus onéreuses (on parle, à propos de l'ouragan Katrina de plus de 15 milliards de dollars) ;
- la délicate réhabilitation de quartiers engloutis ou dévastés (Bangkok en octobre 2011) ;
- les difficultés incommensurables endurées par les ONG portant secours aux personnes en détresse ;
- des dons qui se font attendre (comme au Pakistan, à l'été 2010, dont les pluies torrentielles de mousson ont gonflé les cours d'eau et inondé 20 % du territoire, provoquant plus de 1 600 victimes et des centaines de milliers de sans-abri) ;

1. Quarante minutes après un séisme monstrueux qui va créer une vague meurtrière (*tsunami*, mot japonais signifiant vague portuaire), l'Asie est frappée (Indonésie, Thaïlande, Sri-Lanka, Inde, etc.). Le bilan est tragique : plus de 220 000 morts, des dégâts matériels immenses et une série de pollutions induites (dispersion de toxiques, de dépôts pollués).

- des lieux de vie (des régions entières, des États) sur le point de disparaître (à l'instar de la notion dramatique de « réfugiés climatiques »).

En effet, une question se pose en termes désormais lancinants : que vont devenir les populations dont le territoire tend, à cause d'évènements écologiques non maîtrisés, à disparaître ? Les **îles Maldives**, et ses anneaux de lagons bleu turquoise, constituent l'un des exemples les plus frappants illustrant parfaitement cette tragédie démographique en marche.

Ce bel archipel de 1 200 îles, véritable paradis à touristes, risque en effet d'être un jour submergé par la montée des eaux de l'océan Indien. Face à cette situation d'une urgence sans précédent, la communauté internationale se devait de réagir. Les notions d'engagement climatique et de légitimité verte vont ainsi être, dans l'urgence, créées. Dès à présent, une ONG aux dimensions internationales, « La Croix Rouge », se charge d'accueillir les populations déplacées sur une des îles de l'archipel la moins menacée par les eaux.

Les Maldives ne constituent pas un cas isolé car d'autres archipels paradisiaques, victimes du réchauffement climatique, sont également menacés de disparaître sous les flots, comme c'est le cas de la Micronésie, petite fédération d'à peine plus de 110 000 âmes, dont les côtes subissent en permanence une inquiétante érosion. Pour ce chapelet d'îles, les experts prédisent sa disparition à l'horizon du <sup>xxi</sup>e siècle, et pour ses habitants le fait de s'enfoncer dans les terres n'offre pas de solution durable.

## 6 La bataille pour l'eau : des intérêts divergents et des États en conflit

L'eau, élément essentiel à la vie, pour laquelle par un étrange effet de mimétisme notre corps et notre planète doivent tant, devient un véritable enjeu géopolitique. Près de 97 % de l'eau du globe est salée, et par conséquent impropre à la consommation, à l'exception des techniques de pointe de dessalement. Il s'agit donc d'optimiser au mieux l'usage des quelque 3 % restants<sup>1</sup>.

Or, à propos de l'eau<sup>2</sup>, les pommes de discorde sont nombreuses, elles relèvent toutes de volontés affairistes organisées par de puissants lobbys ou d'États jaloux de leur précieux liquide indisposés à le partager ; et, à ce sujet, les foires d'empoigne écologiques ne sont jamais très éloignées.

Ainsi, autour du lac Baïkal, aux confins de la Russie et de la Mongolie, les intérêts divergent gravement. Ce lac contient 20 % des réserves d'eau douce de la planète

1. En 2050, un milliard de personnes sur Terre n'auront pas accès à l'eau, et trois milliards environ seront soumises à des restrictions saisonnières. Le 6<sup>e</sup> forum mondial de l'eau, tenu en mars 2012 à Marseille (140 États y participent), a souligné une fois encore l'importance de l'or bleu.

2. Voir le beau documentaire intitulé *L'eau en partage* diffusé le 28 juin 2011, sur France 5.

et abrite quelque 1 900 espèces endémiques ; il est en outre classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Un riche exploitant minier, Mikhaïl Slipenchouk, qui se fiche comme d'une guigne de ce classement universel culturel, dirige une société d'investissement moscovite (Metropol), a mis la main sur le gisement minier au bord du lac et entend exploiter les réserves minérales du sous-sol qui y abondent. Face à cette position intransigeante teintée d'arrogance, les associations écologiques font valoir que d'usine de cellulose polluante, en eaux souillées par le zinc et le plomb, cette splendide région risque d'être à jamais menacée.

La Mer Morte, quant à elle, située dans la basse vallée du Jourdain en Israël ainsi que sur les rives jordaniennes, représente un tout autre enjeu. Les relations internationales entre États riverains s'y enveniment, s'y exacerbent presque à chaque instant.

L'État hébreu, à son corps défendant, est accusé d'en détourner les eaux à son profit, au grand dam des Palestiniens qui se trouveraient ainsi privés d'eau.

Mais accusation n'est pas raison, et le dogmatisme nationaliste bruyant, en l'espèce, l'emporte sur la logique localement vécue.

De plus, en filigrane, un autre problème épineux se dessine : le point le plus bas des terres émergées (-390 au-dessous des mers) va-t-il à terme disparaître ? Depuis 1978, son niveau baisse régulièrement de dizaines de centimètres par an et perd annuellement près de quatre kilomètres carrés. Il est même, selon les experts, menacé d'assèchement d'ici 2050.

Fort heureusement un projet titanesque de sauvetage de la mer la plus salée au monde a vu le jour. Il est soutenu en autres, depuis juillet 2009, par la Banque Mondiale et la France via l'Agence française de développement, et vise à relier par une canalisation de 180 kilomètres deux mers : la mer Rouge et la mer Morte par l'entremise d'un canal.

Déjà en 2002, un accord bilatéral israélo-jordanien, tiré du projet antérieur « Red Sea », cherchant à sauver cette magnifique étendue d'eau salée, dont on connaît les bienfaits conjugués de l'eau et de la boue, avait été signé.

Ce « canal de la paix », tel qu'il est baptisé, alimenté en eau de la mer Rouge représente un projet écologique et politique majeur. Palestiniens et Israéliens pourraient conjointement bénéficier de cet apport en eau si indispensable à la région.

La nouvelle a bien sûr été accueillie, en avril 2010, avec enthousiasme dans le « triangle de la soif », c'est-à-dire la zone couvrant Israël, la Jordanie et les territoires palestiniens. Pourtant, des esprits chagrins déplorent déjà sans réels éléments probants que l'impact du projet de canal géant (10 milliards d'euros) pourrait modifier son écosystème par la rencontre de deux eaux différentes.

Pourtant, il ne faut pas perdre de vue que la survie de la mer Morte est ici en jeu, et les deux décennies à venir (durée prévue du projet géant envisagé) prennent alors tout leur sens.



L'État hébreu a d'ailleurs multiplié une véritable science du traitement des eaux usées qui force l'admiration du monde entier, en particulier à destination de l'irrigation agricole. Son obsession : économiser l'or bleu et mieux le partager avec ses voisins lorsqu'un accord de paix global et respecté verra le jour. Alors comment y parvenir ? Trois façons ont été simultanément articulées et englobent désormais la politique israélienne de gestion de cette denrée rare dans la région :

- généraliser et développer encore les activités de dessalement d'eau de mer au moyen d'usines de pointe ultra-performantes, certes énergivores et onéreuses, mais dont le coût ne cesse de baisser ;
- retraiter les eaux usées (recyclées pour alimenter l'agriculture du pays), dont on voit dans le désert du Néguev<sup>1</sup> les multiples têtes de canalisations mauves (la couleur bleue concerne, quant à elle, l'eau potable) surgissant du sol ;
- devenir à terme (5 à 10 ans) indépendant des précipitations rares dans la région ;
- et, bien sûr, prendre toutes les mesures utiles pour réduire les pertes d'eau.

En 2010 et 2011, grâce à ces efforts, Jérusalem a ainsi économisé en un an un tiers de l'utilisation totale d'eau du pays.

En Australie, la question de l'eau se pose en termes différents. La sécheresse, malgré les inondations sans précédent de la fin 2010, y sévit durement. Au pays des kangourous, depuis une décennie, la pluie s'est bien peu manifestée, ce dessèchement aurait été, selon les affirmations du gouvernement de Canberra, lui-même aggravé par le phénomène du réchauffement climatique.

Aussi, les autorités centrales de cette ex-colonie britannique ont été conduites à construire, dans les cinq plus grandes villes d'Australie, des usines pour dessaler l'eau de mer, véritables entités industrielles capables de transformer quotidiennement des millions de litres d'eau de mer en eau potable. Mais déjà des voix écologistes fortes s'élèvent contre cette décision.

Ces dernières mettent en avant l'argument financier d'une facture qui serait alors fort élevée, rappellent que le dessalement est énergivore et, en troisième lieu, insistent plutôt sur le recyclage des eaux usées (opération pourtant peu prise en compte par les citoyens australiens qui n'apprécient guère ce concept).

La réponse gouvernementale consiste à rappeler que d'autres États se sont avec succès engagés dans la voie du dessalement à grande échelle, dont l'Arabie Saoudite, le Koweït, deux pays détenteurs il est vrai de fonds souverains importants, et dans une moindre mesure les États-Unis, la Chine et Israël qui, lui, maîtrise parfaitement le processus technologique.

---

1. Lire l'intéressant reportage du quotidien *Les Échos*, « L'eau en Israël, un modèle et des limites », 18 mai 2011.

## 7 La banquise arctique et le Groenland en danger ?

Le déclin inexorable (?) de la banquise arctique se poursuit<sup>1</sup>. En septembre 2010, les glaces du pôle Nord atteignaient l'une de leur plus petite surface (4,6 millions de km<sup>2</sup> contre 4,2 km<sup>2</sup>, un record, en septembre 2007), mais surtout leur plus faible volume jamais observé. Inexorablement, la banquise arctique se retire donc. Ces grandes étendues blanches vont-elles définitivement disparaître et leur diminution contribue-t-elle réellement à l'élévation du niveau des mers et océans ? Vraisemblablement pas, mais ces questions lancinantes demeurent pertinentes.

Ce qui, en tout état de cause, semble à présent acquis repose sur le fait que la banquise participe à l'amplification du réchauffement climatique puisque la glace y réfléchit près de 80 % du rayonnement solaire qu'elle reçoit, alors que les océans n'en restituent que 10 %.

Il y a un autre élément de confusion qui brouille une analyse sereine du comportement de la banquise : cette immense région immaculée constitue un ruban stratégique. Va-t-elle encore longtemps rester une « zone de paix » quand on sait que les États riverains (Canada, Danemark, États-Unis, Norvège et Russie) convoitent sans complexe les richesses que cette région recèle, comme le pétrole et les réserves de gaz naturel, et se disputent âprement l'exploitation du plateau continental arctique ?

Enfin, des satellites ont apporté la preuve qu'un bout du glacier Petermann (Groenland) a commencé à l'été 2010 à dériver dans l'océan Glacial Arctique, à 1 000 km du pôle Nord. Le détachement de cet énorme glaçon de 260 km<sup>2</sup> (soit 2,5 fois la superficie de Paris) suscite l'interrogation légitime des scientifiques : ce « krach » est-il le résultat ou pas du changement climatique dû au réchauffement de la Planète bleue ?

1. Selon le *National Snow and Ice Data Center* (NSIDC), un organisme américain d'informations, créé en 1982, composé de chercheurs et chargé de surveiller l'évolution de la glace de mer.

### L'essentiel

L'activité humaine assaille et souille les espaces. Souvent sans vergogne et au prix de mille malheurs et dégâts difficilement réparables. Marées noires toujours plus sales et polluantes, banquise en proie au réchauffement, eaux convoitées par les États, tragédies subies par des écosystèmes en pleine déliquescence : bref un genre humain qui pille, abuse et ne sait comment ensuite réparer. Car les procès interminables et hasardeux intentés aux pollueurs de tous horizons n'infléchissent pas les habitudes mortifères, ne dissuadent en rien d'éventuels candidats, invitent presque à recommencer, à reproduire les erreurs commises.

Mais parmi toutes les atteintes endurées par la Planète bleue, ce sont bien les mers et océans, devenues poubelles, qui subissent la main de l'Homme et charrient ses turpitudes. Ni l'affaire du Torrey Canyon (1967), ni celle relative à l'Amoco Cadix (1978) ou les récentes fuites de *Deepwater Horizon* (2010) n'ont fait reculer les usages indécents du pétrole, éloignant ainsi toute perspective d'évolution positive, toute pensée optimiste en faveur des étendues marines.

L'eau, objet de toutes les convoitises étatiques et vénales, risque fort de subir encore nombre d'avaries. Quant à la banquise arctique, naguère immaculée, elle poursuit son lent et inexorable déclin.

# La biodiversité à l'épreuve des faits

« Un bon écologiste, c'est un type qui voit loin et qui a peu de foi dans le progrès, la science et la technique »

*Jacques-Yves Cousteau*

**T**out ce qui vit sur terre et dans les mers n'est évidemment pas en péril extrême, ni même en danger programmé. La capacité d'adaptation des espèces animales et végétales, la formidable bataille pour la vie ou la survie gagnée par de multiples acclimations remportent aussi des victoires. Mais la fragilité demeure, les dangers persistent, les assauts s'amplifient. Et ces derniers, malaisés à contenir sinon à endiguer, sont multiformes.

Le plus grand prédateur, l'espèce humaine, n'est jamais très éloigné de cette inquiétante propension à l'extinction de certaines espèces.

Car la disparition d'une espèce remet en cause l'ordre des choses, bouscule les données naturelles. Et les tentatives louables et les efforts entrepris par des publics différents pour y remédier n'inversent pas totalement cette fâcheuse tendance.

- Section 1** ■ **La notion complexe de « biodiversité »**
- Section 2** ■ **La multiplication des atteintes et dangers**
- Section 3** ■ **Initiatives généreuses en faveur de la sauvegarde de la biodiversité**

## Section 1 LA NOTION COMPLEXE DE « BIODIVERSITÉ »

La diversité biologique ou biodiversité<sup>1</sup> ou encore diversité du vivant regroupe et représente l'ensemble des espèces vivantes (et leurs diverses communautés induites) sur la planète Terre (animaux, espèces végétales, micro-organismes, diversité des gènes), leurs habitats et tous leurs milieux (on parlera alors à juste titre d'« écosystèmes ») de vie, tels les forêts, montagnes, barrières de corail, etc. Ce concept inestimable, élaboré par étapes, s'inscrit dans celui plus large de « développement durable<sup>2</sup> ».

Préserver la biodiversité, c'est une façon de protéger durablement les ressources naturelles, en particulier parce que notre survie en dépend largement. De même, évaluer la biodiversité à l'aide d'indicateurs performants<sup>3</sup> permet de mesurer – en recourant à des données publiques disponibles – ce que les grandes firmes multinationales (FMN) sont prêtes à réaliser en matière de préservations sociales et environnementales.

Aussi, face au déclin des formes de vie et pour répondre aux menaces pesant sur les écosystèmes, l'Organisation des Nations unies (ONU) a, solennellement, proclamé l'année 2010 : « année internationale de la biodiversité ».

La traduction de cette emblématique intervention de l'Organisation mondiale a conduit à la réunion de colloques, d'expositions et de mécénats d'entreprises, et encouragé la poursuite d'activité d'associations ou de collectivités impliquées, à des degrés variés, dans la protection des écosystèmes.

*Petit lexique des espèces vivantes*

**Biocapacité** : appliquée à la planète Terre, elle représente la somme des zones biologiques productives – champs, forêts, pêches – qui sont disponibles aux besoins de l'humanité.

**Biodiversité** : terme récent né de la contraction de « diversité biologique » ; c'est une dynamique de « tout le vivant » faite d'interventions, d'interactions dans des milieux en constante mutation (la merveilleuse biodiversité animale et végétale en Nouvelle-Guinée par exemple).

**Biosphère** : correspond à l'ensemble des êtres vivants et leurs milieux couvrant la surface du globe.

**Biotope** : milieu de vie qui offre et héberge des conditions stables d'habitat à la faune et à la flore.

1. Voir l'article 2 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ou *Convention on Biological Diversity*. La CDB est un traité international adopté, en juin 1992, lors du « Sommet de la planète Terre », à Rio de Janeiro (Brésil).

2. Le développement durable est abordé au Chapitre 4, Sections 1 et 2 de la présente Partie.

3. À l'instar des indicateurs multiples Eurosif-PwC. Voir *Le Monde*, du 28 juin 2011.

**Biomasse** : masse des êtres vivants mesurée par unité de surface sur terre et par unité de volume en milieu aquatique.

**Census of Marine Life** : durant une décennie (2000-2010), 2 700 scientifiques de 80 pays ont réalisé un gigantesque inventaire (recensement) de la biodiversité marine ; le bilan de quelque 540 expéditions menées dans toutes les mers du globe est des plus probants : 250 000 espèces (mollusques, anémones, espèces planctoniques, méduses, organismes microscopiques, pieuvres, tortues, poissons, mammifères, etc.) ont ainsi été recensées.

**Développement durable** : répond aux besoins contemporains sans atteindre ou compromettre les générations à venir à répondre à leurs propres nécessités de vie.

**Écologie** : terme inventé en 1888 par le zoologiste allemand Reiter et désigne la science qui se propose d'étudier les interactions réciproques entre les différents organismes et leur environnement.

**Écosystème** : constitue l'association d'espèces vivantes (on parle alors de biocénose) et d'un environnement physique (biotope) qui interagissent entre eux.

**Espèces en danger** : concerne toute espèce qui risque de s'éteindre (d'où la publication d'une liste rouge par l'UICN<sup>1</sup>, Union internationale pour la conservation de la nature, ONG mondiale créée en 1948, des espèces menacées).

La planète Terre constitue un système clos, donc non extensible. Des millions d'hectares de forêt disparaissent chaque année, et l'agriculture notamment prend de plus en plus de place. Doit-on pour autant être à ce sujet fataliste ? Il n'en est rien : la cohabitation agricultures-espèces est à repenser par la création d'aires protégées, une refonte des parcelles, l'instauration de haies, etc.

Contrairement au sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique, la conférence de Nagoya<sup>2</sup> au Japon (fin octobre-début novembre 2010) sur la biodiversité s'est ainsi achevée sur un accord historique visant à mieux protéger les espèces et écosystèmes de la Terre et d'en partager, sur une base équitable, les richesses. Pas moins de vingt objectifs chiffrés (Protocole de Nagoya) y ont été définis pour 2020. Parmi les éléments essentiels de ce texte, on peut utilement relever les points suivants :

- Ce plan stratégique, sollicité avec insistance par le Brésil où vivent 10 % des espèces vivantes connues de notre planète, fixe en particulier comme objectif une augmentation des surfaces protégées de la planète (17 % de la surface totale des terres, contre 13,5 % aujourd'hui) et 10 % pour la surface totale des océans (contre un peu moins de 1 % aujourd'hui). Il prévoit aussi la restauration d'au moins 15 % des écosystèmes dégradés.
- De plus, le protocole APA, pour Accès et partage des avantages (ou en anglais ABS, Access and benefit sharing), a été signé durant cette conférence, après

1. Voir Partie 2, Chapitre 7, Section 1, § 1.

2. Il s'agit de la 10<sup>e</sup> Conférence (COP 10) des parties à la convention sur la diversité biologique, réunissant 193 États à l'exception notable des États-Unis d'Amérique.

huit années de négociations, et restera connu sous le nom de protocole de Nagoya. Devant entrer en vigueur en 2012, il imposera l'accord préalable d'un État pour l'exploitation de ses ressources naturelles et déterminera comment répartir les rétributions. Là aussi, il s'agit d'un compromis controversé pour lequel certaines ONG ont exprimé leur regret que les termes soient trop imprécis pour lutter efficacement sur ce que l'on baptise déjà la bio-piraterie.

- En outre, l'accord de Nagoya prévoit de réduire le rythme d'appauvrissement de tous les habitats naturels et s'assigne pour objectif d'en finir avec la surpêche. Allant dans le même sens que les éléments de réformes précédents, les États signataires s'engagent à supprimer les subventions qui conduiraient à des méthodes nocives pour la biodiversité ;
- L'ONU « est invitée » à, en dernière analyse, créer un nouvel organisme, l'IPBES (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem services) qui constituerait une sorte d'équivalent du GIEC<sup>1</sup> pour la biodiversité ; cette agence multilatérale rassemblerait toutes les données scientifiques relatives à la biodiversité et fournirait des documents utiles d'informations destinés à la gouvernance politique.

Pourtant, ce texte d'une grande portée internationale souffre d'une lacune de taille : il n'est qu'un instrument juridique incitatif, non-contraignant et non-impératif qui peut donc être suivi (ou pas) par les États signataires en fonction de leurs intérêts propres.

## Section 2 LA MULTIPLICATION DES ATTEINTES ET DANGERS

Le monde vivant fait depuis quelques années l'objet d'attaques répétées, d'agressions inédites. L'urgence des moyens et des prises de décision commande une intervention immédiate et radicale. Car l'espèce envahissante est l'être humain. La disparition d'espèces à un rythme soutenu ou le changement dans la composition de certaines d'entre-elles représentent des périls réels pour l'équilibre fragile de l'ensemble des écosystèmes.

Or, on sait qu'à terme, et par un effet domino insidieux, la disparition d'une espèce a des conséquences sur les autres qui en dépendent. Tergiverser en ce domaine est synonyme d'abandon ou pire de complicité passive.

1. Sur le GIEC, voir *infra* Partie 2, Chapitre 7, Section 2, § 4.

## 1 SOS pour le monde sauvage

De multiples espèces animales et végétales disparaissent chaque année dans une indifférence quasi-générale, hormis quelques amoureux de la nature et des ONG aussi inspirées qu'impliquées depuis des décennies dans ce combat contre le temps. Malgré tout, ici et là des voix s'élèvent et se font entendre jusqu'à alerter les plus hautes instances étatiques. Mais les résistances des exécutifs nationaux à vouloir évoluer et poursuivre leur croissance ou simplement satisfaire leurs opinions demeurent encore grandes.



### Repère

#### Le tigre rugira-t-il encore longtemps ?

Dans la liste rouge des espèces les plus menacées d'extinction, le tigre figure hélas en bonne place. Les derniers recensements, effectués dans des habitats dispersés, prouvent que la population mondiale des tigres à l'état sauvage est d'environ 3 000/3 200 individus, soit moins de 3 % de ce qu'elle était il y a un siècle.

Comment en est-on arrivé là, et comment peut-on aboutir à un tel constat accablant ? Comme en nombre de domaines, l'être humain en est la cause majeure. D'abord, les politiques ferment les yeux devant l'empiètement croissant des exploitations agricoles sur le territoire de ces grands félins. De plus, le braconnage et les trafics illégaux, auxquels viennent s'ajouter les pratiques de médecines traditionnelles, démultiplient les convoitises.

Tout le corps du tigre est à l'évidence prisé, notamment pour la pharmacopée chinoise, et fait ainsi l'objet de nombreux trafics :

- la queue : pour lutter contre les maladies de peau (Chine) ;
- l'œil : pour le traitement de l'épilepsie (Chine) ;
- les moustaches : symbole de chance et garantie contre le mauvais œil (Sumatra) ;
- les canines et griffes : utilisées en joailleries, parfois serties d'or, considérées aussi comme talismans (Sumatra) ;
- la peau : coupée en petits morceaux, elle protège de la magie noire et les chamans l'utilisent pour jeter des sorts (au Tibet) ;
- les os : en fines particules, ils sont utilisés comme médicaments (Chine) ; l'os de la patte droite considéré comme le plus résistant est trempé dans de l'eau tiède pour guérir des maux de tête (Sumatra) ;
- le pénis : trempé dans de l'alcool est censé stimuler la virilité, la vitalité, etc.

La conséquence immédiate ne s'est pas fait attendre : des sous-espèces de tigres ont déjà disparu, telles celle de Bali en 1940, celle du tigre de la mer Caspienne en 1970 ou de Java en 1980.

Les États ont finalement pris conscience de la disparition imminente de ce merveilleux félin. En novembre 2010, treize pays qui abritent le tigre se sont réunis en conférence, à Saint-Petersbourg (Russie). Un engagement chiffré y a été pris : celui de doubler d'ici 2022 la population de ce grand félin vivant à l'état sauvage.







Et, surtout, la lutte contre le braconnage illégal devrait elle aussi s'intensifier en collaboration étroite avec Interpol et les services des douanes des pays concernés (Bhoutan, Bangladesh, Birmanie, Cambodge, Chine qui abrite quant à elle quelque 5 000 tigres en captivité répartis dans huit fermes d'élevage, Inde, Indonésie, Laos, Malaisie, Népal, Russie, Thaïlande et Vietnam).

À noter que le lion d'Afrique, quant à lui, n'est hélas pas mieux loti que son cousin le tigre : en un siècle, cette espèce est passée de 200 000 à 40 000 individus à peine. En effet, alors que son habitat inexorablement se réduit, le roi des animaux subit conjointement les menaces de chasseurs occidentaux, notamment américains (notion de trophées de chasse), et la répression des éleveurs de bétail (du Mozambique, Namibie, Tanzanie ou Zambie), qui cohabitent mal avec ces grands félins.

Outre les tigres d'Asie, le thon rouge, on l'a vu, focalise toutes les attentions : de grand prédateur, il est devenu proie. À Doha, du 13 au 25 mars 2010 dans le cadre de la 15<sup>e</sup> conférence CITES<sup>1</sup>, le lobbying diplomatique a fonctionné à plein régime. La principauté de Monaco y a pourtant fait une proposition audacieuse : interdire *sine die* le commerce international du thon rouge de Méditerranée. Elle fut rejetée par 68 voix contre 20 seulement, et la version amendée par l'UE, beaucoup moins contraignante<sup>2</sup>, n'a pu recueillir les suffrages nécessaires (43 voix contre 72).

C'est le Japon, principal importateur du thon rouge de Méditerranée, qui a obtenu ce résultat contestable. Le pays du Soleil levant a maintenu une ligne inflexible ralliant à sa cause les États en développement du Sud (pays arabes et africains), faisant habilement valoir à ces pays que leur tour viendrait un jour pour d'autres espèces si on laissait faire aujourd'hui la CITES.

Aussi dans ces conditions nouvelles, c'est la Cicta<sup>3</sup> (Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique), dont l'efficacité est contestée, qui poursuivra la gestion de ce dossier par la régulation autour de quotas de pêche.

Les évaluations avancées diffèrent selon les sources, mais là n'est pas l'essentiel. Il y aurait, selon une étude australienne « numbers of living species in Australia and in the World », 1,9 million d'espèces animales et végétales répertoriées dans le monde (on évoque aussi le chiffre de 12 millions !).

Toutefois, grâce à la liste rouge de l'*International Union for Conservation of Nature* (UICN<sup>4</sup>), on peut désormais chiffrer chaque année les menaces : près de

1. Sur la CITES voir Partie 2, Chapitre 6, Section 5.

2. Il s'agit d'une simple réglementation des échanges et non une interdiction générale.

3. La Cicta, dont le siège se situe à Madrid, est une organisation internationale active depuis 1969. Son rôle, qui s'appuie sur un comité de scientifiques, est d'établir des états des lieux et de recommander aux États membres une régulation ordonnée de la gestion des stocks de thon et espèces apparentées.

4. L'UICN, vaste réseau mondial de protection de l'environnement, regroupe de façon très structurée États, ONG et comités scientifiques. Son siège est à Gland (Suisse). Le Comité français de l'UICN a été créé en 1992. (Voir pour plus de précisions, Partie 2, Chapitre 7, Section 1, § 1).

60 000 espèces dûment répertoriées à ce jour risquent de disparaître, et près de 800 sont éteintes. Ce véritable inventaire mondial sur l'état de conservation des espèces végétales et animales évalue à l'aide de critères précis les risques d'extinction et souligne l'urgence de la situation.

Selon cette liste, le taux d'extinction des espèces concerne : 70 % des plantes, 37 % des poissons, 35 % des invertébrés, 30 % des amphibiens, 28 % des reptiles, 21 % des mammifères et 12 % des oiseaux.

**Tableau 2.1 – Quelques espèces animales disparues et menacées : la biodiversité en danger**

Animaux disparus & dates (ou période) d'extinction	Animaux en danger & lieux de vie
Autriche de Syrie (vers 1944)	Albatros (Pôles)
Bouquetin des Pyrénées (2000)	Bison d'Europe
Cougar ou Puma de l'Est américain (2011)	Dauphin Irrawaddy (bassin du Mékong)
Dodo (1681)	Dauphin rose d'Amazonie
Étourneau de Bourbon (vers 1870)	Dos argenté (gorille) en RDC
<i>Gazella arabica</i> (1827)	Éléphant d'Afrique (RDC)
Grand pingouin (1844)	Éléphant d'Asie (Thaïlande)
Grenouille peinte (1956)	Lamantin (Brésil)
Lion du Cap (1865)	Lémurien (Madagascar)
Loup des Falklands ou Malouines (1876)	Lion d'Afrique
Nestor de Norfolk (1851)	Manchot empereur (Pôles)
Otarie du Japon (vers 1952)	Napoléon (grand poisson de récifs, eaux indonésiennes)
Ours de l'Atlas (1870)	Oiseaux nicheurs (France)
Perruche de Caroline (vers 1905)	Oiseaux limicoles (1), en Floride (États-Unis)
Phoque-moine des Antilles (1954)	Ours polaire (Canada)
Pigeon de la Réunion (début <sup>xvii</sup> )	Panda (Chine populaire)
Rat musqué de Sainte-Lucie (1852)	Pélican frisé (delta du Danube)
Tigre de Bali (1937)	Phoques moines (pourtours de la Méditerranée et de l'Afrique de l'Ouest)
Tigre de Tasmanie (1936)	Poisson empereur (grand fond)
	Rhinocéros (Java)
	Thon rouge (Méditerranée)
	Tigre (Sibérie)
	Tortue à nez de cochon (Australie, Nouvelle-Guinée)

(1) qui vivent et se nourrissent sur la vase

## 2 La fabuleuse jungle amazonienne à son tour menacée

Les Nations unies ont déclaré solennellement l'année 2011 « Année internationale de la forêt ». Ce n'est bien sûr pas un hasard, comme en témoignent l'inextricable

forêt amazonienne et le fleuve du même nom qui la sillonne. Cette immensité verte renferme, en effet, un fabuleux bestiaire.

Le World Wildlife Fund a recensé en marge de la 10<sup>e</sup> Conférence sur la biodiversité (Nagoya, 2010) 1 200 espèces nouvelles (dont 637 plantes inconnues jusqu'ici), uniquement pour la dernière décennie 1999-2009. Malgré la perte de 17 % de cette forêt au cours du demi-siècle écoulé, cet immense réservoir de biodiversité y reprend et rétablit donc ses justes droits.

Pourtant, cet immense lieu de défis (jungle impénétrable, moustiques de toutes espèces, humidité endémique, des kilomètres de palmiers, palétuviers et autres arbres tropicaux), où siègent toutes formes de vies, fait l'objet de multiples attaques. Et tous les États riverains de ce « poumon vert de la planète » sont concernés.

Quelques exemples récents illustrent l'étendue des dégâts : deux pollutions intrusives, l'une accidentelle et vite maîtrisée, l'autre prévisible, par l'entremise d'hydrocarbures auxquelles il faut ajouter un projet industriel monumental aménagé sous la pression de l'opinion publique. D'autres initiatives épandent quelques rayons optimistes.

En juin 2010, au nord-est du bassin d'hydrocarbures du Pérou, 400 barils de pétrole ont été déversés dans un affluent du fleuve amazon. En effet, une barge à quai, affrétée par la société argentine « Pluspetrol » et transportant l'or noir, a connu des problèmes d'accostage dans le port de Saramuro. Les secours dépêchés ont fort heureusement circonscrit le sinistre.

En Équateur, juste au sud de la frontière colombienne, l'ampleur des atteintes a pris une tout autre tournure. Du début des années 1960 à 1992 (date de son retrait), la compagnie pétrolière Texaco (qui fusionnera avec Chevron) a investi lourdement à l'aide d'une logistique sophistiquée la forêt vierge et si délicate amazonienne pour en extraire le pétrole si convoité.

Cinquante ans après qu'en reste-t-il : la vie et la culture des habitants autochtones bouleversées, des cours d'eau et un sol pollués par les déchets des quelque trois cents forages, un air toxique empoisonné et contaminant, un environnement dégradé. La juste et justifiée voie judiciaire déclenchée par une plainte collective des peuples de cette forêt vierge reste néanmoins hasardeuse.

La forêt primaire du Guatemala endure, elle aussi, les assauts d'une « course à la terre<sup>1</sup> » presque sans équivalent dans le monde. C'est la très forte pression agricole (notamment l'avancée des prairies d'élevage extensif), rendue publique fin 2010 par la FAO<sup>2</sup>, qui en accélère le mouvement et, au bout du compte, provoque une déforestation inconsidérée vérifiée par les images satellites.

1. Lire sur ce sujet l'article du quotidien *Le Monde*, 29 juin 2011.

2. FAO : Food and Agriculture Organization, instance du système onusien, dont le siège est situé à Rome.

Près de la frontière bolivienne, le méga-barrage de Jirau (Brésil), qui conduira à la construction d'une centrale hydraulique aux quarante-six turbines, sera livré en 2012. Avec pour objectif : l'acheminement de l'électricité jusqu'à l'État de São Paulo. Mais les défenseurs de la nature, depuis le lancement de l'appel d'offres, s'opposent au barrage et craignent pour l'écosystème (déplacements des populations, réductions des stocks de poissons).

Alors, les tenants de cette construction pharaonique, certainement indispensable à l'économie brésilienne, se sont engagés à améliorer le projet : consultations des parties prenantes, constructions de logements, programmes environnementaux, trappes à poissons, etc.

D'ailleurs, c'est cette voie du consensus et du dialogue qui, en Amazonie, doit finalement l'emporter. Car tout n'est pas, loin s'en faut, perdu. Des signes encourageants proviennent de la forêt d'émeraude. Depuis plus de dix ans, dans l'Amapa, un des États brésiliens où la forêt demeure la moins attaquée par la main de l'Homme, les autorités locales défendent la mise en valeur de la biodiversité comme alternative économique durable.

Aux premiers rangs figurent l'exploitation du latex et la récolte des noix, redevenues sources emblématiques de richesses oubliant par là les affreux cratères de manganèse de la mine de Serra do Navio exploitée depuis 1956.

Parmi les mesures encourageantes, il faut aussi relever la volonté du ministère de l'Environnement du Brésil de confier, depuis 2006, à des entreprises privées forestières dûment sélectionnées les droits d'exploitation de la forêt amazonienne (abattage de seulement cinq arbres par hectare tous les trente ans). Il s'agit bien là d'une alternative positive au déboisement sauvage (faux titres de propriété, bûcherons ou colons clandestins) par trop fréquent dans cette région<sup>1</sup> qui permet à la forêt de se régénérer. Et les résultats commencent à poindre : la déforestation de la forêt amazonienne a reculé en 2010 de près de 14 % et cette pente positive s'est poursuivie en 2011.

### 3 Autres forêts victimes de la main de l'Homme

L'Homme dévore sans retenue sa planète. Et la forêt amazonienne n'est pas la seule à craindre pour son intégrité naturelle. La conférence de Poznan, en Pologne, sur le changement climatique (tenue fin 2008) négociait déjà sur la création d'un fonds pour lutter contre les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la destruction des forêts, aucune forêt n'étant à l'évidence réellement épargnée.

1. L'Amazonie s'étend sur plus de 6,5 millions de kilomètres carrés à travers 9 États, dont 63 % sur l'immense territoire brésilien (qui lui représente quatorze fois la superficie de la France).

Ainsi, la forêt du bassin du Congo constitue la seconde plus grande forêt tropicale (on parle de massif forestier) au monde après l'Amazonie, et subit aussi certaines attaques mettant en jeu son existence.

Poumon de l'Afrique (8 % des réserves mondiales de carbone en République Démocratique du Congo, RDC) et refuge privilégié des grands animaux du continent (270 espèces de mammifères), une biodiversité exceptionnelle est la proie actuelle des pressions économiques (déforestation en coupe réglée par des compagnies étrangères, droits de coupe concédés, essences d'arbres menacées comme l'*afroormosia* ou l'*african teak*, pourtant inscrite et réglementée par l'annexe 2 de la CITES) mais aussi démographiques en tous genres.

Cet écosystème, qui va du Sud-Est du Cameroun à la République centrafricaine, représente un lieu unique où la présence de l'Homme (en l'occurrence les pygmées Baaka) semble elle-même menacée par le modernisme outrancier et l'avancée des guerres endémiques. Environ quarante millions de personnes en dépendent (nourriture, médicaments...) et son rôle est primordial dans la régulation du climat planétaire.

Les partenariats non contraignants entre États riverains, associations pour la nature, société civile et organisations de développement, bien que louables et nécessaires, ont du souci à se faire tant la tâche qu'ils se sont assignés est immense et impérieuse. Point positif incontestable, cependant : une partie des 30 milliards de dollars promis par les chefs d'État à Copenhague (2009) vise à financer les deux premières étapes de Redd+<sup>1</sup>.

Un autre combat inégal est livré par les « Verts » de Moscou représentés par l'Association de protection de la forêt de Khimki. L'enjeu est de taille : préserver mille hectares de forêt coincés entre la capitale russe et l'aéroport Cheremetev et directement menacés par l'autoroute à péage reliant Moscou à Saint-Petersbourg. Le conflit d'intérêts est ici patent.

La querelle porte sur le projet retenu et dont le transfert de terrains a été validé, en novembre 2009, par décret du premier ministre, Vladimir Poutine. La Cour suprême, instance judiciaire supérieure du pays, a de son côté confirmé le texte de loi. Mais n'y avait-il pas une alternative à ce tracé ? Fort heureusement, le président russe, Dmitri Medvedev, a ordonné la suspension des travaux et demandé, fin août 2010, que de nouvelles discussions entre experts et société civile puissent avoir lieu.

À ce sujet, le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, et le président Medvedev ont voulu apparaître comme les grands défenseurs de la forêt de leur pays, à l'occasion des grands feux de forêt ravageurs de l'été 2010. Présents sur tous les fronts des incendies qui transformèrent un temps Moscou en ville fantôme (le mercure ne descendait alors pas sous les 40°C), tant des nuages épais de fumée et de cendres inves-

1. Voir ci-dessous dans ce même point les mécanismes du processus Redd+.

tissaient lourdement la capitale russe, ils s'activaient à désamorcer la crise (des centaines de morts et 200 000 hectares de forêt détruits<sup>1</sup>) qui commençait à gronder.

Pourtant cette agitation politique indispensable a caché une autre réalité bien plus prégnante celle-là : les postes de 70 000 gardes forestiers du Service fédéral de protection des forêts ont été supprimés en 2006. On est alors fondé à se demander si cette catastrophe n'a pas été annoncée par l'impéritie d'un exécutif à la recherche forcenée d'économies budgétaires ?

C'est dans ce délicat contexte que les mécanismes complexes Redd+ (acronyme insolite signifiant « Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts », le signe + concerne, quant à lui, la conservation), établis en 2007 au cours de la conférence sur le climat tenue à Bali<sup>2</sup> et consacrés à la protection des forêts du monde, ont été après quatre ans d'âpres négociations finalement adoptés à Cancun, lors de la 16<sup>e</sup> conférence onusienne sur le climat (COP16).

L'objectif est, par conséquent, de sauver les quelque 4 milliards d'hectares de forêt qui couvrent la planète Terre, et d'endiguer les ravages de la déforestation.

Bien que ce processus ne fasse pas l'unanimité et ne retienne par exemple pas l'attention de quelques États dont la Bolivie ni celle de la puissante ONG Greenpeace, le processus Redd+ s'articule en trois stades bien distincts :

1. Une stratégie nationale est élaborée par les États concernés par la protection du patrimoine forestier.
2. Ces pays s'engagent à prendre toutes mesures utiles pour mettre en œuvre ces stratégies.
3. À terme, ils feront appel aux principes libéraux du marché pour la rendre totalement opérationnelle.

## 4 La France et la biodiversité

La France est en matière de biodiversité sinon un pays vertueux du moins elle pourrait servir de modèle à beaucoup d'autres nations. Souvent à la pointe de ces combats pour la vie, l'exécutif parisien a signé l'accord non contraignant de Nagoya dont il a été d'ailleurs l'un des grands artisans, et a multiplié les engagements à mieux préserver les espèces menacées.

Par conséquent, la France cherche dans son approche pragmatique à ralentir le rythme de disparition des espèces :

---

1. La concentration d'oxyde de carbone y aurait dépassé quatre fois les seuils d'alerte.  
2. Voir Partie 2, Chapitre 6, Section 3 sur les conférences COP.

- sur terre (aires préservées pour les oiseaux, conservation des milieux, aménagement de passages pour les animaux, loutres et crapauds par exemple – la Chine a emprunté cette voie pour sauver les pandas –, reliant ainsi sans obstacles mortels forêts et cours d'eau et, en outre, séparation des rivières et des champs agricoles par l'instauration de tampons herbeux) ;
- sur mer par la multiplication par dix des zones maritimes protégées, en y limitant la surpêche (la France possède le 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> espace maritime au monde, selon les classements sur ce thème), et l'augmentation du nombre de parcs marins à l'instar de Bonifacio (Corse) ou des Calanques (région de Marseille).

### Section 3 INITIATIVES GÉNÉREUSES EN FAVEUR DE LA SAUVEGARDE DE LA BIODIVERSITÉ

Il faut saluer toute résolution en faveur de la biodiversité. Celle de l'Équateur qui entend renoncer à son pétrole, de même que les grandes expéditions qui sont de retour, et visent à recenser les différentes espèces. De plus, les grands écrans se mettent à leur tour au vert. Les mentalités, notamment des plus jeunes, changent. Enfin, les entreprises opérant un authentique revirement prennent des engagements en faveur du vivant en développant des programmes de sauvegarde de la faune et des milieux naturels en voie de disparition.

#### 1 Une initiative courageuse à célébrer : celle de l'Équateur

L'Équateur surprend depuis peu la communauté internationale. À l'été 2010, cet État<sup>1</sup> annonce renoncer à quelque 20 % de son pétrole (un gisement dans le sous-sol du parc de Yasuni – parc national depuis 1979 et classé « Réserve de l'Homme et de la Biosphère » par l'Unesco depuis 1989 – qui lui rapporterait pourtant 350 millions de dollars par an) afin de préserver la biodiversité amazonienne et contribuer à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ; et les autorités de Quito proposent de faire payer autrement le manque à gagner de la non-exploitation de son brut.

Ce joyau de verdure renferme plus de 2 200 espèces d'arbres, près de 600 d'oiseaux et 121 reptiles différents. Sans compter que dans cette réserve se trouvent des tribus indiennes menacées par la modernité : les Tagaeris et Taromenanes.

1. Cette prise de position avait déjà été présentée, en 2007, à la tribune des Nations unies par le président Rafael Correa.

Le montage financier envisagé pour combler le déficit s'articule ainsi : la moitié sera supportée par l'État équatorien et 50 % sous la forme de certificats de non-exploitation auxquels pourraient souscrire pays, ONG et entreprises. L'Allemagne a, à cet égard, déjà pris des engagements de souscription, et le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) constitue l'organe de gestion du fonds destiné à recueillir les contributions. Objectifs de ce fonds original baptisé Yasuni ITT<sup>1</sup> qui intéresse déjà le Nigeria : la reforestation et la présence d'investissements dans des énergies renouvelables.

## 2 Les différents engagements de jeunes et le retour des grandes expéditions

Bien plus qu'un phénomène de mode, une véritable prise de conscience anime les étudiants du monde entier. Leur présent credo : se mobiliser en faveur de la biodiversité sous toutes ses coutures. En France, l'association « Entreprises pour l'Environnement » (EPE), présidée par le PDG du groupe Lafarge encourage les étudiants à la protection des espèces et des écosystèmes. Des prix annuels sont à cet effet délivrés, notamment en France au ministère de l'Environnement, comme celui d'EpE-Metro, du nom du quotidien gratuit. De même, l'entreprise Phytorestore spécialisée dans le traitement de l'eau et des sols par les plantes a reçu, en septembre 2010, un *Green Business Award*, décerné par BFM Radio en partenariat avec l'établissement public ADEME<sup>2</sup> et le cabinet Ernst & Young, récompensant sa capacité d'innovation à concevoir des jardins filtrants. D'ailleurs, cette jeune société française exporte déjà son savoir-faire jusqu'en Chine (l'éco-quartier de Wuhan par exemple).

Par ailleurs, le succès du recensement de la biodiversité sur l'île de Santo<sup>3</sup>, dans l'archipel du Vanuatu, de septembre à décembre 2006, a inspiré de nouvelles expéditions tout aussi fructueuses en Asie (en Indonésie et aux Philippines) et en Afrique (à Madagascar et au Mozambique). Les naturalistes et biologistes (153 chercheurs provenant de 25 États) de la mission sur *Espiritu Santo* ont établi une dynamique d'approches scientifiques incontestables s'articulant ainsi :

- la liste des milieux locaux transformés par l'Homme ;
- les différentes cavités et grottes anchialines de la partie est de l'île ;
- la biodiversité de la chaîne montagneuse Mont Pao ;
- l'inventaire exhaustif de tous les biotopes (mer, canopée et sites anthropiques) ;
- l'échantillonnage des diverses strates de la forêt, de la faune à la cime des arbres.

Bref, une mission de *pêche aux espèces* sans précédent qui en appellent beaucoup d'autres à travers le monde.

1. Champ d'exploitation ITT pour Ishpingo, Tambococha et Tiputini.

2. Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.

3. Voir *Les Échos* du 12 juillet 2006 et du 30 mai 2007.



### 3 Des films vérité édifiants et didactiques

Le cinéma n'est pas non plus en reste ; il interpelle à sa manière le grand public aux dommages causés par l'Homme à la nature. Ainsi, des contributions cinématographiques poignantes et authentiques, comme celles d'Al Gore (ancien Vice-président des États-Unis), de Nicolas Hulot ou de Yann Arthus-Bertrand, ont largement contribué à sensibiliser l'opinion internationale.

Préserver la planète : un impératif vital pour tous. Les exemples abondent : *Une vérité qui dérange* (an *Inconvenient Truth*) d'Al Gore<sup>1</sup>, film bouleversant présenté au Festival de Cannes en 2006, qui démontre les dégâts dramatiques causés par le réchauffement climatique de la Planète ; le documentaire fort et engagé avant qu'il ne soit trop tard, de l'écologiste Nicolas Hulot et Jean-Albert Lièvre, intitulé *Le Syndrome du Titanic*, sorti le 7 octobre 2009 et le merveilleux film *Home* (2009) de Yann Arthus-Bertrand, produit par le réalisateur Luc Besson, qui constitue un véritable hymne à la vie et à la terre.

De même, l'acteur et cinéaste français, Jacques Perrin, cherche dans son magnifique film *Océans* à dévoiler les mystères – faune et flore – du monde marin, un authentique voyage au cœur des écosystèmes océaniques d'un pôle à l'autre.

Dans ce long métrage, il s'interroge justement sur l'influence (néfaste ?) de l'Homme sur la vie sauvage et sur notre responsabilité collective en matière de sauvegarde de cet univers salé aussi fascinant que méconnu.

Récemment, à la fin de l'hiver 2011, le film documentaire *Pollen*<sup>2</sup>, réalisé en partenariat avec WWF France, a alerté et sensibilisé l'opinion sur l'effondrement des colonies d'abeilles auxquelles il faut ajouter bourdons, papillons, colibris et même chauve-souris dont plus de 70 % des cultures dépendent de la pollinisation animale.

Tous ces films et bien d'autres rappellent que vive est la crise écologique, et grande est la fragilité des écosystèmes, véritable malle aux trésors de l'évolution. Le genre humain sans y prendre garde devient, par paliers, l'ennemi de la nature et des cycles de la vie, en particulier par son action dévastatrice de surexploitation des richesses de la planète Terre.

### 4 Les initiatives audacieuses de certains grands groupes

Les grandes firmes font peau neuve : elles se convertissent à la biodiversité, au développement durable et à l'écologie, cette dernière étant devenue une authentique signature. Elles s'engagent désormais sur des projets aboutis et concrets.

1. Le politique Al Gore a sillonné le territoire des États-Unis pendant cinq ans en vue de convaincre ses concitoyens de la nécessité de réagir face à l'imminence d'une catastrophe écologique planétaire.

2. Passionnant et très pédagogique, images réalisées par Louis Schwartzberg qui dévoilent une nature protéiforme, en perpétuel mouvement.

Ces entreprises cherchent ainsi à réduire l'empreinte carbone par la réduction de CO<sub>2</sub> pour les grands de la sidérurgie, telles les multinationales Arcelor Mittal ou Thyssen-Krupp, se lancent dans le reboisement en Amazonie (Peugeot), réalisent des économies d'énergie (Carrefour), construisent des avions plus légers utilisant moins de kérosène (Airbus, Boeing) et misent sur le marché du solaire (Total), les industriels du high-tech multipliant, quant à eux, les efforts visant à réduire la consommation électrique.

Sans évoquer l'autre immense chantier, pour lequel le secteur de l'électronique est concerné : le recyclage des déchets.

Les motivations de ces grands groupes sont simples, elles oscillent entre utilitarisme et respect de l'environnement, autrement dit préserver la planète tout en réduisant les coûts de fabrication. On peut, à cet effet, retenir trois séries d'explications : la crainte de l'envolée des prix des matières premières (plastiques, métaux, cartons...), celle de la raréfaction des ressources et le respect des réglementations environnementales sans cesse plus drastiques, voire contraignantes.

Les exemples abondent. L'un des plus remarquables est celui imaginé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en partenariat avec la Banque mondiale et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

En effet, ce Fonds a lancé à la fin de la décennie 2010 la campagne « Save your logo » invitant les firmes qui utilisent l'effigie animale et/ou le nom symbole de biodiversité à verser des dons à un fonds abondé à hauteur d'1/3 par la Banque mondiale. Ces entreprises bénéficieront en contrepartie d'une réduction d'impôt élevée de 60 % du montant investi dans l'opération, dans la limite de 0,5 % de leur chiffre d'affaires.

Sont concernés plusieurs grands noms de firmes multinationales<sup>1</sup> : Lacoste (crocodile), Hippopotamus, Jaguar, Puma, Buffalo Grill, Peugeot et son lion, Côte d'Or (pour les éléphants), Ferrari et Ralph Lauren concernant le cheval, la compagnie pétrolière Shell pour les coquillages, Saline du Midi (baleine), etc.

Le marketing au service de la protection animale, une idée originale qui vise à associer des valeurs durables à des marques de renom pour le bien de l'environnement.

Un autre fonds d'investissement de 20 millions d'euros, consacré à la compensation carbone dans les pays en développement a été initié, début juillet 2011, par quatre grandes firmes françaises : Danone, la Caisse des dépôts, le Crédit Agricole et Schneider Electric, qui pourraient rapidement être rejointes par d'autres groupes. L'idée généreuse qui préside à ce fonds commun, baptisé « Livelihoods<sup>2</sup> », est

1. Ou encore les différentes éditions des « Trophées du développement durable » organisées par Carrefour, le géant de la distribution, qui visent à encourager les actions de ses fournisseurs français.

2. Termes traduits par : moyens de subsistance.

d'accroître les projets de stockage du carbone forestier, comme le fait notamment, depuis 2008, la multinationale Danone en organisant la plantation de dizaines de millions de palétuviers au Sénégal (région de la Casamance) et, partant, restituer des milliers d'hectares de mangroves.

En mobilisant les compétences et le savoir-faire, ces entreprises peuvent ainsi stocker des centaines de milliers de tonnes de CO<sub>2</sub> et, par la suite, revendre ces crédits carbonés pour initier d'autres projets (par exemple au Congo pour les forêts d'acacias ou dans le Delta du Gange afin de restaurer la mangrove).

### L'essentiel

Les espaces marins ne sont pas, loin s'en faut, les seules victimes d'une suractivité humaine sur Terre. D'autres espaces sont tout aussi durement investis.

Parmi les milieux naturels, l'immense forêt amazonienne et celles du continent africain (la République Démocratique du Congo) ou européen (aux portes de Moscou) auxquelles s'ajoutent les végétaux et espèces animales en déclin qui connaissent et subissent déjà une dégradation lente et continue, mais peut-être pas inexorable car la mobilisation en faveur de la biodiversité se généralise.

Cette dernière, généreuse et active, prend la forme de programmes écologiques élaborés (Redd+) ou d'initiatives publiques (l'Équateur, la France, le réseau Banque Mondiale) et privées (firmes multinationales, films consacrés à l'environnement, ONG), individuelles comme collectives, toutes dédiées à la sauvegarde de ces étendues, espèces (le tigre) et végétaux agressés, assaillis par la recherche du plus grand profit ou l'avancée d'un modernisme conquérant.

Car il s'agit bien de fédérer les projets d'où qu'ils viennent (particuliers, firmes...) et d'affirmer le rejet d'un monde qui se viderait de sa substance (perte de biotopes, zones dépourvues d'animaux, végétaux piétinés).

Donc, protéger au lieu d'envahir, sauvegarder avant de chercher à tirer un avantage vénal contestable.

# Pollutions : de la malveillance à la négligence coupable

« La Terre est un héritage que nous empruntons à nos enfants. »

*Antoine de Saint-Exupéry*

**O**n ne peut hélas pas faire grand-chose contre les terribles catastrophes naturelles (pas moins de 7 563 désordres ont été recensés dans le monde entre le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et le 31 décembre 2010), sinon y faire face, c'est-à-dire prévenir avant de guérir. Ouragans, tsunamis, séismes et canicules ont ainsi causé dans cette décennie douloureuse la mort de près de 1 245 000 personnes.

Le génie humain semble néanmoins en mesure de freiner sinon de faire cesser ses excès envers la nature. Car, on le comprend aisément, il existe tant de préjugés commis envers la terre, l'air et les océans qu'il est impossible d'en établir une liste exhaustive. Les dommages causés aux êtres humains ne sont malheureusement pas à la traîne. Ils relèvent presque tous soit de l'acte accompli fortuitement, soit réalisé à la suite de gestes, pratiques ou procédés aussi douteux que contestables.

Ces dommages interpellent et défient tous la raison collective par leur ampleur abyssale, les meurtrissures causées, les peines et douleurs sans nom induites et les

procès harassants. Quelques affaires devenues symboles de la lutte contre les excès illustrent ce malaise consternant. Elles établissent également de nouvelles règles internationales destinées à éviter les abus répétitifs. Et, en dernière analyse, elles posent la question qui pénètre les esprits : pouvait-on les éviter ?

- Section 1 ■ **Minamata, Seveso ou la prise de conscience tardive de la communauté internationale**
- Section 2 ■ **Bhopal : qui s'est jamais soucié de la souffrance humaine ?**
- Section 3 ■ **Tchernobyl, le 26 avril 1986, le jour où le monde s'arrêta**
- Section 4 ■ **La peur du nucléaire resurgit au Japon dans la centrale de Fukushima-Daïchi**
- Section 5 ■ **Marée rouge, AZF & autres pollutions industrielles oubliées**

### Section 1 **MINAMATA, SEVESO OU LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE**

Il n'y a pas que les guerres internationales ou interethniques secouant notre planète qui tuent ; des agissements contestables et lents dans leur formation parviennent aussi à ôter la vie, et causer d'innombrables souffrances. Les lamentables mais si édifiantes affaires de Minamata et Seveso, tant dans leur déroulement chronologique que dans leurs conséquences illimitées, illustrent parfaitement ces épreuves qui tirent toujours leur origine d'actes humains discutables et incertains. Les pollutions industrielles aussi graves qu'inconséquentes commencent dès lors à marquer les consciences.

#### **1 La baie de Minamata au Japon : alerte au mercure !**

La tragédie de Minamata, c'est à la fois le pire (le nombre de victimes) sans le meilleur (un procès interminable pour un dénouement inconséquent et dérisoire). Il n'y a, en fait, que des perdants dans cette malheureuse affaire.

Pourquoi a-t-on désigné Minamata, comme la honte indélébile du Japon ? Dans cette ville, située dans une baie à soixante-dix kilomètres de Tokyo (préfecture de Kumamoto, à l'ouest de l'archipel), une usine de produits chimiques appartenant à une firme géante nipponne, la « Chisso corporation » produit de l'acétaldéhyde. Elle y a déversé impunément depuis 1932, et en particulier au milieu de la décennie 1950 et cela durant des années, des tonnes de déchets de mercure. L'origine du mal n'est pourtant identifiée qu'en 1959.

Au tout début de cette très tragique pollution, les poissons et crustacés (aliments de base de la population locale) mourraient, puis les victimes furent des êtres humains car les Japonais sont grands consommateurs de poissons. Le bilan, hélas non définitif, est de près de 40 000 personnes contaminées (dont 4 500 gravement) ; et 2 123 décès sont à ce jour recensés auxquels il faut rajouter des milliers de survivants atteints de troubles nerveux sévères.

Au moment des faits, l'annonce de ce drame ne fit pas la une des journaux : le Japon venait d'être admis aux Nations unies à l'unanimité, les séquelles de la Seconde Guerre mondiale s'estompaient donc.

Progressivement, la maladie de Minamata va devenir le triste symbole des dérives insensées du développement économique nippon. Car, dans le dur après-guerre, le « miracle japonais » entonnait alors sa course à la croissance débridée.

Au-delà des souffrances incommensurables endurées, la Diète (le parlement japonais) et le pouvoir judiciaire du pays vont s'emparer de cette affaire, l'élevant au rang de cause nationale. Le long combat semé d'embûches pour la réparation juste et légitime des victimes commence alors. Il durera cinquante-quatre ans !

Le procès à deux volets en réparation pour responsabilité et négligence coupable s'ouvre en 1969 et s'achèvera en 1973. Durant ces cinq années de procédure, la Chisso Corp. va déployer une série de mesures dilatoires (en particulier en diligentant des expertises minorant sa responsabilité) et d'intimidation visant à décourager les victimes, regroupées au sein d'une association aussi efficace qu'inflexible, car la lutte s'avère âpre.

Mais le jugement tant attendu tombe enfin en 1973 : la firme nipponne incriminée est alors reconnue coupable de négligence. La voie de la réparation semblait de fait toute proche. Néanmoins, l'indemnisation se heurtera à la mauvaise volonté conjointe de la Chisso et du gouvernement japonais, marris par tant de tapage autour de l'affaire, qui va dresser des obstacles et critères draconiens à toute réparation.

Les procès dès lors s'éternisent encore trente longues années. Entre-temps, à l'instar des victimes des bombes A d'Hiroshima et de Nagasaki d'août 1945, les plaignants civils subissent une forme d'ostracisme mêlée d'incrédulité de la part de leurs concitoyens ; face à cette pression sociale, certains demandeurs se désistent même. La mauvaise foi générale trouve pourtant son épilogue... au <sup>xxi</sup>e siècle.

Ce dernier s'articule en deux temps. D'abord, en 2004, la Cour suprême du Japon retient enfin la responsabilité de l'Empire du Soleil levant. D'autre part, un accord amiable est conclu le 29 mars 2010 entre, d'un côté, les victimes et de l'autre le gouvernement nippon et la firme Chisso Corp., responsable de la contamination au mercure. Les termes de la transaction prévoient le versement (l'octroi ?) au bénéfice de chaque victime de la tragédie une indemnité généreuse (!) de 2,1 millions de yens, soit environ 166 000 euros, assortie d'une allocation mensuelle de 17 000 yens (135 euros).

Minamata, c'est aussi la furieuse et inconvenante recherche du profit au détriment des personnes ; c'est, de plus, la preuve qu'une industrialisation sans vergogne présente des risques ; c'est enfin le début d'une ère nouvelle : celle qui augure, sans tenir compte de la durée de la part des innombrables victimes, la multiplication des procès judiciaires en réparation.

## 2 L'affaire Seveso en Italie ou le nuage menaçant de dioxine

Ce combat n'a pas la même résonance que la triste affaire japonaise de Minamata. Elle n'a pas atteint non plus une semblable ampleur dramatique. Mais elle est édifiante à plus d'un titre, surtout par les conséquences juridiques internationales qu'elle a provoquées.

À Seveso (Lombardie italienne), les habitants, alors incrédules, se souviendront longtemps du 10 juillet 1976. Un nuage accidentel de fines particules contenant un gaz mortel, la tétrachlordibenzonparadioxine (TCDD), s'échappe à la suite d'une élévation anormale de la température d'une usine chimique de l'Icmesa, à Meda, qui fabrique du trichlorophénol, et envahit le bourg et les villages de la banlieue de Milan. Pourtant, la population locale n'est informée puis évacuée que le 23 du mois.

Le bilan du moment est lourd : plus de 200 personnes hospitalisées<sup>1</sup>, des dizaines d'avortements pratiqués dans l'urgence par crainte de malformations chez les nouveau-nés, 77 000 bêtes (notamment des ovins) abattues et les récoltes brûlées ou desséchées sur 18 km<sup>2</sup>. Les autorités se décident à placer durant six années cette zone de cent-quinze hectares en quarantaine totale, en raison de la forte contamination. La catastrophe est patente et les travaux de nettoyage dureront des années. À l'instar de Minamata, l'affaire Seveso s'apprête également à connaître de multiples rebondissements.

Ainsi, quarante et un fûts de dioxine provenant de l'usine Icmesa, responsable du désastre, sont retrouvés le 19 mai 1983 dans un village de l'Aisne (France), à Anguilmont-le-Sart. Ces fûts dangereux étaient recherchés dans toute l'Europe.

L'imbroglio politico-écologique est total quand on apprend qu'Hoffmann-La Roche, société mère d'Icmesa, a confié le traitement de ces déchets au groupe allemand Mannesmann qui lui-même certifie les avoir remis à la société française Spedilec. Le 11 mai 1983, le Conseil des ministres français prend une série de dispositions : il rend obligatoire la déclaration de détention de produits toxiques et renforce son arsenal répressif en établissant des sanctions pénales pour toute infraction avérée.

Le procès que les victimes de Seveso intenteront en 1985 contre Icmesa aura un goût d'inachevé tant les sanctions paraissent dérisoires au regard des souffrances

1. Une des conséquences de l'inhalation de dioxine par les habitants de Seveso (en particulier les enfants) est l'apparition de brûlures sur le visage, boursoufflures corrosives auxquelles il faut ajouter des empoisonnements et des avortements.

endurées : les accusés bénéficieront de non-lieux ou de peines symboliques. Fort heureusement, les victimes se verront allouer des indemnités de dédommagement.

Cette douloureuse affaire connaît une ultime répercussion, juridique et internationale celle-là. En effet, la directive européenne très technique, dite Seveso, ou directive 96/82/CE, impose aux États membres de l'Union européenne d'identifier les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs (accompagnés de seuils haut et bas en fonction des quantités utilisées et des types de produits pour les entreprises concernées, de l'identification des substances dangereuses, de l'information des riverains, de la mise en place de contrôles accrus et d'inspections régulières).

Cette directive d'une complexité redoutable, rendue officielle le 24 juin 1982, a ensuite été modifiée le 9 décembre 1996 puis amendée en 2003 par la directive 2003/105/CE. La dernière directive européenne en date dite « Seveso 3 » qui n'entrera ses effets qu'en 2015, est encore plus contraignante que les deux précédentes puisqu'elle inclura alors, si elle est adoptée, outre les déchets industriels dans l'évaluation des risques (selon Seveso 2) le déclassement de certaines substances chimiques considérées comme moins dangereuses, mais en revanche en requalifiera d'autres dont le risque aurait pu être sous-estimé.

Il faut tout de même déplorer que la communauté internationale envisage, en matière d'environnement comme en d'autres domaines (sécurité, mesures sanitaires, transports, etc.) des mesures *a posteriori* pour pallier une lacune ou une déficience et rarement de façon préventive, c'est-à-dire avant la survenance d'une catastrophe.

Et que dire de la situation des riverains de sites Seveso dont le patrimoine se trouve ainsi totalement dévalorisé par la proximité de cuves géantes souvent postérieures aux habitations ?

**Tableau 3.1 – Principales catastrophes industrielles<sup>1</sup> terrestres 1950-2011<sup>2</sup>**

Lieu	Date	Forme de pollution & bilan
Minamata (Japon)	À partir de 1956	<ul style="list-style-type: none"> <li>• pollution par mercure déversé dans une baie</li> <li>• plus de 2 100 morts</li> </ul>
Feyzin (France, au sud de Lyon)	4 janvier 1966	<ul style="list-style-type: none"> <li>• du gaz propane s'échappe de la raffinerie de Feyzin et se répand sur l'autoroute et sur une route départementale</li> <li>• le nuage s'enflamme après le passage d'une voiture et provoque une très forte explosion (on parle alors de « mer de flammes »)</li> <li>• 18 morts (dont 11 pompiers), 84 blessés ; les dégâts sont visibles dans un rayon de 16 kilomètres autour de la raffinerie</li> </ul>

1. Par « industrielles », il faut entendre des pollutions chimique, nucléaire ou technologique.

2. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, il y eut plusieurs grandes catastrophes : à Oppau (Allemagne) en 1921, explosion d'un silo contenant du nitrate d'ammonium (500 morts et 1900 blessés) ; à Tessenderloo (Belgique) en 1942, même type d'explosion par un tir de cartouche (200 morts) ; encore du nitrate d'ammonium en sacs, à Texas-City (États-Unis), en 1947 (400 morts), suite à l'incendie d'un cargo français, le *Grandcamp* ; et, en 1948, à Ludwigshafen (Allemagne), explosion de diméthyle éther dans la firme BASF (200 morts, 3800 blessés).




 Seveso (Italie)	10 juillet 1976	<ul style="list-style-type: none"> <li>• nuage de dioxine hautement toxique (plus de 200 personnes hospitalisées, brûlures, avortements en série, abattage du cheptel, région contaminée)</li> </ul>
Camping de « Los Alfaques », sur la Costa Blanca, située sur la côte méditerranéenne d'Espagne	11 juillet 1978	<ul style="list-style-type: none"> <li>• explosion d'un camion-citerne chargé de propylène liquide qui quitte la route nationale 340 sur laquelle des tonnes de produits toxiques transitent à bord de ces camions et va s'écraser contre le mur d'enceinte du camping</li> <li>• explosion en chaîne (due aux bonbonnes de gaz des campeurs et aux réservoirs d'essence des voitures), incendie, 180 personnes meurent carbonisées</li> </ul>
Three Mile Island (TMI), près d'Harrisburg (Pennsylvanie, États-Unis) <sup>1</sup>	28 mars 1979	<ul style="list-style-type: none"> <li>• fusion d'un réacteur nucléaire de l'Unité 2 (le cœur du réacteur à eau pressurisée subit de graves avaries et défauts)</li> <li>• relâchement faible de produits radioactifs dans l'atmosphère</li> <li>• pas de victimes ; 200 000 personnes déplacées ; la décontamination dure 10 ans</li> <li>• un procès a été intenté par des citoyens contre la compagnie exploitante (Metropolitan Edison) ; un accord amiable a finalement été trouvé en 1983 : création d'un fonds visant à financer des études consacrées aux effets sur la santé dus à l'accident de TMI</li> </ul>
Mexico (Mexique)	19 novembre 1984	<ul style="list-style-type: none"> <li>• explosion d'un réservoir de gaz d'une raffinerie de San Juan de Ixhuatpec</li> <li>• 452 morts, 1 200 disparus, 4 248 blessés et 31 000 sans-abri</li> </ul>
Bhopal (Inde)	3 décembre 1984	<ul style="list-style-type: none"> <li>• un accident dans une usine de pesticides (appartenant au chimiste « Union Carbide » et à l'État indien) libère des gaz toxiques</li> <li>• plus de 3 000 habitants du bourg trouvent la mort ; des milliers deviennent aveugles</li> </ul>
Tchernobyl (Ukraine)	26 avril 1986	<ul style="list-style-type: none"> <li>• explosion et incendie d'un des réacteurs d'une centrale nucléaire (niveau 7 sur l'échelle Ines)</li> <li>• officiellement 32 morts (à la suite de l'explosion), 197 victimes hospitalisées (irradiées), des milliers de cancers avérés, notamment de la thyroïde (4 000 décès selon l'OMS<sup>2</sup> et l'AIEA), des malformations d'enfants, 100 000 personnes évacuées dans un rayon de 30 kilomètres ; des plantes sont contaminées de la Scandinavie à l'Italie</li> </ul>
Toulouse (France)	21 septembre 2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>• explosion de nitrate d'ammonium dans l'usine chimique AZF</li> <li>• on déplore 31 personnes tuées et 2 500 blessés</li> <li>• au terme d'un procès de 4 mois en 2009, la relaxe générale est prononcée</li> </ul>
Chine (ville de Jilin)	13 novembre 2005	<ul style="list-style-type: none"> <li>• série d'explosions produites dans une usine pétrochimique ; benzène et nitrobenzène (produits cancérigènes) se déversent dans la rivière Songhua (affluent du fleuve Amour)</li> <li>• 5 morts ou disparus, 70 blessés ; 10 000 personnes évacuées</li> </ul>



1. À l'occasion de cet accident, les Américains avaient failli renoncer au nucléaire. De plus, toujours en 1979, à Bantry-Bay (Irlande), une explosion (vapeurs d'hydrocarbures) à bord du pétrolier « Betelgeuse » fait 48 morts.

2. OMS : Organisation Mondiale de la Santé et AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique dont le siège est situé à Vienne (Autriche).

 Hongrie (à Ajka située à 160 km de Budapest)	4 octobre 2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• un accident dans une usine d'aluminium fait 10 morts, plus de 150 blessés (la plupart brûlés) ; un flot de résidus toxiques pollue des dizaines de km<sup>2</sup> à l'ouest de la capitale (Danube atteint) ; 700 maisons rasées ou ravagées ; une décontamination difficile (rejets d'arsenic dans l'eau)</li> </ul>
Japon (centrale de Fukushima-Daïchi)	12 mars 2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>• après un terrible séisme (magnitude 9) et un tsunami tout aussi effrayant, l'effondrement du bâtiment abritant un réacteur nucléaire affole le monde (crainte de radiations ; niveau 6, puis porté le 12 avril au niveau 7 sur l'échelle Ines)</li> <li>• 11 blessés dans l'explosion, évacuation de la population locale, opérations de confinement, mesures permanentes du taux de radioactivité, lutte contre des incendies tenaces et multiplication d'actes héroïques de volontaires pour refroidir les combustibles nucléaires en fusion</li> </ul>

## Section 2 BHOPAL : QUI S'EST JAMAIS SOUCIÉ DE LA SOUFFRANCE HUMAINE ?

Le drame absolu de Bhopal, c'est l'opprobre général déjà jeté sur Minamata et Seveso conjugués. Il s'agit ni plus ni moins de la catastrophe la plus meurtrière du xx<sup>e</sup> siècle.

Dans cette douloureuse affaire, figurent même des éléments humains aggravants (par négligence coupable) et des actions judiciaires innombrables qui en renforcent un peu plus la tragédie. Bhopal est, à l'échelle indienne, un gros bourg de 750 000 habitants, capitale de l'État du Madhya Pradesh, au centre de l'Union indienne.

Une usine chimique, la firme américaine « Union Carbide<sup>2</sup> », y produit des pesticides au cœur d'un quartier pauvre. En pleine nuit, il est 2 heures du matin, le 3 décembre 1984, une fuite d'isocyanate de méthyle se déclare dans un réservoir non étanche de l'usine. La réaction d'explosions en chaîne semble alors inévitable.

Les équipes de secours, dont l'horrible besogne consiste à ramasser les cadavres d'hommes et d'animaux qui jonchent les rues, sont totalement débordées. Ce terrible accident provoque la mort de plus de 3 000 personnes empoisonnées par les émanations du gaz pesticide et fait 200 000 blessés dont des milliers garderont de graves séquelles parmi lesquelles une cécité incurable.

L'impéritie et la négligence criminelle de la direction de l'usine, une filiale qui appartient pour 51 % au géant américain et 49 % à l'État indien, et des autorités fédérales

1. À Tokai-mura au Japon (à 140 km de la capitale), le 30 septembre 1999, une erreur humaine provoqua un accident de « criticité » (c'est à dire le déclenchement incontrôlable d'une réaction de fission en chaîne en milieu fissile), classé niveau 4 sur l'échelle INES (*International Nuclear Event Scale*) qui en comporte 7, tout comme à Fukushima Daiichi (voir la section 4 du présent chapitre) et le décès de 2 ouvriers ; quelque 600 personnes firent l'objet de radiations et 310 000 autres seront évacuées.

2. Actuellement dénommée « Dow Chemical ». L'Union Carbide India Limited (UCIL) était la filiale indienne de la Union Carbide Corporation (UCC).

sont avérées : aucune mesure n'a été prise pour éviter cette calamité (d'ailleurs trois accidents faisant au passage quelques victimes avaient déjà eu lieu depuis son installation, en 1977) et la population a été laissée dans l'ignorance de risques éventuels.

Quant à la fermeture de l'usine appelée de ses vœux par la population locale, elle apparaît vite illusoire. Cette histoire rappelle en fait celle de la fable de La Fontaine du pot de terre contre le pot de fer. En effet, Union Carbide se présente comme l'un des rares grands employeurs de la région ; sa présence se révèle ainsi vite indispensable pour des habitants souffrant d'un chômage endémique élevé.

Pourtant, des suites judiciaires sont rapidement entreprises. Mais la lutte s'avère inégale, les retards inévitables (devant quelle juridiction le procès doit-il se tenir ? qui poursuivre sans se tromper : l'UCIL, l'UCC, les États indien, américain ou celui du Madhya Pradesh, le PDG de l'usine, l'employé indien coupable du geste meurtrier ? quelles charges précises faut-il envisager puis retenir ? une série d'appels dilatoires seront-ils interjetés ?), les fuites aussi<sup>1</sup>.

Le 14 février 1989, la Cour Suprême indienne rend enfin sa décision : la partie américaine est condamnée à verser un total de 470 millions de dollars d'indemnisation se répartissant en 50 millions pour l'UCIL (payés pour leur contre-valeur en roupies), et 415 millions pour UCC (les 5 millions manquants correspondent à la somme que la Cour fédérale américaine avait immédiatement obligé l'UCC à payer pour les premiers secours aux victimes) ; ces sommes avaient déjà été versées dès le 24 février 1989 par les deux compagnies américaines.

L'arrêt de la Cour Suprême essuie pourtant de multiples controverses. En effet, hormis le délai supérieur à quatre ans qui a été nécessaire pour aboutir à une conclusion, beaucoup d'experts ont estimé le montant de la condamnation assez faible voire proche du ridicule au regard des souffrances endurées.

Dans le monde, la contestation est telle que, le 4 mai 1989, la Cour Suprême indienne, dans un long plaidoyer, justifie sa décision en mettant l'accent sur le fait que, par rapport aux usages indiens établis depuis des temps immémoriaux, les sommes requises sont très élevées. Cet argument (argutie ?) sera largement utilisé par l'UCC qui tente alors de se racheter, en Inde, une conduite et d'améliorer son image, en insistant sur le fait que les sanctions subies par elles ont été sévères...

Enfin, dernier rebondissement de l'affaire après un épisode judiciaire américain sans lendemain (sur plainte, en 1999, déposée par l'ONG Greenpeace contre la firme propriétaire de l'usine chimique), un vice de procédure dans le traitement du dossier permet de relancer en territoire indien l'instance en cours, en novembre 2008. Et, en juin 2010, soit un quart de siècle après la catastrophe, un tribunal indien condamne huit personnes (dirigeants locaux) à 2 ans de prison pour leur implication coupable dans ce désastre.

1. Le PDG de l'entreprise, Warren Anderson, accusé par le chef judiciaire de Bhopal, le 1<sup>er</sup> février 1992, de « mort par négligence » pour cette catastrophe, prendra la fuite et ne se présentera donc pas devant la Cour Suprême de l'Union indienne lors du procès.

## Section 3 **TCHERNOBYL, LE 26 AVRIL 1986, LE JOUR OÙ LE MONDE S'ARRÊTA**

D'un point de vue historique, le premier incident nucléaire recensé – classé tout de même niveau 5 sur l'échelle Ines – s'est déroulé en octobre 1957, suite à un incendie de la centrale de Windscale, rebaptisée Sellafield<sup>1</sup> (au Nord-Ouest de l'Angleterre, près de la mer d'Irlande). Aucune population ne fut alors déplacée, seule recommandation faite aux habitants de la région : ne pas consommer les produits agricoles supposés contaminés...

Mais à Tchernobyl, ville située à 100 km au nord de Kiev, capitale de l'Ukraine, c'est l'accident majeur (classé niveau 7 sur l'échelle internationale Ines des événements nucléaires) qui se produit. Le réacteur N°4 de la centrale nucléaire Lénine (qui en contient en fait quatre) connaît, le 25 avril 1986, une fuite radioactive, puis explose (l'hydrogène en endommage le blindage) et prend feu le lendemain, le 26 à 1h 23m 04s.

Si, en 1979, les fuites radioactives de la centrale nucléaire de Three Mile Island (Pennsylvanie) avaient alerté l'opinion internationale sur les dangers du nucléaire, la catastrophe de Tchernobyl restera à jamais la plus terrifiante pollution industrielle (devrait-on désormais dire « technologique » ?) de tous les temps, non par son bilan humain pourtant très lourd (et bien imprécis à ce jour), mais par le choc général que le mot nucléaire induit et les horribles conséquences réelles ou probables qui s'en suivent.

L'origine du drame serait la cause d'expérimentations hasardeuses et mal programmées : une série d'erreurs de manipulations dans le programme de tests-contrôles a rendu le réacteur en question tout à fait incontrôlable.

À nouveau, comme dans les accidents majeurs précédents, une réaction en chaîne obère le fonctionnement, et les crayons d'uranium fondent alors libérant au passage une très forte radioactivité dans l'atmosphère.

Il a été mesuré que cette radioactivité représentait deux cents fois celle des matières libérées par la bombe atomique d'Hiroshima (le 6 août 1945, au Japon). Les éléments ionisants dus aux retombées nucléaires contaminèrent (contaminent encore ?) air, aliments et eau.

La face sombre de cette catastrophe, que nul pourtant ne considérait alors comme possible, va s'alourdir par la négligence des autorités soviétiques locales qui ne préviennent, par radio, que le 27 avril la population et l'invitent à se calfeutrer chez elle en attendant les secours !

1. Puis un autre accident y eut lieu en avril 2005.

La centrale de Tchernobyl ne sera fermée qu'en décembre 2000 après de multiples négociations et tergiversations. Et le sarcophage de béton, qui doit en principe éviter la poursuite d'émissions radioactives, ne rassurera qu'à moitié les habitants de la région.

En quelques semaines, l'accident s'internationalise puisque le nuage radioactif va recouvrir (et exposer des centaines de milliers d'Européens de l'ouest) une superficie évaluée à près de 4 millions de km<sup>2</sup> soit environ 40 % de la superficie de l'Europe avec du césium-137, un des isotopes les plus radioactifs. En définitive, le nuage enveloppera tout l'hémisphère Nord et on retrouva même des poussières radioactives au-dessus d'Hiroshima (le symbole est grand), ville pourtant située à plus de 7 000 km de distance !

Il va sans dire que des centaines de milliers de personnes d'Europe occidentale ont été exposées à des doses supérieures au seuil d'innocuité, et que certaines développeront des cancers dans les années ou décennies à venir.

À propos de cette catastrophe nucléaire majeure, depuis l'ouverture d'une enquête en 2001, en France, 650 plaignants (la plupart malades de la thyroïde) se sont porté partie civile déclenchant ainsi l'ouverture d'une longue instruction. Le nuage radioactif de Tchernobyl passé au-dessus de la France au printemps 1986 a-t-il eu un impact sur la santé des populations exposées ?

Devant la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris constituée en cette occasion à huis clos, le parquet a estimé, le 31 mai 2011, dans ses réquisitions qu'aucune conséquence sur la santé n'a été réellement établie, et qu'il n'y a donc pas lieu de poursuivre l'instruction. Le procureur de la république a ainsi requis un non-lieu pour le seul mis en examen en 2006, le professeur Pierre Pellerin (ancien patron du Service central de protection contre les rayons ionisants). Dans son arrêt en date du 7 septembre 2011, la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris, suivant en cela le procureur de la république, a prononcé – au grand dam du réseau « Sortir du nucléaire » – un non-lieu sur l'enquête de l'impact du nuage de Tchernobyl mettant ainsi hors de cause le Pr Pellerin qui était poursuivi pour « tromperie aggravée ».

Alors où en est-on des réparations équitables faites aux victimes, des dispersions des pluies radioactives et des vives controverses déclenchées en France notamment « sur le panache radioactif qui s'est arrêté aux frontières de l'Hexagone », de la minimisation des effets de l'explosion par les autorités soviétiques, de l'ampleur de la catastrophe sur l'environnement (faune et flore) immédiat et plus lointain, des enseignements technologiques tirés sur la sûreté des centrales nucléaires et des suites judiciaires espérées par les populations ?

Concrètement, nulle part ou presque : de multiples et doctes rapports émanant d'organisations internationales, d'ONG vigilantes et de vives batailles d'experts éminents, l'organisation de voyages touristiques bien encadrés dans la zone contami-

née (!)<sup>1</sup>, une région sous tension après les feux dévastateurs de l'été 2010 en Russie, des procès éparpillés de consommateurs occidentaux se pensant à tort ou à raison atteints par le nuage incriminé de 1986, des dizaines d'actions symboliques émanant d'ONG, dont Greenpeace, pour sensibiliser le monde au danger du nucléaire, un nouveau sarcophage posé autour du réacteur pour 2015...

Sans réponses idoines, Tchernobyl hantera encore longtemps la Russie et les consciences occidentales, puisqu'aucun pays n'est évidemment à l'abri d'un tel cataclysme mortifère.

## Section 4 **LA PEUR DU NUCLÉAIRE RESURGIT AU JAPON DANS LA CENTRALE DE FUKUSHIMA-DAÏCHI<sup>2</sup>**

La terre japonaise subit et endure, gravement et depuis toujours, séismes et tsunamis. Et à chaque secousse, l'archipel nippon sort un peu plus traumatisé. Cette nation prospère et high-tech, réputée pour sa capacité d'anticipation, sait comment faire face aux malheurs grâce à sa grande maîtrise des phénomènes naturels ainsi qu'une précieuse expertise des catastrophes mise au service de l'urbanisation verticale. Jusqu'à quel point, cependant ? Cette question a révélé tout son sens au mois de mars 2011.

Un sentiment anxiogène légitime a alors envahi le monde entier : les centrales nucléaires sont-elles sûres au point de refouler, quelles que soient les circonstances endurées, toutes menaces, dangers ou périls réels ou supposés ?

### **1 Un péril invisible : la radioactivité**

Entre stupeur, angoisse et consternation, le délicat débat qui oppose depuis toujours pro et antinucléaires se trouve à chaud ainsi relancé. Et puisque le risque zéro en la matière, comme en bien d'autres, n'existe pas et que les incidents-accidents se produisent à intervalles irréguliers qu'attend-on pour engager, en France en particulier et plus généralement en Europe, une vaste concertation sur le bien-fondé de l'atome dans nos sociétés modernes et sur la poursuite de l'activité à plein régime

1. Dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale de Tchernobyl, les saisons touristiques pour amateurs d'extrême désormais se succèdent. Ces initiatives sont encouragées par les autorités de Kiev qui autorisent certaines agences à en préparer les parcours et organiser les droits d'accès (de 110 à 370 euros...). Voir à ce sujet, véritable objet de curiosité, *Direct Matin*, 7 janvier 2011.

2. Dont l'opérateur est le japonais « Tepco » (Tokyo Electric Power Co.) aux manœuvres, discours et initiatives pour le moins déconcertantes dans cette affaire.

des centrales nucléaires, créations de l'Homme, autrement dit lancer une explication générale sur un mode contradictoire qui serait par exemple suivie d'un référendum national ou européen ? Tout en gardant à l'esprit que la sortie du nucléaire obligerait, dans un premier temps, à recourir à davantage d'énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole), situation qui impliquerait une forte hausse des émissions de CO<sub>2</sub>.

En effet, le sinistre et puissant tremblement de terre (d'une magnitude de 8,9 puis réévaluée à 9<sup>1</sup> sur l'échelle de Richter, soit le quatrième plus gros séisme au monde jamais enregistré) qui a frappé, le 11 mars 2011, la côte du nord-est du Japon, aussitôt suivi d'un non moins monstrueux tsunami dévastateur (plus de 28 000 morts et disparus et un coût estimé à quelque 210 milliards de dollars), a ensuite occasionné un grave accident dans la centrale nucléaire de Fukushima-Daïchi<sup>2</sup>, située à 270 km au nord-est de Tokyo, dont l'alimentation électrique fut perturbée par l'action conjointe du séisme et du tsunami. Or, et malgré l'arrêt automatique des réacteurs, le bâtiment qui abritait le réacteur n°1 à eau bouillante (sur 6 réacteurs présents), mis en service en 1970 par la firme américaine General Electric, s'effondra le 12 mars. Vingt-quatre heures plus tard d'autres explosions se produisirent au niveau du réacteur n°3 de cette centrale nucléaire. Quant au réacteur n°2, son circuit de refroidissement tomba en panne le 14 mars.

## 2 Une population sous contrôle

Les craintes et incertitudes vont alors s'additionner offrant une vision du monde peu idéale et les discours des politiques puis ceux des experts de l'atome ne parviennent en rien à les apaiser car les réponses manquent et les questions interpellent : les particules radioactives chargées en césium-137 et rejetées dans l'air se déplacent-elles (comment, jusqu'où et avec quelle intensité ? les seuils de radioactivité autorisés ou tolérables sont-ils dépassés ?) ? Quelles sont les conséquences des fuites d'eau radioactives dans l'océan ? Les sols et leurs productions agricoles sont-ils contaminés (doit-on craindre les dépôts au sol ? la nourriture – fruits, légumes, poissons – demeure-t-elle fiable ? peut-on tout consommer sans conséquence aucune sur la santé ?) ? Quels peuvent être les scénarios plausibles de sortie de crise ?

Bref : il s'agit de calmer une opinion publique inquiète, anxieuse en fournissant mots consolants et en délivrant discours rassurants.

1. À égalité avec celui de Kamchatka en 1952.

2. Le Japon compte 54 réacteurs en fonctionnement, soit le 3<sup>e</sup> rang mondial derrière la France (58) et les États-Unis (104).

Évidemment, comme au cours de catastrophes de ce type, les mesures d'urgence<sup>1</sup> s'organisèrent dans le calme et l'ordre, dignité et résignation aussi qui, en permanence, règnent dans l'archipel : évacuation organisée de 300 000 civils dans un rayon de soixante kilomètres autour de Fukushima-Daïchi, notamment à Koriyama, Namie, Minamisoma, Tonioka ou Okuma, sans céder à la panique, instauration d'un périmètre de sécurité, mesures permanentes et fiables du taux de radioactivité sur les habitants, conseils de confinement prodigués à la population, distribution de pastilles d'iode (censées éviter la fixation des particules radioactives sur la thyroïde) et de masques sanitaires, assistance étrangère nombreuse venue des quatre coins de la planète et dépêchée sur place avec diligence.

Pourtant, en l'espèce, le contexte de cet insondable choc se révèle inédit. Deux phénomènes naturels, et non une erreur humaine ou un dysfonctionnement mécanique interne, sont à son origine. Alors, deux questions supplémentaires mobilisent l'attention et provoquent la réflexion : pourquoi avoir construit dans un pays aussi enclin aux tremblements de terre et aux raz-de-marée dévastateurs autant de centrales nucléaires ? Et peut-on, dans tous les cas de figure, maîtriser tous les risques nés de l'atome ?

## Section 5 **MARÉE ROUGE, AZF & AUTRES POLLUTIONS INDUSTRIELLES OUBLIÉES**

La marée de boue rouge survenue le 4 octobre, au début de l'automne 2010, en Hongrie, représente la plus grave catastrophe écologique que le pays ait jamais connue. Il s'agit d'un accident qui s'est produit dans une usine<sup>2</sup> de bauxite-aluminium – l'une des plus grandes d'Europe – de la ville d'Ajka.

La rupture du réservoir n°10 (due à la vétusté de l'usine datant de 1943 ?) a déversé près d'un million de mètres cubes de boue rouge (résidu toxique de la production d'aluminium composé d'éléments nocifs, comme le plomb, le chrome et l'arsenic, et très corrosifs pour la peau) sur les villages avoisinants.

Des dispositions sont rapidement prises par les autorités centrales du pays : évacuation de centaines d'habitants, déclaration de l'état d'urgence dans les trois comtés

1. La France a connu deux graves accidents nucléaires classés niveau 4 (Ines) accompagnés d'un début de fusion des combustibles : l'un le 17 octobre 1969, l'autre le 13 mars 1980 à la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux, dans le Loir-et-Cher. Parfois le danger resurgit à la suite d'une explosion mortelle comme en témoigne celle, datant du 12 septembre 2011 dans l'installation de Codolet située à proximité du site nucléaire de Marcoule (Gard), d'un four servant à recycler des déchets faiblement radioactifs (faisant un mort et quatre blessés). S'agissait-il alors d'un accident industriel ou nucléaire ?

2. L'entreprise « MAL », propriétaire de cette usine, est l'un des plus gros employeurs de la région.



de l'ouest de la Hongrie, déversement dans la rivière Marcal, toute proche, de plâtre afin de neutraliser les effets de la boue gluante et puante, et de la diluer ainsi que l'endiguement du flot avant qu'il n'atteigne le Danube.

On prend vite conscience que tout l'écosystème du second plus long fleuve d'Europe après la Volga, traversant sept États, dont la Roumanie, la Serbie et la Croatie, du Vieux continent avant de se jeter dans la mer Noire, pourrait être en péril. Mais rien n'y fait car le Danube est gagné par les boues rouges à l'odeur âcre, le 7 octobre, par l'un de ses affluents, le Raab.

Le bilan humain est très lourd : 10 morts et 150 personnes brûlées. Quant aux conséquences environnementales, elles ne se font hélas pas attendre.

Les premiers poissons morts apparaissent et la flore s'étiole, selon la Commission internationale de protection du Danube (ICPDR). Pourtant, le pire semble refluer puisque le fort débit du Danube serait en capacité, à terme, de diluer les boues et rétablir ainsi le taux alcalin, le taux de bases dans l'eau.

Quelques voix compétentes se font entendre pour dénoncer l'attitude du gouvernement hongrois à précipiter le retour des populations locales dans leurs villages. Parmi ces contempteurs figure l'importante plateforme d'ONG environnementales magyares « Levelog » (ou CAAG, *Clean air action group*) qui regrette que ce retour se fasse alors que les opérations de nettoyage des boues rouges ne sont pas achevées. Le risque d'inhalation des métaux toxiques et des particules caustiques y est en effet encore élevé : le principe de précaution, élémentaire en l'espèce, n'a donc pas été activé et encore moins envisagé.



### Repère

#### Notre Terre et la parabole du pire<sup>1</sup>

À une lointaine époque, un roi puissant aimait le faste, les honneurs, les riches cadeaux, les bijoux de valeur et les couronnes de grand prix. Il passait son temps à se nourrir des manières obséquieuses et serviles dont ses courtisans l'entouraient. Il s'en gavait sans jamais être vraiment repu. Pourtant un jour, il modifia son approche de la question et bouleversa ses habitudes. Il chercha à faire passer un message inattendu de *folle sagesse*, celle qui va à l'encontre des conventions désuètes, du protocole habituel, du droit régalien, de la raison. En effet, il voulut éprouver la sincérité des flatteries des membres de sa cour.

Ce souverain, doué d'une haute intelligence, ordonna d'abord à ses vassaux de détruire toutes les forêts du royaume et d'en exterminer tout le gibier. Ce qu'ils firent avec une cruauté appliquée et un zèle sans égal.



1. Parabole inspirée du roman de Roland Séroussi, *La Mer en partage*, Publibook, 2010.



Puis, en plein hiver, il exigea de ses serviteurs qu'ils se jetassent dans l'eau glacée du fleuve qui traversait ses terres. Heureux de pouvoir contenter leur maître, ils acceptèrent et nagèrent d'une rive à l'autre, sans médire, avec dévotion même. Mais beaucoup y perdirent ainsi la vie.

Enfin, le monarque formula une ultime et terrible requête :

« Êtes-vous disposés princes, barons, comtes, ducs..., pour l'amour de votre seigneur, à vendre vos enfants à nos ennemis voisins ? » Les nobles, impressionnés par les paroles de leur souverain, sortirent du palais à reculons en signe de vénération, et obtempérèrent une fois encore. Et perdirent à jamais la chair de leur chair.

Le souverain, en un discours solennel et, à dessein, appuyé s'adressa alors en ces termes à sa cour :

« Vous avez réalisé à la lettre mes quatre volontés. Vous êtes donc, à l'évidence, de loyaux et bons sujets, et je saurai comment vous en récompenser. Je traiterai chacun d'entre vous avec les égards dus à son rang.

Mais maintenant dites-moi : qu'avez-vous personnellement gagné en agissant de la sorte, de manière aveugle et insensée ? Sans critiques, sans remords, sans regrets. Désormais, il n'y a plus de viande à manger dans mon royaume, le gazouillis des oiseaux ne se fait plus entendre, l'air y est largement vicié, moins pur qu'auparavant, et vos enfants, votre avenir, rendus en esclavage.

Oui, je vous le demande : êtes-vous satisfaits des résultats obtenus ? Qu'avez-vous fait pour vous y opposer ? Qui, dans cette affaire, s'est montré le plus cruel ? Qui a eu une conduite anormale ? Qui est le monstre parmi nous ?

Doit-on ici déplorer les ordres iniques que je vous ai transmis ou plutôt la pathétique application avec laquelle vous m'avez bêtement obéi ? Car je ne vous avais aucunement menacés ou contraints. Vous aviez votre entier libre arbitre, et donc le pouvoir de refuser. La recherche des honneurs vous a fait perdre toute dignité. »

Accablés à l'extrême, incapables de réactions, les grands du royaume, malheureux, restèrent sans voix. Or, les hommes sont jugés sur leurs actes, non sur leurs intentions. Car, on est d'abord ce que l'on fait.

Malgré tout, rien n'était définitivement perdu. Ces parents désemparés avaient en eux le pouvoir de réparer : libérer leurs enfants au besoin par la force, repeupler les forêts seigneuriales d'animaux et replanter arbres et végétaux. Car rien n'est jamais irrévocable...

Chers lecteurs, nous sommes les sujets de ce lamentable et inquiétant récit parabolique. Il s'agit de notre histoire, du spectacle de notre vie dont nous sommes les mauvais acteurs. Le roi, quant à lui, incarne l'ordre naturel : capricieux, versatile, inflexible parfois, mais juste et équilibré.

De nos jours, l'air est saturé, la mer asservie par des intérêts basement mercantiles tout comme les forêts rétrécies qui emportent tout, même la raison. Terre, mers et océans vivent peut-être leurs derniers beaux instants, et c'est nous qui signons leur arrêt de mort. Le poisson se fait rare, les eaux débordent sur les terres, les catastrophes industrielles nous assaillent, les habitats animaliers se réduisent comme peau de chagrin, le nucléaire menace et les bateaux souillent sans retenue les étendues marines. Et nous laissons faire, indifférents spectateurs de notre fin.





Il est grand temps de mener notre autocritique, et de penser notre avenir. On le sait, c'est toujours au moment où la situation semble la plus grave qu'une solution pointe à l'horizon. Aussi, convient-il d'abord de prendre conscience de cet amer constat, puis de faire cesser ces marques d'hostilité et de maltraitance, insatiables outrages commis envers les éléments qui nous sustentent.

Car, immanquablement, la vision d'océans respectés, sinon immaculés, de régions repeuplées d'animaux, de l'atome en repli nous imprègne, nous pénètre et anime notre action. Elle doit illuminer le monde, et rendre vie à notre espoir.

Et, en dernière analyse, en m'adressant à vous les *Puissants de la planète*, je voudrais vous dire : réagissez et confondez les contrevenants, préservez notre patrimoine marin, sauvez les espèces menacées d'extinction, réduisez vos actes polluants ou radioactifs, sauvegardez chaque interstice de notre patrimoine naturel et redonnez ainsi au vivant sa juste place.

Si vous agissez dans ce sens, vous en sortirez à jamais grandis. Océans et espaces, air et terre, sous-sol et zones d'existence, le moment venu, vous, nous le rendront bien. Redonnez donc vie à la vie ! Cette fois, durablement.

Car *quid* des effets à long terme des métaux toxiques – fer, chrome, cadmium – dans l'eau ? L'Union européenne a, quant à elle, souhaité en cette cruelle occasion apporter son expertise en dépêchant sur place, à la demande du gouvernement hongrois, cinq experts en dépollution chargés d'évaluer la situation, notamment l'impact sur l'environnement (terres agricoles, état de l'eau y compris en sous-sol, etc.), de décontaminer les zones et d'imaginer les remèdes à mettre en place à court et moyen terme pour éviter une nouvelle catastrophe de ce genre. Facteur aggravant : il y a de par l'Europe des centaines de sites potentiellement dangereux dont certains placés en zone sismique.

L'affaire MAL pose aussi la question de la pertinence des directives européennes et des conditions de leur application dans les pays concernés par certaines pollutions. Pour y voir plus clair, il faut remonter une décennie en arrière. En janvier 2000, la catastrophe de la mine d'or de *Baia Mare* en Roumanie<sup>1</sup> a provoqué le déversement de milliers de tonnes de cyanure et de métaux lourds dans la Tisza, le plus grand affluent hongrois du Danube.

Cette pollution a provoqué la disparition de plusieurs espèces protégées et contaminé l'eau potable. Elle a induit une réaction de la part de l'Union européenne, incitée en cela par le groupe des « Verts » au Parlement européen.

L'UE a ainsi adopté deux directives :

- l'une encadrant la gestion des déchets des industries extractives<sup>2</sup> ;
- l'autre sur les questions de responsabilité environnementale des entreprises.

1. Voir *Courrier*, N°20 N.E., Novembre/Décembre 2010.

2. Les déchets qui résultent de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales, ainsi que de l'exploitation des carrières, sont couverts par la directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil des ministres du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive.

Cette dernière directive européenne est intéressante à plus d'un titre. Ce texte de droit européen qui donne, en l'espèce, la tonalité des mesures à prendre en de telles occurrences, fait suite à une directive cadre de la Commission européenne du 23 janvier 2002 qui, elle, instaure un corpus juridique visant à répondre aux catastrophes environnementales en renforçant les régimes de responsabilité (adoptée le 30 avril 2004, la France a transposé cette directive dans son droit national en août 2008).

Deux régimes originaux car novateurs de responsabilités y sont ainsi envisagés :

- un système de « responsabilité sans faute » relatif aux dommages causés aux personnes et aux biens (activités dangereuses type Seveso, substances dangereuses, contaminations des sites, biodiversité atteinte...) ;
- un régime de « responsabilité pour faute » pour les préjudices causés à la biodiversité par des activités dangereuses (procédure limitée aux atteintes portées à la faune et la flore des sites naturels protégés par les États membres de l'Union).

En identifiant clairement les responsables de la pollution incriminée, il sera alors possible de désigner les tribunaux nationaux compétents.

L'architecture de ces régimes est louable et indispensable. Pour autant, une lacune de taille persiste : le développement des systèmes de garantie financière des entreprises leur permettant de couvrir en amont leurs responsabilités environnementales n'est qu'encouragé, et non pas imposé. Rien n'oblige donc les entreprises à y souscrire. Le principe du « pollueur payeur » s'en trouve de fait et *de jure* amoindri.

Enfin, dans la catastrophe d'Ajka, les questions désormais se posent en termes objectifs : par qui et quand les réparations seront-elles assumées ?

Bien d'autres formes de pollution industrielles émaillent ici et là la carte du monde. Certaines surmédiatisées attirent justement l'attention, d'autres hélas presque oubliées étendent leurs terribles répercussions dans une indifférence générale polie. On peut à ce sujet en retenir quatre.

#### • AZF à Toulouse

L'affaire AZF a suscité une grande et légitime émotion, provoqué une kyrielle d'expertises et des suites judiciaires retentissantes. Le 21 septembre 2001, à 10 h 17 exactement, la ville rose bascule dans l'horreur : une très forte explosion d'un stock de nitrate d'ammonium destiné à la production d'engrais dans l'usine AZF<sup>1</sup>, elle-même, située à cinq kilomètres de Toulouse provoque la mort de 31 personnes et un nombre très élevé de blessés. La détonation<sup>2</sup> (doit-on dire les détonations selon certaines positions ?) est si forte qu'elle est perçue quelque 80 kilomètres à la ronde.

1. AZF pour AZote Fertilisants qui appartenait au moment de l'explosion au groupe français Total, par le biais de sa filiale « Grande Paroisse » propriétaire de l'usine AZF. L'usine AZF était classée site Seveso 2. Elle est aujourd'hui rasée.

2. Elle équivalait à un séisme de 3,4 degrés sur l'échelle de Richter.

Une information judiciaire contre X pour « homicides, blessures et destructions de biens involontaires », s'appuyant sur des expertises scientifiques, est immédiatement ouverte. Des enquêtes et initiatives privées chercheront également à établir les faits exacts de l'affaire en émettant une série d'hypothèses.

En effet, quelle est donc l'origine de l'explosion : accidentelle ou criminelle (les affreux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, soit dix jours seulement avant l'explosion toulousaine, brouillent toute analyse sereine) ? Les deux thèses auront d'ailleurs leurs partisans, mais aucune n'emporte l'adhésion totale puisque les circonstances de ce terrible souffle sont mystérieuses.

Quoi qu'il en soit, le procès hors norme s'ouvre devant le tribunal correctionnel de Toulouse, le 23 février 2009 et s'achève le 29 juin de la même année. Cette première instance judiciaire va marquer son extrême embarras tant l'écheveau de cette affaire est complexe.

Après cinq mois de délibérations sur l'origine de l'explosion, les culpabilités n'ayant pu être démontrées avec certitude, le tribunal ordonne dans son jugement rendu le 19 novembre 2009 la relaxe « au bénéfice du doute » des deux prévenus : l'ancien directeur de l'usine AZF (M. Biechlin) et la société « Grande Paroisse », au grand dam des parties civiles.

Le parquet, qui n'a pas été suivi, avait pourtant requis des peines sévères : trois ans de prison – avec sursis – et 45 000 euros d'amende contre Serge Biechlin et 225 000 euros contre « Grand Paroisse ».

La cour d'appel est, le 3 novembre 2011, saisie. Cette deuxième instance s'achève en mars 2012 et la décision est placée en délibéré.

Sur les rives de la Garonne, les habitants restent perplexes et les frustrations sont grandes. Cependant, le procureur de la république, qui en avait seul le pouvoir, interjette l'appel du jugement de relaxe générale dans le délai de 10 jours qui lui est imparti. Les suites judiciaires se poursuivent donc.

Les grands médias internationaux ont prêté bien peu d'attention aux trois pollutions industrielles et/ou environnementales suivantes pourtant aussi dramatiques que les précédentes, les enjeux en cause n'offrant peut-être pas un réel intérêt économique<sup>1</sup> et si peu de compassion pour le vivant.

### • Probo Koala en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, le 20 août 2006, 580 tonnes de déchets toxiques (pétrole, soude caustique, sulfure d'hydrogène, etc.), sont déchargées du Probo Koala, un « navire poubelle » vraquier. Tous les éléments ingérables de la combinaison perdante sont

---

1. Voir aussi l'explosion mortelle survenue, le 6 janvier 2011, à Martigues-Lavera (France) sur le site industriel de Gazechim (explosion dans un atelier d'une bonbonne métallique destinée à recevoir du chlore faisant un mort et un blessé).

malheureusement réunis : un équipage russe, un navire placé sous pavillon de complaisance panaméen, déjà dénoncé plus haut<sup>1</sup>, appartenant à une firme grecque et qui est affrété par une société suisse-hollandaise.

Ces événements se déroulent dans le port d'Abidjan. Par la suite, ces déchets à risque sont entreposés dans des zones de décharges en ville. Le bilan est très lourd : 10 morts par inhalation et 6 000 personnes intoxiquées.

#### • Pollution au cyanure au Myanmar

C'est l'appât démesuré du gain qui va provoquer une pollution au cyanure, au Myanmar (Birmanie), gouverné par un régime dictatorial. La découverte au milieu des années 1990 de gisements aurifères près de la ville de Yamethin (division de Mandalay) déclenche une véritable ruée vers l'or abâtardie.

Dans une précipitation sans nom, près de cent mille *chercheurs* d'or déboulent transformant cette région montagneuse naguère paisible en Eldorado surréaliste. Le problème posé par cette ruée de prospecteurs d'un autre âge est que tous les cours d'eau sont pollués par la présence de cyanure et autres substances toxiques : ruisseaux, lacs, eaux de baignade, puits.

Mais il est impossible d'établir un état des lieux sérieux en raison d'une présence policière musclée sur les lieux dénoncés, elle-même frappée par la censure des autorités birmanes. Le grand profit réalisé fait ainsi peser ainsi une chape de silence sur la sur-utilisation de cyanure.

#### • Lutte contre le charançon en Martinique et en Guadeloupe

Les atteintes sanitaires n'ont nul besoin d'une explosion, d'une collision, d'un geste négligent pour atteindre l'Homme et son environnement. La poursuite d'une pratique interlope suffit. En Martinique et en Guadeloupe, pendant vingt ans, de 1973 à 1993 (les États-Unis avaient de leur côté interdit ce perturbateur endocrinien depuis 1976), un insecticide, le chlordécone, a été utilisé pour lutter contre le charançon de la banane. Une exposition à ce puissant toxique d'ouvriers agricoles et une pollution durable des sols et des eaux de rivière s'en sont suivies.

Une étude sérieuse du *Journal of Clinical Oncology*, publiée le 21 juin 2010<sup>2</sup>, démontre un lien évident entre l'exposition à cet insecticide et le cancer de la prostate ayant atteint quelque 600 hommes.

#### • Rusal-Friguia en Guinée

L'indifférence générale préside aussi en Guinée. Depuis quelques années, les accidents s'y multiplient à deux heures de route seulement de la capitale, Conakry. L'usine Rusal-Friguia, créée en 1957 par la firme française Pechiney, et contrôlée

1. Voir *Plaidoyer pour la mer*, p. 14.

2. Voir le quotidien *Le Monde*, du 23 juin 2010.

actuellement par le groupe russe Ruski Alumini, représente l'une des trois usines d'aluminium du pays. Ainsi à Fria, en 2007, le grand barrage de rétention de boues rouges de Dotè a cédé sous l'effet de pluies diluviennes provoquant un désastre écologique sans précédent (brûlures de dizaines de personnes, faune et flore ravagées).

### L'essentiel

En retournant contre lui à son corps défendant ses propres créations, le genre humain ne fait que gérer le pire, à défaut de le prévenir. Les catastrophes industrielles et chimiques jonchent ainsi les dernières décennies au nom d'un progrès mal préparé et dangereusement vécu.

Minamata et son mercure impunément déversé dans la mer (Japon, années 1950), Seveso (Italie, en 1976) et son funeste nuage de dioxine, l'insoutenable affaire Bhopal (Inde, fin 1984) et les gaz toxiques de la firme américaine Union Carbide, la pollution du Danube en 2010 et surtout les affres endurées par les populations d'Ukraine (Tchernobyl) et du Japon (Fukushima-Daïchi, en 2011) à cause du fléau nucléaire, autant de malheurs que l'on aurait peut-être pu éviter en maintenant prévention, veille et vigilance de tous les instants, auxquelles s'ajoutent une amertume et un désarroi que l'on aurait pu calmer en évitant procédures judiciaires aussi ineptes qu'inopérantes.

Et, malgré un tableau bien sombre mais vécu, tous les enseignements juridiques et technologiques de ces désastres et épreuves n'ont pas encore été tirés.

# La remise en cause du modèle actuel de développement

« Le respect de l'environnement passe par un grand nombre de changements. »

*Nicolas Hulot*

C'est devenu une évidence : de nos jours, notre planète bleue ne parvient plus à produire un modèle de développement économique stable pour ne pas dire durable. Ce schéma à bout de souffle, par la multiplication de situations à risques et d'aléas, a montré ses fragiles limites. Il s'épuise lentement, et de ce fait les variables (les contraintes ?) environnementales prennent tout leur sens. Celui d'une Terre pas encore à l'agonie mais presque, tant on l'a constaté dans les chapitres précédents, les atteintes et provocations agressent en permanence son écosystème, et dont les dénouements judiciaires apparaissent si éloignés des immenses attentes des justiciables contraints de demander en justice réparation.

Les réactions salutaires pour corriger, aménager et transformer cet état de fait dangereux existent car l'imagination débordante et positive de l'Homme n'offre aucune limite. Elles ressortent toutes, d'abord, d'une prise de conscience générale et convergent, ensuite, vers des solutions qui se veulent pérennes.

- Section 1** ■ **Les limites du modèle de développement : une « prise de conscience durable »**
- Section 2** ■ **Vers un « développement » qui se veut « durable »**
- Section 3** ■ **Réchauffement climatique : de pratiques douteuses à l'essor de nouvelles pathologies**



## Section 1 LES LIMITES DU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT : UNE « PRISE DE CONSCIENCE DURABLE »

On ne peut le contester ou le nier : la croissance économique est une condition nécessaire mais, on va le voir, non suffisante du développement des nations. En effet, quand les indicateurs qui fondent la macro-économie se révèlent imparfaits voire décalés pour mesurer l'activité économique d'un pays ou celle de l'ensemble de la communauté internationale, comme c'est actuellement le cas du Produit intérieur brut (PIB), la notion même de développement s'en trouve amoindrie.

Car le PIB – ou son évolution chaotique – comptabilise tout ce qui se rapporte à une valeur monétaire sans préjuger de la contribution positive ou négative, autrement dit les résultats obtenus, de cette activité productive au bien-être ou au mieux-être.

Ainsi, toutes les nuisances, les facteurs de désagréments portés au patrimoine collectif sont de fait gommés et n'apparaissent pas dans les calculs figés, à l'exception paradoxale des coûts et dépenses visant à réparer ces dommages.

Dès lors, le mode de calcul habituel de la richesse des nations (le PIB) ne donne aucunement satisfaction. Il faut donc lui substituer un autre indicateur plus proche de la réalité vécue par chacun d'entre nous.

De plus, on a tous à l'esprit que certaines ressources naturelles sont par nature épuisables car en quantités finies (le gaz ou le pétrole) et que d'autres richesses bien que renouvelables, ne le sont qu'au bout d'un laps de temps plus ou moins long (forêts, produits de la mer). Un autre élément d'analyse complique à loisir ce défi permanent : la variable « demande en ressources naturelles. »

En effet, quand celle-ci devient très importante, l'exploitation intensive de ces ressources risque de provoquer soit une pénurie ou au mieux une désorganisation du marché (le pétrole), soit entraver leur renouvellement, en particulier quand un seuil a été franchi (espèces menacées, forêts, poissons...). Les observateurs de ces phénomènes utilisent alors pour les qualifier la notion quelque peu sibylline **d'externalités négatives**.

Concrètement, il peut s'agir d'effets secondaires liés à l'activité des entreprises ou de ménages qui aboutissent, en dernière analyse, à la dégradation de l'environnement. Ce concept plonge ses origines dans des activités humaines peu ou pas régulées.

Ces dernières sont hélas légion et insuffisamment encadrées sur un plan légal ou réglementaire, même si les choses de nos jours changent quelque peu ; dans ce cadre, on trouve pêle-mêle :

- les émissions de CO<sub>2</sub> ;
- la pollution de l'air ;
- la pollution de l'eau, des sols et des sous-sols doublée de leur appauvrissement.

Cette inorganisation des activités humaines crée et secrète à terme des situations de danger pour le vivant ainsi que des risques de régression, tels que la dégradation de la santé des personnes, une réduction drastique de la biodiversité (d'où ce qu'on appelle une « crise d'extinction »), une transformation des ressources naturelles et un réchauffement climatique, lui-même accompagné de dérèglements puissants et visibles.

Dès lors la dégradation de l'environnement, renforcée par ses externalités négatives dues à une forme de défaillances du marché, devient patente. Plus simplement la contrainte environnementale devient plus prégnante, elle concerne aussi bien les pollutions diverses de l'air, de l'eau et des sols que la raréfaction des ressources naturelles, l'effet de serre avec ses incidences sur le réchauffement du climat, les dommages dits « écologiques » et les réparations afférentes, mais également la surexploitation des principaux stocks de poissons et la demande énergétique mondiale<sup>1</sup>.

D'un point de vue historique, un groupe de penseurs, économistes et démographes ont alerté l'opinion en dénonçant dans un manifeste retentissant intitulé « Halte à la croissance<sup>2</sup> » les dangers à venir de la surexploitation des ressources naturelles, les gaspillages inquiétants et les méfaits insidieux qui s'y rattachent.

Notre économie tuerait la Terre et les espaces marins, selon cette étude alors controversée ; il faudrait ainsi préconiser (lui substituer ?) une croissance zéro.

Ce signal d'alarme généreux que d'aucuns ont qualifié d'irréaliste prenait le contre-pied des thèses majoritaires productivistes qui, elles, considéraient que le progrès économique était somme toute indispensable au bien-être général.

Utopie ou pas, la première conférence des Nations unies s'est tenue, à Stockholm, en juin 1972, sur « l'environnement humain » et cette réunion internationale a évoqué le principe de **l'écodéveloppement**, forme amoindrie et embryonnaire du développement durable (voir sur ce point la section suivante). Elle mit, entre autres choses, l'accent sur l'importance de l'urgence à traiter des problèmes écologiques. D'autres institutions, permanentes celles-là, allaient suivre<sup>3</sup>.

Alors, dans ce cadre inadapté et trompeur de remises en cause permanentes, d'inconduites insuffisamment sanctionnées et de pénuries plurielles, une interrogation majeure interpelle, jusqu'à obséder : comment répondre aux besoins présents si fortement ressentis sans altérer ou compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres exigences économiques et sociétales ?

1. En un siècle, nous avons déjà consommé la moitié des réserves récupérables de pétrole, pourtant lentement accumulées dans les sous-sols. Quand la seconde moitié sera-t-elle consommée face à une demande toujours croissante ?

2. Se référer au rapport du Club de Rome sollicitant le MIT, (*The Limits to Growth*, éd. Universe Book), rendu public en 1972, et rédigé sous la direction de Donella H. Meadows ; en français aux éditions Fayard, 1973.

3. Voir Partie 2.

## Section 2

VERS UN « DÉVELOPPEMENT » QUI SE VEUT  
« DURABLE »

Notre modèle de développement s'essouffle, s'épuise même. Il faut lui en repenser l'architecture et son contenu. La prise de conscience du risque de dégradation de la condition de vie sur la planète a logiquement conduit les nations et les organisations internationales à reformuler sinon à refonder un autre modèle de développement, cette fois durable, pérenne, que l'on n'aurait pas à reconsidérer trop souvent.

Le « développement durable » obtient désormais ses lettres de noblesse, un véritable *droit de cité* pour reprendre la terminologie idoine de droit civil. Il bénéficie d'indicateurs pertinents (empreinte écologique, PIB vert...) et recourt à des instruments incitatifs performants relevant de la fiscalité, de l'économie et de nombreux textes réglementaires.

## 1 Définition du développement durable

Il y a nécessité et urgence d'intégrer une forme d'équité sociale et de prudence écologique au modèle de développement économique dominant. Au regard des immenses bouleversements et troubles des équilibres naturels, seule la solidarité planétaire apparaît en ces domaines comme l'unique réponse aux maux dont souffre la Terre.

Puisque nous subissons durement un trou dans la couche d'ozone, des pluies acides, un effet de serre de plus en plus oppressant et de multiples catastrophes chimiques et industrielles, c'est à l'humanité d'y répondre, sans plus tarder.

Ces débats ont connu une traduction concrète dans le rapport Brundtland<sup>1</sup>, formulée en 1987 sous le titre *Notre avenir à tous*. Dans ce document, qui nécessita cinq ans de travail, les termes employés et retenus de *Sustainable Development*, traduits alors en français par « Développement Soutenable (puis durable) », vont connaître un destin sans précédent.

Ce concept vise à instaurer un **développement des nations qui réponde aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs**. Car il s'agit bien de repenser les priorités intergénérationnelles, de reconsidérer les rapports des êtres humains avec la nature afin d'en préserver le fragile équilibre.

1. Madame Gro Harlem Brundtland était à l'époque Premier ministre de Norvège et présidente d'un groupe de travail « la Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement » (CMED). Elle connaîtra aussi un vrai succès à la tête de l'Organisation Mondiale de la Santé, en tant que Directrice générale très appréciée deux mandats durant.

Ce nouveau regard posé sur notre mode de développement critique un monde qui relègue une majorité de personnes dans la pauvreté, et crée dans le même temps d'innombrables désordres environnementaux. Le rejet d'un univers par trop dégradé par l'Homme est désormais unanime. Ce refus généralisé renvoie logiquement au principe ancien de « conscience durable ».

Si cette approche emporte l'adhésion générale, elle fait néanmoins l'objet de commentaires négatifs qui nourrissent sainement le débat, mais aussi en troublent la portée du message. Selon cette position critique, la notion de développement durable ne parvient pas à remettre en cause les modèles dominants de développement (course sans fin aux rendements, agriculture productiviste, une sphère marchande assujettie au marché conquérant, un concept écologique insuffisamment mis en exergue).

## 2 Les axes et les indicateurs du développement durable

La croissance économique, telle que nous la vivons, est devenue inacceptable. Est-elle même encore viable ? En détruisant par étapes la biodiversité et en creusant chaque jour un peu plus les inégalités de vie, elle invalide les motifs pour lesquels elle a été instituée.

Aussi faut-il lui substituer une autre approche plus équilibrée et équitable, une forme d'éthique qui ferait de l'économie un instrument de bien-être pour le vivant et son environnement proche ou lointain.

Comment rejoindre ces nouvelles préoccupations qui constituent déjà les tendances lourdes du développement durable ? En respectant trois axes cardinaux, et autant de passages obligés :

- l'intégration et la participation de l'individu et de la collectivité, autrement dit du plus grand nombre de personnes, au processus de décision ; car seuls des comportements éco-citoyens responsables, et par voie de conséquence une forme de « démocratie participative », où chacun s'impliquerait sans relâche peuvent aboutir à un développement durable (habitudes de consommation modifiées, moyens de déplacements novateurs, choix de vie transformés, moins énergivores...) ;
- l'instauration du concept de solidarité érigé en principe suprême du développement durable à long terme : pas d'exclusion, l'assistance aux plus démunis, l'accès à des conditions de vie décentes pour tous ;
- l'inscription du principe de précaution<sup>1</sup> dans les Constitutions nationales et/ou lois fondamentales des États qui obligerait ainsi les autorités publiques, dès l'apparition d'un dommage ou d'un risque pouvant porter atteinte de manière

1. Sur le principe de précaution, voir *infra* Partie 2, Chapitre 6, Section 6.

grave et irréversible à l'environnement, à mettre tout en œuvre pour en évaluer les conséquences et surtout en empêcher leur réalisation.

On le constate, un revirement radical des agissements s'inscrit forcément dans la durée. Des indicateurs du développement durable ont ainsi été instaurés, ils participent tous de l'idée qu'une régulation environnementale est non seulement souhaitable, mais qu'elle s'impose sans délai.

Deux précieux indicateurs désormais irremplaçables retiennent l'attention des spécialistes de l'environnement durable : l'empreinte écologique et le PIB vert.

**L'empreinte écologique**<sup>1</sup> est un outil efficace qui mesure la pression exercée par l'Homme sur la nature, et partant des risques qu'il provoque.

À l'échelle nationale, elle correspond, pour une population donnée (en général, celle d'un pays) à la surface productive nécessaire (mesurée en hectares) dont celle-ci dépend pour répondre à sa consommation de ressources (par exemple ceux issus du chauffage, des matériaux de construction, de l'eau potable) et à ses besoins d'absorption des déchets produits (notamment le dioxyde de carbone – CO<sub>2</sub> – libéré par la combustion des éléments fossiles).

Au niveau d'une personne, cet indicateur écologique évalue la superficie utile pour répondre à l'ensemble des besoins individuels en ressources naturelles.

L'action des citoyens de divers continents illustre parfaitement cette notion d'empreinte écologique :

- la surface moyenne disponible d'un Terrien est de 2,1 ha ;
- l'empreinte écologique moyenne d'un Terrien se situe à 2,7 ha ;
- l'empreinte écologique d'un citoyen d'Europe s'élève à 4,7 ha ;
- alors que celle d'un citoyen américain atteint 9,4 ha.

Une *suremprise* ou une empreinte surdimensionnée met, on le constate, en péril l'État concerné et les individus qui le composent : dès lors la notion de survie, à un terme encore indéfini, ressurgit.

L'indicateur **PIB vert**, tout aussi indispensable que le précédent, prend, quant à lui, les chemins de la correction et de l'enrichissement.

Globalement, le PIB vert mesure la richesse produite par le PIB standard auquel tous les coûts liés à la dégradation plurielle de l'environnement sont soustraits. Cet étalon va lui-même décliner plusieurs variantes dénommées « indicateurs de bien-être durable ».

---

1. De son côté, chaque mois, l'indicateur Eco2Climat, créé par le cabinet spécialisé, Carbone 4, et la chaîne télévisée, TF1, mesure depuis fin 2009 l'empreinte carbone des Français.

Ces variables positives ou bénéfiques (les activités bénévoles) et négatives ou nuisibles (destruction des ressources non renouvelables, de la couche d'ozone<sup>1</sup>) sont exprimées en valeurs monétaires.

Par ce jeu savant d'additions (sous la forme d'avantages) et de soustractions (représentant les richesses perdues), on obtient ainsi un PIB dit vert plus proche d'une réalité vécue par les populations puisqu'il renferme la vraie richesse des nations.

### 3 Les politiques de développement durable et les moyens mis en œuvre

Aucun État ni bloc de pays ne se désintéresse de la question primordiale du développement durable. Le concept est devenu une réalité appliquée. Pourtant, les instruments déployés pour y parvenir diffèrent selon les politiques retenues.

Ces politiques reposent encore et toujours sur deux règles simples : la solidarité intergénérationnelle (la génération actuelle doit se soucier du sort écologique réservé à celle à venir) et le principe de précaution déjà mentionné.

#### 3.1 Actions internationales

Les actions menées au niveau international en matière de développement durable sont le produit de textes, déclarations et autres protocoles. Ils témoignent tous de la volonté désormais partagée de s'assigner des objectifs chiffrés, vérifiables afin d'en constater l'avancée réelle.

Ainsi, le célèbre protocole de Kyōto<sup>2</sup> (Japon, décembre 1997) avait pour but déclaré de diminuer la moyenne globale de 5 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 (assise sur la moyenne 2008-2012). Il est également précisé dans ce texte de droit international de l'environnement que chaque signataire peut recourir aux politiques de son choix pour atteindre les objectifs visés (permis négociables, réglementations, subsides, taxes, etc.).

Le protocole établit des orientations et laisse donc chaque État libre pour asseoir les procédés utiles, mais les pays en voie de développement, en raison de leur retard économique sur les autres nations, reçoivent un traitement privilégié. Un système ingénieux de balancier ou d'équilibre s'exerce alors.

1. Sans évoquer ici les coûts sociaux induits, tels que le chômage, les délits commis, les accidents de la route, le taux de suicides, etc.

2. Sur le protocole de Kyōto voir infra Partie 2, Chapitre 6, Section 4.

Par exemple, si un État trouve un moyen moins coûteux de réduire les émissions polluantes auprès d'une autre nation, il est en droit d'agir de la sorte et percevra un « crédit de pollution ». Concrètement, si la France parvient à diminuer les émissions de la Hongrie, Paris obtiendra un crédit de pollution qui lui permettra d'accroître sa propre pollution et aidera aussi la Hongrie (par des transferts de technologies ou des investissements appropriés) à atteindre à son tour son objectif.

Mais si la France agit de la même manière en Centrafrique, l'État français aboutira plus facilement à ses objectifs puisque les pays pauvres d'Afrique notamment n'ont pas à atteindre des résultats chiffrés de réduction d'émissions de pollution.

Parfois, ces conférences prennent des chemins de traverse inattendus qui peuvent aboutir à de surprenantes et audacieuses solutions.

Ainsi, au cours de la conférence internationale de Poznan (Pologne, décembre 2008), les pays en développement ont suggéré aux pays dits riches de payer pour le climat, en contribuant financièrement à la lutte contre le réchauffement climatique et à la préservation des forêts tropicales.

Proposition intéressante s'apparentant au droit international maritime qui a instauré le principe du « pollueur payeur ». À Poznan, les échanges entre représentants des États ont tourné autour des moyens de recueillir des fonds en faveur du tiers-monde car la lutte menée contre le réchauffement du climat à l'origine des catastrophes climatiques à répétition (cyclones, inondations dévastatrices, sécheresses...) nécessite la mobilisation d'importants capitaux internationaux.

### 3.2 Actions de l'Union européenne (UE) : droits à polluer et permis d'émission réglementés

Les politiques menées dans l'Union européenne à vingt-sept États prennent deux formes essentielles aux applications voisines voire complémentaires.

En premier lieu, la **taxe carbone**, instrument de politique économique appliqué à l'environnement, au même titre que toutes les écotaxes, qui s'applique sur le prix des biens et services et vise à réduire les émissions en dioxyde de carbone. Il s'agit d'un paiement direct versé à l'État ou à un organisme de collecte dûment désigné par celui-ci et fondé sur le contenu en carbone du carburant utilisé.

En second lieu, la **fiscalité écologique** renvoie à des mécanismes complexes de bonus-malus, assez proches des crédits d'impôt accordés pour des travaux d'isolement, destinés à favoriser l'évolution du parc automobile vers des modèles moins énergivores, à défaut de pouvoir être propres. Dans ce chassé-croisé coût privé/coût social, l'UE a créé le 1<sup>er</sup> janvier 2005 (grâce à la directive 2003/87 « quotas ») un marché européen du carbone (CO<sub>2</sub>), étendu en 2012 à l'ensemble des secteurs industriels (ciment, énergie, papier, raffineries, verre) accompagnés de permis d'émission négociables cédés aux enchères.

C'est à la Commission européenne qu'il revient de coordonner, avec l'assistance et la veille active – notamment sur les transactions jugées suspectes – de courtiers nationaux, ce délicat marché boursier. Environ douze mille sites industriels européens sont ainsi assujettis à des quotas d'émissions de CO<sub>2</sub> (transférables et négociables) et figurent sur des listes, appelées « registres nationaux ».

Toute entreprise référencée qui dépasserait les contingents attribués peut acquérir des crédits carbone sur la base : 1 crédit = 1 tonne de carbone (chaque tonne étant identifiée par un numéro de série), en revanche les entreprises les plus vertueuses sont incitées à en vendre. Parmi les principales plateformes d'échange de crédits carbone au comptant en Europe figurent la parisienne « Bluenext » (près de 40 % des crédits carbone échangés) et la londonienne ECX. La capitalisation du marché européen du carbone s'élève à près de 120 milliards en 2011.

Cependant, la « Bourse du carbone » a, depuis sa création, fait l'objet coup sur coup de deux scandales, démontrant par là la fragilité de ses protocoles d'application, qui sont allés jusqu'à entraîner sa suspension : l'un en 2010 dû à une vaste fraude à la TVA et l'autre en janvier 2011 portant sur la disparition de 6,3 millions d'euros dérobés par des pirates informatiques (Hackers) depuis les registres autrichien, grec et surtout tchèque.

En 2013, la Bourse du CO<sub>2</sub> entrera dans sa troisième phase, celle d'une plus grande sécurisation du marché. Cette nouvelle étape doit, par conséquent, mettre en place la vente aux enchères des crédits carbone et non plus leur distribution initiale gratuite, et conduire le marché boursier à la création d'un registre unique et moins volatile regroupant *en une main* les 27 registres nationaux existants.

Cependant, dans le domaine communautaire de l'efficacité économique-financière comme en d'autres, rien ne semble définitivement acquis. Quelques pays émetteurs (Allemagne, Espagne, Pologne et Royaume-Uni) ont, un temps, souhaité que la Commission européenne abandonne son projet de plateforme européenne unique de vente aux enchères afin de leur permettre de sortir de ce dispositif compliqué et gérer ainsi leur **propre plateforme nationale**. En prônant un émiettement singulier et contraire aux tendances centripètes de l'UE, cette position revenait à fortement brouiller la notion de « signal-prix » (prix et niveaux de liquidité disparates) considérée jusque-là comme le principal levier à même de faire baisser les émissions de CO<sub>2</sub>. Cette tendance sécessionniste a heureusement, mais non sans résistance, été abandonnée.

L'enjeu, en forme de défi, est immense : créer de nouveaux emplois que l'on espère eux également durables. Et l'imagination prend en l'espèce une forme inattendue d'opportunités nouvelles.

Tous les secteurs d'activité incarnent cette tendance, et les exemples abondent : ainsi, les emballages ménagers (sacs biodégradables remplaçant les sacs en plastique), la chimie en recourant aux énergies renouvelables et transformées (déchets



agricoles, amidon, maïs...) parvient à créer des produits de deuxième génération totalement innovants pour le textile, les biocarburants ou les peintures.

### 3.3 Initiatives d'États : un développement durable tous azimuts

Tous les pays développés s'ingénient à mettre au point des politiques de développement durable et à les appliquer au plus vite. Ces décisions s'exercent dans toutes les directions. Presqu'aucun domaine ni aucun secteur n'est épargné par ces volontés étatiques. Deux illustrations engagées traduisent cette détermination généralisée :

- le péage urbain à Londres, Milan, Rome, Oslo, Stockholm ou São Paulo qui pénalise l'usage de l'automobile dans les mégapoles, mais en désengorge le cœur et en atténue la pollution atmosphérique et le réchauffement climatique<sup>1</sup> ;
- les plantes transgéniques cultivées en champ pour lesquelles le développement durable cherche à assurer la transition vers des modes de développement économique et technique intégrant des contraintes liées à la préservation des milieux naturels ; l'ultime réflexion de ce cadrage vise à assurer à longue échéance le devenir nutritionnel de l'humanité dont la population dépasse désormais les 7 milliards d'individus.

La France, quant à elle, a finalisé son Grenelle de l'Environnement dans des lois d'orientation très ambitieuses<sup>2</sup>. Elle est même allée encore plus loin en élevant, en effet, d'un degré supplémentaire sa perception du développement durable dans sa « Charte de l'Environnement ».

D'un point de vue juridique, cette charte se situe au sommet de la hiérarchie des sources de droit interne français. Elle a ainsi acquis une valeur juridique semblable à la Constitution du 4 octobre 1958 ou à son Préambule (élaboration d'une notion novatrice d'intégration au « bloc de constitutionnalité »).

En outre, en érigeant, entre autres, ce concept cardinal en principe constitutionnel, Paris a incité et inspiré les autres États de la Communauté internationale à inclure dans leur ordre juridique national l'ensemble des préceptes fondamentaux liés à l'environnement. Il s'agit presque d'une déclaration de droits et de devoirs dont la teneur solennelle et les objectifs réaffirmés se rapprochent des plus grands textes de droit international relatifs à l'individu.

1. Les recettes servent à financer le développement des transports en commun.

2. Sur le Grenelle de l'Environnement voir *infra* Partie 1, Chapitre 5, Section 6.



## Repère

La charte de l'Environnement (28 février 2005)

- « Le peuple français,
- « Considérant,
- « Que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité ;
- « Que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ;
- « Que l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains ;
- « Que l'Homme exerce une influence croissante sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution ;
- « Que la diversité biologique, l'épanouissement de la personne et le progrès des sociétés humaines sont affectés par certains modes de consommation ou de production et par l'exploitation excessive des ressources naturelles ;
- « Que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ;
- « Qu'afin d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins ;
- « Proclame :
- « Art. 1<sup>er</sup>. – Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.
- « Art. 2. – Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.
- « Art. 3. – Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences.
- « Art. 4. – Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi.
- « Art. 5. – Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.
- « Art. 6. – Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. À cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.
- « Art. 7. – Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.
- « Art. 8. – L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente charte.



« Art. 9. – La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.

« Art. 10. – La présente Charte inspire l'action européenne et internationale de la France. »

(Charte qui figure désormais à l'article 2 de la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005)

## 3.4 Les moyens mis en œuvre par la communauté internationale et/ou les États

En conséquence, quatre orientations sont simultanément mises en pratique par les États et les Unions de pays pour atteindre les objectifs du développement durable :

1. **La taxation** : il importe d'appliquer une taxe sur toutes les activités polluantes recensées. Les pollueurs (États, entreprises...) ont alors à supporter le coût de leur pollution. C'est l'application du principe dit de la taxe « pollueur payeur » ;
2. **La réglementation** (nationale ou internationale) : elle détermine un grand nombre de règles relatives aux activités polluantes qui prennent alors un spectre de sanctions allant de l'interdiction à l'autorisation partielle ;
3. **Le marché des droits à polluer**<sup>1</sup>. Désormais, un certain nombre de droits sont distribués gratuitement aux entreprises par les pouvoirs publics (États, autorités administratives, instances provinciales...). Ces privilèges sont, au terme d'un protocole normalisé, échangeables. Le principe simplifié à l'extrême permet aux entreprises qui réduisent leur niveau de pollution de revendre leurs droits et obtenir en conséquence un bénéfice. À l'inverse, les firmes qui dépassent le niveau de pollution de l'environnement correspondant au montant de leurs droits ont l'obligation d'en acquérir sur le marché, ce qui élèvera en conséquence leurs coûts de production.
4. **La remise en cause des modèles de production et de consommation**. L'objectif de transformation des habitudes et modes de vie oblige ménages et entreprises :
  - à réduire leurs pollutions respectives ;
  - à diminuer leurs postes de dépenses énergétiques ;
  - et à multiplier les sources d'énergie propre (éolienne, géothermie, solaire).

Actuellement, les règles qui gouvernent ces remises en cause sont de l'ordre de l'incitation et de la persuasion, mais les contraintes réglementaires se développent à grande vitesse obligeant les acteurs de la vie sociale et professionnelle d'agir rapidement dans le sens des économies énergétiques à réaliser.

1. Voir *supra* le point 3 « Actions de l'UE », Section 2, Chapitre 4.

**Tableau 4.1 – Le développement durable en dates clés**

Dates	Évènements
1951	L'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) publie le premier rapport sur l'état de l'environnement dans le monde ; une relation étroite y est alors établie entre économie et dépenses d'énergie
1961	Création de l'ONG WWF (World Wildlife Fund, rebaptisée en 1986 World Wild Fund for Nature), Fonds mondial pour la nature composé de cinq millions de donateurs
1970	Apparition, dans les pays développés, des premiers ministères consacrés à l'environnement
1971-1972	Publication par le Club de Rome du célèbre ouvrage « Halte à la croissance » ; la croissance zéro y est préconisée
1972	À Stockholm, première conférence des Nations unies sur l'Environnement humain créant le concept d'« écodéveloppement »
Début des années 1980	Se substituant au concept d'écodéveloppement, le principe de « développement durable » apparaît
1982	Adoption de la Directive Seveso : l'Europe prend conscience des risques industriels majeurs qui la menacent et cherche à les circonvenir (en 1997, la directive Seveso II renforcera la prévention des risques majeurs)
26 avril 1986	Catastrophe de Tchernobyl (Ukraine), le nucléaire enfermé dans de vétustes centrales et des erreurs humaines provoquent pertes humaines et contamination
1987	Madame Brundtland, alors présidente de la CMED, contribue à définir le concept fondamental de « développement durable »
Juin 1992	Prise de conscience internationale des questions environnementales lors du Sommet de la Terre qui se tient à Rio de Janeiro (Brésil) : un Plan d'actions y est alors adopté (l' <i>Agenda 21</i> )
2 février 1995	La « loi française Barnier » sur la protection de l'environnement inscrit en son article 1 <sup>er</sup> le principe de précaution
Décembre 1997	Le Protocole de Kyôto (Japon) établit un programme à long terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour lutter contre le réchauffement de notre planète
1998	Les polémiques s'enflent. Après la crise de la vache folle (1996), la question des OGM (Organismes génétiquement modifiés) crée la controverse ; le débat sur la <i>malbouffe</i> et ses incidences sur la santé est lancé
1 <sup>er</sup> mai 1999	Le traité d'Amsterdam sur l'Union européenne prévoit en son article 2 « de parvenir à un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques » : le lien conséquent entre l'environnement et le développement économique y est ainsi officiellement établi
6-8 septembre 2000	Au Sommet du Millénaire organisé sous les auspices des Nations unies à New York, 189 États définissent les priorités mondiales en termes de développement et adoptent la « Déclaration du Millénaire » dans laquelle les Objectifs internationaux pour le développement (OID) sont soulignés avec force ; le développement durable et le réchauffement climatique figurent parmi ces priorités
29 juin 2000	Dans le cadre des Nations unies, signature du Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques (ou biodiversité) à la suite de la CBD (Convention sur la diversité biologique) adoptée à Rio de Janeiro en 1992 ; il s'agit du premier accord international environnemental sur les OGM, entré en vigueur le 11 septembre 2003 ; les échanges internationaux d'organismes vivants modifiés sont ainsi réglementés



2000-2001	En 2 ans, le Conseil de l'Europe adopte la convention de Florence sur la protection du paysage européen (entrée en vigueur le 1 <sup>er</sup> mars 2004), puis l'UE approuve deux autres conventions visant à protéger la santé humaine et l'environnement des polluants organiques persistants
26 août-4 septembre 2002	Second Sommet de la Terre à Johannesburg (Rio+10), le développement durable figure au premier rang des thèmes abordés (eau, énergie, santé, diversité biologique)
2003-2005	La France se lance dans une politique étoffée, renforcée et envinée en matière d'environnement durable (« stratégie nationale de développement durable », en 2002) et adopte, notamment, la loi constitutionnelle relative à « La Charte de l'Environnement » de 2005 qui s'inscrit dans la continuité de la Déclaration de droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et des principes économiques et sociaux du Préambule de la Constitution de 1946 : principes de précaution et développement durable figurent au premier rang de cette Charte
2010 (2 initiatives menées : l'une privée, l'autre publique)	<p>*Sommet du Pacte Mondial les 24-25 juin, à New York : réunion de chefs d'entreprises engagés depuis 10 ans dans une politique de développement durable</p> <p>*Sommet en septembre, à New York, des dirigeants de la communauté internationale sur les 8 OMD (Objectifs du millénaire pour le développement, Sommet faisant suite à celui du Millénaire de 2000) dont le défi cardinal du développement durable figure en bonne place</p>

## Section 3 RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE : DE PRATIQUES DOUTEUSES À L'ESSOR DE NOUVELLES PATHOLOGIES

Les remises en cause de notre modèle actuel de développement économique retiennent désormais l'attention générale et balaie, peut-être, nos dernières illusions. Car notre environnement fragile est sans cesse agressé par l'empreinte humaine, en particulier – mais pas uniquement – par le réchauffement climatique<sup>1</sup>, cette donnée objective si controversée, mais aussi par la pollution de l'air ou des terres sous toutes ses formes qui se trouve, une fois encore, à l'origine de manifestations sanitaires aussi inattendues que surprenantes.

### 1 Une espérance de vie moins grande en Europe

Les pollutions qui saturant l'atmosphère perturbent nos organismes, affaiblissent nos immunités et, en ultime incidence, réduisent notre espérance de vie en provoquant des décès évitables donc prévisibles. Et la plupart de ces impuretés sont invisibles à l'œil nu.

1. Sur le réchauffement climatique voir infra Partie 2, Chapitre 6, Sections 3 et 4.

Plus de soixante scientifiques, épidémiologistes, etc., ont piloté une vaste étude triennale européenne – baptisée « Aphekom »<sup>1</sup> – dans douze États d'Europe. Ces importants travaux, publiés le 2 mars 2011 et coordonnés par l'Institut français de veille sanitaire (InVS), démontrent à l'envi l'impact sanitaire de la pollution de l'air sur le Vieux continent, soit vingt-cinq grandes villes passées au peigne fin dont neuf de France<sup>2</sup> auxquelles s'ajoutent douze pays développés (Allemagne, Belgique, France, Grèce, Italie, Royaume-Uni, Suède...).

En effet, une quantité énorme de microparticules, ces micropoussières nocives émises par les différentes émissions industrielles, les gaz d'échappement des véhicules à moteurs Diesel et les sources de chaleur, tel le chauffage urbain, qui se logent dans les organismes, empoisonnent les populations au point de dépasser la valeur-seuil admissible établie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Les conséquences sur la santé des Européens, notamment ceux des populations de l'Est, donnent le tournis. Il a été ainsi prouvé que 19 000 décès (sur 39 millions testés) auraient pu être évités. Des pathologies cardio-vasculaires, crises d'asthme à répétition, auprès d'enfants souffrant déjà de cette maladie respiratoire chronique auraient pu être obviées ; et l'espérance de vie serait aussi plus grande en Europe sans la présence de ces particules fines, véritable minuscule poison qui constitue l'un des polluants les plus nocifs qui soient.

Et puis, car il faut bien l'évoquer sans cynisme, hormis l'aspect santé publique qui bien sûr prévaut, il y a l'immense coût économique de cette présence invisible : le seul respect des normes fixées par l'OMS<sup>3</sup> autoriserait, à l'échelle européenne, une économie de plus de 30 milliards d'euros (diminution des dépenses de santé, réduction des coûts dus à l'absentéisme au travail...).

## 2 À quand la fin des politiques nuisibles à la santé publique en Chine ?

À nouveau l'empire du Milieu se distingue. Et de surcroît en mal. Hantée par la volonté de nourrir une population pléthorique et par l'obsession de devenir « La » puissance mondiale des décennies à venir, la Chine ne recule devant rien. La politique du pire. En matière de santé publique, sa population rurale en paie souvent le prix fort<sup>4</sup>.

1. L'étude multicentrique au nom barbare « Aphekom » pour *Improving Knowledge and Communication for Decision Making on Air Pollution and Health in Europe* a été menée de juillet 2008 à mars 2011.

2. Le Grenelle de l'Environnement 2, quant à lui, s'est fixé d'ici 2015 une réduction de 30 % des particules fines.

3. La valeur-seuil de l'OMS est de 10 microgrammes par mètre cube.

4. Lire à ce sujet l'enquête du journal *Le Monde*, 4 mars 2011.

On le constate ci-dessous dans le tableau 4.2, les autorités chinoises encouragent les entreprises polluantes, en proie à une hyperactivité, à décupler leur production, à améliorer les rendements, contaminant par là 10 % des surfaces cultivées, à commencer par les rizières qui constituent la base de l'alimentation de la population.

Le mode opératoire de cette pollution frénétique sans fond : le cadmium, un métal lourd ultra-toxique, blanc argenté, mou et malléable. Les premiers à en pâtir sont à l'évidence les différentes populations chinoises travaillant dans les rizières. Celles-ci souffrent de pathologies graves en grande partie dues aux effets dévastateurs du cadmium : insuffisances rénales, fracture des os, vomissements importants, douleurs d'estomac car le cadmium que l'on trouve dans la croûte terrestre ou en combinaison avec du zinc est également présent dans l'industrie comme sous-produit.

On en déplore aussi dans les pesticides et les engrais, et cet élément chimique peut en conséquence se rencontrer dans l'environnement par les sols. La prise de conscience tardive de l'exécutif gouvernemental chinois, notamment à travers son plan quinquennal 2011-2015 qui accorde enfin une large place à la lutte contre les pollutions de toutes sortes, va-t-elle suffire à faire reculer les sérieux problèmes humains endurés (par exemple un air saturé et rempli de poussières dues aux centrales thermiques à charbon ou la médiocre qualité de l'eau pleine de flore et aux sols dégradés) et réduire les inquiétudes légitimes des paysans et citoyens chinois ?

Un véritable défi écologique auquel doit faire face 1,5 milliard d'individus.

**Tableau 4.2 – Pollutions industrielles sévères en Chine en 2011**

Régions polluées	Observations
Dabaoshan (dans la province minière de Guangdong)	• forte dose de cadmium et de plomb dans les différentes variétés de riz
Dayu (Jiangxi)	• présence élevée de cadmium
Deyang (région du Sichuan)	• fort taux de cadmium (blé et riz contaminés)
Fenghuang (dans le Hunan)	• arsenic et plomb en grande quantité
Lishi et Shenfu (Liaoning, au Nord-Est du pays)	• rizières contenant du plomb dans des proportions supérieures au niveau autorisé
Suichang (Zhejiang)	• grave contamination au cadmium de la population
Wanshan (région de Guizhou)	• absorption de mercure bien au-delà des seuils préconisés par l'OMS

1. Alors que les pollutions industrielles gagnent les rizières, ce sont essentiellement les régions du sud de la Chine populaire qui sont contaminées.

## L'essentiel

Face aux dégradations insensées de l'environnement, sur terre et mer, la communauté internationale a évidemment réagi. Les États ont élaboré un concept irremplaçable : le développement durable (*sustainable development*) qui, se substituant à l'idée intéressante d'écodéveloppement (1972), cherche un compromis salubre, un équilibre acceptable entre, d'une part, la demande de progrès et d'essor de nos sociétés et, d'autre part, le respect de l'héritage écologique laissé aux générations futures.

Pour se faire, cette notion imaginée en 1987 après Tchernobyl s'accompagne d'outils et indicateurs performants (le PIB vert ou l'empreinte écologique) et encourage États et regroupements de pays (l'Union européenne avec sa taxe carbone et sa fiscalité écologique) à suivre cette voie de la pérennité des projets et programmes en faveur d'un environnement retrouvé, récupéré, assaini.

La France, quant à elle, trace une voie originale à suivre en adoptant, en 2005, une « Charte de l'Environnement » élevée à un rang incontestable : celui de la Constitution.

En dépit de ces louables efforts, les pratiques douteuses envers l'environnement se poursuivent de par le monde, et en particulier en République Populaire de Chine peu soucieuse d'endiguer l'action équivoque de certaines de ses entreprises au détriment de ses propres habitants.





# L'écologie politique : prises de conscience, décisions mais attitudes contestables

« Quand l'arbre tombe, on l'entend, quand la forêt pousse, pas un bruit. »

*Proverbe africain*

**M**énager la planète devient, au terme d'une suite logique de raisonnements, l'ultime leitmotiv. Le droit international de l'environnement, loin d'être applicable sur tous les fronts, mais sans être indifférent à l'endroit de ces luttes, laisse aux États le soin d'apporter les solutions les mieux adaptées aux différents milieux naturels, au traitement des déchets, aux usages du solaire ou du nucléaire, à la gestion des catastrophes naturelles, à l'élaboration de pactes visant à promouvoir l'indépendance énergétique...

Il existe cependant un écueil. Car si chaque État, conscient de ces enjeux majeurs, élabore son plan de sauvegarde en fonction de ses intérêts propres, il agit ainsi parfois compte (non) tenu de l'avis des autres.

Par voie de conséquence, les pays n'appréhendent pas de la même façon les questions environnementales, les problématiques écologiques, les thématiques du développement durable ou de la biodiversité. Leurs attitudes et positions officielles relèvent d'abord de leurs intérêts nationaux, puis dans un second temps seulement

leur regard porte sur des préoccupations plus vastes : régionales ou internationales, partagées ou pas, bien ou mal perçues.

Ces comportements souvent généreux, ces postures parfois feintes ou mesquines entravent largement le développement d'un droit international partagé par tous : les individus, les collectivités et les nations. Ils et elles restreignent la possibilité, pourtant indispensable, d'engagements forts et respectés et limitent notre capacité à envisager le monde comme un tout où chaque élément joue une partition utile aux principes d'harmonie générale et d'équilibre sain.

Les conduites des pays divergent donc ; quelques-unes retiennent l'attention car elles illustrent le spectre au fond assez large de ce qu'il faudrait faire ou ne plus jamais reproduire.

Et puisqu'il s'avère impossible d'envisager toutes les mesures de protection de la nature tant elles sont nombreuses (il faudrait en effet plusieurs tomes pour y parvenir), la plus utile des façons tendant à exposer ces approches nationales est d'insister sur certains aspects environnementaux avantageux ou plus discutables.

Certes, les États se mettent au vert, mais le font-ils sans erreurs, faiblesses ou méprises ?

- Section 1 ■ La sauvegarde de l'environnement : un problème réservé aux riches ?**
- Section 2 ■ Le Royaume-Uni traque les déchets alors que le continent africain recourt à l'énergie solaire**
- Section 3 ■ Chine, Inde, Japon, Australie, Brésil et États-Unis : l'urgence écologique**
- Section 4 ■ Israël à la pointe de l'écologie active et raisonnée**
- Section 5 ■ L'Allemagne pense et panse sa politique nucléaire**
- Section 6 ■ Avec raison et ferveur, la France déploie nombre de mesures environnementales**

### **Section 1 LA SAUVEGARDE DE L'ENVIRONNEMENT : UN PROBLÈME RÉSERVÉ AUX RICHES ?**

Si incontestablement l'écologie politique se renforce chaque jour, il faut cependant se demander quels États sont vraiment concernés par cette avancée : tous ou seulement quelques-uns, les pays les plus nantis et les régions pauvres à parité ? Et

quelle place doit-on accorder aux ONG et aux personnalités individuelles dans cette approche humaniste où l'altérité prend toute sa signification ?

Pour les États en développement, l'écologie et les questions environnementales représentent des soucis de privilégiés, de nations prospères. Leur analyse, simple dans le constat, s'articule autour de problèmes immédiats d'une tout autre nature : résoudre les problèmes de la faim et de la sous-nutrition, pallier les services de santé et d'éducation jusqu'ici embryonnaires, faire face à une dette extérieure vertigineuse, réduire des guerres civiles ou des soulèvements à répétition, affronter un climat aussi capricieux qu'imprévisible ou encore des régimes politiques autoritaires qui laissent peu de place à l'expression d'une libre opinion, etc.

Et pourtant. Le tiers-monde, comme l'appelait autrefois Alfred Sauvy, subit plus qu'il n'agit envers les pollutions en tous genres, il déplore et endure sans pouvoir y remédier. Victime plutôt qu'acteur, cet ensemble de pays oubliés, continent africain en tête (regroupant, en 2012, 54 États), est le premier à souffrir quand une marée noire ou des nuages toxiques souillent la planète car ils n'ont ni les moyens ni la logistique et encore moins le savoir-faire pour y faire face avec efficacité.

L'interrogation se complique lorsqu'on sait que le profit recherché, notamment par les multinationales occidentales ou relevant de pays puissants (Chine, Russie...), balaie tout obstacle, disqualifie toute volonté formulée de faire autrement, d'inverser la tendance. Car, selon la conception de ces entreprises géantes, il faut avant tout générer du profit et si ici une usine de produits chimiques n'est pas assez rentable ou là un complexe pétrolier insuffisamment utilisé, donc tous d'eux non ou peu rentables, il conviendra d'en réduire les coûts et, partant, en alléger les consignes de sécurité.

Et, cela va sans dire, les conséquences ne se font pas attendre : les populations locales seront, à plus ou moins longue échéance, atteintes dans leur être, leur vie, leur habitat, leur avenir. Deux circonstances dramatiques, pleines d'enseignements édifiants, illustrent cet état de fait contestable et péniblement vécu.

D'abord, l'affaire **Bhopal**<sup>1</sup>, dans laquelle les secours se sont avérés bien tardifs, et qui incarne le pire exemple en ce domaine. Entre poursuite effrénée de profits et responsabilités physique et morale vis-à-vis de personnels indigents, le choix opéré s'effectue sans attendre, sans regrets ni remords. Et s'il faut indemniser les accidents, les réparations se feront sur un mode mineur et dilatoire. Dans le cas de Bhopal, chaque personne frappée par l'explosion chimique et ses suites tragiques a généreusement reçu 715 euros ! Donc, on le constate pour le déplorer, les priorités sont établies : le progrès technologique conquérant, l'intrusion du modernisme triomphant, inconvenant bien avant le progrès humain.

1. Voir à propos de ce drame *supra* Partie 1, Chapitre 2, Section 3.

Il est, en second lieu, un autre enjeu tout aussi inquiétant : celui de la **déforestation**<sup>1</sup> en marche. Les hommes créent la demande de produits et sollicitent toujours plus la nature à la satisfaire.

Les conséquences de cette fâcheuse tendance sont souvent fatales pour le vivant (Homme, faune et flore). En brisant les écosystèmes, en faisant disparaître les forêts tropicales humides, notamment celles d'Afrique, on compte indûment sur la régénération naturelle bien trop lente pour suppléer les dégâts causés<sup>2</sup>. Les réactions évidemment se multiplient face à cette intrusion inconséquente de l'Homme, et les consciences, fort heureusement, s'éveillent pour y mettre un frein sinon un terme définitif.

Au cours du **7<sup>e</sup> Forum mondial** sur le développement durable tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) et réunissant en octobre 2009 chefs d'État et ministres, il a été établi que moins d'un tiers de l'Afrique subsaharienne a accès au réseau électrique, soit une population concernée de près de 500 millions d'habitants (les zones rurales étant évidemment les plus touchées).

Ainsi en avril 2011, une initiative franco-kényane louable a été amorcée afin de permettre au continent africain d'accéder enfin à l'électricité. Pour y parvenir, l'Afrique dotée d'énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermie...) pourra puiser dans le « fonds vert » lancé à Copenhague<sup>3</sup>.

Le droit international élaboré par les conférences multilatérales est influencé par cette prise de conscience généralisée et, en grande partie, s'en inspire. Incitatif, il prend forcément en compte ces approches-terrain en faveur des écosystèmes, leur donne consistance sous la forme de traités et conventions multilatérales impliquant le plus grand nombre de pays, et, en dernière hypothèse, oblige les États à en respecter le contenu, même si celui-ci ne revêt pas de formes contraignantes et absolues.

La mobilisation contre la déforestation anarchique et les excès qu'elle endure (utilisation à outrance du bois précieux ou pas, du papier, de matériaux de construction, construction de barrages hydroélectriques) revêt les formes modernes de la communication internationale, autrement dit celle qui porte loin et se fait durablement entendre. On peut ici relever et saluer trois résolutions aussi courageuses qu'opiniâtres dans un domaine qui demeure néanmoins bien fragile.

### • Rainforest foundation

Ainsi, le chanteur anglais Sting, mondialement connu, s'est largement engagé dans cette voie aux côtés des défenseurs de la forêt amazonienne, notamment à la demande du chef Raoni Metuktire de la tribu « Kayapos » avec lequel il s'est lié d'amitié.

1. Voir supra, Partie 1, Chapitre 2, Section 2.

2. Treize millions d'hectares disparaissent chaque année, soit environ un terrain de football par jour.

3. Sur les Sommets COP, voir infra, Partie 2, Chapitre 6, Section 1.

Son charisme et son talent interpellent au quotidien, et l'ex-membre du groupe *The Police* organise régulièrement des concerts caritatifs en faveur de la « Rainforest Foundation » qui vise, non sans difficultés, à préserver la forêt vierge amazonienne.

En conséquence, l'impact médiatique suscité provoque réactions salutaires (constitution d'un parc prenant la forme de réserve sur le territoire du Mato Grosso et du Pará, États du nord du Brésil) et adhésion des opinions publiques à ces généreuses initiatives.

#### • Chico Mendès contre la déforestation

Francisco Mendès Alves Filho, dit Chico Mendès, a quant à lui payé de sa vie l'énergie qu'il a prodiguée en faveur de l'environnement. Il n'a donc pas eu la même destinée que d'autres personnalités, mais son combat pugnace fut en tous points comparable et admirable. Ce Brésilien d'extraction modeste, ancien syndicaliste, fut de tous les combats écologiques pour la défense de la forêt amazonienne et ses habitants, et s'opposa farouchement à l'avancée de la déforestation. Son assassinat (après six tentatives avortées !) en 1988 par les hommes de main d'un riche éleveur de bétail, propriétaire terrien, ne mit pas fin à son œuvre.

Devenu une véritable icône internationale du développement durable et, plus généralement, de la protection de l'environnement, Chico Mendès a, par son action, réussi à titre posthume à préserver des millions d'hectares de la forêt amazonienne, déclarées réserves d'extraction, au défrichement désormais interdit. Son œuvre a aussi inspiré dans d'autres pays (Bolivie, Pérou) la création de plusieurs réserves dans le cadre du MAB (*Man and Biosphere*), programme lancé sous les auspices de l'Unesco, initié en 1968 et entré en vigueur en 1971. Cet important programme-plan cherche, à travers des comités nationaux, à rassembler, à unifier toutes les initiatives généreuses qui se proposent de protéger la nature et d'encourager le développement des populations autochtones et leurs économies.

#### • Ceinture Verte

La troisième initiative provient d'Afrique, du Kenya précisément. Madame Wangari Maathai peut en effet s'honorer d'avoir bouleversé la vision jusque-là indolente posée par l'opinion sur l'importance des arbres et l'urgence qu'il y a à les préserver. Plus globalement, cette femme, prix Nobel de la paix 2004, a lutté contre l'extrême pauvreté. Pour donner du sens à sa vie, elle va entre autres illustrations instituer, dès 1977, le mouvement « Ceinture Verte » (*Green Belt Movement*). Madame Wangari Maathai est partie d'un constat aussi simple qu'inquiétant : en Afrique, les forêts primaires disparaissent au profit d'une replantation d'espèces exotiques dont on peut faire grand commerce.

Son organisation n'aura dès lors de cesse de promouvoir la biodiversité et de rendre à la nature tous ses droits. Son approche patiente et pragmatique du développement durable conduira cette militante écologique à multiplier les batailles pour les droits

de l'Homme en général et les droits de la femme en particulier, parfois au prix de menaces, de coups portés et de calomnies à peine voilées du pouvoir kenyan de l'époque.

Mais la lutte contre le péril de la déforestation de cette ardente avocate de la nature ne désarme pas : plus de trente millions d'arbres ont été plantés dans son pays ; des milliers de paysans locaux ont reçu une instruction les éveillant à l'importance de la préservation des espaces ; plusieurs États ont suivi ce sillon généreux de valorisation des écosystèmes forestiers (Éthiopie, Malawi, Ouganda, Tanzanie, Zimbabwe...) ; l'action de cette biologiste de formation a également servi d'exemple probant pour la protection de la forêt de Karoua (Centre-Afrique) et la reforestation de l'Amazonie.

Enfin, cette pionnière de l'écologie, en luttant pour ce réservoir de biodiversité, en se plaçant résolument du côté de la vie avec tous ses trésors (forêts, ruisseaux, chants des oiseaux, pépinières), en passant de la lutte environnementale au combat politique, n'a pas oublié les innombrables espèces animales qui peuplent les forêts du continent africain et des dégâts durables causés à leurs habitats et à leurs biotopes. Madame Wangari Maathai, la « femme arbre », s'est hélas éteinte le 25 septembre 2011 à l'âge de 71 ans, après un long et courageux combat contre le cancer.

### Section 2

## LE ROYAUME-UNI TRAQUE LES DÉCHETS, LE CONTINENT AFRICAÏN RECOURT AU SOLAIRE

Pourquoi avoir retenu deux visions différentes pour intégrer la recherche d'un monde plus sain et soucieux d'environnement bonifié ? C'est que ces deux conceptions, conduites par des préoccupations éloignées, éclairent les chemins délicats à suivre : les positions britannique et africaine en matière environnementale ne se rejoignent pas, mais relève d'une semblable logique. L'une, devenue attentive et tatillonne, gère et évacue le surplus des dégâts causés par le progrès industriel, l'autre ressort davantage du registre de la survie et de ses capacités à s'extraire d'une certaine forme d'assujettissement, de fatalisme historico-économique.

### 1 En terre britannique, on réduit les déchets et on mobilise aussi la Couronne britannique

L'Angleterre s'attache depuis dix ans à éliminer les déchets, les emballages anarchiques considérés comme la souillure écologique la plus visible du développement d'un capitalisme inabouti voire invouable.

Une loi<sup>1</sup>, entrée en vigueur en 2003, sur le conditionnement offre l'avantage d'une réglementation, formulée en termes assez larges, qui stipule que les producteurs doivent déployer tous leurs efforts leur permettant d'atteindre un seuil minimum requis pour « la sécurité, l'hygiène et (obtenir) l'adhésion entière du consommateur ». Texte de loi qui déploie désormais ses effets sous le regard vigilant du projet public de réductions drastiques des déchets : le bien-nommé WRAP<sup>2</sup> (*Waste Resources Action Program*).

L'écueil devant être évité se plaçait alors à un haut niveau : les industriels britanniques ont toujours sur-emballé leurs produits, notamment alimentaires et de grande consommation, ce qui a longtemps présenté l'inconvénient de trouver une méthode de recyclage appropriée. En fait, les consommateurs anglais privilégiaient ce type de packaging qu'ils assimilaient à de véritables mesures d'hygiène, d'attrait pour les chalands, de protection ou de critère de sécurité (comment vendre un DVD non contenu dans un boîtier ?).

Tous les acteurs de la vie économique et sociale anglaise se sont sentis concernés puis impliqués par cette initiative novatrice et ont, par conséquent, joué ce jeu de « citoyens solidaires » consistant à limiter ou à rationaliser tous les types d'emballages :

- l'État, bien sûr, qui doit d'ici 2013 diminuer de moitié (par rapport aux niveaux établis en 1995) le volume des détritres destinés aux décharges publiques ;
- mais aussi, les autorités locales qui payent ainsi des taxes d'enfouissement prohibitives pour le transport des déchets jusqu'aux décharges<sup>3</sup> ;
- ou encore les firmes britanniques ou celles relevant d'autres nationalités (Cadbury, Mars, Nestlé, Wal-Mart, etc.) qui s'activent et s'ingénient à trouver des solutions moins consommatrices d'emballages (emballages réduits, plus fins, certains conditionnements mis au rebus, multiplication des doses rechargeables à la disposition des clients) ;
- et, enfin, les particuliers qui ont compris que la surconsommation d'emballages nuit à l'environnement et au cadre de vie de toute la population.

Ce mode actif et consenti d'un changement des habitudes de consommation a été précédé et amplifié par les engagements de Charles d'Angleterre, Prince de Galles et héritier du trône britannique, qui depuis quelques années déjà s'est érigé en défenseur patenté du développement durable dans le monde, de la biodiversité et des différentes causes et combats écologiques qui s'y rattachent et s'est fait aussi le champion de la lutte contre le réchauffement climatique.

1. La Grande-Bretagne s'est aussi lancée, à l'été 2009, dans un « plan carbone » ambitieux de 100 milliards de livres sterling destiné à réduire d'ici 2020 ses émissions de carbone.

2. Le verbe « to wrap » en anglais signifie, en effet, envelopper, emballer, conditionner.

3. Selon une étude menée par la *Local Government Association*, ces taxes d'enfouissement des emballages abusifs coûteraient près de 3 milliards d'euros par an (voir l'article du *New York Times*, reproduit dans *Le Figaro*, 28 janvier 2011).



Il défend ainsi avec conviction et compétence tous ces thèmes qui lui sont chers et va jusqu'à prôner le caractère indispensable d'une « révolution verte » dans les actes et les esprits de chacun et du plus grand nombre. Son engagement permanent pour une agriculture biologique et une terre assainie, auquel il réfléchit depuis longtemps, ont permis à cet amoureux prestigieux de la nature à esquisser les idées-forces suivantes<sup>1</sup> :

- il faut absolument redécouvrir le lien intime et indispensable à la vie qui unit l'Homme à la Terre ;
- il importe de rétablir le sens du sacré et celui de l'humilité de l'Homme face à la nature ;
- il convient de se rapprocher, dans nos comportements (en particulier par l'éducation scolaire), des cycles et des rythmes naturels, notamment à travers l'agro-alimentaire<sup>2</sup> ;
- il appartient aux décideurs de cesser de détruire les éléments naturels (manque de haies, de bocages, retour à la polyculture et à l'élevage) et, conséquemment, comprendre la sagesse qui animait les anciens (reproduire des gestes simples<sup>3</sup> à la portée de tous).

Cependant<sup>4</sup>, le prince Charles ne se limite pas à un constat aussi avisé et acerbe soit-il, il propose également quelques pistes incontournables à suivre pour respecter de façon pérenne « Mère nature ».

Son analyse se veut volontiers globale, autrement dit entrevoir le monde comme un ensemble uni et unique à sauvegarder, dont les différentes parties et les différents espaces sont reliés entre eux (lutter contre les OGM, promouvoir un urbanisme respectueux de l'environnement, favoriser les médecines naturelles, défendre les forêts tropicales humides).

Aussi recommande-t-il, par exemple, aux entreprises de s'impliquer davantage en leur conseillant d'inclure dans leurs coûts de production les effets de leurs diverses activités sur l'environnement. L'héritier de la Couronne préconise encore de préserver l'eau, ce bien si précieux à la vie ; de revoir l'usage outrancier de fertilisants, engrais et pesticides auxquels recourt l'agriculture conventionnelle provoquant trop souvent la pollution irrémédiable de cours d'eau.

Il reconnaît aussi que les autorités publiques des pays engagés sur cette voie du renouveau écologique, tels ceux d'Occident, mènent des politiques courageuses et volontaristes à chercher à renouveler les ressources naturelles, par définition limitées.

1. Voir à ce sujet la longue et passionnante interview accordée au quotidien *Le Figaro*, du 5 janvier 2011.

2. C'est-à-dire la transformation industrielle de la matière première.

3. Consulter le projet du prince Charles appelé « Start » sur le site : [www.startuk.org](http://www.startuk.org)

4. Se reporter à son ouvrage « Harmonie - une nouvelle façon de regarder le monde », co-écrit avec Tony Juniper et Ian Skelly, Odile Jacob, 2010.

## 2 Sur le continent africain, on mise sur un don du ciel : l'indispensable énergie solaire

En terre africaine, les objectifs écologiques que s'assignent les populations et les pouvoirs publics sont bien plus modestes qu'au Royaume-Uni, mais tout aussi déterminés. Le soleil y abonde, il faut donc capter ce don de la nature pour le mieux être de tous. Parmi ces buts vitaux, l'énergie solaire occupe donc une place prépondérante. Sur notre planète bleue, une personne sur cinq vit sans électricité, tout simplement parce que le logement n'est pas relié à un réseau terrestre. L'Afrique subsaharienne est de loin la plus touchée par cette carence d'accès à l'élémentaire du confort séculier.

Par conséquent, il s'agit bien de mettre l'électricité à la portée de tous, et surtout faire en sorte qu'elle atteigne les endroits les plus reculés de cet immense continent y compris, lorsque cela est possible, au sein même de la brousse. Car les choses et les habitudes changent assez vite. Dans ce domaine, le Kenya fait figure de pionnier. Cet État s'est d'ailleurs inspiré de l'expérience réussie en Mongolie intérieure où des panneaux solaires ont été installés sur les yourtes des bergers.

C'est l'avènement des panneaux solaires bon marché et des lampes à LED capables de hauts rendements qui a « démocratisé » l'électricité dans les pays en développement, et notamment en Afrique. Désormais, il devient inutile d'attendre l'installation d'une ligne fixe hypothétique, les énergies renouvelables et propres (des panneaux solaires sur le toit des huttes, la création de chambres souterraines à biogaz produisant de l'énergie à partir de bouses de vaches, des mini-barrages hydroélectriques puisant dans le courant des rivières) font leur œuvre.

On le constate pour l'apprécier, l'imagination humaine n'a pas de limites : en agissant ainsi au Népal, en Indonésie, au Kenya donc, les installations individuelles permettent une réduction des prix, assurent une plus grande efficacité dans la transmission du courant électrique et couvrent les régions rurales les plus éloignées.

Toutes les initiatives, individuelles et multilatérales ou encore caritatives et même à but lucratif, sont dans ce domaine à saluer : on peut ainsi relever celles de la Banque Mondiale<sup>1</sup>, des ONG<sup>2</sup> et des intérêts privés qui concourent à rendre aux populations une vie moins précaire et leur assurer un avenir meilleur. Il faut, en dernier lieu, se réjouir que les enfants, rentrés de l'école, peuvent ici et là faire leurs devoirs à la lumière électrique et, à terme, obtenir de bons résultats scolaires...

1. Au sein de l'*International Finance Corporation*, la Société Financière internationale (SFI), OI créée en 1956 et comptant 182 États membres, qui s'assigne plusieurs missions dont celles de promouvoir les investissements privés durables par l'octroi de prêts, de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations (voir à ce sujet *Les Nouveaux Gendarmes du Monde*, Roland Séroussi, Dunod, 1994).

2. En particulier, l'ONG kenyane « Sustainable Community Development Services » (SCODE), instituée en 1996, qui vise à conduire l'électricité dans les zones rurales d'Afrique de l'Est.

## Section 3

**CHINE, INDE, JAPON, AUSTRALIE, BRÉSIL  
ET ÉTATS-UNIS : L'URGENCE ÉCOLOGIQUE**

Les plus grands pollueurs de la planète s'engagent assez peu, ou le font sur un mode restreint, mineur et sélectif, feutré aussi et somme toute limité. Mais la pression de l'ordre naturel les oblige à réagir et donc à modifier sinon inverser leurs habitudes environnementales. Tout le monde a à y gagner, y compris les États qui réduisent leurs responsabilités écologiques pensant peut-être à tort n'avoir rien à prouver. Cependant, les voies suivies divergent et n'induisent pas forcément les résultats attendus.

### **1 La Chine organise le déni alors que l'Inde ne parvient pas à refouler ses maux environnementaux**

La **République populaire de Chine** déroute et trouble même l'analyse en matière de politique environnementale. Elle trouve ainsi une place contestable dans un démenti généralisé et presque inconvenant tant les statistiques en l'espèce l'attestent, l'accablent : Pékin rejette et récuse, en effet, le fait (pourtant avéré) d'être désormais le premier consommateur d'énergie au monde. Titre peu enviable qui lui a été décerné par l'Agence internationale de l'énergie<sup>1</sup> (AIE) en juin 2010.

En surchauffe économique depuis près d'une décennie et dotée d'une croissance annuelle de 10 % à faire pâlir les économies occidentales, l'empire du Milieu suit une trajectoire exponentielle d'augmentation de son PIB, ce qui bien entendu se traduit par une pollution toute aussi vertigineuse. En tonnes équivalent pétrole, la consommation chinoise ne cesse de s'envoler.

Cette image de « mauvais élève » lui collant à la peau, l'exécutif de Pékin promet une croissance moins polluante en s'engageant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 à 45 %, par point de PIB d'ici à 2020. La Chine continentale promet encore de développer les énergies renouvelables autant pour faire taire les critiques appuyées à son endroit que pour réduire sa dépendance galopante vis-à-vis des matières premières, dont bien sûr l'obsédant pétrole devenu denrée indispensable à son étourdissant développement.

En outre, la Chine qui a connu une sécheresse considérable dans sa partie nord-est en 2010-2011 à l'origine de la flambée des prix du blé à Chicago, poursuit une obsession séculaire, celle consistant à lui assurer une indépendance énergétique réelle.

1. L'AIE ou *International energy Agency* (IEA) est une organisation intergouvernementale regroupant 28 États membres, créée durant le premier choc pétrolier de 1973-74 (multiplication par 4 des prix du baril de pétrole à la suite de la guerre du Kippour). Son but consiste à assurer aux populations des approvisionnements en énergies propres et à des prix abordables.

Pour ce faire, elle multiplie les innovations dans le secteur du nucléaire, toutes présentées comme des « percées technologiques » de première importance. Les autorités chinoises entendent pouvoir retraiter leurs déchets (combustible recyclé) et les réutiliser dans ses réacteurs (13 installés en 2011 et 25 en construction).

La Chine fait également valoir et savoir qu'elle dispose de réserves d'uranium pour 70 ans et que son intention est de porter ce délai à... 3 000 ans. Réalité ou mythe savamment orchestré, il n'empêche que la Chine aux besoins phénoménaux (20 000 tonnes par an d'uranium d'ici 2020) entre ou entrerait par là dans le club très fermé des États maîtrisant l'ensemble du cycle nucléaire.

La République Populaire de Chine s'est dotée d'un **arsenal législatif répressif** en matière de protection environnementale (lutte contre les pollutions industrielles nombreuses) et des ressources aquatiques. Il repose sur trois lois fondamentales :

- la loi de 1984 modifiée sur la prévention et le contrôle de la pollution des eaux de surface et souterraine ;
- la loi de 1988 amendée sur l'eau (assortie de mesures de contrôle et de protection) ;
- la loi plus générale de 1989 réformée sur la protection de l'environnement au profit de tout citoyen chinois.

Quelques textes réglementaires particularistes d'application provinciale ou locale complètent utilement le corpus législatif national.

Les industriels, dont les activités impliquent quantité de rejets dans l'eau, sont dans la ligne de mire des autorités nationales, d'où des autorisations préalables, des seuils de rejets à ne pas dépasser, la mise en place draconienne de systèmes d'évacuation des eaux usées, l'interdiction d'enterrer des déchets solubles ou de rejeter dans l'eau des substances toxiques.

Et les sanctions, en cas de gravité « exceptionnelle », s'établissent en un large spectre qui va de la cessation d'activité au versement d'amendes dissuasives en passant par la perte d'avantages non négligeables<sup>1</sup>.

Une avant-dernière mauvaise note a ce pays qui n'en finit pas d'intriguer l'Occident, tant ses volte-face sont nombreuses, concerne le PIB vert<sup>2</sup>. Début 2004, le gouvernement de Pékin indiquait qu'il s'apprêtait à mettre en place ce nouvel indicateur de production économique qui incorporerait les incidences environnementales, soit un PIB corrigé des coûts induits par la pollution.

Las, en juillet 2007, la Chine faisait machine arrière en annonçant le report *sine die* de la publication de son PIB vert. La thèse officielle pour justifier ce peu éton-

1. Se reporter à l'accident industriel de la province de Jilin, située au nord-est de la Chine qui, en 2005, a occasionné le déversement d'une centaine de tonnes de substances chimiques dans la rivière Songhua ou celui du déversement accidentel de déchets acides, en Juillet 2010, dans la province de Fujian, (sud-est du pays) ; l'exploitant en question a alors perdu son statut privilégié reconnu de société « high-tech », ce qui s'est traduit pour lui par de graves incidences fiscales (taux d'imposition augmenté).

2. Sur le PIB vert voir supra : Partie 1, Chapitre 4, Section 2, §2.

nant recul tire son explication qu'un tel indicateur représenterait une mesure d'une complexité insondable. On sait aussi que les antennes gouvernementales très officielles de la deuxième puissance économique au monde, c'est-à-dire le « National Bureau of Statistics » (NBS) et le « State Environmental Protection Administration » (SEPA) se livrent depuis longtemps une guerre des chiffres et des modèles : entre croissance économique et protection de l'environnement, on connaît donc le vainqueur.

Dernier coup porté aux mauvais résultats environnementaux enregistrés depuis quelques années, l'empire du Milieu, déjà si peu respectueux des droits de l'Homme, n'éprouve pas de respect pour sa population en matière d'émission de soufre. Car le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>, assez stagnant et qui ne se stocke pas longtemps dans l'atmosphère), en régression constante depuis les années 1960 dans les pays développés et notamment aux États-Unis, repart de plus belle en terre chinoise (la Chine représente désormais, en 2011, près de 30 % des émissions mondiales de dioxyde de soufre) et, en conséquence, s'analyse comme un véritable défi de santé publique auquel le pouvoir central chinois n'accorde pas de réelle attention.

Que valent, en effet, ces enjeux face à la volonté forcenée d'une croissance économique soutenue à cause de la présence d'industries ultra-polluantes et d'un trafic maritime en plein développement qui recourt à un carburant de médiocre qualité, lui-même très polluant ? Et que dire à propos des mines de charbon chinoises des dangers qu'elles présentent provoquant régulièrement – en raison de gaz, en particulier le tristement célèbre « grisou » et ses coups mortels – des centaines de victimes chaque année en terre chinoise et ne suscitant au passage que dépêches lapidaires de la part des agences de presse ?

Et pourtant les menaces en question sont grandes et les incidences écologiques qui s'y rattachent interpellent à juste titre les climatologues : présence de pluies acides épaisses et nombreuses ainsi qu'un refroidissement inquiétant dû au blocage des rayons du soleil. Le spectre du terrible *smog* (*smoke* + *fog*) bien connu au XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'en 1955 au Royaume-Uni<sup>1</sup> n'émeut pas vraiment les instances dirigeantes chinoises qui auraient même tendance à s'en accommoder comme un usage quotidien bien ancré.

Comment amener cette immense nation à inverser drastiquement son comportement, à infléchir cette véritable conduite suicidaire qui ne dit pas encore son nom ?

Là-bas, les records de pollution ne tiennent pas plus d'une semaine, en particulier dans la capitale sursaturée et dénaturée par :

- une visibilité piétonnière et routière très réduite ;
- une explosion du trafic automobile ;

1. Ce *smog* (fumée des usines et épais brouillard) auquel la population s'habitait faute de pouvoir l'éviter a causé des milliers de morts en Angleterre (en particulier fin 1957), provoquant l'heureuse adoption de lois nationales saluaires de lutte contre une atmosphère polluée (*le Clean Air Act* de 1958 qui a tant inspiré d'autres États, à commencer par les États-Unis d'Amérique). Lire, à ce sujet, *Le Figaro*, 23 février 2011.

- un nombre anormal de décès (crises cardiaques, cancers de la peau, des poumons...) ;
- et une quantité bien trop élevée de centrales à charbon.

À quand donc, en Chine continentale, la prise en compte du coût humain, la mise en place d'une campagne énergique de désulfuration des produits pétroliers (le gazole par exemple) et une éradication radicale du charbon, ce combustible solide si polluant ?

Quant à l'**Inde**, l'autre immense et surpeuplé État de la région, pays qui se flatte d'obtenir des taux de croissance de son PIB proches de ceux affichés par son grand voisin chinois, elle se transforme rapidement en une économie émergente insatiable, débordante d'activité et... *énergivore*. Pour New-Dehli, il s'agit d'un passage obligé, d'une voie impérative et hélas durable à emprunter pour enfin décoller sur un plan économique. L'Inde se place ainsi au quatrième rang des plus gros pollueurs de la planète bleue derrière la Chine, les États-Unis et l'Union européenne à 27, entraînant dans son sillage plusieurs pays de la région.

Peut-on à juste titre parler à ce sujet de désastre écologique annoncé où une guerre de l'eau insidieusement se profile, notamment quand on prend conscience que des réfugiés indiens et bangladais du delta du Gange affluent par dizaines de milliers dans les bidonvilles des grandes cités indiennes ?

Aucun doute, il faut répondre à cette interrogation par l'affirmative car, déjà en 1999, une expédition scientifique permettait d'observer au-dessus de l'océan Indien une gigantesque masse brune polluée, grande comme le Canada, haute de deux kilomètres et constituée d'une invraisemblable *Babel* de substances toxiques inquiétantes telles que :

- des aérosols soufrés ;
- de l'oxyde de carbone ;
- de poussières et de suie...

Phénomène récurrent d'avril à octobre dans le sud de l'Asie et incontrôlable en l'état qui, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement<sup>1</sup> (PNUE ou Unep en anglais) a pour conséquence de réduire de 10 % le rayonnement solaire et de diminuer de 20 à 30 % les précipitations dans la région

## 2 Mais que fait donc le Japon en matière d'environnement ?

Le pays du Soleil levant n'inquiète pas vraiment les États de la communauté internationale, mais il les surprend, changeant de repères dès lors que ses intérêts supérieurs nationaux sont en jeu ou pourraient à terme le devenir.

1. Le PNUE est abordé dans la Partie 2, Chapitre 7, Section 2, §3.

Il faut rappeler que Tokyo a toujours cherché à obtenir un fragile équilibre entre sa volonté forcenée d'accroître sa croissance économique et, en un même élan remarquable, protéger son environnement par toute une série de mesures audacieuses. Cet archipel est, de façon salubre, parvenu à réduire la pollution de l'air largement saturé en zones urbaines, construire des voitures hybrides, gérer au mieux les déchets, réduire les émissions de dioxyde de carbone ou l'utilisation de la climatisation dans les bureaux, etc.

Le Japon a également assuré à la perfection la gestion des déchets, d'où, en mai 2000, la promulgation, presque sans équivalent dans le monde, hormis l'Allemagne, de la « Loi de base pour la formation d'une société édifée sur le recyclage » dont le fondement a pour objet le développement global et la planification des mesures de recyclage des déchets.

Cette grande puissance économique a su, en outre, concevoir et entreprendre l'initiative dite des « 3R » qui, en 2004, verra le Premier ministre de l'époque (2001-2006), M. Koizumi<sup>1</sup>, proposer aux États membres du G8 une réflexion globale portant sur la limitation de la production de déchets (*reduce*), leur réutilisation (*reuse*) et leur recyclage (*recycle*).

Autant d'avancées utiles qui s'imposaient depuis l'incroyable et inadmissible tragédie de la baie de Minamata<sup>2</sup>.

Et pourtant, bien que le Japon – signataire et hôte à la fois – s'était engagé, en 1997, à Kyōto, à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (3 % du total mondial) comme quarante pays industrialisés, Tokyo annonçait, dès l'ouverture de la conférence sur le climat à Cancun, refuser de s'associer à la seconde partie du protocole susmentionné à partir de 2012<sup>3</sup>. Mais ira-t-il vraiment jusqu'au bout de sa contingente logique ?

Alors que le Canada et la Russie s'interrogent sur le bien-fondé du texte de Kyōto, l'annonce nipponne a fait l'objet d'une douche froide : revenir sur un engagement de cette portée – le protocole de Kyōto représente le seul outil international légalement contraignant pour les pays industrialisés – de la part d'un pays aux principes moraux bien ancrés à de quoi étonner. L'argument avancé par les autorités japonaises est simple et froid, presque cynique : les États-Unis – tout comme la Chine au début des négociations, bien trop discrète à ce sujet – ayant refusé de ratifier l'accord mondial, le Japon s'en trouve à son tour automatiquement délié !

Le raisonnement nippon d'une logique aussi redoutable qu'inepte s'articule donc ainsi : si la plus grande puissance au monde prend des voies contestables et douteuses

1. Membre de l'influent PLD : Parti Libéral Démocrate.

2. Sur cette terrible affaire, voir supra Partie 1, Chapitre 3, Section 1.

3. Sur toutes ces importantes questions, se reporter à la Partie 2, Chapitre 6.

cela exonèrerait donc le Japon de toute responsabilité d'agir de façon semblable. Soit la politique du pire comme stratégie nationale en matière environnementale.

### 3 Australie et Brésil s'emploient à gérer les catastrophes naturelles : à chacun selon ses moyens

Ces deux pays de l'hémisphère sud ont peu de points en commun, hormis l'immensité de leur territoire et, par-dessus tout, des catastrophes naturelles récurrentes, meurtrières et dévastatrices (maisons, ponts, kilomètres de routes détruits)<sup>1</sup>.

En effet, les épisodes destructeurs frappent régulièrement le nord-est du **Brésil**, cet État émergent aux richesses naturelles inouïes. Pluies cataclysmiques souvent suivies d'effondrement de terrains et de coulées de boue réduisent à néant toute idée d'assistance soutenue aux populations. Le cycle funeste y est désormais bien connu : des vents alizés venus de l'océan Atlantique poussent vers l'est du continent sud-américain de lourds nuages orageux que rien n'arrête.

Ces incroyables masses nuageuses vont se déverser impunément vers les zones côtières. Pour coiffer le tout, deux phénomènes thermiques (l'un chaud provenant de l'océan, l'autre froid venu de Patagonie, anomalies qui se différencient du facteur aggravant de la Niña<sup>2</sup>) s'entrechoquent, compliquent une situation déjà bien compromise et, partant, causent des pluies torrentielles plus amples que celles des années 1960, de terrible mémoire

Alors comment se préparer efficacement à ces épouvantables malheurs d'origine naturelle ? Malgré tout, là ne réside pas l'impéritie des autorités fédérales et locales car il faut chercher ailleurs les vraies causes des défaillances officielles. Par manque cruel de moyens (pas de lignes budgétaires consacrées à ces questions peu rentables) et des agissements coupables (plans d'occupation des sols inexistant, habitations construites près des cours d'eau), il n'y a pas en terre brésilienne de dispositifs capables de donner une alerte efficace et fiable. L'absence de satellite météo et de radars crédibles conduisent à l'improvisation, presque à l'amateurisme puisque dans certains villages l'arrivée des pluies s'effectue au son des cloches des églises ou à l'aide de haut-parleurs montés sur des véhicules amovibles municipaux. L'imprévoyance et la précarisation y incarnent le quotidien de plusieurs États et quartiers brésiliens dans un climat d'indifférence nettement policé.

En **Australie**, les ravages, notamment ceux récents dus au cyclone « Yasi » auquel rien n'a pu résister (des bourrasques de vent ont été chronométrées à 300 km/h, une

1. Lire le quotidien *Le Monde*, 1<sup>er</sup> juin 2010.

2. Phénomène climatique qui provoque une hausse des températures de surface ; en l'occurrence, sont concernées les eaux de la partie orientale de l'océan Pacifique.



vitesse supérieure à celle de l'ouragan Katrina qui avait ravagé la Nouvelle-Orléans en 2005), début 2011, sont d'une égale importance à ceux que le Brésil alternativement connaît. Ce sont toujours les terres agricoles qui souffrent le plus quand les pluies torrentielles s'acharnent sur cette île démesurée. Mais les autorités de Canberra<sup>1</sup> et chaque région du pays disposent d'importants moyens pour circonscrire ce genre de tragédies annoncées.

Seule l'ampleur peut encore surprendre et entraver le processus des divers secours et nombreux soutiens. Les méthodes d'assistance semblent bien rôdées, et si désormais 30 % de la production de cannes à sucre et 85 % de celle de bananes sont à terre, les tronçonneuses s'ingénient à débayer les branchages qui jonchent les sols, les hélicoptères patrouillent dans le ciel tandis que l'armée australienne vient prêter main-forte aux agriculteurs désarmés.

Affronter les difficultés et savoir se relever font aussi partie des entreprises à succès induites, en terre australienne, par une politique générale de l'environnement.

#### **4 Les États-Unis entament une nouvelle approche politico-écologique : plan d'action d'indépendance énergétique**

Sous l'ère du président Barack Obama, la donne écologique change au point d'en oublier presque les outrances antérieures. Le locataire de la Maison Blanche dispose d'une grande chance dont il peut se servir : inconnu sur le plan international il y a encore peu de temps, son aura grandit à mesure que ses initiatives s'étoffent. Comme dans nombre de domaines, l'Administration américaine s'intéresse aux thèmes majeurs de l'écologie, naguère peu mobilisateurs de l'opinion publique.

Dans les années 1970, mais pas seulement, l'Administration fédérale américaine avait adopté avec succès toute une série de lois drastiques et comminatoires, assorties de lourdes sanctions pécuniaires, visant à réglementer et *cadrer* (par des normes, taxes sur les émissions et retrait d'octroi de permis négociables) les agissements, décisions et débordements des firmes peu respectueuses de l'environnement.

Les relais fédéraux, en matière environnementale, y sont nombreux et étoffés ; parmi ces agences fédérales figure la puissante et active « US Environmental Protection Agency », créée à l'initiative du président Richard Nixon et opérationnelle depuis le 3 décembre 1970. Cette structure, dotée d'amples moyens juridiques d'investigation et assortie de sanctions, est chargée de protéger la santé publique des

---

1. Il ne faut pas passer sous silence que l'Australie, pays charbon-dépendant, est le plus gros émetteur au monde par habitant de gaz à effet de serre.

populations et de préserver l'environnement de toute atteinte (pollution de l'eau et de l'air, radiations, pesticides, déchets, substances toxiques, etc.).

**Tableau 5.1 – Principales lois fédérales américaines (US Environmental Laws)**

Lois américaines	Années	Objet, portée et observations
Federal Food, Drug and Cosmetic Act	1938	<ul style="list-style-type: none"> <li>• réglemente l'usage des pesticides, adjuvants, contaminants et crée la FDA (Food &amp; Drug Administration)</li> </ul>
Clean Air Act	1970	<ul style="list-style-type: none"> <li>• fixe normes et objectifs (régulièrement révisés) relatifs à la pureté et la qualité de l'air aux États-Unis (le Clean Water Act en 1972 suivra la même procédure avec l'eau)</li> </ul>
National Environmental Policy Act	1970	<ul style="list-style-type: none"> <li>• représente la 1<sup>re</sup> grande loi moderne sur l'environnement : des tests et évaluations sont entrepris par les organismes fédéraux concernant les activités réalisées ou financées par le gouvernement fédéral</li> <li>• c'est sur cette loi que les défenseurs de la nature s'appuient pour contester en justice les décisions du gouvernement (par exemple les OGM)</li> </ul>
Endangered Species Act	1973	<ul style="list-style-type: none"> <li>• assure la protection des espèces en péril (poissons, faune) et de leur habitat (la loi de 1972 Marine Mammal Protection Act traite de façon ciblée les mammifères marins : baleines, dauphins, phoques, lamantins...);</li> <li>• texte complété par la loi « Magnuson-Stevens Fishery Conservation and Management Act » de 1976 sur la surexploitation des stocks de poissons (elle-même amendée en 1996)</li> </ul>
Safe Drinking Water Act	1974	<ul style="list-style-type: none"> <li>• établit des normes pour la sécurité de l'eau du robinet ; a été amendée en 1996</li> </ul>
Resource Conservation and Recovery Act	1976	<ul style="list-style-type: none"> <li>• cherche à empêcher la création de décharges de déchets toxiques</li> </ul>
Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act (CERCLA)	1980	<ul style="list-style-type: none"> <li>• loi rétroactive qui fixe les règles d'assainissement des sites contaminés par déchets toxiques (amendée en 1986)</li> </ul>
Oil Pollution Act	1990	<ul style="list-style-type: none"> <li>• loi adoptée après l'affaire Exxon Valdez, en Alaska : elle exige la création d'installations de stockage du pétrole, accroît la responsabilité des navires pollueurs et ordonne une meilleure sécurité des supertankers</li> </ul>
Food Quality Protection Act	1996	<ul style="list-style-type: none"> <li>• fixe strictement des niveaux de résidus de pesticides dans les denrées alimentaires (prescriptions sévères de normes de santé publique)</li> </ul>

Concernant la lutte contre le changement climatique, l'Administration Georges W. Bush, malgré son refus de ratifier le Protocole de Kyōto, a fait adopter plusieurs mesures spécifiques par le Congrès de son pays, parmi lesquelles on peut relever :

- le Clear Skies and Global Climate Change, le plan alternatif du 14 février 2002, qui envisage à terme une approche graduelle à l'égard du problème climatique ;

- le Clean Air Interstate Rule (CAIR), de mars 2005, qui institue un nouveau règlement antipollution de l'Agence fédérale pour la protection de l'environnement (EPA) applicable dans 28 États fédérés et à Washington (moins de rejets d'anhydride sulfureux et d'azote émis par les centrales électriques) ;
- et la loi sur la politique générale de l'énergie (8 août 2005) qui cherche à diversifier les sources d'énergie (relance du nucléaire, du « charbon propre » et le développement des biocarburants comme l'éthanol).

Dans son allocution qui fera date du mardi 15 juin 2010, délivrée au sein même du Bureau ovale, et quelques semaines seulement après la marée noire dans le Golfe du Mexique, le président Obama a évoqué « la refonte de la politique américaine environnementale et énergétique », à l'instar des attentats du 11 septembre 2001 qui avaient contraint le pays à repenser sa politique étrangère. Et d'enrichir ses propos : « le temps des énergies propres est venu ».

Succédant à des lustres d'inertie, l'idée de passer au *vert* était justement lancée. L'application de ce discours-programme allait connaître une suite, mais peut-être pas celle que le monde exactement attendait.

Le constat objectif du président américain relève d'une dialectique imparable : les États-Unis consomment 20 % du pétrole de la planète alors qu'ils ne possèdent que 2 % des ressources mondiales avérées. Cette situation ne peut indéfiniment durer<sup>1</sup> ; la pétro-dépendance a ses propres limites : stratégiques et en termes de durée car les réserves connues d'or noir s'épuisent de manière inexorable.

Aussi, faut-il se tourner vers les énergies dites propres (devenues « mission nationale » aux yeux du locataire de la Maison Blanche) et en multiplier les investissements. Concrètement, la politique environnementale des États-Unis emprunte trois chemins qui d'ailleurs s'additionnent et ne s'excluent nullement pour se tourner vers une révolution écologique innovante :

- se mettre en quête de millions d'emplois « verts » ;
- devenir, dans un avenir assez prévisible, autosuffisants en gaz ;
- et prendre exemple sur la Californie, le puissant état fédéré, qui voit et vit déjà son présent en vert.

Dans ce cadre défini, le président Barack Obama promettait dès janvier 2009, dans son plan de relance de l'économie américaine, la création nette de trois millions d'emplois. Dans cet élan national, la priorité devait être accordée à l'industrie des biocarburants, aux transports indépendants du pétrole et du charbon, aux énergies renouvelables et aux technologies de conservation d'énergie. Mais ces emplois si précieux ne peuvent surgir du néant : ils nécessitent le suivi de formations univer-

1. Lire avec intérêt l'ouvrage *La Terre perd la boule. Trop chaude, trop plate, trop peuplée*, Thomas Friedman, éditions Saint-Simon, 2009, ainsi que l'article du *Figaro*, « Les États-Unis en quête d'un modèle durable » de Laure Mandeville, 23 août 2011.

sitaires pointues (Masters spécialisés et MBA en sciences de l'environnement), de gros investissements en hommes et capitaux, le relais d'entreprises et des municipalités prêtes à s'investir, soit autant d'obstacles à surmonter.

Et, donc, seul l'écoulement du temps déterminera le résultat d'une telle politique volontariste. Néanmoins, un facteur immédiat a récemment obligé l'Administration américaine à revoir à la baisse ses ambitions initiales : l'opposition républicaine – galvanisée par les élections de mi-mandat à l'automne 2010 – à laquelle il convient d'ajouter une frange grandissante du parti démocrate du président élu, s'oppose ouvertement à l'adoption d'une vaste loi-programme sur l'énergie et le climat. Conséquence directe de ces tirs de barrage inattendus : les autorités publiques ne peuvent avancer en matière d'environnement qu'en opérant un toilettage par touches, acceptées ou refusées au gré des équilibres politiques intérieurs.

La production des gaz de schiste<sup>1</sup>, extraits par des techniques de fracturation hydraulique et de forage horizontal aux conséquences controversées, est et deviendra encore davantage dans un avenir proche la ressource énergétique du pays. L'engouement pour les gaz de schiste – gaz non conventionnel – ne se dément pas depuis cinq ans outre-Atlantique puisque la production de gaz de schiste récupérables y progresse chaque année : 14 % en 2011 contre à peine 3 % en 2006.

L'objectif premier, sur une longue période, serait d'atteindre une autosuffisance à l'horizon 2030. Sur un plan national, l'approche nouvelle se justifie pleinement, mais cette montée en puissance risque de provoquer des soubresauts géostratégiques majeurs et d'avoir un impact écologique non négligeable.

En effet, opter pour les gaz de schiste implique forcément une révision de la politique d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL), notamment en provenance du Qatar, premier exportateur au monde de GNL. Cet Émirat va donc devoir réorienter sa production vers d'autres pays consommateurs, à commencer par l'Inde et la Chine.

En second lieu, il ne faut pas négliger le fait que les gaz de schiste se situent au sein même de la roche-mère, et les extraire nécessitent l'utilisation de grandes quantités d'eau et de produits chimiques, méthodes qui pourraient s'avérer à terme nocives et, par voie de conséquence, contre-productives.

La Californie se révèle être pour les autres États de l'Union un véritable laboratoire d'idées et d'exemples entreprenants à imiter, et incarne également un véritable démenti à tous ceux qui croient qu'il est trop tard pour infléchir des positions jugées irrévocables. Huitième puissance de la planète, si on l'isole du reste des États-Unis, les trente-huit millions d'habitants de la Californie subissent depuis longtemps une très forte pollution en raison notamment de sa topographie encaissée, de la présence de villes tentaculaires énergivores et d'une suractivité automobile. Pourtant, cette

1. Se reporter, sur ce point sensible, à la position française radicalement différente (même Chapitre, Section 6) de celle défendue en Amérique du Nord.

« vallée de la fumée » a depuis des décennies positivement réagi et s'est ainsi lancée avec autant de bonheur que d'efficacité dans le « vert » à la portée et pour le bien-être de tous.

Cet engouement réel, cette étonnante sensibilité s'expriment pleinement dans la ville de San Francisco où pêle-mêle se côtoient : des voitures hybrides, la multiplication de produits recyclables, des publicités et panneaux où la couleur verte prédomine, des fruits et légumes bio étalés dans les magasins, des vélos à accès libre, l'installation de panneaux solaires sur les toits, les derniers progrès de la géothermie, la mise au point de turbines éoliennes dernier cri, etc.

Pas à pas, en prenant conscience de l'extrême fragilité du climat, l'État de Californie inflige par là un cinglant démenti aux climato-sceptiques pourtant fort bruyants et nombreux dans les autres États fédérés. Pour un futur résolument différent.

Mais, en tout état de cause, les statistiques fédérales affolent et ne mentent pas : les États-Unis sont bien les champions du gaspillage énergétique. Alors que la loi énergie-climat du président Barack Obama s'enlise, perd terrain et consistance, l'actuel bilan énergétique américain apparaît bien comme catastrophique. En effet, les États-Unis perdurent dans leur approche insensée des dilapidations et indisciplines énergétiques sans retenue, ils :

- consomment le quart de l'énergie mondiale, mais ne représentent que 5 % de la population mondiale ;
- demeurent le n°1 des États pour la consommation de pétrole (avec quelque 19 millions de barils/jour) : un Américain moyen consomme près de 10 fois plus de pétrole brut qu'un Chinois (Chine pourtant devenue, toutes sources d'énergie confondues, le plus grand consommateur d'énergie) ;
- enregistrent sans vraiment le déplorer que leurs nationaux rejettent, par habitant, 21 tonnes de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, soit 4 fois plus qu'un Chinois et plus de 2 fois la quantité de rejets d'un Français...

### Section 4 **ISRAËL À LA POINTE DE L'ÉCOLOGIE ACTIVE ET RAISONNÉE**

L'État hébreu surprend, émeut et, sur plus d'un point, guide la communauté internationale. En effet, il offre au monde tout, ou à peu près, ce qu'un pays doit faire en matière de protection de l'environnement, des principes du développement durable et du respect du vivant (hommes, animaux, végétaux et même les minéraux). Pour ce faire, Israël s'appuie bien sûr sur des préceptes religieux qu'il s'honore de révéler depuis des millénaires et multiplie les applications concrètes, sur Terre, dans ses parcs nationaux et à l'égard de l'élément eau (sources, rivières, cascades...).

## 1 Des convictions éthiques et religieuses inébranlables

On le sait, les trois grandes religions monothéistes (Judaïsme, Christianisme et Islam) se sont, depuis l'aube des temps, intéressées aux questions environnementales, avec douceur et sérieux envers tous les acteurs de la vie et en envisageant tous les enjeux. Elles n'ont pas attendu le <sup>xxi</sup>e siècle pour en souligner l'importance fondamentale. De tout temps, ces religions se sont ainsi préoccupées des menaces plurielles qui pèsent sur la biodiversité animale et végétale.

Le judaïsme, qui embrasse tous les domaines de l'existence, apporte quant à lui, l'une des plus belles leçons d'écologie, de solidarités et de communion avec les éléments naturels pour un environnement maîtrisé.

D'abord, toutes les fêtes juives cherchent à sensibiliser l'Homme face à la nature. *Pessah'* (la Pâque juive) fête, certes, la liberté recouvrée d'un peuple en esclavage, mais célèbre aussi le printemps. *Chavouth* marque le don de la Thora (le Pentateuque) et celle des prémices et des moissons. À *Souccoth*, le peuple d'Israël franchit une nouvelle étape : Dieu lui demande de quitter les maisons de briques pour vivre sept jours dans une tente (*Souccah*), donc en pleine nature, afin de lui signifier la fragilité de la vie et de le conduire à la protéger.

De même – et l'on pourrait multiplier les exemples à l'envi tant ils abondent dans les textes juifs sacrés – à *Tou Bichvat*, le nouvel an des arbres, on scande le renouveau de la nature consécutif aux pluies déjà tombées et à la floraison des premiers amandiers.

En outre, la *Halakha* (le code de la Loi juive) légifère sur de nombreux soucis écologiques parmi lesquels on peut notamment citer : la manière de traiter les animaux (les nourrir en premier, les respecter, s'interdire de leur infliger des souffrances<sup>1</sup>, les aider à se relever s'ils tombent), la préservation des ressources naturelles, les nuisances causées à autrui, la prévention de la destruction de la nature...

De façon étonnante, le judaïsme va encore plus loin. Il entrevoit le monde sous la forme de quatre « règnes » différents : le minéral, la faune, la flore et l'humain vivant. Chaque règne est indispensable à l'équilibre de la planète. Ce combat écologique s'analyse toujours en une évolution positive.

Ainsi, la notion de développement durable figure dans le Talmud (« Veille à ne pas gâter ni détruire le monde<sup>2</sup>... ») confortée par des règles juridiques et d'organisation sociale très élaborées. Lorsque l'Éternel décide la destruction du monde, il implore Noé de sauver du déluge qui se prépare les animaux mâles et femelles (*Parachat Noah*, Genèse VI-VII) en les faisant pénétrer l'arche.

1. Lire à ce sujet la *Parachat* « Ki-Tétsé », du Deutéronome.

2. Talmud, traité Kohélet-Raba.

Après un exil de deux mille ans, les pionniers (notamment par le biais des fameux kibboutzim) sur la terre d'Israël en prise directe avec la défense de l'environnement se sont réapproprié ces codes. Les exemples actuels abondent et renvoient au glorieux passé : de nombreux parcs nationaux dédiés à la nature sont protégés ; le désert du Néguev est repeuplé d'animaux bibliques (oryx, onagres, etc.) et des espèces (à l'exception des prédateurs) ont été réintroduites au mont Carmel comme les daims de Perse, capturés en Iran juste avant la chute du Chah ; les collines arides de Samarie sont jalonnées de végétaux cités dans la Torah (amandiers, caroubiers, oliviers, grenadiers, dattiers, cédratiers...).

Dans la vallée du Nahal El-Al, dans le sud du Golan, les cigognes reviennent nicher, renouvelant par là le cycle de la reproduction et de la vie, et la proximité de l'eau y encourage la pousse vigoureuse de menthes odorantes et de roseaux.

De même, le KKL (*Keren Kayemeth Le Israël*, Fonds pour la création – l'existence – d'Israël), établi en 1901 par le visionnaire Théodore Herzl, gère et valorise la Terre en relevant de multiples défis (défrichement de terrains pour l'agriculture, reboisement, lutte contre la désertification, construction de réservoirs d'eau...).

De plus, les références talmudiques ou bibliques ordonnent, rappellent à l'ordre et commandent à l'Homme le respect envers la nature. Dans cette logique de grande responsabilité figurent notamment l'interdiction du gaspillage (*bal tach'hit*) ainsi que la comparaison de l'Homme à l'arbre qui plonge ses racines dans le sol et étend ses branches vers le ciel. L'approche juive de la nature démontre que quête spirituelle et épanouissement de l'être humain peuvent cohabiter en d'authentiques symbioses et harmonies.

On pourrait présumer qu'il s'agit là de textes anciens, beaux, solennels mais surannés et désuets n'ayant que peu de rapport avec les problèmes écologiques actuels. Or, il n'en est rien.

## 2 Des réalisations en faveur d'une écologie ouverte

Les interrogations venues de temps reculés rejaillissent avec bonheur, rapprochent les hommes entre eux et créent des liens indéfectibles. Les questions écologiques, dont la préservation de l'eau (Israël maîtrise parfaitement le cycle de ce si précieux liquide et met avec bonheur l'accent sur les énergies renouvelables<sup>1</sup>), deviendraient-elles un nouveau facteur de paix entre les peuples de la région ?

On a envie d'y croire, et les succès sur le terrain le démontrent déjà. En 1994, par exemple, des écologistes spécialistes des questions environnementales (Jordaniens,

1. Du 22 au 24 février 2011, la ville d'Eilat (au sud d'Israël) a accueilli la 4<sup>e</sup> conférence internationale sur les énergies renouvelables.

Palestiniens et Israéliens) n'ont-ils pas fondé l'association FoEME (*Friends of the Earth Middle East*) en définissant à Taba (Égypte) une somme de challenges remarquables, dont l'étude des terrains et les ressources en eau.

Concernant l'eau, une société britannique « Eco Camel » grâce à un système ingénieux (petit appareil posé sur les robinets et les pommeaux de douche), qui consiste à mélanger de l'air à l'eau, permet d'économiser le liquide précieux de 44 % en le remplaçant par de... l'air. Israël est friand de ces trouvailles technologiques révolutionnaires qui préservent l'eau en attendant la mise en route de trois nouvelles usines de désalinisation en 2013<sup>1</sup>.

L'État juif, qui prend en compte les traités internationaux portant sur les questions écologiques auxquels il a souscrit, initie parfois et innove en permanence : en agissant ainsi, Israël trace les voies possibles à suivre, celles respectueuses d'un environnement déjà par trop atteint.

Les exemples, toujours marqués par l'empreinte de l'innovation, recouvrent de multiples domaines dont les plus marquants sont la production d'électricité naturelle<sup>2</sup>, la diminution du recours aux pesticides et l'implication écologique vis-à-vis du littoral.

En voici quatre illustrations aussi révélatrices qu'ingénieuses :

- des chimistes<sup>3</sup> du célèbre « Technion » de Haïfa sont parvenus à imiter la nature, en modifiant une étape du processus de la photosynthèse<sup>4</sup>, afin de produire de l'électricité « verte » à partir de plantes, en associant soleil (abondant dans la région du Moyen-Orient) et eau ;
- la firme Bio-Bee Biological Systems du kibboutz Sdé Eliyahu (situé dans la vallée de Beth Shéan), créée en 1983, produit des abeilles et bourdons aux fins de pollinisation et des insectes auxiliaires adaptés, autrement dit des d'insectes prédateurs chargés de détruire les parasites, pucerons, etc. ; objectif final : se passer de pesticides, nuisibles autant à l'Homme qu'à la nature ;
- l'État hébreu a participé activement, le 25 septembre 2010, au vingt-cinquième anniversaire de la journée internationale du littoral promue par l'ONG The Ocean Conservancy (dédiée à la sauvegarde des écosystèmes marins), en participant à l'aide de 2 500 volontaires au nettoyage de 25 sites côtiers de Terre sainte ;
- la faune n'est pas oubliée dans cette vaste panoplie environnementale ; c'est ainsi que le ministre de l'Agriculture, l'Autorité des parcs nationaux (nombreux

1. Lire l'hebdomadaire, *Actualité juive*, 2 septembre 2010.

2. Le solaire y est depuis longtemps à l'honneur. Ainsi, l'Autorité nationale de l'électricité a, en mars 2011, approuvé l'octroi de 38 nouvelles licences pour la construction d'usines photovoltaïques dans le sud d'Israël.

3. Les professeurs israéliens G. Schuster et N. Adir.

4. La photosynthèse est un processus par lequel les plantes absorbent l'énergie lumineuse du soleil et la convertissent en énergie chimique.



dans le pays) et l'Association nationale des pisciculteurs collaborent ensemble sur un projet déjà mis en place visant à fournir de la nourriture aux pélicans (environ 35 000) de passage en Israël afin de satisfaire les pisciculteurs du pays qui voyaient leurs élevages de poissons décimés par les grands oiseaux et, par-tant, empêcher ces professionnels de tuer ces formidables espèces aquatiques.

Pourtant, Israël a subi récemment, du 2 au 6 décembre 2010, une véritable tragédie humaine et écologique. Un gigantesque incendie y survint, à cause de la négligence coupable d'un adolescent, dans le massif du Carmel, près de Haïfa (la 3<sup>e</sup> ville du pays). Ce sinistre sans précédent y a causé la mort de quarante-deux personnes, des centaines de blessés, occasionné de graves destructions de dizaines de bâtiments et consumé quelque 5 000 hectares de forêts, soit une superficie supérieure à celle anéantie par tous les incendies subis depuis 1978, sans oublier la faune et la flore si riches sur le massif forestier du mont Carmel.

Mais ce petit pays démocratique a su faire front grâce d'abord à l'aide internationale venue du monde entier et au KKL<sup>1</sup> qui s'est vu confier par le gouvernement la réhabilitation des sites naturels dévastés.

En outre, quelque huit cents millions de shekels (environ 175 millions d'euros) ont été débloqués pour améliorer les services d'urgence (les pompiers<sup>2</sup> ne représentent hélas qu'une part réduite du budget national dans une région où la sécheresse chronique sévit depuis plusieurs années) et de surveillance dans le pays et ainsi éviter d'autres catastrophes naturelles.

### Section 5 **L'ALLEMAGNE PENSE ET PANSE SA POLITIQUE NUCLÉAIRE**

L'Allemagne figure à la pointe des États qui accordent un intérêt réel et avisé aux problèmes écologiques. Elle a mené à bien plusieurs combats et réussi dans nombre de domaines : par exemple, ses avancées en matière de tri sélectif urbain (plastique, verre, carton...) font merveille depuis de longues années.

#### **1 L'Allemagne et l'opposition verte à l'atome**

Cependant, figure un dossier épineux sur lequel de nombreux chanceliers allemands ont dû faire face sans apporter de réponses pérennes : celui du nucléaire.

1. KKL : Keren Kayemeth LeIsrael est dédié, dans le cadre actif du projet sioniste, au rachat des terres et à la plantation d'arbres en Terre sainte ; ce fonds central en liaison avec le gouvernement israélien est présent dans 50 pays du monde.

2. Malgré tout ce corps émérite a été institué, en Palestine, dès 1897 à la demande du baron Edmond de Rothschild.

Face à un mouvement écologique puissant et déterminé (« Die Grünen », le parti des Verts, célèbres pour leurs actions-terrain volontaristes), deux questions symptomatiques et ultrasensibles à ce sujet se bousculent outre-Rhin depuis des lustres : les centrales nucléaires du pays doivent-elles fermer ; et dans l'affirmative : quand ? Et encore, si la décision de repousser leur date de fermeture est prise, cela ne risque-t-il pas de remettre en cause les divers engagements climatiques de Berlin ?

Au fond, l'ultime interrogation est simple dans sa formulation : comment rester une grande puissance industrielle admirée et servir en même temps de modèle aux autres grands États en matière de lutte contre les modifications du climat ?

L'atome n'a jamais été en terre allemande populaire bien qu'il représente plus d'1/5<sup>1</sup> de la production électrique du pays. Et la vétusté de certaines centrales nucléaires inquiète à plus d'un titre ; quant à leur usure pouvant entraîner des défaillances graves de réacteurs, elle est susceptible de conduire à la dispersion de produits radioactifs dans l'environnement.

**Tableau 5.2 – Les centrales nucléaires en chiffres au 1<sup>er</sup> juillet 2011<sup>2</sup>**

États	Nombre de réacteurs (de puissance) en service	Âge du réacteur le plus ancien
États-Unis	104	42 ans
France	58 <sup>3</sup>	34 ans
Japon	54	42 ans
Russie	32	40 ans
Corée du Sud	21	34 ans
Royaume-Uni	19	44 ans
Inde	19	42 ans
Canada	18	40 ans
Allemagne	17	21 ans
Ukraine	15	20 ans
Chine	13	20 ans
Suède	10	40 ans
Belgique	07	37 ans

1. Exactement 22,6 % en 2011.

2. Dans le monde, il y a 443 réacteurs civils répartis dans trente États, près d'une soixantaine sont en construction ; 387 réacteurs en service sont âgés de plus d'une vingtaine d'années. En KWH, États-Unis, France, Japon, Russie, Corée du Sud et Allemagne sont les plus grands pays producteurs d'électricité d'origine nucléaire. Quinze pour cent de l'électricité mondiale est produite par des centrales nucléaires et 75% de l'électricité produite par la France tire son origine du nucléaire ; la plus ancienne centrale nucléaire de l'Hexagone -mise en service en 1977- se situe à Fessenheim dans le Haut-Rhin.

3. Répartis sur 19 sites.

## 2 L'Allemagne s'interroge sur le nucléaire sans se raidir

L'Allemagne, par l'entremise de sa décidée chancelière, Angela Merkel, a dans un premier temps souhaité trancher, en septembre 2010, non sans difficulté le dossier du nucléaire. Elle a pu négocier un compromis fragile sur la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires du territoire. C'est ainsi que le prolongement étagé obtenu en fonction de l'ancienneté des centrales (certaines ont plus de 35 ans) apparaissait alors comme un mal transitoire nécessaire destiné à permettre l'avènement d'une ère nouvelle d'énergies renouvelables dans les décennies à venir.

Concrètement, le gouvernement de Berlin a donc alors accordé un sursis de douze ans en moyenne aux 17 réacteurs nucléaires civils qui devaient être arrêtés en 2022 selon l'accord de l'an 2000 conclu par le gouvernement précédent, composé des sociaux-démocrates, de Gerhard Schröder auquel avaient adhéré les Verts.

Malgré une manifestation monstre<sup>1</sup> devant le bâtiment du Reichstag organisée, le 18 septembre 2010, par les Verts allemands contre le projet d'allongement de la vie des centrales nucléaires, le sursis accordé permettait de renflouer les caisses de l'État de 2,3 milliards d'euros par an grâce à une taxe versée par les quatre opérateurs géants (EnBW, E.ON, RWE et Vattenfall) qui bénéficiaient de cette suspension de fermeture. Ces firmes prirent, en outre, l'engagement d'investir un montant de 15 milliards d'euros dans les énergies renouvelables.

Et alors que la contestation poursuivait sa gronde en Allemagne, la Chancelière Angela Merkel, plus déterminée que jamais, a dans un second temps entendu proroger ses deux ambitieux engagements climatiques allant au-delà des objectifs fixés par Bruxelles :

- parvenir d'ici à 2020 à réduire de 40 % (par rapport à 1990) ses émissions de gaz à effet de serre ;
- obtenir 30 % de son électricité à partir des énergies renouvelables.

## 3 Les autorités fédérales allemandes se prononcent pour la fermeture de leurs centrales

Néanmoins, sous l'effet d'une forte et résolue contestation écologique, il a été démontré qu'il n'y a pas de place au dogmatisme dans la politique nucléaire développée outre-Rhin. En effet, la situation critique des réacteurs nucléaires de la centrale de Fukushima-Daïchi au Japon, en mars 2011, a conduit les autorités allemandes à d'abord décréter trois mois durant un moratoire nucléaire concernant l'activité des

---

1. Plus de 150 000 manifestants y participaient.

centrales du pays<sup>1</sup>, puis après débats serrés et réflexions houleuses au sein de la coalition gouvernementale à fermer provisoirement sept centrales et, enfin, à décider fin mai 2011 de mettre un terme définitif à sa production d'électricité nucléaire produite par les 17 réacteurs du pays<sup>2</sup> d'ici l'année 2022.

Fermeture annoncée comme irrévocable aussi surprenante que courageuse<sup>3</sup> dont on estime le coût global à 40 milliards d'euros !

S'adapter aux évolutions, ne pas hésiter à reconnaître ses torts, repenser la sûreté des installations nucléaires, remettre en cause le « primat » du nucléaire et envisager d'en sortir progressivement et de manière maîtrisée, provoquer le débat et accepter la contradiction des contempteurs (thuriféraires ?) sur un dossier sensible qui engage l'avenir des populations concernées et même du monde entier : les meilleurs antidotes aux maux créés par l'atome.

## Section 6 AVEC RAISON ET FERVEUR, LA FRANCE DÉPLOIE NOMBRE DE MESURES ENVIRONNEMENTALES

Les Français vouent – les preuves abondent en ce sens – un véritable culte à leur petit coin de verdure en possédant chez eux ici un petit potager, là un carré de verdure : un véritable retour à la terre. Néanmoins, la France, incarnée par les plus hautes autorités de l'État, ne s'est pas lancée dans une course effrénée au « tout vert », aux énergies renouvelables, à la lutte contre les abus ou atteintes à l'environnement. Elle n'a pas non plus cherché à opposer les choix naturels aux actions plus classiques. On peut même affirmer qu'elle a, un temps, accumulé retards, négligences et imprévoyances par rapport à des puissances étatiques comparables. Mais elle s'est pleinement ressaisie en mettant une conclusion à ses atermoiements.

Leur révolution verte, les pouvoirs publics français l'ont souhaitée progressive, mais continue, réfléchie mais non figée, pragmatique et non dogmatique. Pas d'actions dif-

1. La Suisse (5 réacteurs en service dont 2 depuis quarante ans) est allée encore plus loin : à cause de l'état inquiétant qui règne au Pays du Soleil levant, Bern a décidé de suspendre ses projets atomiques de renouvellement de ses centrales nucléaires pourtant bien âgées. La Belgique s'est, à l'automne 2011, également mise au diapason de l'Allemagne. Quant à la Chine, elle s'est engagée, le 16 mars 2011, à marquer une pause dans tout nouveau projet de centrales nucléaires.

2. Huit des plus vieux réacteurs ont été arrêtés après la catastrophe de Fukushima-Daïchi, 6 autres cesseront de fonctionner d'ici 2021, et les 3 réacteurs les plus récents seront maintenus en état de marche jusqu'en 2022 afin de palier d'éventuelles pénuries d'électricité.

3. D'ailleurs, le puissant groupe allemand Siemens ex-partenaire du français Areva, tirant à son tour les conséquences de l'abandon fédéral de l'atome, a décidé en septembre 2011 de ne plus s'impliquer dans la gestion de la construction de centrales nucléaires et de privilégier désormais les énergies renouvelables (lire *Les Échos*, 19 septembre 2011).

férées déplacées, pas davantage de précipitation intempestive à (ré)agir ni à sur-réagir, mais bien la volonté affichée d'avancer en toute connaissance de cause : d'abord en retenant les leçons édifiantes du passé, puis en apprenant des exemples fournis par les États voisins ou plus éloignés, enfin, en proposant d'authentiques avancées qui à leur tour pourront servir d'exemples, de modèles à suivre et à calquer.

L'Hexagone s'est, au fil du temps, doté de ministères de l'environnement décidés et entreprenants, résolus et libres de toute contingence ; il a, en outre, adhéré et intégré dans son corpus législatif national les textes de droit européen votés à Bruxelles et auxquels Paris a évidemment su, de façon active et constructive, participer et proposer<sup>1</sup>.

On ne peut à l'évidence aborder tous les aspects environnements que la France prend en et à son compte, cela serait aussi fastidieux qu'imparfait. On peut, en revanche, marquer les progrès récents enregistrés, retenir les progressions poursuivies et illustrer les thèmes encore en discussion.

### 1 Le Grenelle<sup>2</sup> de l'Environnement

Rarement un texte gouvernemental n'a été autant passé au crible de la critique constructive, à l'examen pointu d'aréopage d'experts, aux commentaires abondants et avisés des médias enthousiasmés par le thème mobilisateur. Car « le (devrait-on dire plutôt les, puisqu'à ce jour il en a eu deux) Grenelle de l'Environnement », riche dans son contenu et vaste dans son approche des sujets abordés, ne laisse pas indifférent.

Cette concertation autour d'une même table des représentants de l'État, des entreprises, des ONG, des collectivités locales et des syndicats, cette « feuille de route » concertée<sup>3</sup> d'une grande ampleur (initiée par le président de la République, Nicolas Sarkozy, et par Alain Juppé<sup>4</sup>, en mai 2007, et placée dans un contexte délicat de crise climatique et écologique incomparable, a subi plusieurs phases destinées à en affiner et à en affermir les principes directeurs des 268 engagements en faveur de l'environnement) et enrichie par la loi Grenelle 2 poursuit d'incomparables objectifs.

Car « ce plan Marshall pour la France comme pour la planète<sup>5</sup> » entend lutter en faveur de : la préservation de la biodiversité, l'écologie et l'emploi, la gouvernance

1. Sur le droit européen de l'environnement, voir Partie 2, chapitre 6, Section 3.

2. Rencontres multiples (politiques, économiques, sociales, associatives), par analogie aux accords de Grenelle de 1968.

3. Ce dialogue animé, qui faisait suite au « Pacte écologique » de Nicolas Hulot, associa État et représentants de la société civile (ONG, collectivités locales, employeurs, salariés...) dans un dialogue constructif (instauration de 6 groupes de travail animés en 5 collèges) ; et de tables rondes en forums internet en passant par des comités opérationnels sollicités, le projet a pris forme. Le Parlement français pouvait alors prendre le relais et traduire le projet en avancées législatives.

4. Alors ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables.

5. Selon les mots solennels du chef de l'État, Nicolas Sarkozy, prononcés le 25 octobre 2007 dans la salle des fêtes de l'Élysée.

écologique, le combat contre les changements climatiques, la lutte contre les nuisances de toutes sortes.

De plus, il s'agit d'associer et sensibiliser le grand public aux questions du développement durable, maîtriser les risques et l'énergie dans les transports et bâtiments, assurer la « santé » environnementale pour les salariés, permettre le développement durable, etc.

Entre 2009 et 2010, les deux lois « Grenelle » ont été adoptées par l'Assemblée Nationale et le Sénat formant le Parlement français<sup>1</sup>.

Tous les thèmes majeurs de l'environnement ou presque y sont abordés, pensés, décodés, perfectionnés et portent en eux espoirs et espérances au service de la communauté humaine. Le constat très dépouillé, rythmé par un calendrier précis, s'enrichit d'évaluations *a posteriori*, d'engagements volontaires d'entreprises ou de banques (EDF, Casino, Renault, Leclerc, groupe Suez, Toyota, Caisse d'Épargne...) et assorties d'enquêtes et d'examens. Au fond, une somme d'expertises sans égale qui appuie deux lois illustrant l'importance de l'écologie politique.

Ce fourmillement d'idées et de propositions suivies d'effet représentent bien plus qu'un simple catalogue ou un agencement de points de vue : il donne le sentiment d'une prise de conscience généralisée dont l'application et les conséquences seront jugées à long terme.

L'élaboration d'une « **trame verte et bleue** » se présente comme la grande originalité et la véritable curiosité du Grenelle de l'Environnement. Il s'agit d'un conduit écologique dont les buts et attraits sont de faciliter la circulation des différentes espèces (végétaux et animaux) afin de protéger la diversité du vivant. Ce marqueur singulier s'exprime désormais dans sa prise en compte dans les documents officiels d'urbanisme et les schémas d'infrastructure.

Mais déjà des voix s'élèvent en France pour dénoncer l'éparpillement du Grenelle de l'Environnement, son indigence voire la farce ou l'imposture qu'il représenterait au service d'une économie libérale ainsi modélisée ou formatée, une sorte de nouveau joug capitaliste largement assujetti aux intérêts mercantiles et, en ultime analyse, instrumentalisé par les grandes institutions gouvernementales. Véritable « mal français » dans lequel la moindre percée législative, fondée ou pas, abouties ou non, symbolisée par deux lois se trouve décriée avant même d'avoir pleinement déployé ses effets !

La contestation avant toute démonstration, la récupération politique comme unique réponse à une ouverture dès lors fragilisée, le discrédit sans pendant alternatif, la passivité absolue comme réponse aux problèmes existants, le déni de l'implication...

1. Promulguée le 12 juillet 2010, la loi aux 248 articles portant « engagement national pour l'environnement » dite Grenelle 2, correspond à la mise en application d'une partie des engagements du Grenelle Environnement 1 (loi, au 57 articles, promulguée le 3 août 2009).

Personne n'est dupe quant aux résultats promis ou n'affiche, catégorique, des sourires béats de satisfaction face aux lois novatrices proposées, mais quiconque condamnerait *a priori* ces projets invaliderait ses propres analyses. Car si on l'adoptait, comme hélas en nombre d'autres domaines, l'inertie politique pourrait-elle alors figurer au frontispice des normes acceptables ? Laissons donc encore un peu de temps aux « Grenelle de l'Environnement », et la critique raisonnée non prématurée pourra alors valablement déployer son indispensable réponse.

**Tableau 5.3 – Quand les lectures et les références divergent**

Arguments militant en faveur du « Grenelle de l'Environnement »	Raisonnements militant contre le « Grenelle de l'Environnement »
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Le mérite d'avoir établi des axes ordonnés pour un environnement durable et concerté</li> <li>– La volonté d'envisager et de préparer l'avenir autrement (en termes d'économies d'énergie et d'infrastructures des transports publics)</li> <li>– Un texte quasi exhaustif, précis et minutieux, quasi unique et sans équivalent dans le monde</li> <li>– Des mesures et propositions incitatives, créatrices d'emplois, dispensatrices de recettes et d'économies, de francs succès aussi (le secteur de la rénovation thermique des bâtiments)</li> <li>– L'établissement d'un système d'estimation efficace (création d'un comité d'évaluation<sup>1</sup>), publication de bilans annuels de développement durable (pour les entreprises de plus de 500 salariés)</li> <li>– La mise en place d'interdictions (lampes à incandescence, produits phytosanitaires aux substances préoccupantes...)</li> <li>– Le temps multipliera la réalisation des engagements des Grenelles en créant émulations et synergies efficaces</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Texte fourre-tout, arguties déplacées et répertoire inepte d'où rien n'émerge vraiment</li> <li>– Somme de bonnes intentions dépourvues pourtant de tout financement</li> <li>– Absence de priorités, reculades gouvernementales (taxe carbone par exemple) qui en font craindre d'autres</li> <li>– Une idéologie au service d'un capitalisme sans réels contre-poids<sup>2</sup>, couplé à un endettement public accru de l'État</li> <li>– Réussite limitée aux secteurs des bâtiments &amp; énergies renouvelables ; une économie verte génératrice de peu d'emplois (recul sensible du secteur photovoltaïque) ; du retard sur les énergies renouvelables (éolien, solaire) et l'objectif de 6 % des surfaces converties en agriculture biologique est difficile à atteindre ; report de l'écotaxe poids lourds</li> <li>– La recherche en environnement insuffisamment structurée qui s'évertue à trouver une juste position</li> <li>– Une sollicitation de dépenses publiques dispendieuses (par exemple en termes d'investissements comme les bâtiments publics et les transports en commun) car le Grenelle a un coût estimé à 120 milliards d'euros (soit environ 6 % du PIB français) qui s'accroît sans cesse<sup>3</sup></li> </ul>

## 2 L'introuvable taxe carbone et son renoncement final

Le gouvernement français s'est engagé et a donc entrepris de décliner, dans son « Grenelle de l'Environnement », des mesures concrètes visant à établir un socle de décisions à prendre afin de lutter contre le réchauffement climatique, développer

1. Selon le rapport du comité d'évaluation, rendu public le mardi 2 novembre 2010, 59 % des engagements initiaux du Grenelle étaient en cours de réalisation, alors que 11 % ont été abandonnés et 19 % connaissaient à cette date des blocages majeurs. Lire *La Croix* du 2 novembre 2010.

2. Les fondations « vertes », quelque 20 000 associations loi française de 1901, très liées à des grandes firmes doivent faire un effort supplémentaire de transparence ; voir à ce sujet *Les Échos*, 9 février 2011.

3. Lire *Alternatives économiques*, septembre 2008.

une stratégie de développement durable, préserver la biodiversité et réduire les pollutions.

Paris a même cherché, sans y parvenir, à entreprendre une petite révolution pour répondre à l'urgence climatique : l'adoption de la « taxe carbone » qui vise (visait ?) à diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre (en responsabilisant les ménages et entreprises) et, partant, lutter contre le réchauffement climatique<sup>1</sup>.

Présentée comme aussi importante que la création de l'impôt sur le revenu en 1917, cette nouvelle fiscalité, qui fut soumise en 2010 aux fourches caudines du Conseil Constitutionnel et placée au service de la révolution verte, possédait une double vertu : inciter l'adoption de comportements écologiques responsables et permettre d'alléger les charges qui pèsent sur le travail, en taxant l'utilisation des ressources non renouvelables.

Malgré tout, cette taxe a été enterrée ou plus exactement renvoyé aux calendes grecques sans autre forme de procès. Thèse officielle invoquée : l'exécutif français ne peut, en l'espèce, agir seul et espérer réussir sans l'appui de la communauté régionale, soit l'UE, à laquelle il appartient. Un accord au niveau européen, qui n'a pas encore vu le jour, aurait conduit – selon ses dires – le gouvernement français à poursuivre sa spectaculaire initiative.

Peut-être, mais une détermination hexagonale affichée aurait certainement incité d'autres États de l'Union européenne à rejoindre la France et ainsi fortement innover. On peut parfois avoir tout seul raison, mais il faut déployer beaucoup d'audace pour le faire savoir. Dommage, car une telle attitude contestable donne de l'eau au moulin des détracteurs du Grenelle de l'Environnement, à tous les écolo-sceptiques, et découragent et indignent tous ceux qui croyaient en une authentique rupture avec les mauvaises habitudes du passé.

### 3 Le Conservatoire du littoral au service de la nature

La France présente un privilège incomparable, presque unique dans le monde : celui de posséder, grâce à ses Territoires et Département d'Outre-mer, la seconde (ou troisième) plus grande façade maritime au monde. Les abords de ce trésor naturel devaient recevoir une réponse digne du spectacle naturel offert.

Voilà pourquoi, créé en 1975, un peu dans l'indifférence générale, essuyant même à l'occasion quelques sarcasmes de la part d'esprits chagrins peu enclins à s'intéresser à l'environnement, le Conservatoire du littoral a pour unique vocation de soustraire près du quart des côtes françaises (12 % de ces côtes sont ainsi « mises définitivement à l'abri » de toute convoitise) aux promoteurs immobiliers, bétonneurs et autres planificateurs avides d'espaces maritimes.

1. Les cinq premiers États émetteurs de gaz à effet de serre sont par ordre décroissant : la Chine, les États-Unis, l'Inde, la Russie et le Japon.



Quelque quatre décennies plus tard, chacun se félicite de l'action menée par cet établissement public, notamment celle en faveur de la préservation d'immenses réservoirs de biodiversité, et qui su résister à la pression toujours plus soutenue de l'urbanisation conquérante.

Et le conservatoire, dont le budget s'élevait en 2011 à quelque 51 milliards d'euros, n'entend pas en rester là. De manière constante et régulière, et par le biais de dons ou legs largement complétés par une taxe sur les immatriculations de bateaux, cette grande Agence de la nature négocie, transige et acquiert terrains et domaines, sites et salines. Son ambitieux contrat d'objectif, soutenu par des pouvoirs publics décidés, est de porter à 25 % d'ici 2030 l'ensemble du littoral ainsi sanctuarisé<sup>1</sup>.

#### 4 Plans français d'action de prévention

Si la « prévention est la mère de toutes les politiques » et « gouverner c'est prévoir », nombre de nos dirigeants ont à ce sujet failli voire fauter. Nos sociétés développées refusent toute idée de fatalité, d'où la recherche permanente d'une exigence de sécurité croissante et de la meilleure manière d'être couverts contre tout risque.

Le **principe** dit de **prévention**, qui fait écho à celui de précaution<sup>2</sup>, consiste à anticiper et à prendre des mesures pérennes permettant d'éviter le renouvellement d'un risque connu. Ce fondement s'appuie, outre les risques liés au travail, sur un élément cardinal : les risques technologiques et environnementaux qui obligent les autorités publiques à mettre en place une procédure active de protection préventive. Cette dernière s'applique essentiellement à la politique de santé publique par : une identification claire du danger, la mise en place méthodique de protections et une information/protection relative au risque. Ainsi santé et respect de l'environnement constituent deux composantes majeures de nos sociétés aux liens indiscutables

Or, face à ce constat édifiant trop souvent vérifié, il est bien regrettable que les collectivités nationales et locales du monde entier ne réagissent pas assez en amont, autrement dit avant que les catastrophes naturelles ou pas – tels les dégâts nombreux du progrès – ne se (re)produisent.

La France n'échappe pas à cette loi incontournable. Elle la subit souvent, mais sait fort heureusement aussi comment réagir. Les cas d'interventions *a posteriori* sont légion et cherchent à répondre aux urgences de la nature ou à l'inadvertance des hommes.

On peut ainsi valablement en retenir, pour ne pas en oublier les victimes et les erreurs ou lacunes du passé, les applications qui suivent.

1. Cette « PME publique », aux 160 salariés permanents, protège ainsi 600 sites (lire l'article fouillé de Charles Gautier in *Le Figaro*, du 19 août 2011, « Conservatoire du littoral cherche nouveaux caps »).

2. Voir le principe de précaution, infra Partie 2, Chapitre 5, Section 6.

#### 4.1 Le plan gouvernemental de prévention des risques et l'amélioration de la surveillance des eaux (dit « submersions rapides »)

Ce plan a été adopté un an après la tempête hivernale Xynthia qui avait, les 27 et 28 février 2010, inondé et ravagé en seulement quelques heures deux départements (Charente-Maritime et Vendée) et emporté 47 vies sur son passage<sup>1</sup>. Au terme de ce plan de 500 millions d'euros, la mobilisation est générale. Elle vise une urbanisation littorale plus raisonnée et aussi à organiser la prévention des crues.

Dans ce plan national, s'agit donc de :

- développer une véritable culture du risque chez les habitants par l'adoption d'un Plan de prévention des risques sur les inondations (PPRI, 242 communes sont déclarées prioritaires pour bénéficier de couverture) ;
- définir des zones constructibles ou pas et à quelles conditions ;
- attribuer à Météo France un rôle de veille et de vigie (renforcement des radars hydrométéorologiques) ;
- renforcer la fiabilité, le rehaussement et le renforcement des digues (1 200 km de travaux entre 2011 et 2016).

La loi n°82-600 en date du 13 juillet 1982 modifiée concerne l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (article L. 125-1 du Code des assurances). Ce texte qui vise donc à indemniser les victimes, se fonde sur la mise en place d'une garantie de l'État français et sur le principe de mutualisation entre tous les assurés. Au terme d'une procédure complexe, l'état de catastrophe naturelle se doit d'être dûment constaté par un arrêté interministériel (Ministères de l'Écologie, de l'Intérieur, de l'Économie...) et se charge de définir les zones et périodes où la catastrophe a sévi<sup>2</sup>, tout comme la nature des dommages afférents couverts par la garantie.

#### 4.2 Feux de forêt : éviter de subir à nouveau la cote d'alerte de 1976

La France possède la plus grande forêt d'Europe et elle a la chance de disposer de l'Office national des forêts (ONF), un établissement public à caractère industriel et commercial, créé en 1964 et dont l'expertise dépasse les frontières nationales, qui a bénéficié, en octobre 2010, d'un plan de douze propositions destiné à améliorer l'efficacité économique de cet opérateur public aux dix mille salariés.

Dans le cadre de la gestion durable des forêts domaniales et publiques françaises et de la prévention des risques naturels – une des missions de l'ONF – les autorités

1. Une instruction judiciaire est, depuis décembre 2010, ouverte pour « homicide involontaire » : le juge d'instruction désigné va tenter d'expliquer le terrible bilan humain à la Faute-sur-Mer, en Vendée (29 personnes furent noyées par une brutale montée des eaux).

2. Le risque majeur, classé cinq (aux trois critères cumulatifs : catastrophe majeure, 1 000 morts et plus et représentant un coût égal ou supérieur à 3 000 millions d'euros) sur une échelle de gravité en 6 classes qui va de 0 à 5, a été établi par le ministère de l'Écologie et du Développement durable.

françaises déployaient depuis 1976, année d'une exceptionnelle sécheresse<sup>1</sup>, une force de frappe sans égale sur le vieux continent forte de 40 000 hommes et d'une trentaine d'aéronefs, bombardiers d'eau pour assurer sur tous les fronts la sécurité civile.

De même, l'ONF entend développer sa production de bois à partir des surfaces (forêts domaniales et communales) placée sous sa responsabilité. En agissant ainsi, cet Office renforce sa politique volontariste visant à respecter la biodiversité dans le cadre défini par le Protocole signé avec France Nature Environnement<sup>2</sup> (FNE) en application du Grenelle de l'Environnement.

### 4.3 Antennes relais : un débat fluctuant

La question environnementale peut aussi se nicher dans notre quotidien sans que l'on n'y prête une quelconque attention. Si l'on n'est pas certain qu'utiliser un téléphone portable présente un risque sanitaire<sup>3</sup>, en revanche l'exposition à la propagation des ondes via l'émission de puissantes antennes est un sujet à l'étude dans plusieurs communes de France.

Les questions, qui se posent en filigrane, peuvent s'articuler ainsi : y a-t-il danger réel pour la santé des populations ou bien le fait d'être, en permanence, exposés à ces imposantes antennes sur nos lieux de travail, dans la rue ou sur les lieux de vie provoque-t-il des craintes infondées ? Et doit-on abaisser la puissance de ces engins peu esthétiques ou en miniaturiser la taille ? Le principe de précaution, invoqué dans des décisions de justice, répond en partie à ces questions : le juge judiciaire français<sup>4</sup> est donc habilité et fondé en droit à faire respecter cette importante règle érigée en véritable institution.

## 5 Combattre les risques liés à l'amiante et à l'aluminium

La panoplie des lois françaises est abondante et efficace en matière de lutte contre les nombreux risques industriels et les conséquences humaines qui s'y rattachent.

---

1. Cette année-là, cent mille hectares de forêt étaient alors partis en fumée à travers toute la France (73 300 hectares en 2003, autre année caniculaire).

2. France nature environnement représente la Fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement et rassemble environ 3 000 associations.

3. Des thèses contradictoires se heurtent : certains travaux prônent l'innocuité de cette stimulation cérébrale, d'autres études évoquent l'apparition de tumeurs cérébrales.

4. Voir la décision du TGI de Créteil, en date du 11 août 2009, à propos des antennes-relais de l'opérateur « Orange » et l'arrêt de la Cour d'appel de Montpellier du 15 septembre 2011 qui a ordonné à SFR d'enlever une antenne-relais (hissée sur un pylône de 12 mètres) installée sur la commune de Montesquieu-des-Albères (Pyrénées-Orientales).

Les risques inhérents à l'amiante ont fait l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics<sup>1</sup> et des arrêts de la chambre sociale de la Cour de cassation, organe judiciaire suprême en France. Au milieu des années 1990, après une prise de conscience générale, de nombreux efforts législatifs aussitôt suivis de travaux de désamiantage (dans les usines, bureaux, facultés...) ont été alors entrepris pour tenter d'éradiquer les dangers et pathologies graves (fibroses et cancers) liés à l'inhalation de poussières d'amiante (l'interdiction de ces silicates et l'obligation de leur recherche dans les bâtiments publics n'ont quant à eux été imposées qu'en 1996). Et, à partir des années 2002-2003, les compagnies d'assurance ont même exclu de leurs contrats tous risques liés à l'amiante.

Concernant l'aluminium, le débat reste ouvert. Ce métal, le plus utilisé après le fer, semble partout présent : dans l'eau (la croûte terrestre en contient 7,5 %), les cosmétiques, les médicaments, les aliments, les petits emballages, etc. À la fois malléable, ductile et résistant, l'aluminium est également recyclable à 100 %. Or à faible dose<sup>2</sup>, l'aluminium ne pose vraisemblablement pas de problèmes, c'est à forte concentration que ce toxique occasionne des problèmes, notamment du système nerveux central pour les personnes qui ont été exposées à l'aluminium (encéphalopathie, troubles de la mémoire, fatigue chronique, troubles cognitifs et douleurs articulaires intenses).

Voilà les raisons pour lesquelles une veille active, vigilante et renforcée s'exerce sur les contaminants présents sous forme de résidus dans l'alimentation et sur les adjuvants vaccinaux contenant de l'aluminium, au sein d'agences nationales, telles que l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) et auxquelles il faut ajouter l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa, *European Food Safety Authority*), créée en 2002 dans l'UE.

## 6 De controverse en polémique : les gaz de schiste et la réduction de la dépendance énergétique

Tandis que la France décide de rallonger la durée de vie de ses centrales nucléaires civiles (soit un fonctionnement de quarante ans), les écologistes français se sont fort justement découvert un nouveau cheval de bataille aux enjeux faramineux : l'exploit-

1. La loi du 23 décembre 2000 (loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001), en son article 53, est sur ce point éclairant : plusieurs recours sont proposés aux victimes de l'amiante ayant obtenu la reconnaissance de « maladie professionnelle » occasionnée par cette texture fibreuse d'origine minérale utilisée dans l'industrie ; de plus, la création d'un Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante ainsi que le droit à indemnisation conforté par le Code de la Sécurité sociale (article 451-1 et suivants) en renforcent la portée pratique.

2. Lire à ce sujet l'intéressant article consacré à l'aluminium dans le mensuel, *ça m'intéresse*, janvier 2011 ; et l'essai de Virginie Belle, *Quand l'aluminium nous empoisonne*, Max Milo, 2010.

tation de gaz et d'huile de schiste (*shale gas*, en anglais), naguère circonscrite au continent Nord-Américain.

Car, face à ce nouvel eldorado des majors pétroliers, l'enjeu écologique est grand. Pour extraire ces gaz naturels (en fait du méthane), il faut forer en profondeur (souvent à plus de 1 000 mètres sous terre), puis fracturer la roche au moyen de grandes quantités d'eau injectées. La discussion, restée quelque temps assoupie et plutôt réservée aux collègues d'experts, a rebondi en mars 2011 lorsque le gouvernement français a accordé sur plus de 10 000 km<sup>2</sup>, trois permis de prospection<sup>2</sup> au groupe français Total, et au Texan de Dallas Schuepbach Energy, associé à la firme française GDF Suez qui participe à hauteur de 20 % de son capital.

Quel est l'impact réel sur l'environnement de cette dure technique de forages verticaux atteignant la roche qui se voit ainsi percutée par de l'eau, du sable et des produits chimiques à haute pression ?

S'agit-il, en l'occurrence, d'une technologie polluante ou non pour les nappes phréatiques situées au-dessus de la roche éclatée ? Face à cette grande inquiétude légitime, l'enjeu est élevé : assurer, grâce à cette exploitation controversée, dix à vingt ans d'énergie pour la France. Une mission d'étude doit déterminer si péril il y a, et, de toute manière, l'exploitation de gaz de *shale gas*, si jamais elle se produit, n'aura pas lieu avant des années malgré l'avancement des projets déjà envisagés.

Élément supplémentaire d'analyse qui n'apporte cependant pas de réelle transparence à ce sensible sujet des forages pétroliers d'un genre nouveau : les fréquentes volte-face officielles. Tantôt la suspension décidée par le gouvernement français, en février 2011, des forages d'exploitation pouvait mal augurer d'une poursuite des projets en cours, tantôt la reprise annoncée des travaux au 15 avril 2011 renvoyait l'image d'un pilotage à vue bien plus qu'une vision claire et déterminée de l'avenir.

Néanmoins, une loi en date du 30 juin 2011 a – en vertu du principe de précaution – balayé les dernières appréhensions et, en définitive, interdit ces forages d'hydrocarbures non conventionnels piégés dans les fissures de la roche. Toute la classe politique française<sup>3</sup> à quelques nuances près s'est ainsi montrée favorable à l'abrogation des permis recourant à la technique prohibée.

En dehors de l'UE, on fore également à tout va des gisements de gaz de schiste et on y découvre conséquemment nombre de problèmes écologiques. D'ores et déjà, la découverte de fuites dans onze puits (sur 31) de gaz de schiste au Québec (Canada) suscite un tollé général dans la Belle province. En effet, des émanations de gaz y ont été détectées et déplorées par les populations avoisinantes. Les associations d'usa-

1. Dans quatre départements : l'Ardèche, l'Aveyron, la Drôme, l'Hérault et la Lozère.

2. Sans enquête d'utilité publique préalable, puisque cela est rendu possible par le droit minier français. Dix autres permis sont en cours d'instruction.

3. Dans l'Union européenne, c'est la Pologne qui détient les plus grandes réserves de gaz de schiste exploitables (près de 5 300 milliards de m<sup>3</sup>, juste devant la France (environ 5 100 milliards).

gers s'activent et font valoir un rapport alarmant de février 2011 sur ce sujet établi à l'issue d'une enquête menée par le Bape (le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, créé en décembre 1978, qui constitue un outil d'aide précieux au ministère du Développement Durable québécois) ; cet organisme est doté de puissants moyens de consultations publiques sur l'environnement.

Comment résister aux moyens colossaux développés ailleurs dans l'immensité canadienne (en particulier dans les provinces d'Alberta et de Colombie-Britannique par le groupe chinois Petrochina) quand on réalise que les réserves de gaz de schiste canadiennes représentent trois fois celles du gaz conventionnel ? Les convoitises commerciales et prospectives économiques radieuses l'emporteront-elles sur les interrogations fondées des populations locales et la stigmatisation des mouvements environnementaux inquiets pour la qualité de l'eau potable maltraitée par les forages ? Deux interrogations engageant l'avenir d'une partie de la planète laissées jusqu'ici sans réponse définitive.

## 7 Quid des éoliennes et de l'énergie solaire ?

Parvenir à assujettir le vent<sup>1</sup> et capter le soleil : deux rêves millénaires qui deviennent aujourd'hui une réalité quotidienne. Deux énergies dites propres et inépuisables, dont la première marque pourtant en Europe (Allemagne et Espagne en tête, États leaders sur le Vieux continent) le pas, mais pas en France, et la seconde subit une polémique conjoncturelle. Mers et océans, longtemps sous-exploités, sont désormais en mesure de fournir du biocarburant et de l'électricité. Sans limites, au moins en théorie.

Alors qu'elle progressait régulièrement depuis trois ans (2007-2009), l'énergie éolienne semble reprendre son souffle depuis un an. Elle a en fait baissé de 10 % en 2010, selon l'Association européenne de l'industrie éolienne (EWEA) au bénéfice du gaz et du photovoltaïque.

Les autorités publiques françaises font exception en se lançant depuis peu dans l'installation *offshore* d'un parc (ou « fermes éoliennes », expression européenne écologiquement correcte) de six cents éoliennes d'ici 2015. Il s'agit, en l'espèce, de rattraper le retard considérable de la France (alors qu'elle bénéficie de quelque 3 500 kilomètres de façade maritime) et la mesure était évidemment prévue dans le Grenelle de l'Environnement qui mise, en autres choses, sur les énergies renouvelables.

À titre de comparaison, la Grande-Bretagne déplore, de son côté, une insuffisance des aides publiques pourtant promises par le gouvernement du 10 Downing Street à Londres en faveur du développement des énergies renouvelables. La création d'ici

1. En mars 2011, le vent représentait 1,7 % de la consommation française contre 12,3 % pour les barrages hydrauliques.

2012 d'une « banque verte » mise au service de ces énergies alternatives ne dispose pas jusqu'à maintenant de réels moyens financiers pour assumer sa mission.

Un « **paquet énergie-climat européen** » (20 % d'énergies renouvelables d'ici 2020 grâce à un partenariat triple : le privé formé d'entreprises, la participation de la BEI, Banque européenne d'investissement, et des fonds européens structurels) a vu le jour, le 12 décembre 2008 après des négociations-marathon, par les 27 pays de l'UE afin de décupler les investissements sur le Vieux continent de ces énergies inépuisables (solaire, éoliennes). Mais ces dernières, aux perspectives de rentabilité réduite et à la réglementation capricieuse, se heurtent à des secteurs plus attractifs comme les infrastructures de transport et le développement urbain. Résultat prévisible les investisseurs manquent et les fonds s'amenuisent à mesure que les années passent.

Une relance s'impose donc, elle passe forcément par l'élaboration de projets plus attractifs que les précédents<sup>1</sup>.

L'énergie solaire, quant à elle, connaît des soubresauts inattendus. Pour expliquer la situation actuelle, il faut revenir à la loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité. Ce texte législatif s'est assigné pour but d'encourager le développement de l'énergie solaire en instituant, à la charge d'Électricité de France (EDF) et des autres distributeurs d'électricité, une obligation d'achat de l'électricité produite à partir de l'énergie solaire, selon des tarifs motivants dont la fixation a été déléguée au pouvoir réglementaire (soit le pouvoir exécutif qui assure évidemment l'application des lois votées conjointement par les deux chambres, Assemblée et Sénat, du Parlement français).

Le montage imaginé est complexe : les surcoûts induits pour les distributeurs par l'application de ces tarifs d'achat font l'objet d'une compensation financée par la contribution au service public de l'électricité, qui s'apparente à un impôt (taxe) prélevé sur chaque consommateur lors du paiement de ses factures d'électricité. Néanmoins, la loi envisage (en son article 10 qui a fait l'objet de bien de discussions) que cet engagement d'achat peut être suspendu – pour une durée ne pouvant dépasser dix ans – par simple décret, si elle ne correspond plus aux objectifs de programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité.

Après une période euphorique (mais avec une puissance photovoltaïque encore bien éloignée de l'Allemagne), le gouvernement décrète, le 9 décembre 2010, par décret n° 2010-1510 pris en application des dispositions exposées plus haut, un moratoire<sup>2</sup> de trois mois sur l'octroi du tarif d'achat pour l'électricité photovoltaïque.

1. Voir les détails de ce paquet, infra Partie 2, Chapitre 6 sur le réchauffement de la planète et ses conséquences.

2. Plusieurs entreprises de production d'électricité à partir de l'énergie solaire ont demandé au juge des référés du Conseil d'État la suspension de l'exécution du décret du 9 décembre 2010 suspendant l'obligation d'achat de l'électricité produite par certaines installations utilisant l'énergie solaire. Le 28 janvier 2011, le Conseil d'État rejette cette demande pour « défaut d'urgence » et le moratoire reste en tout état de cause en vigueur.

Hormis les petits panneaux destinés aux particuliers, tous les projets professionnels (PME et firmes géantes de l'énergie) sont alors gelés. Pointée du doigt : la bulle spéculative de la filière solaire.

En pratique, l'objectif des plus hautes autorités de l'État est de remettre à plat la procédure de soutien à la production d'énergie solaire en voulant chercher un nouvel équilibre pour la filière, qui pourrait avoir l'avantage de déboucher sur une baisse du tarif de rachat par EDF. Le 24 février 2011, le gouvernement a rendu public trois projets de textes et des notes d'accompagnement, censés fixer le nouveau cadre de l'achat de l'énergie solaire à l'issue du moratoire.

Par conséquent, un système élaboré d'appel d'offres s'organise. À côté de la baisse des tarifs d'achat et la création d'un grand nombre de sous-catégories bénéficiant chacune d'un tarif d'achat spécifique, le gouvernement introduit une singularité : l'ajustement trimestriel des tarifs d'achat. On est donc bien en présence d'un cadre juridique encore volatile qui appelle d'amples précisions et clarifications afin de lever les dernières incertitudes.

D'ailleurs, la concertation entre d'une part l'État français, qui craint une envolée des prix de l'électricité voire une surchauffe du secteur, et, d'autre part, les professionnels du solaire désabusés et inquiets, marque le pas ; et les décisions sont désormais prises par voie d'arrêté (cf. celui entré en vigueur le 8 mars 2011 qui limite à 500 MW par an la production française au lieu des 800 à 1 000 MW proposés par les industriels<sup>1</sup>). L'emploi du secteur photovoltaïque évalué à douze mille postes va-t-il ainsi être à terme menacé ?

## 8 Mais où finissent donc nos déchets nucléaires ?

Le nucléaire et tous les mots et maux qui l'accompagnent (fusion, crayons d'uranium, radiations, fission, centrales, réacteurs...) font peur au point d'en troubler l'entendement. Pour autant, la question repose non pas seulement sur le bien-fondé de la filière, retenue en France depuis plusieurs décennies<sup>2</sup> malgré l'opposition farouche d'une frange grandissante de l'opinion, mais sur la destination des déchets produits par les centrales de l'Hexagone.

Quand on ne cesse pas d'accumuler les déchets nucléaires<sup>3</sup> sans avoir une alternative à long terme pour définitivement s'en débarrasser, les problèmes se bousculent et retiennent l'attention<sup>4</sup> : comment stocker chaque année les quelque 120 000 tonnes

1. Le solaire étant financé via une taxe payée par les abonnés EDF.

2. Filière enrichie par le réacteur EPR (Evolutionary Power Reactor) coûteux et très complexe à construire représentant le fleuron de la nouvelle technologie nucléaire française et qui vise à améliorer la rentabilité économique de la filière et sa sûreté.

3. On estime à 290 000 tonnes la quantité de déchets radioactifs civils dans le monde.

4. Lire avec intérêt le dossier complet consacré à la filière nucléaire dans *Le Parisien*, 10 novembre 2010.



des 19 centrales nucléaires françaises ? Pourra-t-on les enfouir un jour sans danger aucun ? Que peut-on envisager pour un avenir à long terme moins menaçant ?

Les pouvoirs publics français ont exclu, depuis l'année 1982, l'immersion des résidus atomiques y compris en eaux profondes et ont aussi banni l'idée folle de larguer les déchets radioactifs dans l'espace ou de les enfouir dans les glaces polaires.

Aussi, actuellement, l'usine de retraitement de La Hague (dans la Manche, près de Cherbourg) recueille l'ensemble des déchets les plus dangereux (un stockage qui dure depuis 1991), ceux de Métropole et de pays étrangers engagés contractuellement avec la France. Les résidus, réduits en poudre puis vitrifiés<sup>1</sup>, issus du combustible des centrales, sont hautement radioactifs pour des milliers, millions (?) d'années et placés dans des cylindres, eux-mêmes incarcérés dans des conteneurs inoxydables.

Et c'est à ce moment-là que commence et s'exprime bruyamment, non sans raison d'ailleurs, la contestation, car les déchets radioactifs traités, recyclés et conditionnés à La Hague sont par la suite renvoyés dans leur pays d'origine où ils font l'objet de stockage. Cet itinéraire parcouru, non sans de sévères accrocs, par voie de chemin de fer déclenche inmanquablement la colère des antinucléaires qui n'hésitent pas à se mobiliser contre ces « trains de l'enfer », tels qu'ils ont été baptisés par les manifestants.

Un combat supplémentaire doublé d'un dur dialogue de sourds entre mouvements écologistes inquiets et pouvoirs publics sur fond de recherche forcenée et insatiable d'électricité, d'où qu'elle provienne et quels qu'en soient les inconvénients collatéraux.

### L'essentiel

L'écologie politique n'est pas un problème réservé aux États nantis. Préserver et sauvegarder la planète bleue relèvent bien sûr du droit international accepté par le plus grand nombre, mais trouve d'abord sa pleine mesure au sein même des pays.

Les États-Unis votent de nombreuses, pointilleuses et coercitives lois fédérales. Israël innove grâce à ses capacités technologiques reconnues. Le Royaume-Uni fait notamment la guerre à ses déchets. L'Afrique, quant à elle, dépourvue de presque tout cherche à apprivoiser l'abondant soleil dont elle bénéficie. La Chine et l'Inde adoptent, malgré le vote de lois, des positions inquiétantes vis-à-vis de l'environnement. Le Japon opère de curieux revirements. L'Allemagne, à la pointe du combat pour un environnement propre, réfléchit et infléchit sa politique nucléaire civile.

La France pose et expose, en référence, ses deux lois « Grenelle de l'Environnement » mettant au cœur de la vie sociale les questions écologiques. Mieux, les autorités politiques y proposent de vraies, ingénieuses et pérennes solutions.

1. Technique qui permet de diminuer le volume des déchets transportés et les rendre imperméables. Et pour éviter la forte radioactivité, les déchets sont entourés d'emballages en acier inoxydable, les fameux « Castor. »

# Partie

## 2

## Un droit international de l'environnement incitatif mais peu contraignant

**L**e droit international de l'environnement jeune et incomplet, en formation et si peu astreignant a, malgré nombre d'embûches et revirements des États dont les positions fluctuent au gré de leurs intérêts propres, réussi à (co)exister aux côtés d'autres branches du droit international public bien plus anciennes et imposantes.

En quelques décennies, tout au plus quatre, ce droit international s'est ingénié à prendre ses marques puis, assez rapidement, à orienter le monde, le sensibiliser aux propensions d'un progrès mal engagé, aux gaspillages sans raison ni retenue, aux habitudes ou conduites déraisonnables vis-à-vis des emplois abusifs, puis à relier discours environnementaux et actes du quotidien, gestes des populations et décisions politiques.

Car en mettant en exergue l'irremplaçable importance du « vivant », des énergies vertes, du développement durable, des luttes écologiques, de la préservation des habitats naturels, de la protection de tous les espaces (air, mer, terre), ce droit naguère balbutiant a réussi à rassembler et à fédérer désormais une multitude d'engagements internationaux, de lois étatiques, de décisions judiciaires nationales ou multilatérales audacieuses auxquels il convient d'ajouter prises de position, partis écologiques engagés, ONG investies, voix fortes à écouter (René Dumont, Michel Serres, Haroun Tazieff, Joël de Rosnay, Jacques-Yves Cousteau, Nicolas Hulot et le Professeur Alexandre Kiss pour ne citer que des noms de personnalités françaises célèbres), comités de surveillance, laboratoires de recherche, instituts de veille, dévouement de volontaires, etc.

Il ne faut, cependant, certainement pas tomber dans un optimisme béat et croire que le monde et son environnement vont de nos jours mieux, il y a tant encore à accomplir, d'énergies à mobiliser, de gestes à réfréner, de sanctions à infliger, de décisions à prendre, d'avis autorisés à recueillir et de conclusions générales à tirer.

Mais si le droit international de l'environnement n'est pas parfait puisqu'il se nourrit d'abord des contradictions des législations des États parfois sans scrupules ou, au mieux, tendus vers leur univers territorial faisant fi de la communauté d'intérêts de notre « village planétaire<sup>1</sup> », il se formule, s'organise, développe et amplifie les rencontres internationales, provoque colloques et symposiums un peu partout dans le monde sur les thèmes forts qui sont les siens : le développement durable, la lutte contre le réchauffement du climat, la maîtrise si nécessaires des énergies renouvelables, la remise en cause de pratiques douteuses (déforestation, contribution à l'extinction d'espèces animales ou végétales) sans oublier bien sûr le questionnement sur certains thèmes incertains car aléatoires (les OGM, la recherche forcenée et en n'importe quel endroit du globe du pétrole, l'effroi provoqué par le nucléaire).

Ce *corpus* juridique désormais abondant, détaillé et souple ne doit pas occulter l'indispensable et permanente conquête d'un monde meilleur où les bienfaits et le bien-être, les innombrables emplois induits, un horizon terrestre, marin et aérien dépourvu de toute menace participeraient à faire de notre quotidien un espace précieux et un héritage enviable pour les générations futures.

---

1. Expression du célèbre Canadien Herbert Marshall McLuhan dans la « Galaxie Gutenberg ».

# Un corpus juridique international ni unique, ni unifié : le chacun pour tous

« Savons-nous ce que serait une humanité qui ne connaîtrait pas la fleur ? »

*Maurice Maeterlinck*

**F**ort de toutes les avancées et progressions des autres branches et domaines d'application du Droit international public ou « Droit des gens », dont il émane, le Droit international appliqué aux questions environnementales va, après un départ poussif et marginal, ainsi progresser à vive allure pour se constituer un véritable arsenal textuel, impératif ou seulement incitatif, au service d'un monde que l'on souhaite toujours meilleur.

Il va éviter certains errements, louvoyer entre des politiques étatiques pas toutes convergentes, retenir quelques principes de base qui vont transformer notre monde, réguler nos activités sociétales ou professionnelles, démultiplier les opportunités d'emplois et modifier nos pratiques sans que nous y prêtions garde. Participer également à la régulation des gaz à effet de serre, l'un des périls qui menace les éléments de vie sur Terre.

Et lorsque, dans le cadre de l'opération *Earth Hour*<sup>1</sup> (Une heure pour sauver la planète), plus de cent trente États, forts de milliers de militants de la cause écolo-

1. Événement organisé depuis 2008 par le Fonds mondial pour la nature (WWF).

gique, se mobilisent à travers le monde pour éteindre les lumières soixante minutes durant et ainsi ménager la planète, c'est l'humanité entière qui en tire bénéfice.

Reconnu et désormais mûre, ce droit progresse régulièrement à coups de traités et protocoles internationaux, canalisé en cela par des ONG vigilantes, des États souverains qui ne veulent pas être en reste sur le long chemin de l'écologie, des organisations internationales dont les décisions intègrent la dimension incontournable du développement durable et celle de la préservation de la nature sous toutes ses formes.

Ce droit international a, en grande partie, réussi à assurer et à assumer le passage délicat du « chacun pour soi (l'État) au chacun pour tous (la communauté internationale) ». Pour une éthique planétaire prévoyante, planifiée, conservée et préservée qui, à l'occasion, n'hésitera pas à sanctionner abus, contrevenants et outrages commis envers la nature.

- Section 1 ■ L'environnement, une nouvelle approche des relations entre États**
- Section 2 ■ Le vibrant « Sommet de la Terre » de 1992 à Rio de Janeiro**
- Section 3 ■ Réchauffement climatique : mythe ou réalité ?**
- Section 4 ■ Le Protocole de Kyōto sur les changements climatiques ou la possibilité de conclure un accord international**
- Section 5 ■ L'admirable Convention de Washington sur la faune et la flore**
- Section 6 ■ Le principe de précaution : droit international et législation communautaire**

### **Section 1 L'ENVIRONNEMENT, UNE NOUVELLE APPROCHE DES RELATIONS ENTRE ÉTATS**

C'est par paliers progressifs, par échelons franchis puis niveaux atteints bien assumés que le droit international de l'environnement a opéré sa mue graduelle. Parti de presque rien, sinon l'ensemble des rouages et expériences tirées des autres propriétés du « Droit des gens », l'évolution de ce droit accélère le rythme de ses décisions et volontés d'engagement.

Hormis les très nombreux accords d'État à État, on compte désormais plus de trois cents engagements internationaux (traités, conventions, protocoles, programmes, etc.) réglementant notre environnement entendu au sens le plus large. Certains textes sont anciens comme la « Convention internationale pour la régulation de la chasse à

la baleine et des grands cétacés », de décembre 1946 créant la fameuse Commission baleinière internationale ou encore la « Convention internationale pour la protection des végétaux » adoptée en 1951, d'autres beaucoup plus récentes mais déjà largement intégrées à notre quotidien.

En fait, peu de choses semblent entraver ou infléchir la portée de cette branche du droit international public, à l'exception de quelques mesures dilatoires prises par des nations encore peu enclines à vouloir céder une quelconque parcelle de souveraineté nationale.

## 1 La « préhistoire » du droit international de l'environnement

Si les notions qui sous-tendent l'approche actuelle et environnementale du monde prennent racine dès le début du <sup>xx</sup>e siècle dans des sphères réduites, savantes mais feutrées de discussions, accompagnées des mots alors inconnus (biosphère, écosystème, écologie), le thème de l'environnement prend son essor au début des années soixante-dix.

Les pollutions réduisent et malmènent alors les frontières étatiques ; les catastrophes révèlent la vulnérabilité de l'approche isolée des problèmes écologiques ; le partage des connaissances associées aux interdépendances scientifiques et à une médiatisation croissante des problèmes endurés propulsent et provoquent la réflexion internationale. Demeurer seuls, les États ne peuvent réduire les souillures, pollutions et contraintes ou refouler les dangers environnementaux qui les assaillent.

Les réponses ne peuvent qu'être collectives, plurielles, engageantes et durables. L'approche au cas par cas ou à géométrie variable, autrement dit soumise aux caprices/intérêts des États ou de leurs politiques forcément circonscrites, présente deux séries d'insuffisances :

- elle coûte cher (capitaux investis accrus, moyens financiers limités), sans apporter de satisfaction permanente ;
- et elle ne résout pas la globalité des obstacles, eux-mêmes universels, à surmonter.

Tout d'abord, les ONG se sont manifestées, UICN et WWF en tête, pour sensibiliser l'opinion et avertir les décideurs, tels les États et les organisations intergouvernementales, des menaces qui pèsent sur une planète présentant des écosystèmes fragiles. L'appel a été sinon entendu du moins peu écouté car le temps était alors à la reconstruction et à l'effacement des séquelles du plus grave conflit de tous les temps, et non pas aux préoccupations écologiques.

Le droit international de l'environnement, fort de plusieurs centaines de conventions, protocoles et traités universels auxquels s'ajoutent d'innombrables accords bilatéraux est le produit d'étapes chronologiques traversées non sans mal et bien peu

pris au sérieux à leur début qui vont rapidement jalonner la préhistoire de ce droit. Cette écologie sans frontières s'articulait initialement ainsi :

- 1946 : adoption de la Convention internationale pour la régulation de la chasse à la baleine et des grands cétacés (création de la Commission baleinière internationale) ;
- 1948 : Création de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) dont les objectifs visent par des rapports et études associés à un lobbying sérieux à favoriser la biodiversité, l'utilisation rationnelle et équitable des ressources naturelles et à ériger le développement durable en principe incontestable et accepté ;
- 1951 : Convention internationale pour la protection des végétaux ;
- 1961 : Union pour la protection des obtentions végétales qui cherche à protéger le certificat d'obtention végétale (COV) qui a fait l'objet de vives polémiques, en particulier de la part des pays africains ;
- 1961 : Création du World Wildlife Fund (WWF), transformé, en 1986, en Fonds Mondial pour la Nature ;
- fin 1970 : création de l'influente « US Environmental Protection Agency » aux États-Unis ;
- 1971 :
  - le « Programme Man and Biosphere » : lancement du MAB par l'UNESCO, donnant lieu à la création de Réserves de biosphère (1976) et d'une meilleure coordination internationale des aires et territoires protégés (biotopes, parcs, réserves, etc.) ;
  - la Convention de Ramsar (Iran) qui traite des zones humides (notions de pluralité de sites et d'habitats).

Par la suite, plusieurs premières études sérieuses sont entreprises et des textes de référence adoptés notamment à la fin des années 1960, un peu dans l'indifférence générale, mais malgré tout usuelle dans ces deux décennies d'après-guerre.

Tout le monde prend évidemment conscience que la pureté de l'air se gâte et que les océans subissent régulièrement l'assaut de marées noires impunies, mais la mobilisation organisée peine néanmoins à poindre. Car il faut effectivement produire et bâtir afin d'atteindre des croissances économiques records.

Deux événements majeurs mettent un terme à cet étourdissement répandu et cette vertu présumée du « toujours plus » : la croissance zéro et les deux chocs pétroliers. Dès lors plus rien ne sera comme avant ; les prises de conscience, les remises en question suivies de décisions jalonneront autant les législations nationales que les enceintes des instances internationales.

Les experts (un groupe de réflexion du MIT<sup>1</sup> – *a global think tank* – composé d'économistes, scientifiques, fonctionnaires et industriels en provenance de plus de

---

1. MIT : le *Massachusetts Institute of Technology* rédige le célèbre rapport sous la direction de Dennis Meadows.

50 pays) du Club de Rome, animé par l'Italien Aurelio Peccei, lancent un pavé lourd de conséquences dans la mare du microcosme des idées reçues d'alors. Leur rapport de synthèse est limpide : poursuivre sans égard pour la nature une propension illimitée pour la croissance et la consommation revient à précipiter le monde dans une pénurie inquiétante de ressources énergétiques et, par voie de conséquence, multiplier les dégâts industriels sur l'environnement.

Selon cette thèse, la croissance présente donc des limites (*Limits to Growth* – Halte à la croissance – de 1972), il faut au terme d'un processus de régulation lui apporter de nombreux correctifs. De plus, l'étude du Club de Rome (complétée deux ans plus tard par un second rapport, « Stratégie pour demain »), qui marque un réel tournant même si ses détracteurs l'ont trouvée volontiers anxiogène et exagérée, porte en elle les germes de concepts nouveaux dont celui du développement durable et de l'écologie politique.

**Tableau 6.1 – Bilan conceptuel du droit international de l'environnement**

Ce qu'il est ou représente	Ce qu'il peine ou tarde à concrétiser
<p>Une multitude d'engagements internationaux et de rencontres (traités, accords, conventions-cadres, protocoles, directives et règlements européens, déclarations, résolutions, chartes, forums, colloques et tables rondes)</p> <p>La variété des thèmes abordés (développement durable, PIB vert, pillage des ressources) et les solutions concrètes avancées (directives Seveso, normes de sécurité, liste des espèces menacées)</p> <p>La richesse des avancées textuelles et leur multiplication réduisent les incertitudes du surdéveloppement et préservent ainsi la vie</p> <p>Cette branche du <i>droit des gens</i> a incarné une étape majeure dans le délicat dialogue Nord-Sud du milieu des années 1970</p> <p>Ce droit a élaboré le concept cardinal de « Patri-moine commun de l'Humanité » (les éléments naturels sont considérés comme de précieux et irremplaçables héritages)</p> <p>Sans cesse évolutif en raison notamment des dégâts du progrès, ce droit crée, oriente et interagit avec d'autres grands domaines (économique, culturel, sociétal, géopolitique...)</p> <p>Tout permet de penser que les étapes déjà franchies ouvrent la voie à un droit international de l'environnement accepté et reconnu</p>	<p>Un cadre juridique contraignant, impératif auxquels les États seraient prêts à se soumettre (pas de droit supranational, à l'image des règlements sanitaires internationaux de l'OMS ou ceux de l'UE)</p> <p>Nombre de thèmes environnementaux controversés n'ont pas reçu de réponses unanimes (chasse à la baleine, OGM, pêche outrancière, déforestation) et partagées</p> <p>L'éparpillement des instruments internationaux et le nombre d'institutions compétentes révèlent parfois bien peu d'homogénéité dans les décisions adoptées</p> <p>Ces dialogues se sont transformés en conciliabules sans réels et concrets débouchés en raison d'intérêts divergents</p> <p>Les divergences entre États sont si fortes qu'elles en occultent l'importance du partage de l'air, de la terre et des océans</p> <p>Difficile de se retrouver dans ce dédale improbable d'accords dits internationaux et/ou Conférences pas toujours en phase, voire incohérents, vis-à-vis de décisions étatiques quelque peu désordonnées</p> <p>En matière d'environnement, la mondialisation des règles de droit n'existe pas encore (des réticences demeurent, des équivoques pas toutes levées)</p>

Les chocs pétroliers ouvrent d'autres voies, celle de la prise en compte de la vulnérabilité de l'existence et de la fin des gaspillages. Car lorsqu'en 1859, le « colonel »



Edwin L. Drake, un aventurier américain, donna par hasard, à *Old Creek* près de Titusville (État de Pennsylvanie), un coup de sonde, et que le pétrole jaillit de terre, il ne se doutait pas des incroyables développements que cette décomposition d'organismes vivants allait provoquer.

Il semble pourtant si loin le temps du premier forage quand le naphthe servait alors de combustible distillé pour les lampes à huile ! A-t-il d'ailleurs réellement existé ?

Dès lors sa « majesté l'or noir » trône, va alors régner sans partage et accompagner les turbulences des derniers siècles. Cumulant des propriétés rares, cette source de chaleur, cette énergie mécanique et plus encore cette matière première chimique a opéré toutes les grandes mutations sociales, et provoqué toutes les secousses économiques. Les deux fameux chocs pétroliers des années mille neuf cent soixante-dix hantent encore les mémoires. Et, c'est parce que ses usages sont difficilement remplaçables voire incontournables que la recherche éperdue et acharnée de pétrole s'est intensifiée.

Régulé, convoité, instrument du réveil de nationalismes bruyants, ce *Mammon* brun qu'il faut absolument rationner ne laisse jamais indifférent, tout comme son délicat et parfois périlleux transport. Dominé par une poignée de Compagnies occidentales, sous le regard vigilant des pays producteurs, tels ceux du Golfe – véritable grenier à pétrole –, le marché de l'or noir représente le troisième commerce au monde, se situant en chiffres d'affaires tout juste après celui des armes et... de la drogue !

Le pétrole, attisant des ondes de chocs en série, a provoqué d'abord en octobre 1973 (quadruplement des prix du pétrole à la suite de la guerre du Kippour), puis en 1978-1979 (révolution iranienne suivie de la guerre Iran/Irak suscitant cette fois un doublement des prix pétroliers) fragilité et instabilité des économies, a ensuite instillé l'insécurité chez le consommateur, et partant voilé son jugement.

Par-dessus tout, cet hydrocarbure a induit nombre de turpitudes. Effectivement, on se bat pour lui, on spéculé grâce à lui, on s'incline devant les États qui en possèdent en masse, on pollue et salit à cause de lui, on provoque morts et salissures des océans aussi en son nom.

L'or noir a cependant eu un effet (un mérite ?) positif : celui de faire entendre aux sociétés développées de miser davantage sur certaines énergies renouvelables et moins polluantes recourant aux éléments (vent, soleil), et d'autres plus encombrantes et importunes comme le nucléaire.

Le droit international de l'environnement, balbutiant et donc peu consistant en ses débuts malgré quelques pollutions transfrontières (dommages causés d'un territoire sur un autre et application du principe de réparation) réglées sur le mode arbitral<sup>1</sup>, et les conférences multilatérales encore trop rares en ces années ponctuant les

1. Deux importantes affaires, parmi d'autres, ont émaillé ce type de conflits bilatéraux relevant de la responsabilité interétatique : celle produite le 11 mars 1941, avec l'affaire de la « Fonderie du Trail » mettant aux prises États-Unis et Canada et celle des eaux du « Lac Lanoux » du 16 novembre 1957 opposant l'Espagne à la France.

« Trente Glorieuses », chères à Jean Fourastié, n'influencent guère en la matière les États souverains qui, eux, développent de façon concomitante : politiques drastiques d'économie d'énergie et lancement audacieux de programmes nouveaux cherchant à recourir à des énergies alternatives du pétrole dont on sait qu'il n'est pas une ressource inépuisable.

La célèbre **Déclaration-cadre de Stockholm** (Suède) illustre, dès 1972, les sujets cruciaux et transnationaux liés à l'environnement (l'importance de l'élément naturel, des écosystèmes, des devoirs de chacun envers les différents milieux, une réflexion sur le progrès). Elle sera efficacement relayée par plusieurs autres conventions et programmes, Chartes et autres Actes internationaux. Elle démontrera enfin que, quatre décennies en arrière, la communauté internationale était déjà en capacité d'aborder, sans complexes, des aspirations environnementales légitimes.

## 2 Faire comprendre et admettre aux États que la nature n'est pas l'ennemie de l'Homme

Les négociations et décisions environnementales ne sont aucunement neutres, elles vont même s'avérer être de véritables instruments diplomatiques et politiques, au sens plein et noble de ces derniers termes. De l'analyse sectorielle et cloisonnée des problèmes et dangers, la communauté des États passe au concept de la globalisation transversale ou horizontale. Ces deux approches complémentaires offrent ainsi une excellente lecture des règles juridiques à instaurer.

Progressivement, l'URSS se dépouille, grâce à Michaël Gorbatchev, de ses oripeaux d'immobilisme et d'isolement ; il devient dès lors possible de se concerter entre nations désireuses d'aborder les grands sujets environnementaux : pollutions sous toutes ses formes, préservation des espaces, discussions sur la sûreté du nucléaire, coopération scientifique : bref relever les défis à venir qui risquent d'obscurcir les relations internationales.

Le grave accident nucléaire de Tchernobyl, en 1986, et ses conséquences servent alors d'élément déclencheur, de catalyseur car la pollution se moque des insignifiantes limites naturelles nationales, se joue des piètres frontières politiques inventées par les humains. Les solutions s'appliqueront désormais globalement, de façon transnationale ou ne seront pas. Pour autant, il ne faut pas se tromper, les États incarnent ici le rôle de simples représentants, mandataires ou au mieux gérants des biens naturels précieux et ne peuvent aucunement en revendiquer le titre de propriétaires éternels.

L'année 1989 préfigure la fin du <sup>xx</sup>e siècle et les immenses enjeux et clivages du <sup>xxi</sup>e. Certes, elle ne surgit pas de nulle part sur la scène internationale mais s'appuie sur des travaux, recherches et colloques antérieurs. Trois événements précurseurs,

mais d'inégale importance, ont poursuivi une approche identique, celle de la préservation de la planète :

- la Communauté Économique Européenne (CEE) entreprend ainsi de faire de 1987 : l'« année de l'environnement », mais le slogan n'a hélas pas pu atteindre ses objectifs ;
- la Commission mondiale sur l'environnement (la CMED, présidée par Madame Gro Harlem Brundtland), créée en 1984, publie trois ans plus tard son état environnemental du monde : un véritable brûlot qui dénonce la mise à sac du globe et amorce le concept de « développement durable » ;
- l'influent hebdomadaire américain Time Magazine sélectionne<sup>1</sup> la Terre comme « personnalité » de l'année 1989.

Cette année « verte », historique à plus d'un titre (à commencer par la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre), voit les manifestations nationales et internationales se démultiplier à un rythme effréné. Puisque la Terre est malade, il faut donc lui apporter remèdes, baumes et thérapies de groupe : l'écologie se transforme, en 1989, en trame cardinale des relations internationales ; un consensus général visant à modifier les comportements se dessine.

En voici quelques illustrations qui déterminent les orientations prises alors en sept mois seulement par la communauté des États :

- Le 17 janvier, du Président de la Commission européenne (le Français Jacques Delors), à l'adresse des « Douze » États membres de la CEE, propose de créer une Agence Européenne de l'Environnement (l'AEE, dédiée à la préservation et à la surveillance de l'environnement européen et qui entrera en vigueur en 1993 et deviendra opérationnelle en 1994).
- Le mois de mars, riche en prises de position, connaît plusieurs événements :
  - réunion d'urgence à Londres, les 5 et 6, sous la présidence de Margaret Thatcher (Premier ministre du Royaume-Uni) de 134 États afin d'évoquer la protection de la couche d'ozone marquée par un trou situé au-dessus du Pôle Nord (Arctique) ;
  - le 11 mars, à La Haye (Pays-Bas), vingt-quatre chefs d'État et de gouvernement lancent un appel solennel aux autres nations en faveur d'un environnement viable (préservation de la couche d'ozone, réduction de la pollution atmosphérique) ;
  - la Convention de Bâle, à l'issue d'une conférence internationale placée sous les auspices des Nations unies, qui contrôle les mouvements transfrontières de déchets dangereux (toxiques) et régleme leur élimination, est signée le 22 mars (elle entrera en vigueur le 5 mai 1992).

---

1. Dans sa parution de décembre 1988.

- Et le 16 juillet, le « G7 » du Sommet de l'Arche (les sept pays les plus industrialisés) publie une Déclaration économique qui consacre plusieurs articles aux thèmes éloquentes de l'environnement (y sont soulignés : la préservation des écosystèmes, les menaces dues aux modifications du climat, la variété des pollutions endurées, les devoirs écologiques envers les générations futures...).

Si l'Homme ne constitue pas, dans toutes les circonstances, l'adversaire déclaré de la nature, il lui arrive d'opter pour la prévarication. Et la faculté de saisir la justice arbitrale l'emporte ainsi trop souvent.

L'appât du gain facile le motive à agir de la sorte comme ce fut le cas dans l'affaire qui opposa l'État souverain du Salvador à la **Pacific Rim Mining Corp**, une compagnie minière canadienne. Cette dernière a, au milieu des années 2000, cherché à ôter l'or du pays dont les prix explosaient. Cette extraction devait créer des centaines d'emplois et se faire selon une procédure *verte* respectueuse de l'environnement, notamment du fleuve national le « Rio Lempa » aux multiples affluents.

Mais les craintes d'une opinion publique hostile à la technique du cyanure (composé chimique très toxique), pourtant indispensable à cette procédure, ont fait reculer les autorités de San Salvador qui ont, en définitive, annulé les permis d'exploitation (de 2004) du métal précieux. Le manque à gagner évident de la firme canadienne a fondé cette dernière à saisir en 2008 un tribunal d'arbitrage international – l'organe de règlement des différends dépendant de la Banque mondiale – aux fins de récupération des sommes investies et des bénéfices perdus, en application du CAFTA (traité de libre-échange centraméricain). Cette poursuite a *de jure* été rendue possible par l'entremise d'une filiale américaine de *Pacific Rim* puisque le Canada, contrairement aux États-Unis, n'est pas signataire du traité CAFTA.

L'exemple de ce projet baptisé « El Dorado », compliqué par diverses accusations de fraudes, corruption, intimidation et... assassinats, n'est pas isolé. Ainsi, le groupe pétrolier américain Chevron-Texaco en conflit ouvert avec cette fois l'État d'Équateur s'est vu accordé par une Cour d'arbitrage la coquette somme de 700 millions de dollars pour lentement dans le traitement judiciaire de contrats sur l'or noir, alors qu'un tribunal équatorien de Nueva Loja (province de Sucumbios) condamnait, le 14 février 2011, ce major pétrolier à une indemnisation encore plus élevée pour dommages causés à l'environnement (pollution à l'Amazonie équatorienne) !

Les analystes restent cependant sur leur faim, revendiquent une somme de nuances et formulent des objections argumentées car la globalisation des réponses aux atteintes disparates subies par les écosystèmes ne correspond pas forcément aux différentes régions du monde.

Le Nord, nanti, éprouve une série de pollutions dues le plus souvent à ses propres activités périlleuses (centrales nucléaires, transport du pétrole, pêche outrancière, etc.) alors que l'hémisphère Sud, démuné et diminué, souffre d'autres maux : désertification, sécheresse, déforestation et ravages du progrès occidental importé.

En ce domaine, comme en bien d'autres, la pensée uniforme, celle qui doit s'appliquer sans peur de se tromper ou d'échouer et sans distinction à tous les espaces, nations, comportements ou biotopes apparaît inopérante.

Prenant en compte ces utiles observations, l'état d'esprit des deux décennies, qui prolongent la formidable année 1989, va franchir un nouveau stade et accéder à une dimension innovante pouvant se résumer en trois termes : coopération, préservation et protection. Le tout porté sur un mode multilatéral et universel qui n'empêche pas quelques orientations particularistes imposées par une nature protéiforme.

### Section 2 **LE VIBRANT « SOMMET DE LA TERRE » DE 1992 À RIO DE JANEIRO**

Idée désormais acquise, la notion de préservation de l'environnement n'a plus à démontrer son utilité ni sa conformité aux attentes des opinions publiques. Les États font de leurs marches et démarches écologiques une véritable politique. De feutrées et bienséantes, les réunions internationales (telles la « Journée de la Terre » du 22 avril 1990 qui, dans tous les pays du monde, met en relief les dangers écologiques menaçant la Planète bleue et la première Conférence internationale tenue sur ces thèmes à Paris, en décembre 1991) se succèdent à un rythme haletant et s'achèvent le plus souvent par le vote d'engagements internationaux destinés à réguler l'ensemble des comportements et tendances naguère hétérogènes des États.

Mais, c'est au « Sommet de Rio » que revient l'immense mérite d'associer dans une même tribune : environnement et succès, discussions plurielles et avancées pragmatiques.

#### **1 L'apport indispensable du sommet de Rio**

Jamais, auparavant, une réunion internationale n'avait provoqué autant d'adhésion commune, d'enthousiasme partagé, de médiatisation coordonnée. La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), nom officiel du Sommet de la Terre, s'ouvre sous les meilleurs auspices : les plus grands noms politiques de l'époque sont présents (les Présidents Clinton et Mitterrand, le Chancelier Kohl, l'ancien dirigeant de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev...), les sujets abordés sont légion, les engagements pris abordent tous les chantiers du socle environnemental désormais commun.

Tenu vingt ans après la conférence de Stockholm, ce sommet réunit quelque 110 chefs d'État et de gouvernements, 4 500 délégués représentant 178 États ainsi

que 2 400 représentants d'ONG. Au-delà de l'engouement initial, cette conférence internationale adopte à l'unanimité et par acclamation la fameuse « Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement ».

Cette proclamation d'intentions, suivie d'accords internationaux certes non contraignants mais soumis à l'approbation des opinions, inégalée tant par son ampleur que par les résolutions étatiques envisagées renforce l'idée que seules des mesures prises collectivement peuvent avoir un impact bénéfique sur notre environnement :

- elle contient 27 principes ou directives sur les voies à suivre (conventions sur les changements climatiques, sur la biodiversité, sur la forêt) formant la « Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement » ;
- elle se complète d'un « plan d'action pour le <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle » appelé aussi « Agenda 21 » en anglais ou Action 21 en français qui se constitue d'un volumineux catalogue de 800 pages comprenant des centaines de mesures, assimilées à des recommandations et non à des engagements formels, elles-mêmes réparties en 40 chapitres et qui doivent être prises d'ici l'an 2000 afin de garantir le « développement durable » ; cet Agenda contient aussi un projet de convention portant sur la désertification ;
- et elle envisage, en son article 33, un processus intergouvernemental d'état des lieux (« Commission pour le développement durable ») ultérieur, régulièrement mené de la Planète. Le second sommet se tient à New York City (États-Unis), en octobre 1997, et le troisième se déroule à Johannesburg (Afrique du Sud) en 2002.

## 2 Les suites attendues de ce sommet

En passant de l'ombre en pleine lumière, l'Agenda 21 a connu de remarquables avancées, encore impensables il y a seulement deux décennies.

Ont également été adoptées juste après le Sommet de Rio de Janeiro, mais dans la logique de son sillage, deux conventions-cadres, l'une sur la biodiversité et l'autre sur le climat. Puis un troisième accord international a pu voir le jour, comme prévu dans le poumon touristique brésilien, sur la désertification. Les préoccupations communes des 154 États – nombre qui a rapidement progressé – prennent désormais la forme d'engagements juridiques universels, contraignants pour les États nombreux qui les ont ratifiés.

La **Convention sur la diversité biologique** (CDB) a donc été retenue dans son principe lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992. Elle poursuit trois objectifs essentiels : la conservation durable de la diversité biologique (ou biodiversité) qui passe par le développement structuré de stratégies dites nationales. Très riche, cet engagement fort de 85 pages affirme le principe majeur de développement durable et sous-entend ou suggère celui de précaution, les deux piliers de toute politique environnementale juste et bien conduite.

**Tableau 6.2 – Les grands textes du droit international de l'environnement (1971-2010)**

Engagements internationaux	Date (signature et/ou entrée en vigueur)	Contenu & Observations
Convention de Ramsar (Iran)	2 février 1971	<ul style="list-style-type: none"> <li>concerne la conservation et l'utilisation durable des zones humides (plus de 1 800 sites répertoriés) ; s'applique aussi en faveur des habitats des oiseaux d'eau</li> <li>160 États environ ont signé cette convention</li> </ul>
Convention de Londres	1972, entrée en vigueur en 1978	<ul style="list-style-type: none"> <li>vise à protéger les phoques du Continent blanc</li> <li>s'inscrit dans le traité sur l'Antarctique</li> </ul>
Convention de Washington	3 mars 1973	<ul style="list-style-type: none"> <li>porte sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (la CITES, acronyme anglais)</li> </ul>
Convention de Londres	Entrée en vigueur 30 août 1975	<ul style="list-style-type: none"> <li>relative à la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets</li> <li>complétée par le protocole de 1996 (codification des principes de précaution et du pollueur payeur)</li> </ul>
Convention de Barcelone (et protocoles)	1976	<ul style="list-style-type: none"> <li>amendée en 2005</li> <li>réduire la pollution en Méditerranée &amp; protéger le milieu marin</li> </ul>
Convention de Bonn	1979, entrée en vigueur le 1 <sup>er</sup> novembre 1983	<ul style="list-style-type: none"> <li>sur la conservation des espèces migratrices en danger appartenant à la faune sauvage (CMS en anglais)</li> </ul>
Convention de Berne	19 septembre 1979, entrée en vigueur le 1 <sup>er</sup> juin 1982	<ul style="list-style-type: none"> <li>se propose d'assurer la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe</li> <li>concerne la faune et la flore</li> </ul>
Charte Mondiale de la Nature	28 octobre 1982	<ul style="list-style-type: none"> <li>adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies (37<sup>e</sup> session) par la Résolution 37/7 d'une très haute valeur morale (soit 10 ans après Stockholm et une décennie avant Rio)</li> <li>reconnait l'importance suprême des milieux naturels et de la conservation des ressources naturelles</li> </ul>
Convention de Carthagène (Colombie)	24 mars 1983	<ul style="list-style-type: none"> <li>traite de la protection et la mise en valeur du milieu marin dans les Caraïbes (lutte notamment contre la pollution marine)</li> </ul>
Convention de Vienne	22 mars 1985 Ratifiée en 1986	<ul style="list-style-type: none"> <li>protection de la couche d'ozone</li> <li>pas de dispositif contraignant</li> </ul>
Protocole de Montréal	16 septembre 1987	<ul style="list-style-type: none"> <li>réduire puis éliminer les substances appauvrissant la couche d'ozone (CFC)</li> <li>ratification universelle des États</li> <li>texte plusieurs fois amendé en particulier par le Protocole de Copenhague (1992)</li> </ul>
Convention de Bâle	22 mars 1989, entrée en vigueur le 5 mai 1992	<ul style="list-style-type: none"> <li>contrôle et élimination des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux</li> <li>éviter le transfert de produits toxiques ou nocifs des Pays développés vers les PED</li> </ul>
Protocole de Madrid	4 octobre 1991, entré en vigueur le 14 janvier 1998	<ul style="list-style-type: none"> <li>traite de la protection de l'environnement en Antarctique (conservation faune, flore ; élimination des déchets...)</li> <li>complété par 6 annexes</li> </ul>



« Sommet de la Terre »	Rio de Janeiro 3-14 juin 1992	<ul style="list-style-type: none"> <li>• retient le principe de l'adoption de 3 conventions (diversité biologique, changements climatiques, lutte contre la désertification)</li> <li>• présente le fameux Agenda 21, une multitude de mesures en faveur de l'environnement</li> </ul>
Convention sur la diversité biologique (CDB, Genève)	5 juin 1992, entrée en vigueur le 29 décembre 1993	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la CDB cherche à développer des stratégies nationales pour conserver durablement la biodiversité</li> </ul>
Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (New York)	Entrée en vigueur le 21 mars 1994	<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble des États membres de la communauté internationale en font partie</li> <li>• premier effort organisé pour mieux cerner les changements climatiques</li> </ul>
Convention de Paris (sous l'égide des Nations unies)	17 juin 1994, entrée en vigueur le 25 décembre 1996	<ul style="list-style-type: none"> <li>• lutte contre la désertification (terres arides)</li> <li>• 3<sup>e</sup> Convention issue du Sommet de Rio</li> </ul>
Protocole de Kyōto	11 décembre 1997, entré en vigueur le 16 février 2005	<ul style="list-style-type: none"> <li>• réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)</li> <li>• engagements écrits et contraignants des États</li> </ul>
Convention « Oskar » (pour Oslo et Paris)	Entrée en vigueur le 25 mars 1998	<ul style="list-style-type: none"> <li>• protection du milieu marin pour l'Atlantique du Nord-est (concerne aussi les sites de munitions immergées)</li> <li>• une quinzaine d'États en font partie</li> <li>• possède son pendant en mer Baltique (Convention « Helcom »)</li> </ul>
Convention de Stockholm	Signée le 22 mai 2001, entrée en vigueur le 17 mai 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• sur les produits (polluants) organiques persistants (mirex, PCB – polychloro-biphényles –, aldrine, dioxines...) ou POPs</li> <li>• liste de 12 produits chimiques (les <i>dirty dozen</i>) à éliminer</li> <li>• l'UE est partie à la Convention (18 novembre 2004)</li> </ul>
Les Objectifs du Millénaire du Développement (192 États membres des Nations unies)	20-22 septembre 2000 (Sommet de l'OMD à New York)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 8 buts à atteindre avant 2015, dont l'assurance d'un développement durable</li> <li>• relancer la solidarité internationale (partenariats de développement, lutte contre la pauvreté, amélioration de l'accès à l'eau)</li> </ul>

Les savoirs locaux, concept clairvoyant dégagé en 1996 à Buenos Aires, enrichissent ces approches novatrices : les États souverains connaissant au plus près leurs biodiversités territoriales peuvent ainsi établir les priorités qui seront appliquées aux ressources génétiques à des fins commerciales (création d'aires de protection, sauvegarde de la diversité biologique, préservation des écosystèmes).

Coordonner le développement pour qu'il soit durable, accepter qu'ici et là des dispositions étatiques viennent compléter l'approche juridique globale, sont deux des initiatives incontournables d'une politique pérenne en faveur des écosystèmes.

La **Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)** décidée au cours du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro par des États



dénommés techniquement « Parties » (cela rappelle d'ailleurs, mais dans un autre cadre juridique multilatéral, les termes employés par l'accord du Gatt sur le commerce international, de 1948, qui recourait à l'expression « Parties contractantes », PC) forme en 1994 un engagement international qui sera amendé et complété par le Protocole de Kyōto (1997).

Elle constitue en fait la première réelle tentative, s'inscrivant dans le cadre onusien, destinée à mieux appréhender les questions liées aux changements climatiques et les façons d'y faire face. Et elle reçoit chaque année le bénéfice d'une Conférence multilatérale chargée de faire le point sur ces questions climatiques et rapprocher les États vers une plus grande convergence des politiques retenues et appliquées.

La notion d'accord global, pourtant encore éloignée, anime et encadre l'ensemble de ces réunions régulières au sommet, les réputées et universelles COP (Conférence des Parties), organe suprême éminemment politique et structuré à partir duquel s'articulent adéquation des objectifs, activités orales et écrites et décisions finales. Deux organes techniques : l'Organe subsidiaire d'avis scientifique et technique (Osast) et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (Osmo) complètent la Conférence en lui fournissant avis techniques autorisés et suivi des objectifs de la Convention-cadre, texte référent. Ces deux comités servent également d'interfaces indispensables au GIEC<sup>1</sup> (le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat).

Plusieurs COP, notoires à plus d'un titre, ont ainsi retenu l'attention des États, mais ont connu un destin mitigé<sup>2</sup>.

Maintenir un dialogue constant, éviter toute impasse, progresser dans les positions communément acceptées, telles sont les positions acquises sur le régime climatique et ses transformations inquiétantes.

La **Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification** (CLD) est la dernière des trois conventions de Rio à avoir été intégrée dans l'ordre juridique international. Son immense mérite est de recevoir, depuis fin 1996, l'adhésion de tous les pays de la Communauté internationale. Des Conférences des Parties (COP), à l'instar de celles portant sur les changements climatiques, se réunissent sur un mode périodique, actif, médiatisé et multilatéral.

Le constat terrible de la désertification – espace défini comme « la dégradation des terres dans les zones arides et subhumides sèches causée par différents facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines » – requiert des politiques de luttes ajustées aux besoins locaux (remise en valeur des terres dégradées, prévention à l'égard de l'avancée du désert, reboisement intelligent...). À noter que

1. Sur le GIEC voir infra, Partie 2, Chapitre 6, Section 2, § 4.

2. Voir Section 3 du présent Chapitre.

la Conférence des parties (COP), s'est, à mesure que les travaux progressaient, transformée de rencontres annuelles de 1997 à 2001 en des réunions internationales bis-annuelles depuis.

Il s'agit, par conséquent, de ne rien laisser au hasard et de comprendre que la nature la plus hostile possible gagnerait inexorablement du terrain si les hommes, par qui ce mal se produit pourtant, ne cherchent pas d'abord à l'endiguer, puis à réparer leurs activités infécondes.

### Section 3 **RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE : MYTHE OU RÉALITÉ ?**

En matière de réchauffement climatique et, partant, de hausse du niveau des mers, on a tout dit, entendu et écrit, et rien à l'évidence ne s'avère simple ou limpide. Discerner le vrai du faux, l'exagération de la réduction, le discours politique de l'avis scientifique semblent des tâches bien délicates tant les approches diffèrent et les concepts présentés variés. De ces contradictions, qui débouchent souvent sur d'improbables impasses, il ne faut retenir que les faits objectifs et la réalité observée puis analysée car c'est en se conformant à cette ligne que l'analyse juridique pertinente prend toute l'étendue de sa mesure, l'intérêt de sa compréhension, la portée des décisions qui s'en suivent.

#### **1 La Terre en danger, les productions affectées, le vivant menacé**

« Ça chauffe pour la planète Terre », « carbone, ennemi public n°1 », « gaz à effet de serre à leur pire niveau », telles des antiennes répétées à l'envi, ces slogans se font régulièrement entendre dans toutes sortes de médias. À tort ou à raison ? Si la communauté scientifique n'affiche pas une unanimité sans failles sur ces questions, elle répond dans son ensemble positivement aux trois leitmotivs précités. Il n'empêche : ce manque de convergence des points de vue atténue la portée des instruments juridiques internationaux adoptés dans ce sens, et en réduit leur application de la part de certains États déjà peu enclins à y souscrire.

Cependant, la réalité est palpable, et les chiffres consignés têtus : en dépit de la crise économico-financière qui secoue le monde depuis 2008, les deux principaux gaz à effet de serre (le dioxyde de carbone, ce CO<sub>2</sub> pourtant si important dans le cycle de la vie, et le méthane, deuxième plus important gaz à effet de serre) atteignent depuis dix ans les plus hauts niveaux jamais observés depuis l'époque préindustrielle et provoquent la fonte des glaces polaires, entraînant inexorablement la hausse du niveau des mers.

Et la poursuite avérée, en 2010<sup>1</sup> (5 % de plus qu'en 2008), des émissions du secteur de l'énergie – par usage du carbone fossile : charbon, gaz et pétrole en tête – s'élevant à plus de 30 milliards de tonnes de gaz carbonique rend bien improbable l'atteinte de l'objectif ambitieux (irréaliste ?) établi dans le cadre de la Convention climat des Nations unies (limiter à 2°C l'augmentation moyenne des températures de la planète, soit au plus 32 milliards de tonnes en 2020 puis l'amorce d'une décroissance).

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), qui s'est exprimée à la veille de la Conférence de Cancun (2010), on ignore quel est dans cet accroissement récent l'élément dominant ; mais plusieurs facteurs sont avancés par cette institution intergouvernementale pour en expliquer la progression irrésistible :

- la présence de températures chaudes en Arctique, depuis 2007 ;
- la combustion de combustibles fossiles ;
- le déboisement des forêts ;
- les changements d'affectation des terres ;
- l'augmentation des précipitations dans la région des tropiques.

L'OMM – confortée en cela par la NASA – a tenu à rajouté que le réchauffement climatique se confirme, et a établi, le 20 janvier 2011, que 2010 a été l'année la plus chaude jamais relevée depuis 1850, date à laquelle les données statistiques ont commencé à être enregistrées pour la première fois. Élément aggravant de ce rapport alarmiste sur le réchauffement climatique : la glace arctique a enregistré, en 2010, la troisième plus faible superficie de sa calotte depuis 1979 (après 2007 et 2008).

L'histoire, on le sait, est jalonnée d'événements climatiques erratiques qui ont fait gagné ou perdre nombre de batailles (ex. l'éprouvante offensive allemande contre l'URSS lors de la Seconde Guerre mondiale). Or, selon des études récentes très poussées<sup>2</sup>, les aléas climatiques seraient encore de nos jours à l'origine d'un conflit sur cinq dans l'hémisphère Sud. Élément incriminé dans ce dur constat : le courant océanique **El Niño** et ses redoutables retours et capricieux courants cycliques (d'une durée de 3 à 7 ans). Des guerres civiles à répétition en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie porteraient ainsi la marque indélébile et corrélée de ce courant ravageur dont beaucoup d'États se révéleraient tributaires : graves sécheresses, augmentation des prix alimentaires, déplacements de populations, vulnérabilité des économies, prises de pêches en chute libre...

1. Lire en ce sens l'annonce faite par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) du 30 mai 2011 ; l'AIE est une organisation internationale autonome fondée à l'OCDE en 1974, composée d'experts et coordonnée par un Conseil de direction, qui milite pour une énergie propre et sécurisée ; elle se compose de 28 États membres (pays développés et Turquie).

2. Lire L'article du *Figaro* du 26 août 2011 citant l'excellente revue britannique *Nature*.

Alors, le réchauffement climatique, et son cortège de malheurs évitables (sécheresses, inondations, disparitions d'espèces animales et végétales, ouragans, nouvelles épidémies, montée des eaux, érosion des sols, etc.), s'érige-t-il comme la catastrophe annoncée du présent siècle ? Glaciologues, météorologues et chercheurs insistent sur l'urgence de la situation qui commande un changement drastique des technologies et une transformation radicale de nos modes de vie.

L'eau se présente comme la principale ressource touchée de la planète Terre. Donc, le premier écueil à éviter et à combattre sans attendre est l'exil forcé d'ici la fin du <sup>xx</sup>e siècle de dizaines de millions de personnes, fuite provoquée par la montée des eaux marines.

D'ailleurs, partout où l'on porte le regard, les signes de changements climatiques se vérifient aux quatre coins du monde : au Botswana menacé de sécheresse, au Groenland qui fond avec constance, à Las Vegas (Nevada), la ville du jeu qui ne réduit aucunement ses nombreux gaspillages ou au Brésil qui roule au bien peu écologique bioéthanol...

En outre, il convient de souligner que les nombreux effets du réchauffement planétaire s'analysent uniquement qu'en termes négatifs, et que les capacités d'adaptation à ces changements climatiques sont, à l'exception notable du continent Nord-américain et de l'Europe, quasi-nuls. La Terre entière supporte encore, mais jusqu'à quand, ces désastres, ces catastrophes, ces incorrigibles assauts, ces avanées sans fin :

- en Amérique du Nord : production des grandes plaines affectées, perturbation des écosystèmes, réduction de la biodiversité ;
- en Amérique du Sud : recul des glaciers (eau potable en repli), baisse des ressources agricoles, alternance de sécheresses et d'inondations ;
- régions polaires : zones affectées à la pêche en mutation, fonte des glaces ;
- continent européen : opposition entre un Nord humide et arrosé, et un Sud aride et sec, perturbation des écosystèmes, réduction de la biodiversité, modification des destinations touristiques ;
- continent africain : augmentation des maladies infectieuses, fragilisation de la sécurité alimentaire, baisse des ressources en eau (région du Sahel), perturbation des zones côtières ;
- en Asie : périls sur la mangrove, inondations endémiques, migration régulière des populations en raison de la montée des eaux, augmentation des besoins énergétiques (Chine, Inde, Pays émergents) ;
- en Océanie : menaces sur les récifs coralliens, augmentation des catastrophes naturelles (inondations, tornades) en Australie et Nouvelle-Zélande.

Qui plus est, ce panorama mondialisé des incidences induites par le réchauffement climatique se complique dans une sphère *a priori* inattendue : celle des maladies infectieuses. L'extension de ces dernières ne dépend à l'évidence pas du seul para-

mètre de l'évolution du climat, mais la répartition des insectes ou tiques (tels l'épidémie de « chikungunya » ou la maladie virale de la dengue) porteurs de ces pathologies (en fait plusieurs virus) mute, progresse et fait des ravages sous l'effet des changements climatiques, notamment à cause de l'augmentation des températures, et affecte, selon le GIEC<sup>1</sup>, la santé de millions de personnes situées en particulier sous ou à proximité des tropiques.

Enfin, le réchauffement climatique suscite des conséquences économiques graves, engendre surcoûts et bouleversements sociétaux (risques naturels avec la montée du niveau des mers, saisons touristiques chamboulées, infrastructures routières sous tension, raréfaction des ressources en eau), et requiert des mesures immédiates, tant nationales qu'internationales, d'adaptation aux urgentes problématiques climatiques.

La production agricole offre une excellente illustration traduisant sa propre vulnérabilité face au réchauffement du climat. À ce sujet, il se trouve un exemple édifiant : celui du café. La plante caféier exige une dose de chaleur adéquate, de l'eau de pluie calculée et une once de sécheresse afin de gagner à la fois en maturité et en goût. Or, au nord de l'Amérique du Sud, en particulier en Colombie, les rendements de café connaissent depuis quelques années de substantielles baisses. Le réchauffement climatique est alors montré d'un doigt accusateur en raison de précipitations violentes et imprévisibles, phénomène imputable, selon les chercheurs, au réchauffement du climat.

Cependant, un ultime paradoxe surgit et entache toute interprétation sereine : les économies d'énergie, instrument majeur pour lutter contre le réchauffement, si recherchées et prônées par les politiques, pourraient à leur tour menacer la planète. De quelle manière ? Par ce que les économistes appellent l'« effet rebond », aussi pernicieux et significatif que fréquemment vérifié.

Ce « retour de bâton », selon l'expression de William Stanley Javons, économiste anglais du <sup>XIX</sup><sup>e</sup> siècle, s'applique à nombre d'initiatives et créations humaines (systèmes sophistiqués d'éclairage, modes de chauffage), mais prend sa réelle mesure lorsque l'on retient la consommation des véhicules à moteur. En effet, puisque les automobiles actuelles consomment moins d'essence à la pompe, ce phénomène incite leurs conducteurs à les utiliser davantage, donc à en acheter plus et, au bout du compte, à générer des émissions supplémentaires de gaz à effet de serre ! Une conséquence inverse de celle qui à l'origine était justement recherchée.

1. Lire l'article *Un lien avec le réchauffement climatique*, de Paul Benkimoun, Dossiers & Documents du Monde, juin 2009.



Dans l'univers scientifique, le débat fait rage entre les tenants du réchauffement climatique et les pourfendeurs de cette thèse : les climato-sceptiques. Arguments, contre-raisonnements et modèles climatiques s'échinent, s'entrecroisent et, au final, s'éloignent.

En réalité, les positions divergent non pas sur leur contenu global, mais sur les incertitudes et la pertinence des connaissances établies et des résultats fournis.

Ainsi, les conclusions de l'Académie des sciences, dans son rapport publié le 27 septembre 2010, n'essuie aucune contestation formulée : la hausse du CO<sub>2</sub> constitue bien la principale cause du réchauffement, et plus globalement préside bien au changement climatique.

Les climato-sceptiques, dont certains sont de renom comme le Français géochimiste Claude Allègre<sup>1</sup>, fondent leur raisonnement sur d'autres éléments, semble-t-il, tout aussi pertinents :

- le réchauffement du climat n'explique pas tous les dérèglements climatiques avérés ;
- il n'est d'ailleurs pas démontré, car il apparaît par trop univoque et inopportunément dogmatique voire péremptoire ;
- il est permis d'avoir des doutes, d'autant que les prévisions météorologiques inébranlables sont en l'espèce illusoire, pour ainsi dire aléatoires ;
- et d'autres causes, insuffisamment explorées, peuvent également avoir un impact négatif sur l'environnement (l'évolution des glaces marines ou de la calotte polaire, la dynamique du cycle carbone, les nuages faisant tantôt parasol, tantôt produisant un effet de serre...).

La solution selon les tenants de cette position minoritaire : créer de nouvelles techniques innovantes qui seraient à même de réduire les inégalités et restituer un équilibre harmonieux entre Homme et nature.

Les choses se sont compliquées quand le débat sur la contrainte climatique est sorti du champ scientifique pour aller se porter au niveau politique. Le rapport, publié le 25 octobre 2010, par le Réseau Action Climat d'Europe<sup>2</sup> (RAC, regroupant quelque 130 ONG) jette le trouble en révélant que de grandes firmes européennes (telles le groupe pharmaceutique allemand Bayer, le cimentier Lafarge ou bien le sidérurgiste luxembourgo-indien Mittal ou encore le pétrolier britannique BP), tous gros producteurs de dioxyde de carbone et donc pollueurs déclarés, auraient versé des dizaines de milliers de dollars à des sénateurs américains, connus comme farouches opposants – certes désignés démocratiquement par le peuple américain – à toute action contre les changements climatiques.

Dès lors, face à de tels agissements nébuleux, on est en droit de se poser les trois questions suivantes qui distillent un parfum devenu somme toute délétère : y aurait-il collusion entre élus américains climato-sceptiques et grands trusts industriels du Vieux continent ? ce rap-



1. Lire *Ma vérité sur la Planète*, Claude Allègre, Plon, 2007, et du même auteur, *L'imposture climatique*, ouvrage coécrit avec Dominique de Montvalon, Plon, 2010.

2. Lire l'article d'Emilie Sanchez, 25 octobre 2010, G.I.N. avec Agences.



prochement s'exercerait-il uniquement à des fins mercantiles ? et, en ultime interrogation, un lobbying nouvelle mouture, généreux à dessein, prendrait-il forme au point d'ébranler toute certitude ?

Alors revient en mémoire l'affirmation de l'ex-Beatles, le chanteur Paul McCartney<sup>1</sup>, qui, de façon outrancière, maladroite et déplacée mais authentiquement sincère, a assimilé, dans le journal anglais *Sun*, le scepticisme éprouvé par certains face au réchauffement global de la planète à la négation de la Shoah.

## 2 Les différentes COP : d'avancées, en attermoissements et paralysies

C'est l'état de la planète qui commande la tenue de sommets internationaux sur le climat. Un fait d'une évidence aveuglante s'impose : les températures sont dans le monde plus élevées qu'elles n'ont jamais été, et l'action anthropique du réchauffement, celle reliée aux activités de l'Homme, ne cesse de se renforcer. Comment y faire face durablement et être à la hauteur de ce défi environnemental ? Une seule réponse s'impose : par la concertation, la rencontre inlassable de négociateurs venus du monde entier.

La communauté des États avance continuellement dans la voie de la négociation du réchauffement climatique, notamment en multipliant déclarations retentissantes et engagements juridiques élaborés. Mais à nouveau les instruments adoptés, dépourvus de toute contrainte, reposent sur le bon vouloir des États prompts à signer ces accords, moins pressés à les proposer à leur propre procédure interne de ratification. Miroir grossissant des clivages étatiques, ces COP subissent durement une forme de « realpolitik » appliquée aux questions de l'écologie internationale.

Chaque année, depuis 1995, la Communauté internationale s'entretient au sein de conférences organisées par la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (*United Nations Climate Change Conference, UNCCC* en anglais ou CNUCC, selon le sigle français). Thèmes majeurs de ces tribunes : le réchauffement climatique et le cortège d'interrogations majeures qu'il suscite.

Les conférences étatiques se sont succédé sur un rythme annuel, et sont parvenues à exercer quelques percées remarquées, mais aussi d'établir les lignes de partages voire de fractures entre États (États-Unis, Chine) ou groupes d'États (l'OPEP ou l'UE). Il s'agissait de planter le décor : convaincre les parties à participer en une même enceinte, à débattre sans tabou et sans *a priori* de tous les thèmes liés au réchauffement du climat et ses conséquences prévisibles pour la planète, et, à terme, s'engager par la voie d'un accord acceptable à éradiquer ce mal qui guette chaque État.

1. Voir G.I.N., 29 juin 2010, déclaration faite à propos de la marée noire dans le Golfe du Mexique.

L'articulation des douze premières conférences des Parties, au contenu assez poché, emprunte ce processus multilatéral progressif, et s'établit chronologiquement ainsi :

- la conférence de 1995, à Berlin (COP1), point de départ des négociations multilatérales ;
- la Conférence de 1996, à Genève (COP2) qui, dans une déclaration solennelle, intègre les travaux du GIEC sur le changement climatique ;
- la Conférence de 1997, à Kyōto (COP3) qui adopte le fameux Protocole éponyme ;
- la Conférence de 1998, à Buenos Aires (COP4) qui détaille la mise en œuvre du Protocole de Kyōto ;
- la Conférence de 1999, à Bonn (COP5) qui parvient à bien peu de résultats concrets ;
- la Conférence de 2000, à La Haye (COP6) où les négociations échouent ; de plus, le président Georges Bush va à l'été préciser que les États-Unis ne ratifieront pas le Protocole de Kyōto ;
- la Conférence de 2001, en juillet à Bonn, puis à Marrakech en octobre-novembre (COP7) ;
- la Conférence de 2002, à New Delhi (COP8) qui établit un lien entre le réchauffement du climat et le développement durable ;
- la Conférence de 2003, à Milan (COP9) qui s'évertue à obtenir des clarifications techniques sur quelques sujets environnementaux ;
- la Conférence de 2004, à Buenos Aires (COP10) qui obtient peu de résultats concrets ;
- la Conférence de 2005, à Montréal (COP11) qui voit le Protocole de Kyōto entrer en vigueur ;
- et la Conférence de 2006, à Nairobi (COP12) au cours de laquelle les États présents se concertent tant bien que mal en vue d'atteindre un nouvel accord d'engagement après 2012.

Pourtant malgré harangues et exhortations au sein d'enceintes confinées mais pas claustrées, les conférences qui vont suivre viseront, non sans accroc et déchirures, à atteindre des objectifs ambitieux ainsi que des résultats plus significatifs que les précédentes « Conférences des Parties » (COP) :

- La Conférence des Parties de 2007, à Bali (COP13) connaît un semi-échec, en Indonésie au mois de décembre. Le thème du changement climatique est grevé par l'opposition radicale entre, d'une part, les Pays en développement (« Groupe des 77 ») qui appellent de leurs vœux une assistance des Pays développés à s'adapter au changement climatique et, d'autre part, les États-Unis arc-boutés sur leur position ; seul point positif à cette rencontre au



sommet : la référence renouvelée au GIEC (Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat<sup>1</sup>), collège d'experts mis en place en 1988 à la demande du G7 ;

- La Conférence de Poznan (COP14), en 2008, a permis aux Parties contractantes à la CCNUCC de mener, en 2009, des négociations multilatérales à Bonn, afin d'élaborer une réponse ambitieuse et efficace au changement climatique, décision qu'ils envisagèrent alors d'adopter à Copenhague (COP15). En effet, réunis en juin 2009, les participants ont décidé, dans l'ex-capitale de l'Allemagne de l'Ouest, d'élaborer un avant-projet ambitieux, équilibré et concret de texte de négociation qui sera discuté à l'occasion de la conférence COP14.

Ces États sont même allés plus loin en apportant les rectifications finales destinées à mettre en application le « Fonds d'adaptation » issu du Protocole de Kyôto : autrement dit faire de ce trust une entité légale et opérationnelle offrant un accès direct et permanent aux pays du Sud en souffrance.

En outre, toujours à l'avantage des pays en développement (PED), États les plus démunis et les moins armés à faire face à certains problèmes environnementaux, il est envisagé de réduire les émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts (programme désormais connu sous l'acronyme anglais *REDD*<sup>2</sup> (ou Redd), soit une initiative internationale, établie en 2007 et lancée un an plus tard par l'Organisation mondiale qui vise, via des incitations financières liées au marché du carbone, à lutter contre le réchauffement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre).

Cette résolution Redd mobilise et sollicite plusieurs acteurs publics et privés : des firmes, des ONG, des États comme l'Australie ou la Norvège, la Banque Mondiale, le réseau des agences et institutions onusiennes (FAO, PNUD, PNUED) et, comme pour toute entreprise, provoque critiques ou objections et se heurte à des obstacles structurels (rassembler les crédits qui seront alloués, les répartir équitablement, tenir compte des besoins locaux, faire face à la demande progressive en espaces agricoles et exercer un contrôle ou une surveillance – notion de *monitoring* – *a posteriori* sur l'impact de la déforestation, la restauration de la biodiversité, l'atteinte aux différents biotopes).

- La Conférence de Copenhague (COP15) qui s'est déroulée du 7 au 18 décembre 2009, a déçu l'ensemble des observateurs publics ou privés ainsi que les parti-

1. Le GIEC a obtenu, en 2007, le prix Nobel de la paix conjointement avec M. Al Gore (ancien vice-président des États-Unis) « pour leurs efforts de construction et de diffusion d'une meilleure connaissance des changements climatiques liés aux activités humaines, et pour avoir posé les fondations des politiques de lutte contre ces changements ».

2. REDD pour *Reducing emissions from deforestation and forest degradation*, « Réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dues à la déforestation et à la dégradation des forêts »; voir à ce sujet supra, Partie 1, Chapitre 2, Section 2, §3.

cipants étatiques. Alors que les 192 Parties présentes s'engageaient depuis quelques années sur la voie d'une véritable diplomatie du climat, elles n'ont pu, à nouveau, s'entendre et dépasser leurs querelles séculaires.

Aussi, en est-il résulté un simple accord international, décousu et désordonné, hélas *a minima* prévoyant certes l'engagement des États à contenir la hausse des températures en deçà de 2 degrés Celsius (objectif qui figurera un an plus tard dans l'Acte final de la Conférence de Cancún) ; mais toute idée globale de réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre dans le monde, d'ici à 2050, a disparu de l'Acte final. Seule l'UE a formulé son engagement de réduire de 20 % (voire 30 %, si les autres États font aussi un effort dans ce sens) ses gaz à effet de serre en 2020 par rapport aux niveaux atteints en 1990.

Pouvait-on anticiper l'échec du Sommet de Copenhague ? À cette question, il faut répondre sans hésiter par l'affirmative tant les positions exprimées par les États antérieurement à COP15, ou dans les couloirs de la Conférence, manquaient d'unité. Les raisons à cette impasse relèvent toutes de la géopolitique nouvelle, autrement dit celle issue de la première décennie du <sup>xxi</sup>e siècle marquée par des antagonismes. Les États ont fait prévaloir leurs intérêts particularistes nationaux sur l'enjeu désormais mondialisé du réchauffement.

Au cours des négociations, la Russie resta muette, l'Afrique attentiste et l'Union européenne à vingt-sept ne parut pas peser sur les décisions conséquentes à prendre. Car ce sont bien les États-Unis et la Chine populaire qui imprimèrent leurs vues.

Quant à l'affrontement *inapproprié* entre pays développés et États émergents (au nom du refus d'ingérence, groupe opposé à l'adoption d'une loi internationale autorisant contrôles et suivis des progrès réalisés par les politiques environnementales de chaque pays), s'accusant mutuellement de ne pas en faire assez, il a réveillé un monde bipolaire aux multiples rapports de force et clivages économiques que l'on croyait pourtant achevé, dépassé par les enjeux posés par le thème de l'environnement.

À l'été 2010, avant et en marge de la conférence de Cancún, vingt ministres de l'environnement (en particulier chinois, américain et européens) se réunissent, les 19-20 juillet à Washington, à l'invitation des États-Unis pour accélérer la transition vers les énergies renouvelables. Au terme de cette rencontre, il s'agit principalement de doper les énergies vertes car celles-ci s'imposent évidemment comme alternative rassurante aux autres sources énergétiques classiques, polluantes voire dangereuses, et elles constituent un formidable moyen de communication auprès des opinions nationales qui appellent instamment de leurs vœux ce pacte vert.

En investissant des dizaines de milliards de dollars dans les technologies vertes et propres par le biais de partenariats public-privé sophistiqués, la course à *bien faire* est désormais lancée.

**Tableau 6.3 – Les raisons de l'échec de la Conférence climatique (COP15) – Copenhague 2009**

Caractéristiques	Explications/Commentaires
<b>Valeur juridique du texte adopté</b>	<p>Il ne s'agit aucunement d'un traité international</p> <p>Ce n'est pas non plus un accord contraignant (le paragraphe stipulant la nécessité d'aboutir à un engagement impératif d'ici 2010 a été retiré)</p> <p>Aucune garantie ne vient étayer les buts fixés</p> <p>Ce texte se borne à acter un objectif réclamé par les scientifiques (contenir le réchauffement de la planète en deçà de + 2°C par rapport aux niveaux préindustriels atteints)</p> <p>Simple communication des pays développés sur les actions visant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et élémentaire annonce des initiatives prises par les PED pour atténuer les leurs (à l'horizon 2020 !)</p>
<b>Responsabilités établies</b>	<p>Aucun gros pollueur de la planète (Chine, États-Unis et Inde) auxquels s'ajoutent les pays membres de l'OPEP, accoudés sur leurs étroits intérêts nationaux, n'ont souhaité s'engager</p> <p>Le texte danois initial mal rédigé et trop proche des intérêts américains n'a pas arrangé le déroulement de l'Assemblée plénière</p>
<b>Marge de négociation des États pollueurs</b>	<p>Les États-Unis d'Obama ne font pas de la lutte contre le réchauffement climatique une priorité nationale suivis en cela par une opinion rétive (le président ne pouvait donc pas faire de concessions inconsidérées)</p> <p>La Chine malgré sa volonté affichée (réelle ?) de réduire ses émissions de gaz à effet de serre a rejeté toute idée de surveillance internationale par un collège d'experts neutres</p> <p>La France, par la voix de son président, a souhaité la création d'une organisation internationale de l'environnement mais son appel n'a pas été entendu (au niveau européen une telle structure verra peut-être le jour ; de plus l'Alliance Europe-Afrique théorisée par Paris cherche ses marques)</p>
<b>Portée de ces sommets interétatiques</b>	<p>La règle dogmatique de l'unanimité des États présents à cette COP (comme aux autres) ne répond pas aux enjeux climatiques en débat</p> <p>Par sa lourdeur de procédure, par l'importance des thèmes en discussion et par le nombre d'États invités aux positions souvent éloignées, ce cadre ne répond qu'imparfaitement aux attentes des opinions nationales et ONG impliquées</p>

- La Conférence de Cancún<sup>1</sup> (COP16), tenue du 29 novembre au 10 décembre 2010, annoncée à grands renforts de publicité et largement médiatisée, a laissé experts et nombre d'observateurs, en termes de résultats obtenus, quelque peu sur leur faim. Prudents après la semi-déconvenue de Copenhague, les négociateurs s'étaient au préalable réunis, du 4 au 9 octobre 2010, au nord de la Chine (à Tianjin) afin de sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvaient depuis la COP15 de Copenhague. Tout un symbole puisque l'empire du Milieu est devenu le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre devant les États-Unis.

1. Que dire de Cancún, cité idyllique sur un plan touristique, cauchemardesque en termes d'anti-développement durable entourée d'un mur de béton de plus de vingt kilomètres de long, bordée d'hôtels construits sur des zones protégées où les mangroves déchiquetées offrent un spectacle de désolation.

Au cours de cette réunion de la CNUCC, Pékin a multiplié les gestes de bonne volonté comme renforcer son programme massif de développement d'énergies renouvelables, fermer les usines chinoises les plus énergivores et réduire son intensité énergétique, action qui passe par la diminution des émissions de CO<sub>2</sub> par unité de PIB d'ici 2020 d'au moins 40 %... Malgré tout, il semble bien que la Chine rechigne toujours à accepter toute vérification internationale des engagements pris, principe qu'elle avait déjà rejeté à Copenhague.

À Cancún, au Mexique, on a cherché à innover. En effet, quelques États se sont rapprochés et ont formé des binômes : Royaume-Uni/Brésil, Australie/Bangladesh... afin d'accroître les chances de donner au Protocole de Kyōto un nouvel élan, un avenir dûment planifié par ces partenariats. Mais d'aucuns y ont vu, à juste titre, une atteinte manifeste au principe du multilatéralisme ardemment défendu depuis quelques années par la communauté internationale au sein de ce forum *ad hoc* onusien.

Malgré tout, la COP16, grâce à l'habileté reconnue de la présidence mexicaine<sup>1</sup>, est parvenue dans son acte final adopté au petit matin du 11 décembre, à des résultats tangibles sur certains dossiers :

- en matière de déforestation (dans le bassin du Congo, au Brésil ou en Indonésie), le principe du versement de compensations financières aux États s'engageant à limiter le processus de déforestation (responsable d'1/5 des émissions de gaz à effet de serre) a fait, à l'exception de la Bolivie, consensus ;
- les pays industrialisés se sont montrés favorables à verser 30 milliards de dollars par an pour la période 2010-2012, et 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 (les « fonds de démarrage rapide » dans le langage technique, eux-mêmes canalisés par le Fonds vert des Nations unies sur le climat) pour aider les pays pauvres à s'adapter aux changements du climat et à s'orienter vers un processus à émission réduite de carbone ;
- la reconnaissance officielle des grandes villes qui représentent plus de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre (à cause du transport et de l'habitat), soit une fois rassemblées l'un des plus gros émetteurs, comme interlocutrices patentées auprès des Conférences des Parties mettant ainsi fin à un anachronisme inepte vieux de trois ans ;
- la possibilité donnée à toutes les nations de faire entendre leur point de vue sur cette importante question (Pays en développement, émergents, gros pollueurs...).

Néanmoins, malgré des progrès notables, la conférence de Cancún a rencontré nombre de difficultés :

1. Sous l'autorité remarquée et applaudie de Madame Patricia Espinosa, chef de la diplomatie mexicaine.

- l'État japonais a annoncé ne pas vouloir poursuivre son engagement de Kyōto, jetant une ombre encombrante sur la négociation ;
- l'Arabie Saoudite, a de son côté, curieusement proposé, dans le cadre du combat mené contre le réchauffement, de financer l'enfouissement sous la terre du CO<sub>2</sub> issu des raffineries pétrolières ou des centrales à charbon ; s'agit-il d'un type de subventions à peine déguisé à vouloir financièrement assister les industriels de ces secteurs d'énergies fossiles ? ;
- et, interrogations concrètes, d'où proviendront les fonds de démarrage rapide (du secteur public ou celui du privé, et quelle part attribuée à chaque État développé ?).

Depuis quelques années, les **pays émergents** s'affirment sur le plan des relations inter-étatiques, développent leur croissance économique à vitesse V, mais connaissent et endurent aussi une immense pollution. Nouvelle économie donc et aussi nouveaux fléaux environnementaux : gaspillage d'énergie (surconsommation d'énergies fossiles, tel le charbon), air saturé, biodiversité remise en jeu, propulsion des émissions de CO<sub>2</sub> à des niveaux records (notion de bombe carbonique).

Le fléau majeur dans ces pays est la pollution de l'air, notamment les particules en suspension si nuisibles à la santé humaine, qui progresse impunément dans les grandes métropoles asiatiques et sud-américaines de Bombay à Mexico, de Dacca à Shanghai, de Lima à Pékin et de New Delhi à Karachi. Un dialogue de sourds sous-tendu par un climat géopolitique délétère est systématiquement vérifié lors des COP : une dégradation écologique dénoncée par les pays développés du Nord et aussitôt rejetés par les nations émergentes qui analysent cette position de nantis comme un procédé d'instrumentalisation pour les discréditer.

La Conférence de Durban, en Afrique du Sud<sup>1</sup> (28 novembre-9/11 décembre 2011), tant attendue, a elle-même été précédée par une réunion *technique* en octobre 2011 destinée à mettre le climat et les nombreuses questions qui s'y rattachent, telles la lutte contre le réchauffement, la mise sur pied du fonds vert et l'avenir des forêts, thèmes placés tout en haut de l'agenda des nations.

Puisque les émissions de gaz à effet de serre se jouent de la crise financière des pays et des errements de l'Euro, la COP17, forte de ses 191 États participants et 12 000 délégués, experts ou observateurs, a surtout cherché à obtenir des grands « pays carbonés » (Chine, États-Unis et Inde) une nouvelle période d'engagement réaliste et durable, celle à même de relancer le processus de réduction des GES.

1. L'Afrique du Sud est le 13<sup>e</sup> plus gros pollueur au monde, en raison de sa dépendance au tout-charbon. Ce pays, qui souhaite être le porte-parole du continent africain, a cependant entrepris de développer les énergies alternatives (champs d'éoliennes, fermes solaires...).

Donc, il s'est principalement agi de maintenir en vie le fameux protocole de Kyōto en échange d'une promesse – à défaut d'engagement mesuré – d'accord mondial d'ici 2020, et ce dans un contexte où tous les signaux climatiques sont dans le rouge.

Après les discussions menées par les diplomates du climat s'échinant à valider la pertinence d'un Kyōto 2 dont la période d'engagement finit en décembre 2012, ce sont les cent trente ministres et chefs d'État qui, en seconde partie des négociations multilatérales, ont cherché à rédiger un accord écrit acceptable par toutes les parties, une sorte de nouvelle « feuille de route ». Cette phase cruciale d'arbitrages emmenée par l'UE qui représente pourtant à peine 12 % des émissions globales de gaz à effet de serre a mis en exergue, une fois de plus, les lignes de partage (de clivage ?) entre les États de la Communauté internationale. Avant l'acte final, les positions désormais fort éloignées se sont articulées ainsi :

- l'UE, soutenue par les PED d'Afrique et les petites îles craignant la submersion, a appelé de ses vœux des objectifs contraignants à même de progresser et, par-tant, la promesse de ne pas détruire l'édifice bâti au Japon en 1997 ;
- en maintenant un profil bas, les États-Unis, englués dans une phase pré-électorale cruciale, se sont opposés à tout traité impératif en l'absence de l'adhésion chinoise et indienne ;
- la Chine, bien que lancée dans une politique incontournable d'économie low carbon en raison de la dégradation environnementale de ses grandes villes, s'est refusée à s'engager sur des objectifs chiffrés de réduction du gaz carbonique dénonçant au passage, bien commodément, l'« irresponsabilité » des pays développés à vouloir poser des conditions inacceptables à la poursuite du protocole nippon (!) ;
- et l'Inde, délaissant sa position conciliante naguère retenue et réclamant l'application du principe d'équité<sup>1</sup>, a annoncé sa volonté de rejeter tout nouvel accord juridiquement contraignant pour les États émergents, confirmant en cela son rôle de porte-voix de ce groupe hétéroclite de pays.

Et alors que la hausse de température de 3,5°C – loin de l'objectif de 2°C – vers laquelle le monde se dirige dans les décennies à venir, la délégation brésilienne exprimait malgré tout lors de ce sommet de Durban une vision optimiste sur d'éventuels résultats probants, à commencer par l'adoption d'un nouveau cadre juridique pour 2015, qui seraient entérinés par la réunion finale plénière.

Mais, en dépit des sourires convenus du ministre sud-africain des affaires étrangères<sup>2</sup> qui présidait la conférence sur le climat et des trente-six heures de retard pris sur le calendrier, les participants à la COP17 n'ont pu obtenir qu'un accord *a minima*, une sorte de discipline multilatérale inaboutie et donc insatisfaisante.

1. Selon cette règle : puisque les pays riches ont durant plus d'un siècle polluer l'atmosphère, c'est à eux de supporter le fardeau des réductions.

2. Il s'agit de Madame Maite Nkoana-Mashabane.

Parmi les points positifs aux ambitions malgré tout modestes, négociés en pleine crise économique mondiale freinant immanquablement toute mobilisation étatique, on peut tout de même valablement en retenir et acter quelques-uns, comme :

- une série de décisions portant sur l'avenir reconduit du protocole de Kyōto (par exemple, les pays industrialisés, accédant en cela à la principale exigence des PED, ont renouvelé une nouvelle période d'engagement – d'une durée d'au moins égale à 5 ans – sur la réduction des GES après 2012, mais ni le Canada, le Japon ou la Russie et bien sûr les États-Unis ne font partie de cet accord de fait limité aux États membres de l'Union européenne ; par exemple la négociation d'ici 2015 d'un cadre juridique ou « feuille de route » encore plus contraignant réclamé par l'UE qui engloberait pour la première fois tous les pays et notamment les PED) ;
- le suivi et les vérifications des actions de réduction des émissions de GES devraient, en principe, s'effectuer a priori, c'est-à-dire au fur et à mesure de leur réalisation, et non plus après coup ;
- et le fonds vert doté de 100 milliards de dollars qui, à partir de 2013, vise à aider les PED à trouver les moyens de faire face au changement climatique a, quant à lui, été déclaré opérationnel.

Pourtant, à l'issue de ce sommet sud-africain, des interrogations majeures demeurent en suspens : quelles entités vont réellement faire l'effort financier pour donner corps à ce fonds et quelles seront alors les contributions dévolues et acceptées à chaque participant ? De même, les engagements de Durban suffiront-ils à limiter le réchauffement de la Terre à 2°C sur le siècle en cours ? Tout le monde ou presque en doute, à commencer par les ONG comme Greenpeace, WWF ou Oxfam regroupées dans le Réseau action climat France (RAC-F). Et encore : la « feuille de route » si elle voit le jour revêtira-t-elle le caractère engageant de protocole, celui d'instrument légal ou bien d'une simple déclaration d'intentions ? Et enfin, le rendez-vous à venir de la COP18 fixé, en décembre 2012, à Doha (Qatar), pays considéré comme le plus grand émetteur de dioxyde de carbone par habitant au monde (!), apportera-t-il vraiment les réponses tant attendues par la communauté internationale ?

Sauver le processus onusien engagé il y a peu, ne pas se laisser gagner par le scepticisme après la déconvenue de Copenhague, instaurer des indicateurs mesurables, à même d'être notifiés et vérifiables à tout moment grâce à une gouvernance mondiale respectée, combler le fossé encore trop grand qui sépare les tractations diplomatiques et les espérances suscitées en 1997 à Kyōto, poursuivre le processus onusien jusqu'à un complet accord international viable, contraignant et fiable, sauvegarder la création et en éradiquer autant que faire se peut tous les risques causés par l'empreinte humaine, tels sont les mots d'ordre difficilement partagés lors des deux dernières décennies par une série de conférences universelles où la globalisation des enjeux et la prise en compte des événements météorologiques extrêmes semblent, en conséquence, prônées sinon acquises et, cette fois, dans un domaine collectif – l'environ-

nement ne connaissant à l'évidence nulle frontières étatiques – qui il y a peu divisait les pays davantage qu'il ne les rapprochait.

## Section 4 **LE PROTOCOLE DE KYŌTO SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES OU LA POSSIBILITÉ DE CONCLURE UN ACCORD INTERNATIONAL**

On croyait cela inatteignable, comme faisant partie des espérances rarement assouvies, et pourtant les États de la communauté internationale ont atteint leur but : se réunir, débattre, élaborer un texte et décider enfin sur les changements climatiques. En agissant ainsi, ils ont fait preuve d'un certain courage, tant les résistances, les réticences à cet engagement international étaient au départ grandes, et les débats houleux et souvent stériles. Obstacles dirimants pourtant levés pour avancer sur la voie d'un traité dûment accepté.

### **1 Le contenu du Protocole de Kyōto : principe de la « responsabilité commune mais différenciée »**

Le Protocole de Kyōto (COP3, soit la 3<sup>e</sup> session de la CNUCC) est adopté le 11 décembre 1997. Il comprend 28 articles et deux annexes A et B.

Ce texte signe l'acte de naissance de l'écologie active composée d'engagements concrets pris par les États développés en vue de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, tenus pour responsables du réchauffement du climat de la planète bleue. Une hausse de la température mondiale estimée entre 1,4 et 5,8°C est, en effet, attendue d'ici la fin du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle. Une telle occurrence affecterait gravement le cycle des saisons, les ressources en eau et les écosystèmes.

Cet instrument, de loin le plus important des deux dernières décennies, s'inscrit dans une longue phase de négociation internationale qui va de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, adoptée à New York et entrée en vigueur en mars 1994<sup>1</sup>, en passant par la réunion internationale de Berlin en 1995 (COP1).

1. Convention qui a été ratifiée par l'UE (alors encore CEE) par décision 94/69/CE, en date du 15 décembre 1993 et entrée en vigueur le 21 mars 1994.



Fameux, précis, réaliste, aux résultats concordants, ce Protocole<sup>1</sup> qui divise la planète en trois zones (États développés, pays en transition issus de l'ex-Europe de l'Est et PED) renferme pourtant une lacune : il ne contient pas d'engagements détaillés, chiffrés État par État. Seul un résultat collectif est formulé à la charge des pays industriels (soit les États de l'Annexe I de la Convention-cadre avec cependant quelques menues différences selon les États : ainsi les États-Unis s'engagent pour une réduction de 7 %, 8 % pour l'UE, 6 % pour le Japon).

En fait, les émissions totales de gaz de ces pays développés doivent globalement diminuer d'au moins 5 % sur la période allant de 2008 à 2012, efforts exigés par rapport aux niveaux atteints en 1990 (ou 1995 pour les États qui le souhaitent). Les États en transition bénéficient, quant à eux, de larges quotas d'émissions et les Pays en développement n'ont pas d'objectifs de réduction d'émissions à atteindre, en vertu du principe de la « responsabilité partagée mais différenciée ».

**L'Union européenne**, toujours à la pointe du combat pour lutter contre le réchauffement du climat, a réagi avec célérité pour adopter le Protocole de Kyōto. Elle a ainsi souscrit à ce texte (phase de signature) le 29 avril 1998. Puis, en décembre 2001, le Conseil européen de Laeken (Belgique) a confirmé la volonté des États membres de voir le protocole de Kyōto entrer en vigueur avant le sommet mondial de développement durable de Johannesburg (26 août - 4 septembre 2002). En conséquence, agglomérant les adhésions de ses membres, l'UE a cherché à obtenir le dépôt des instruments de ratification de chaque pays avant la date du 1<sup>er</sup> juin 2002. Ce qu'elle réussit à entreprendre le 31 mai 2002.

L'UE a même fixé un calendrier selon lequel les États qui étaient membres avant 2004 s'engagent à réduire ensemble, entre 2008 et 2012, leurs émissions de gaz à effet de serre de 8 %. Des dérogations sont, malgré tout, prévues pour les deux îles de Chypre et Malte ; et pour la Hongrie et la Pologne l'accord s'établit à 6 %. La chasse au CO<sub>2</sub> est ouverte depuis longtemps dans l'UE. Elle est audité chaque année dans un rapport par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE).

En octobre 2011, le Conseil des ministres de l'Environnement de l'UE a, en outre, organisé la façon de mener ses pourparlers diplomatiques en harmonisant le mandat (« KyōtoPlus ») donné à ses représentants-négociateurs lors des différences conférences multilatérales.

Thèmes par thèmes, engagements chiffrés respectant les promesses précédentes prises, la communauté des États a abouti à un texte de droit international très élaboré, bien construit, contraignant et quantifié, dont les résolutions, la procédure méticuleuse suivie, le contenu technique et la portée juridique, quinze années plus tard, étonnent encore :

1. Protocole approuvé par l'UE en vertu de la Décision 2002/358/CE du Conseil, du 25 avril 2002, entrée en vigueur le 2 mai 2002 (voir JO du JO L 130 du 15.5.2002).

- les émissions de six gaz à effet de serre sont concernées (le dioxyde de carbone – CO<sub>2</sub>, dont l'origine est la combustion des énergies fossiles et de la déforestation –, le méthane, (CH<sub>4</sub>) provenant de l'élevage des ruminants, de la culture du riz, des décharges d'ordures et des exploitations pétrolières et/ou gazières, les hydrofluorocarbones (fluore, propane, butane, gaz propulseurs notamment utilisés dans les bombes aérosols) ou HFCs, l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>), etc.) ;
- le protocole est entré en vigueur le 16 février 2005 suite à la ratification de la Russie, après qu'un minimum de 55 pays de la Convention sur les changements climatiques eurent déposé leurs instruments de ratification (mais les États-Unis<sup>1</sup> – décision de 2001 –, qui à eux seuls émettent 1/3 du total des gaz à effet de serre d'origine humaine, qui l'ont pourtant signé, n'ont pas ratifié cet engagement international) ;
- il s'agit d'un traité international impératif, juridiquement opposable en tant que tel à l'ensemble des États de la communauté internationale ;
- en 2011, cent quatre-vingt douze États l'ont déjà ratifié et l'accord arrive à échéance en 2012 ;
- Des moyens précieux appelés mécanismes de flexibilité sont mis à la disposition des Parties afin d'atteindre ces objectifs :
  - coopération entre États contractants par échanges d'expériences et d'informations, coordination assurée entre eux grâce aux permis d'émission (voir le système communautaire d'échange de quotas d'émission ou SCEQE dans l'UE) ;
  - promotion de l'agriculture durable, recours appuyé aux sources d'énergies alternatives renouvelables ;
  - établissement d'un marché de « permis d'émission », dispositif permettant de vendre et d'acquérir des droits à émettre entre États développés (les Anglo-saxons retiennent l'expression « *cap and trade* », selon laquelle au lieu de taxer les émissions improprement qualifiées de droits à polluer, on utilise ce marché pour tarifier ce coût) ;
  - et l'adoption d'un procédé de « mise en œuvre conjointe » (MOC<sup>2</sup>) qui admet de recourir à des investissements réalisés entre États développés destinés à réduire les émissions de gaz à effet de serre entreprises à l'extérieur de leur territoire national et de percevoir ainsi des crédits d'émission générés par les réductions accomplies.

1. Après une longue indécision, l'Australie (représentant 2,1% du total des émissions de gaz à effet de serre) n'a ratifié le Protocole que le 3 décembre 2007.

2. Complété par le MDP (Mécanisme de développement propre) appliqué aux investissements d'un Etat industrialisé dans un PED.

## 2 Les leçons du Protocole de Kyōto

Cet important engagement international a permis d'envoyer un signal politique fort : la communauté internationale se doit de réduire, à défaut de l'éradiquer, sa consommation de combustibles d'origine fossile.

Placé au premier rang de l'agenda diplomatico-environnemental depuis le début des années 1980, ce Protocole a graduellement gagné en lisibilité jusqu'à devenir « Le » thème écologique qui s'impose à tous ; et par un jeu d'influences d'où les contingences nationales ne sont pas exclues (par exemple le soutien de l'Union européenne à l'entrée de la Russie dans l'OMC en échange de la ratification du Protocole par Moscou), il a fallu parfois louvoyer, transiger et accepter des objectifs de réduction d'émissions plus réduits qu'initialement prévus.

Certes les États-Unis n'ont pas (encore ?) ratifié le Protocole et cela enlève une bonne partie de sa portée, mais il est tout aussi urgent de trouver un compromis concernant la Chine, la Russie, le Brésil et l'Inde dont la croissance économique rapide fait craindre des émissions toujours plus élevées de leur part.

Enfin, l'absence de sanctions internationales (mais qui les prendrait et les ferait concrètement appliquer ?) en cas de non-respect des objectifs de réduction des émissions diminue *de facto* l'impact du Protocole. Une nouvelle ère de négociations multilatérales semble désormais nécessaire voire indispensable si l'on veut préserver les acquis de 1997.

## 3 Les suites du Protocole de Kyōto

Les Parties contractantes au Protocole de Kyōto ont poursuivi leurs ambitieuses avancées car progresser dans cette lutte contre le temps qui passe sans en évaluer les résultats tangibles serait une entreprise vaine. Par conséquent, les États signataires s'engagent à faire régulièrement état des progrès accomplis et surtout à acter toutes les actions menées contre le réchauffement climatique et, de façon rationnelle, d'en apporter les preuves concrètes.

De fait, les résultats consommés, d'après la COP3 ne se sont pas fait attendre, notamment de la part de l'UE qui sert de référence appuyée et de guide décidé aux autres États parties. Ils passent par la diminution du cheptel et l'utilisation en baisse d'engrais et lisier, la réduction d'émissions dans le secteur des déchets, mais pas vraiment dans celui des transports, ainsi qu'un appel moindre à la production d'acide adipique et à celle d'hexafluorure de soufre.

Au niveau international, la Conférence des parties au Protocole de Marrakech (Maroc, COP7) de décembre 2001 a permis de fixer sur un plan global les divers critères d'éligibilité des projets concernant les deux dispositifs (dits de « flexibilité »)

de recours à des investissements capables de réduire les émissions indésirables : le mécanisme de mise en œuvre conjointe (MOC) et l'outil de développement propre (MDP) déjà évoqués.

Et, comme en toute entreprise universelle ou pas, il se trouve selon la CNUCC de bons et de mauvais élèves prêts à se distinguer : ainsi, la Lituanie qui a drastiquement réduit ses émissions fait partie du premier rang, tandis que la Turquie a augmenté ses émissions de plus de 70 %. Alors que l'échéance du Protocole de Kyōto expire en 2012.

## Section 5 L'ADMIRABLE CONVENTION DE WASHINGTON SUR LA FAUNE ET LA FLORE

Puisque le « vivant » subit et endure en permanence des attaques et agressions répétées, intentionnelles ou pas, les animaux et les végétaux n'échappent pas à cette loi d'airain aussi malsaine que difficilement contrôlable. Des textes internationaux, en nombre et souvent remarquables, existent, mais ne reçoivent pas exactement l'attention qu'ils méritent.

La convention CITES, impérative et quasi exhaustive, réglemente activement l'activité humaine à l'égard de la faune et la flore, elle ne parvient malheureusement pas à en refouler tous ses plus bas instincts.

### 1 Trafics d'animaux exotiques et de plantes : la crise de la vie sur Terre

Le genre humain participe de plusieurs façons aux différentes disparitions d'animaux ou d'espèces végétales, sans se rendre compte qu'en agissant de la sorte il se met lui-même à terme en danger. Car la vulnérabilité de ces espèces, dont le nombre décline constamment, renvoie à plus d'un titre à la nôtre.

Certains abus déjà entrevus (déforestation, urbanisation, pollutions, raréfaction des espaces et disparition de l'habitat, chasse et pêche intensives) sont, selon un schéma contestable, considérés comme la rançon de l'avancée inexorable du modernisme ; d'autres (les commerces illicites lucratifs de spécimens morts ou vivants, en entier ou portant sur des organes convoités) vont jusqu'à s'affranchir de toute moralité.

Ces deux manières de voir et d'agir contre les milieux de vie et leurs habitats remettent gravement en cause la notion pourtant indispensable de conservation des espèces. La communauté internationale a, en légiférant, pris assez tôt la mesure des

problèmes causés et de leurs incidences catastrophiques sur l'environnement. Elle s'est ainsi attachée à développer une véritable diplomatie au service des espèces<sup>1</sup>.

Un texte international contraignant, d'une portée considérable fixant un cadre légal à suivre pour les États membres, a été signé le 3 mars 1973 (80 États participaient à une conférence tenue en la capitale américaine) : la convention CITES<sup>2</sup> de Washington, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1975.

Techniquement, la CITES a été rédigée pour faire suite et donner forme à une résolution adoptée en 1963 lors d'une session de l'Assemblée générale de l'UICN (l'Union mondiale pour la nature). Elle se compose d'un préambule et de 25 articles. La CITES a été amendée à deux reprises : le 22 juin 1979 à Munich (alors en Allemagne de l'Ouest) et à Gaborone (Botswana), le 30 avril 1983. Si elle est impérative, la CITES ne constitue pas une loi d'application nationale.

Elle représente davantage un cadre général que chaque État (appelé une nouvelle fois « Partie ») se doit d'observer en intégrant le texte de la convention sur son territoire. La CITES, dont le secrétariat officie à Genève (et est administré par la Programme des Nations unies pour l'Environnement), prône l'idée de coopération entre États afin qu'ils œuvrent en faveur de la survie des espèces (animaux et plantes) les plus menacées d'extinction. Et le principe de la coopération active entre les 175 Parties ayant adhéré à cet engagement international y est solennellement célébré.

Quelque cinq mille espèces animales auxquelles s'ajoutent 28 000 espèces végétales – regroupées en trois annexes, elles-mêmes réparties selon la gravité d'extinction (soit des groupes entiers, tels les primates, cétacés, coraux, invertébrés, plantes ; soit des sous-espèces isolées dans un seul État) – font l'objet d'une protection de la CITES. Et la liste des espèces concernées n'est pas figée puisque, tous les trois ans, elle fait l'objet d'une révision attentive par la Conférence des Parties<sup>3</sup>.

Toutes les espèces sauvages dont le commerce international est totalement interdit sont regroupées dans l'annexe 1 de cet accord intergouvernemental. On peut ainsi y trouver aussi bien le panda géant que les tortues marines ou les orchidées. Dans l'annexe 2 de cette convention figurent faune sauvage et flore dont le commerce fait l'objet d'autorisations très strictes, telles les plantes carnivores, certaines antilopes ou des grenouilles aquatiques.

Chaque année, ce sont des dizaines de milliers d'espèces vivantes ou mortes et une large gamme de produits dérivés qui relèvent de cet engagement international auquel désormais près de cent quatre-vingts États adhèrent : oiseaux, peaux de rep-

1. Lire le quotidien *Libération* du 19 mars 2010.

2. CITES ou Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (acronyme anglais pour *Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora*).

3. Une majorité des 2/3 des États présents est requise pour inscrire une espèce sur une des annexes à la Convention.

tils, varans, crocodiles, fourrures, poissons tropicaux, aloès, coraux, requins blancs, tigres du Bengale, baleines, variétés de cactus, amphibiens, invertébrés...

Parfois, la CITES n'hésite pas à créer la sensation en provoquant de vigoureuses polémiques et autres joutes oratoires, notamment au nom du droit souverain d'un État de recourir à ses ressources naturelles, comme ce fut le cas à Doha (Qatar), le 22 mars 2010, entre d'un côté la Tanzanie et la Zambie soutenues par les États d'Afrique Australe (région où les éléphants abondent) et, de l'autre, une coalition de vingt-trois pays guidés par le Kenya, lui-même soutenu par l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique.

L'objet de la discorde : une requête émanant du premier groupe de pays visant à obtenir un assouplissement de l'interdiction du commerce international de l'ivoire (décrétée en 1989) et l'autorisation de vendre les stocks de défenses prélevées sur les éléphants morts de façon naturelle. Bien que quelques ventes autorisées et contrôlées aient pu avoir lieu depuis 1997, la levée de l'interdiction – finalement repoussée – aurait été analysée comme un encouragement au désordre, une sorte d'appel d'air à ce commerce illicite et, bien sûr, à la poursuite du si lucratif braconnage.

En effet, comment lutter efficacement contre le braconnage (par exemple sur l'ivoire), cette criminalité internationale (en RDC, en Thaïlande – le paradis du commerce illégal d'espèces protégées –, etc.) qui intéresse sans distinction, collectionneurs, commerçants sans scrupules, établissements animaliers, élevages, cirques, zoos ?

Les États, dont la CITES dépend de leurs statistiques, n'ont à leur disposition qu'un seul recours : le contrôle, notamment celui des douanes. Mais traquer les délinquants et, pour les pays, faire appliquer leurs législations nationales aussi bien que la réglementation internationale ne sont en un tel domaine pas choses aisées car les fraudes et contournements illimités pullulent en raison de la corruption, de réseaux occultes, de l'abus de l'immunité diplomatique ou d'une contrebande toujours mieux organisée.

Il faut également relever que la CITES bénéficie de l'appui des prescriptions incitatives de nombreuses conventions internationales spécifiques relatives à la protection des animaux et des végétaux (Conventions de Ramsar de 1971, d'Oslo du 15 novembre 1973 sur les ours blancs, de Bonn (1979), de Rio (1992) ou l'accord de Hobart signé le 8 septembre 1986, en Australie, sur la faune et la flore marines de l'Antarctique, ou encore le Protocole de Madrid de 1998).

En définitive, la CITES, dont l'utilité n'est plus à démontrer, ambitionne, en application de son cadre juridique original et des procédures s'y rattachant, d'une part à garantir la survie des innombrables espèces inscrites dans la convention et, d'autre part, encourage la conservation de la biodiversité de ces espèces qui doit s'effectuer sur un mode durable (pas de surexploitation, dissolution des trafics, sanctions nationales organisées...).



Toutes les études, essais et rapports sérieux émanant de prestigieux laboratoires scientifiques – notamment celui du 10 mars 2011 du Programme des Nations unies pour l'Environnement<sup>1</sup> (PNUE) – convergent vers le même constat alarmant : une véritable catastrophe écologique se prépare. Elle prend la forme d'un insecte volant : *l'Apis Mellifera* ou abeille, cette chère petite butineuse.

En fait, toutes les espèces se rapportant à la même famille que l'abeille sont touchées au point de pouvoir disparaître. Au premier rang de cette surmortalité figurent bien sûr les abeilles domestiques, mais aussi comme aux États-Unis et en Europe les quatre espèces de bourdons dont les populations ont, de façon dramatique, diminué en deux décennies de 90 %.

Se prépare-t-on à subir une nouvelle catastrophe écologique ? La question vaut la peine d'être étudiée avec gravité, d'ailleurs l'Union européenne a mandaté en 2011 le centre de recherche de Sophia Antipolis, près de Nice pour en comprendre les raisons profondes

De quel mal souffrent donc ces insectes ailés pour que l'interrogation posée à leur endroit puisse largement dépasser les cadres scientifique ou professionnel des apiculteurs et déborder sur les champs sociétal et écologique ? Il semble, puisque les analyses complexes diffèrent grandement<sup>2</sup> sur ce point, que les abeilles subissent plusieurs effets conjugués dont l'association est mortifère : en premier lieu figure la pollution de l'air chaque jour moins pur, puis, l'emploi massif de pesticides (fongicides, insecticides et herbicides) ou bien la baisse du nombre d'apiculteurs, mais aussi l'uniformisation des paysages qui réduisent la sélection de plantes à fleurs variées dont les abeilles se nourrissent, la diminution du nombre de plantes et encore et surtout la présence d'un acarien parasite dénommé « *Varroa Destructor* » qui n'hésite pas à attaquer et détruire les abeilles.

Ces mouches à miel, malades, déposent à leur tour des virus sur les fleurs butinées par l'entremise de leurs excréments et les transmettent ainsi aux autres pollinisateurs. Les colonies d'abeilles se présentent donc comme vecteur de maladies, et le pollen comme agent contaminant de transmission de virus entre colonies d'abeilles. La survie des espèces végétales pourrait donc être mise en cause.

On pourrait objecter que les fragilités présentées par ces insectes ailés, qui n'ont pas toujours eu bonne presse, ne menacent au fond qu'eux-mêmes. Or, il n'en est rien, l'humanité dépend de ces insectes car les abeilles jouent un rôle capital dans la survie des espèces végétales. Le rapport du PNUE précité replace l'importance des abeilles dans une perspective vitale : sur les 100 espèces végétales qui fournissent près de 90 % de la nourriture dans le monde, plus des deux tiers bénéficient de l'influence positive des abeilles par pollinisation. L'abeille apparaît comme la sentinelle de l'environnement et de la biodiversité ; elle souligne aussi l'importance de la collectivité pour la vie sur Terre.

Et même si l'on n'est pas certain qu'Albert Einstein, le plus grand physicien du <sup>xx</sup>e siècle, a bien prononcé la phrase suivante : « *Si l'abeille disparaissait de la surface du globe, l'Homme n'aurait plus que quatre années à vivre* », cet aphorisme prend toute sa valeur et rappelle la vulnérabilité du vivant.



1. Sur le PNUE, voir Partie 2, Chapitre 7, Section 2, § 3.

2. Dix-huit virus pathogènes pour les abeilles sont recensés à ce jour dans le monde



Fort heureusement, l'apiculture urbaine se porte, quant à elle, assez bien, notamment en France. Les abeilles citadines, affranchies de pesticides et de la sécheresse, et contrairement à celles des champs, prolifèrent et produisent du bon miel dans des milliers de ruches. Comme une voie d'avenir à emprunter.

## 2 Quand on reparle du réchauffement à propos des oiseaux et des ours

Décidément, le réchauffement cause d'amples dégâts qui dépassent largement le genre humain jusqu'à entraver toutes les espèces vivantes. En 540 millions d'années, la Terre a enduré cinq extinctions provoquant à chaque fois la disparition d'environ soixante-quinze pour cent des espèces. Va-t-on, dès lors, assister à une sixième phase d'extinction massive ? Et y a-t-il un lien incontestable entre la destinée d'une espèce vivante et le réchauffement du climat ? Les réponses définitives à ces questions tardent à venir. Quoi qu'il en soit, parmi les victimes emblématiques menacées de disparition par la menace (les ravages ?) climatique figurent au premier rang : oiseaux et ours polaires.

Symboles de la biodiversité, mais aussi de la vulnérabilité, les volatiles de toutes espèces affrontent de nos jours les infortunes climatiques. Le réchauffement de l'atmosphère et la transformation des prairies en terres cultivables ont ainsi détruit ou bousculé leurs territoires (biotopes en diminution) et altéré leurs espaces. Il a été scientifiquement prouvé que près de trente pour cent des espèces d'oiseaux risquent de disparaître si la température s'élève au cours du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle de 2 à 3 degrés Celsius. Face à cette menace, les oiseaux ont pour habitude de migrer vers des contrées plus clémentes soit au nord ou au sud, mais souvent au prix d'immenses efforts et pour parfois découvrir des endroits inhospitaliers, inconnus ou déjà investis. Au sein de la population aviaire qui subit ces aléas météorologiques, euplectes à longue queue, faucons, hiboux, pipits de Sharpe, touracos... voient leur nombre diminuer constamment.

Les ours polaires (ou blancs), le plus grand (plus de 3 mètres) et le plus lourd (près de 600 kg) des huit espèces d'ours actuelles, sont également menacés de façon plus directe et visible encore par le réchauffement du climat sur Terre. L'habitat de l'*Ursus maritimus*, composé de la couche de glace de l'océan Arctique, se modifie et s'amenuise sous l'effet du réchauffement terrestre et, immanquablement, détruit cette plateforme vitale pour capturer les phoques dont l'ours polaire se nourrit et qui sert également d'abri contre le froid l'hiver venu.

Et, comme si cela ne suffisait pas, à cela s'ajoutent les effets de la pollution causée par les matières toxiques que l'Homme répand négligemment dans la mer. Absorbées par les poissons, puis les phoques, l'ours en bout de chaîne alimentaire accu-



mule ainsi dans son organisme ces produits indésirables qui nuisent gravement à sa santé.

À nouveau, le droit international de l'environnement s'est attelé à réduire ces périls en adoptant traités, engagements et conventions<sup>1</sup> soumis à l'accord souverain de chaque État. Mais que valent des écrits universels ou d'application régionale aussi détaillés, urgents et utiles soient-ils quand l'activité humaine des hauts plateaux africains à la Sierra Nevada d'Amérique en passant par les jungles asiatiques et australiennes ne cesse de grignoter les forêts, de modifier le climat, d'entraver la reproduction des animaux sous les tropiques ou dans les montagnes et la pollinisation des plantes ?

### Section 6 LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION : DROIT INTERNATIONAL ET LÉGISLATION COMMUNAUTAIRE

Le principe de précaution, complétant celui de prévention<sup>2</sup>, répond aux exigences de la vie en société : besoin et obligation de sécurité, assurance sur un avenir imprévisible, prévention contre les aléas d'un monde mouvant dont on ne comprend pas toujours où il nous mène. Cependant, il n'est pas perçu ni même intégré selon les pays, groupes d'États et organisations intergouvernementales avec un semblable regard, et sa portée juridique s'en trouve ainsi globalement affectée.

#### 1 Définition, genèse et portée du principe de précaution

Il n'existe pas de définition juridique unanimement acceptée du principe de précaution car, en ce domaine, on se trouve aux confins de plusieurs notions : la prudence dans l'urgence, l'anticipation raisonnée et la probabilité envisagée. Appliqué au thème de l'écologie (tout comme à ceux de la santé publique ou de la défense de la sécurité alimentaire), il s'agit davantage d'une attitude, d'une anticipation, d'une prise de conscience, d'une manière pressentie d'entrevoir dangers et périls encourus par l'environnement, mais également comme une règle d'action préventive.

On peut néanmoins avancer la **définition** suivante : « le principe de précaution peut s'entendre comme l'ensemble des mesures devant être prises en situation d'incerti-

---

1. Voir le tableau 6.2.

2. Voir Partie 1, Chapitre 5, Section 6, § 4.

tude scientifique lorsque des dommages, dangers, menaces, risques et aléas graves, bien qu'incertains, sont plausibles et envisageables ».

Si l'on excepte les multiples conférences internationales sur la protection circumscrite de la mer du Nord qui, depuis 1984, préconisent avec solennité et forte conviction ce principe, c'est la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro<sup>1</sup> (Déclaration du 16 juin 1992) qui, en son principe 15 (sur 27), déclare (déclame ?) que :

« Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les États selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement ».

L'étendue du principe de précaution, intervenant dans des situations particulières voire exceptionnelles, n'a pas vocation à se substituer à celui de prévention, clé de voûte de la gestion des aléas majeurs et menaces environnementales (pollutions en tous genres, risques naturels, dangers industriels ou technologiques). La règle de précaution se réfère donc aux expertises diligentées et s'assigne comme but de s'y conformer.

## 2 Le principe de précaution et ses textes fondateurs

Curieusement le droit international ne retient pas explicitement le principe dit de précaution. Autrement dit, il ne l'enferme pas, au terme d'une ample convention structurée d'articles et universellement acceptée par la communauté internationale, pour ensuite la soumettre à l'approbation des États membres.

Cette règle cardinale fait, certes, l'objet de citations, mentions et références incidentes ou pas dans certains engagements internationaux (par exemple, sur le réchauffement climatique, au sein du Protocole de Montréal, maintes fois amendé, de 1987 sur la couche d'ozone ; dans la procédure d'interprétation réglementée de l'Organe de Règlement des Différends (ORD) de l'OMC<sup>2</sup>, ou encore dans l'acte final de déclarations multilatérales, mais ne prend pas la forme d'un accord unique et planétaire sur la question. Elle se heurte à la loi sacro-sainte du laissez-faire, laissez-passer non explicitement exprimée dans les chartes, constitutions et autres statuts des organisations internationales.

La raison qui préside à cette situation est simple : le principe de précaution ne fait pas, loin s'en faut, l'unanimité des États. Même, l'Organisation Mondiale du

1. Voir Partie 2, Chapitre 1, Section 2.

2. Lire à ce sujet *Introduction aux relations internationales*, Roland Séroussi, Dunod, 2010.

Commerce qui a succédé au Gatt et prône depuis 1995 la libéralisation des échanges ne s'attarde pas sur ce principe et ne fait que l'effleurer à contrecœur en n'exigeant d'un État membre qu'il ne l'applique qu'avec discernement voire parcimonie et en apportant, en outre, la preuve d'un risque établi scientifiquement. D'ailleurs, en matière d'OGM et de viande aux hormones, l'OMC – encouragée en cela par les États-Unis d'Amérique – ne fait pas grande manière pour exprimer son refus de voir, notamment dans l'UE, le principe de précaution régulièrement retenu.

Ainsi, la règle de précaution érigée alors en précepte prend sa pleine mesure au sein notamment de l'Union européenne, mais ne retient explicitement l'attention que de quelques États de la communauté internationale (l'Allemagne<sup>1</sup> de façon implicite seulement tout comme le Brésil en son article 225 de la Constitution du pays de 1988, la Belgique, la France, les Pays-Bas et la Suède).

### 3 Les applications concrètes du principe de précaution

À l'évidence, les cas concrets d'application se vérifient essentiellement sur le Vieux continent<sup>2</sup>, et en particulier en France. Paris a innové et tracé une voie audacieuse : envisager ce concept en le plaçant au rang de principe constitutionnel, ce qui devait évidemment passer d'abord par le vote parlementaire.

Le principe de précaution reçoit ainsi trois domaines d'application spécifiques pour s'ériger en règle de droit autonome :

- la sauvegarde de l'environnement ;
- la protection de la santé publique (comme l'épidémie de grippe A – H1N1 – en 2010) ;
- et la défense de la sécurité alimentaire (par exemple la question épineuse des OGM).

C'est la loi Barnier du 2 février 1995 (article L 110-1 et suivants du Code de l'environnement) qui, s'adossant sur le droit communautaire, retient ces points d'ancrage. Cet important texte législatif définit avec minutie le principe de précaution, dont les contours avaient initialement été établis par le Code rural en son article L 200-1.

Depuis, cette règle préventive a, de fait, acquis ses « titres de noblesse » et a même été quasi universellement reconnue sinon adoptée, le 28 février 2005, lorsqu'elle fit l'objet d'une incorporation dans la Charte de l'environnement<sup>3</sup> en son éclairant article 5. La Charte de l'environnement, ainsi placée au même niveau que la Consti-

1. État qui a vu naître dans les années 1970, selon l'Observatoire du Principe de Précaution (OPP), lui-même créé en mai 2006, le concept de précaution.

2. Voir Infra Partie 2, Chapitre 7, Section 4.

3. Voir le « Repères » (Partie 1, Chapitre 4, Section 2, § 3) consacré à la Charte de l'environnement.

tution française et son préambule, fait du principe de précaution une règle de droit qui s'impose à toutes les autres sources de droit interne national.

Dès lors, la portée juridique de cette affirmation apparaît sans limites : tout texte qui contiendrait des dispositions contraires au principe de précaution serait invalidé car jugé non conforme aux fondements constitutionnels de la France.

## L'essentiel

Le droit international de l'environnement, branche désormais respectée de la réglementation internationale interétatique, s'est graduellement formé et structuré à partir des années 1970. À cette époque l'attention ne se portait pas vraiment sur les questions écologiques, le terme même d'environnement apparaissait peu. Fort heureusement, en 1972, la Déclaration de Stockholm met un terme à cette semi-inertie, et le « Sommet de la Terre » de Rio, en 1992, renforcera cet élan unanime.

Pourtant, en moins de deux décennies, le droit international de l'environnement présente un bilan mitigé, partagé entre réglementation acceptée et bon vouloir des États à l'adopter, à l'insérer dans leur législation nationale. Néanmoins, si ce droit est plus incitatif que contraignant, moins impératif que volontaire, il parvient tout de même à multiplier l'adoption de textes internationaux stimulants souvent intégrés dans le droit national de chaque État concerné. Et, en dernière analyse, il réussit à éveiller les consciences.

Les conférences intergouvernementales sur des thèmes variés (air, eau, faune, flore...) ont fait, autant que faire se peut, évoluer les positions des pays et blocs d'États, même celles les plus hostiles à toutes injonctions internationales (ex. Chine, pays émergents, Inde).

La convention CITES de Washington (1975), remarquable sur plus d'un point, vise en ce qui la concerne, à protéger les espèces animales et végétales en danger et livre une lutte souvent inégale face aux trafics interlopes en tous genres. Enfin, les débats sur les thèmes environnementaux font rage. Les positions s'exacerbent.

Les meilleurs exemples (les pires ?) portent, d'une part, sur le réchauffement climatique (malgré le Protocole de Kyōto, de décembre 1997) qui réveille de vieilles inimitiés et aiguissent les positions entre communautés scientifiques divergentes et cercles politiques de tous bords et, d'autre part, sur le principe de précaution d'origine maritime qui malgré son utilité de nombreuses fois avérée n'emporte pas, loin s'en faut, l'adhésion totale de la communauté internationale.

Ces deux problématiques majeures et beaucoup d'autres conduisent à penser qu'il est décidément bien difficile d'envisager l'avenir environnemental de façon sereine et ordonnée.



# Fédérer tous les acteurs : ONG, États, O.I. et Individus

« ... Homme ! C'est pour toi que ciel et terre furent créés. »

*Abolghassem Ferdowsi*  
(auteur persan du <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle)

Aucun organisme constitué ne peut être exclu de l'admirable mais délicate quête pour un environnement meilleur, préservé et affranchi d'atteintes irréparables. Car ONG, Institutions intergouvernementales et États, isolés ou regroupés en unions ou partenariats bilatéraux et multilatéraux, participent à parité, chacun selon ses objectifs et moyens, à cet élan collectif qui vise à restituer à la planète bleue son unité afin qu'espaces et déserts, forêts et océans, êtres humains, faune et flore retrouvent et redécouvrent leur équilibre harmonieux.

Évidemment, ces acteurs attentifs et entreprenants n'empruntent pas les mêmes voies ni ne poursuivent des desseins identiques : ici il s'agit de calmer ou, à l'inverse, d'alerter une opinion sur une menace potentielle ou un danger imminent, là de restaurer un biotope menacé, de sauver animaux et végétaux de disparition, d'instaurer dans les esprits comme dans les faits une économie bas-carbone ou encore, de manière moins conséquente, d'harmoniser des législations environnementales éparées.

Car, en matière d'écologie, il est grand temps de réagir, d'infléchir certaines positions, de cesser cette course en avant sans avenir et d'orienter les lois internationales vers le durable, le stable et le permanent : vies et modes de vie sont en jeu et en constituent les formidables enjeux.

- Section 1 ■ **L'engagement sans failles des ONG pour la préservation de l'environnement**
- Section 2 ■ **Instruments juridiques internationaux des organisations internationales**
- Section 3 ■ **Le droit international de l'environnement et l'Union européenne**
- Section 4 ■ **La délicate question des OGM : une communauté internationale partagée**

### Section 1 **L'ENGAGEMENT SANS FAILLES DES ONG POUR LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT**

De très nombreuses Organisations non gouvernementales (ONG<sup>1</sup>) militent et œuvrent chaque jour pour la préservation de notre héritage naturel. Dans le cadre d'un ouvrage comme celui-ci, l'important est donc de rappeler qu'en permanence d'innombrables ONG s'activent en faveur d'un environnement intact et protégé de tous les assauts et ébranlements du monde contemporain. Certaines associations<sup>2</sup> à vocation internationale émergent par leur influence et leur vocation à influencer sur les décisions prises au niveau de tous les continents. Quatre ONG, parmi des centaines d'autres, retiennent ainsi l'attention soit par l'universalité de leurs missions, soit par l'originalité de leurs acquis.

---

1. Organisation d'intérêt public, le plus souvent d'application internationale, l'ONG ne relève ni d'un État, ni d'une institution internationale. Les milliers d'ONG présentes dans le monde (il existe autant d'ONG que de domaines d'interventions) ne sont pas des sujets du Droit international public, mais sont des acteurs attentifs et actifs des relations internationales.

2. Sans oublier l'action intrépide de quelques individus, comme celle du scientifique russe, Nicolai Aladine, qui met de nos jours tout en œuvre pour restaurer la splendeur d'antan de la mer d'Aral assaillie au point de presque disparaître par des décisions soviétiques erratiques des années 1960 (production de coton au détriment de la pêche jadis prospère) ; lire à ce sujet *Le Figaro* du 16 novembre 2011.

## 1 L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)

Selon le préambule de ses statuts, l'association internationale « Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses ressources » (UICN<sup>1</sup>), créée le 5 octobre 1948 à Fontainebleau<sup>2</sup> (France) par des « gouvernements, services publics, organisations, institutions et associations », se préoccupe de la nature et de ses ressources, considérées comme le « fondement de toute civilisation », et prône l'idée que l'épuisement des matières premières n'est pas irrémédiable ni insoluble.

L'UICN est une structure associative<sup>3</sup> très originale composée de membres gouvernementaux et non gouvernementaux qui, au profit des ressources naturelles, s'assigne encouragement, préservation et aides durables aux sociétés du monde entier. Elle s'apparente à une organisation de type universel tournée vers la protection de l'environnement dans son acception la plus large.

D'un point de vue organisationnel, l'UICN apparaît comme un maillage constitué du Congrès mondial de la nature, du Conseil (élu tous les 4 ans), de Comités nationaux et régionaux et des Forums régionaux de Membres, de diverses Commissions et d'un Secrétariat.

Son organe essentiel est le Congrès mondial de la nature qui, s'appuyant sur un Conseil très étoffé<sup>4</sup>, est formé de délégués accrédités par les membres de l'UICN. Ce véritable forum consensuel doit, en particulier, définir les grandes lignes de la politique générale de l'association, faire des recommandations aux gouvernements ou autres entités et approuver le programme et le plan financier de l'association.

Forte de l'appui et du soutien financier de gouvernements, d'ONG, de sociétés et de milliers de scientifiques et experts bénévoles répartis dans quelque 160 pays, cette association est financée par les gouvernements, des organismes divers, membres ou non de ladite ONG, et grâce à des dons d'entreprises. Son crédo ambitionne d'harmoniser nature à préserver, développement des populations des pays et bien-être général, en cherchant toujours les meilleurs chemins à suivre pour y parvenir.

La **Liste Rouge**, pierre angulaire de l'UICN, a été créée en 1963. Elle représente l'inventaire mondial le plus complet de l'état de conservation des espèces animales et végétales. Cette liste sensibilise l'opinion et pointe le déclin de la biodiversité ainsi que les risques nombreux qui frappent ces espèces en péril, réclamant de la communauté internationale (États, ONG, agences gouvernementales...) des politiques adéquates. Généreuse et effective, la démarche qui préside à cette initiative listée fait cependant l'objet de contesta-

1. A l'origine, elle s'appelait « Union for the Protection of Nature » (IUPN), devenue UICN en 1956.

2. Son siège se situe à Gland (Suisse).

3. <http://www.iucn.org>

4. Ce Conseil (Président, commissions diverses...) applique les décisions du Congrès mondial, fait des recommandations et évalue le travail des commissions diligentées.



tions<sup>1</sup> de la part de scientifiques avertis : remises en cause de la crédibilité des analyses, manière parfois erronée de collecter et agréger les informations recueillies, propension à surestimer les aspects négatifs tout en minorant les points plus positifs.

Aussi, l'UICN multiplie les actions, contribue à l'élaboration de traités internationaux, forge des alliances, intervient auprès des décideurs publics et privés, réfléchit et met en pratique projets et travaux poursuivant par là cinq orientations cardinales capables de changer et généreusement gérer le vivant :

- la préservation de la biodiversité orientée vers la protection d'espèces animales et végétales en voie d'extinction, la restauration des habitats naturels, parcs nationaux et zones protégées ; en fournissant informations pertinentes et outils performants aux États sur ces thématiques, l'UICN lutte contre la surexploitation de l'environnement et les dégradations consécutives endurées par la biodiversité ;
- la lutte contre le réchauffement de la planète par la réduction des gaz à effet de serre : très présente dans toutes les conférences sur ce sujet capital, l'UICN invite les pays à une bonne gestion de leurs richesses forestières (mise en garde contre les déforestations dévastatrices, encouragement au replantage d'arbres coupés, impact du changement climatique sur la biodiversité) ;
- une réflexion d'ensemble sur les besoins en ressources énergétiques (en réalisant des études sur les incidences de l'utilisation de chaque ressource naturelle énergétique, gaz et pétrole en tête), indispensables à la vie et au développement des nations, mais dont l'épuisement annoncé doit encourager la communauté internationale à s'orienter vers des énergies nouvelles, propres et renouvelables, donc moins dégradantes pour les écosystèmes ;
- la prise de conscience des pressions exercées sur l'environnement (ex. les populations en pleine croissance, la surexploitation des sols conduisant à leur appauvrissement ou leur perte de fertilité, la raréfaction de l'eau, les conflits ouverts ou larvés autour des ressources naturelles...) dont la logique consiste à développer les dialogues entre les différentes parties prenantes, à remettre en l'état les sites dégradés, à dépolluer l'eau et à répondre dans l'urgence ;
- les enjeux économiques et l'environnement qui nécessitent une réorientation des perceptions notamment des entreprises privées ; ce qui passe pour ces dernières par la prise en compte que les facteurs écologiques sont précieux dans les décisions managériales et que, bien employés, ils permettraient tout en protégeant la nature de décupler les richesses, soit le produit intérieur brut.

En plaçant la recherche au cœur de ses actions, l'UICN fait état d'avancées remarquables et rend crédibles ses positions en faveur d'un environnement sain et durable aux yeux des décideurs politiques et des opinions publiques.

1. Lire la revue hebdomadaire anglaise *New Scientist*, du 14 mars 2009 qui établit une synthèse de ces questions.

Il ne s'agit pas d'une association utopiste, déconnectée des réalités. En faisant des recommandations incitatives, l'UICN ne poursuit pas l'objectif de modifier radicalement le monde. Elle ne défend pas, comme certains ont pu naguère le faire, la décroissance, qui ne serait pas acceptée par tous les gouvernements. Pragmatique à plus d'un titre, elle poursuit un objectif noble : la préservation de la nature. Cette association à portée universelle s'assigne et permet par étapes, sans à-coups, la discussion ouverte, en n'exigeant aucun préalable. On le constate, les aspects positifs ne manquent pas.

Pourtant, l'UICN souffre d'un manque évident de lisibilité, de visibilité quant à ses actions menées. Très écoutée et souvent entendue des pouvoirs publics et des entreprises, elle ne bénéficie pas de la même aura auprès des populations, d'une opinion qui au fond ne la connaît pas assez. Ce déficit de légitimité populaire semble regrettable car nombre de personnes souhaitent améliorer, à leur échelle, l'environnement, faire un geste pour la planète, participer à cette lame de fond bienfaitrice ne demandant qu'à être guidées, inspirées, instruites – mais sans être instrumentalisées – par ceux qui savent et comprennent les beautés de la nature, la sauvegarde des processus écologiques ou les avantages d'une utilisation durable des ressources naturelles.

## 2 L'ONG Greenpeace : la « multinationale » de l'écologie

Globalement, l'ONG Greenpeace privilégie l'action à la parole, le terrain aux salons feutrés des conférences multilatérales. Indépendante des puissants et conçue dès le début des années 1970-1972, elle interpelle par ses combats écologiques engagés, très médiatisés et s'honore de livrer des luttes incessantes, harassantes contre tous les abus (étatiques bien sûr et ceux en provenance de puissantes firmes ou d'organisations intergouvernementales) pouvant avoir une influence néfaste sur notre environnement naturel, sur terre comme au fond des océans.

Présente dans plus de quarante États, Greenpeace coordonne de son siège à Amsterdam ses différentes antennes nationales et régionales. Avec plus de trois millions d'adhérents-donateurs et quelque 2 400 salariés, cette organisation résiste (les essais nucléaires...) autant qu'elle entreprend, milite sur un plan idéologique tout en menant bataille, protège la nature aussi bien qu'elle réagit avec fougue quand celle-ci est menacée.

Sur plusieurs fronts en même temps, recourant souvent à des opérations coup-de-poing spectaculaires, l'ONG Greenpeace fait entendre sa voix, dénonce certaines situations et parvient à redoubler de succès :

- en matières d'énergie (pétrole en ligne de mire – contre Esso notamment –, défense des énergies renouvelables, respect du principe de précaution), de réserves marines ou pour une pêche durable ou encore lors de joutes musclées

contre la déforestation (en République Démocratique du Congo concernant la révision des titres forestiers, en Amazonie, en 2002, à propos du moratoire de l'exploitation de l'acajou et son inscription à la CITES ou au Brésil dans son duel contre l'expansion de l'élevage bovin) ;

- et surtout, d'une part, relativement à sa lutte contre la dissémination des OGM qui, selon cette ONG aux multiples moyens de pression, passe par une refonte générale des législations autorisant les OGM et l'étiquetage des produits animaux et, d'autre part, en direction du nucléaire (intervention de ses bateaux au cours de campagnes de manifestations anti-nucléaires – affaire du Rainbow Warrior, en juillet 1985 par exemple –, actions musclées contre l'EPR – réacteur pressurisé européen – jugé dangereux, retraitement et enfouissement des matières fissiles, urgence d'un débat sur les dangers de l'atome, etc.).

Ses actes militants bruyants, ses méthodes médiatiques influentes se portent aussi sur les grandes firmes qui à leur tour ne sont pas épargnées par ce véritable contre-pouvoir organisé, en voici trois exemples édifiants :

- ainsi en 2007, le géant américain Apple accepte de retirer la plupart des substances toxiques contenues dans ses ordinateurs largement diffusés (Hewlett-Packard et Dell l'imiteront) ;
- en 2009, les Multinationales Carrefour, Nike, Timberland, et Wal-Mart prennent l'engagement d'exclure de leurs ventes le cuir et la viande issus de la déforestation amazonienne ;
- Nestlé, la puissante firme suisse de l'agroalimentaire, met en 2010 un terme à son partenariat avec l'entreprise Smart auprès de laquelle la « vieille Dame » de Vevey s'approvisionnait.

**Tableau 7.1 – Échelle internationale de classement (INES) des incidents & accidents nucléaires**

Types d'incidents/accidents	Rang ou niveau	Incidences	Exemples
Accident considéré comme majeur	7	• rejet radioactif majeur ; craintes d'effets considérables sur la santé ; contaminations en tous genres de l'environnement (eaux, végétaux...)	• Tchernobyl (1986) • Fukushima-Daïchi (2011)
Accident considéré comme grave	6	• rejet important à l'extérieur du site • mesures en faveur des populations alentour (ex. zone d'exclusion)	• Tcheljabinsk près de la ville de Kyshtym, en Oural, URSS (1957)
Accident	5	• rejet considéré comme limité, mais cœur du réacteur gravement endommagé ; application partielle de contre-mesures prévues	• Three Mile Island, États-Unis (1979)
Accident relatif	4	• rejet mineur de radiations, mais dégâts importants dans le cœur du réacteur • exposition mortelle de travailleurs	• Saint-Laurent-des-Eaux, France (1980) • Tokai Mura, Japon, 1980



Incident considéré comme grave	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>• faible rejet de radiations à l'extérieur du site</li> <li>• contamination grave de travailleurs</li> </ul>	• Sellafield, Royaume-Uni (2005)
Incident	2	• Défaillances importantes des protocoles de sécurité ou sauvegardes (contamination, surexposition des travailleurs)	
Anomalie vérifiée	1	• Sortie du régime de fonctionnement normal habituel	
	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonctionnement normal des réacteurs</li> <li>• Aucune incidence en matière de sûreté</li> </ul>	

L'ONG Greenpeace dénonce certains abus (l'accusation récente<sup>1</sup> portée contre McKinsey d'avoir vendu des études erronées concernant le combat contre la déforestation des pays tropicaux ayant sollicité l'expertise de ce géant du conseil) et propose des solutions ; se faisant, elle remue donc les consciences, éveille des vocations, sensibilise les esprits et bouleverse les ordres établis quelque peu assoupis. Malgré tout, cette association officiellement non-violente, défendant ardemment l'adage « la fin justifie les moyens », va parfois trop loin et manque ainsi ses cibles par excès de zèle.

En défendant des causes légitimes, la *machine Greenpeace* est amenée, au prix d'une radicalité jamais inassouvie, à enfreindre souvent la loi, à défrayer la chronique, à choquer également par des actions extrêmes (par exemple, en entrant illégalement mais sans violence sur un site protégé – comme le 5 décembre 2011, lorsqu'elle organisa une intrusion dans la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, dans l'Aube, afin de démontrer la vulnérabilité des installations nucléaires françaises à d'éventuelles attaques terroristes –, en obstruant les tuyaux d'usines déversant des effluents toxiques, en demandant que ses militants s'attachent sur des lignes de chemins de fer entravant par là la circulation des trains...) et, en dernière analyse, à faire l'objet de nombreuses poursuites judiciaires. Car les entités visées par ces interpositions et manœuvres jugées par elles intempestives n'hésitent pas à saisir les tribunaux, actions qui grèvent dangereusement le budget de l'ONG Greenpeace (celui-ci s'élevant à plus de 210 millions d'euros) et fragilisent à terme légitimité et identité de l'organisation verte.

Ainsi, est-on conduit à se poser au sujet de cette ONG la question fondamentale suivante : jusqu'où peut-on aller lorsque l'on est animé par de louables fondements et guidé par de justes inspirations sans craindre de réduire, et parfois invalider, ternir et compromettre ses propres idéaux à force de vouloir trop en faire ?

1. Lire l'article du journal *Le monde* du 8 avril 2011.

### 3 World Wide Fund for Nature (WWF) ou Fonds Mondial pour la Nature

L'ONG WWF<sup>1</sup> réussit, depuis 1961, presque tout ce qu'elle entreprend. Son domaine d'expertise étoffé habite et sous-tend son action : la protection de l'environnement au service du vivant de la planète.

Doté d'un réseau très étendu dans plus de cent pays et forte de l'assistance de plus de cinq millions de membres, le WWF met tout en œuvre pour construire un avenir harmonieux où nature et humains cohabiteraient en totale symbiose, apposer un frein à la dégradation de l'environnement, éduquer les jeunes publics à respecter les écosystèmes, conserver la diversité biologique, pérenniser le développement durable des ressources naturelles renouvelables et promouvoir la réduction des gaspillages et de la pollution.

Pour atteindre ses généreux schémas, l'ONG à l'effigie du panda géant<sup>2</sup> prend ses distances avec une organisation partisane comme Greenpeace car elle fonde son travail sur le dialogue sans préalable, les rencontres sans équivoque ou compromissions avec tous les acteurs publics et privés et non sur le mode d'opérations musclées et de communications largement médiatisées.

Ses réalisations très concrètes, reconnues et suivies embrassent de nombreux domaines, tels que :

- la sauvegarde des milieux naturels (ex. la protection de La Loire, l'un des derniers fleuves sauvages d'Europe) ;
- la protection des espèces les plus menacées (ex. baleines, dauphins, ours bruns des Pyrénées) et aussi la lutte contre leur indigne trafic, notamment en collaboration avec des Firmes multinationales comme Canon, Castorama, Coca-Cola, IBM, La Caisse d'Épargne, Wal-Mart, etc. ;
- et la création de réserves naturelles là où la biodiversité l'impose (par exemple les tortues luths en Guyane) et le développement de programmes de gestion durable des forêts.

L'envergure internationale atteinte par le WWF et son exceptionnelle aptitude à produire études et réflexions pertinentes sur chaque thème environnemental font paradoxalement craindre, à tort ou à raison, un risque de dilution des énergies investies, un impact amoindri par les sujets pluriels abordés et, à terme, une insuffisance de résultats probants. Mais s'attacher farouchement au vivant animal et végétal, comme le fait WWF, ne suppose-t-il pas aussi une démarche sujette à controverses ? D'ailleurs, l'Unesco ne s'y est pas trompée en lui accordant, en 1996, le statut d'observateur consultant auprès de ses organes.

1. Son siège est à Gland (canton de Vaud), en Suisse, tout comme l'UICN.

2. En souvenir du panda Chi-Chi arrivé au zoo de Londres en 1961.

## 4 L'ONG « Sea Shepherd »

*Sea Shepherd Conservation Society* (SSCS) est une association atypique aussi bien par les buts qu'elle s'assigne que par les actions qu'elle entreprend. Elle figure, depuis 1977 date de sa conception à Vancouver (Canada), puis de sa fondation quatre ans plus tard aux États-Unis (État d'Oregon), parmi les ONG qui se proposent de mettre un terme parfois par la force aux actions destructrices dont souffrent les écosystèmes marins.

Militante et active, elle s'engage néanmoins à respecter tous les traités internationaux, conventions et chartes relatifs au droit international de la mer, et coopère avec les organisations internationales engagées dans la défense des fragiles milieux marins.

En luttant contre les activités illégales en haute mer, la SSCS<sup>1</sup> remplit en fait un vide juridique. En effet, les Eaux internationales – au-delà de 200 milles nautiques des États côtiers – affranchies de tout droit, ce qui conduit à des abus tels que le dégazage, l'irrespect des réglementations relatives aux espèces marines menacées ou les actes de piraterie, permettent à cette pugnace organisation d'y intervenir de façon démonstrative, agressive et forte, en particulier contre les activités jugées par elle illégales des bateaux de pêche.

Très entreprenante durant la saison de chasse à la baleine, *Sea Shepherd* livre grâce à sa flottille un combat sans merci contre les navires de pêche japonais, les aborde, entrave leurs activités et obtient quelques résultats remarquables (en 2011, retrait – provisoire ? – des baleiniers nippons dans l'océan Austral).

Par conséquent, les ONG notamment européennes s'engagent et mènent souvent aux changements ou du moins à la réorientation de politiques des États, naguère peu soucieux du respect de l'environnement. Pour autant, à force d'accroître et renforcer ses champs d'application, on peut se demander si ces ONG ne débordent pas de leurs prérogatives textuelles pour, en définitive, venir empiéter sur les compétences des politiques étatiques.

En Zambie<sup>2</sup>, les ONG – vigilantes et réactives – parties en guerre contre les scandales écologiques sont en permanence à pied d'œuvre. Ainsi, le suisse **Glencore** introduit à la Bourse de Londres en mai 2011 et géant mondial du négoce des matières premières basé à Baar, qui y exploite la plus grande fonderie d'Afrique recourant à des systèmes ultra-

1. Son budget repose sur des dons volontaires et la vente de produits de merchandising sur son site *seashepherd.org* (vêtements, cadeaux, bijoux...).

2. Voir l'édifiant enquête documentaire d'Alice Odiet et Audrey Gallet « Zambie : à qui profite le cuivre ? », dans *Le Monde en face*, diffusée sur France 5 le mardi 31 mai 2011. Faut-il rappeler l'immense émotion provoquée en France lorsque Glencore avait fermé le 24 septembre 2003, sans préavis ni plan social, l'usine « Metaleurop » de Noyelles-Godault (Pas-de-Calais), mettant au passage 830 salariés au chômage et laissant à l'abandon l'un des sites industriels les plus pollués de l'hexagone.

efficaces d'extraction du cuivre et, par un procédé d'injection d'acide sulfurique dans le sous-sol... terriblement polluante, fait l'objet de toutes les attentions. Car les populations locales largement dépendantes du travail de cette multinationale endurent de graves problèmes de santé. Et, comme si cela ne suffisait pas, ce courtier, qui ne paye pas d'impôts sur les bénéfices en territoire Zambien, se voit reprocher une incroyable évasion fiscale ! La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a d'ailleurs annoncé le 1<sup>er</sup> juin 2011 un gel de ses nouveaux prêts à la firme incriminée et à ses nombreuses filiales.

Certes les enjeux environnementaux complexes exigent une approche globale de tous les intervenants de l'écologie, et donc des ONG dédiées à cette cause. Pourtant, élément aggravant, les États font parfois preuve d'inertie pour réagir face à un danger imminent et ne sont pas toujours conscients des urgences du moment.

Or, si ces associations à vocation universelle se situent dans leur rôle à vouloir justement influencer sur les gouvernements et instances internationales, elles doivent en revanche s'interdire de s'y substituer. Surveiller la bonne application des législations nationales et internationales, impulser ou proposer des avancées environnementales sans s'arroger le pouvoir exorbitant de les adopter doivent constituer leurs lignes directrices d'action.

Aussi, ne faudrait-il pas qu'elles instrumentalisent à nouveau les précieuses informations qu'elles détiennent, souvent plus fiables que celles des groupes plurinationaux ou des nations, à des fins, intérêts ou contre-pouvoirs personnels ! Pour ces entités de nature privée, il s'agit bien plutôt d'établir un diagnostic cohérent, de fournir d'inestimables données sans attendre quoi que ce soit en retour.

En l'espèce, l'absence de toute rivalité entre les différents acteurs impliqués dans la défense de l'environnement et la préservation des espèces représente le meilleur garant des succès à venir.

### Section 2 **INSTRUMENTS JURIDIQUES INTERNATIONAUX DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

Les OI prennent à cœur toutes les notions environnementales (développement durable, PIB vert, biodiversité...) et tentent, autant que faire se peut, de les intégrer dans leurs nombreux programmes spécifiques. Les résultats obtenus sont parfois étonnants et tracent la voie à d'autres initiatives encore plus hardies. Il est bien sûr impossible de passer en revue toutes les instances et agences internationales qui existent de par le monde, formant un maillage incomparable dans les relations internationales. Cependant, trois organisations intergouvernementales retiennent particulièrement l'attention tant par leurs initiatives environnementales, les procédures suivies que les succès acquis.

## 1 L'Unesco et le développement durable : l'exemple du Mont-Saint-Michel

Le développement durable n'est pas un concept figé, quiet et immuable. Bien qu'il soit un principe désormais universellement admis, il se heurte parfois aux approches dissemblables dont il fait l'objet. Ainsi l'Unesco<sup>1</sup> et le patrimoine français ont récemment créé la polémique à propos d'un projet d'éoliennes à Argouges, en Basse-Normandie, lieu situé à une dizaine de kilomètres du célèbre Mont-Saint-Michel.

Les arguments se sont sans ménagement entrechoqués. Alerté par des associations écologiques, le Comité du patrimoine mondial de l'Unesco s'est dit, à propos de cette initiative française, « préoccupé par l'impact potentiel sur le cadre paysager » lors de sa session annuelle tenue en juillet-août 2010 à Brasilia, tandis que la position française ardemment défendue par le « Syndicat des énergies renouvelables » et sa branche éolienne, « France Énergie Éolien<sup>2</sup> », a fait valoir que les trois mats, hauts de cent mètres, ne seront pas visibles du Mont car leur implantation serait suffisamment éloignée de ce merveilleux monument qui attire trois millions de visiteurs par an.

L'enjeu est de taille puisque la sanction juridique internationale de l'Unesco peut varier de la simple mise en garde au déclassement pur et simple du site. À Bahreïn, lors de la 35<sup>e</sup> session de sa Conférence générale tenue en juin 2011, le Comité du Patrimoine a officiellement demandé, le 23 de ce mois, à l'État français de suspendre tout projet de parcs éoliens y compris ceux en cours ou déjà nommément approuvés. Sans injonction ni menace réelle formulée, l'Institution internationale conteste ainsi l'impact visuel avéré ou pas qu'aurait un tel projet de construction et réclame à l'exécutif parisien l'élaboration d'un rapport en ce sens sur la gestion du site incriminé.

Force est alors d'admettre et de conclure que, dans cette affaire, paradoxe<sup>3</sup> il y a : l'Unesco et le développement durable s'excluent-ils mutuellement pour incompatibilité ? On sait que la mission du Patrimoine s'attelle à promouvoir et protéger les sites culturels et naturels menacés. Cette classification universelle institutionnalisée devient de fait l'un des plus fervents promoteurs du « tourisme vert », respectueux de l'environnement.

Mais cet attachement au tourisme attractif ainsi promu serait-il lui-même pérenne au regard du prisme sourcilieux du développement durable ? Ne renferme-t-il pas à son tour des limites ou frontières qu'il serait indélicat de franchir ?

1. Institution spécialisée des Nations unies depuis 1945, l'Organisation des NU pour l'éducation la science et la culture a son siège à Paris (7<sup>ème</sup>). Le Mont-Saint-Michel est classé depuis 1979 au Patrimoine mondial de l'Unesco.

2. Association, fondée en 1996, et regroupant plus de 230 professionnels de la branche.

3. Lire avec intérêt P. Marcotte et L. Bourdeau, *La promotion des sites du Patrimoine mondial de l'Unesco : compatible avec le développement durable ?*, in *Revue Management & Avenir*, N°34, avril 2010.



Car cette attractivité malsaine, aussitôt doublée d'une sur-fréquentation, recèle nombre de pièges, incongruités et risques qui mis deux à deux semblent, à terme, rédhibitoires, en voici quelques exemples : arrivée massive de touristes insouciant sur les magnifiques lieux naturels classés par l'Unesco et dégradations consécutives de ces sites (piétinements, bruits, ordures), fierté légitime des populations locales face au choix opéré par l'organisation internationale chargée de la culture et réduction subséquente de la qualité de vie de ces mêmes riverains, binômes auxquels s'ajoute la régulation nécessaire des pèlerins (chemins balisés à emprunter, parkings obligatoires, horaires imposés, navettes à prendre...) au nom de la préservation des sites se traduisant forcément par une baisse sur place des revenus attendus.

À long terme, il convient donc d'établir un équilibre crédible entre les différentes forces en jeu ; mieux encore, il s'agit de créer entre elles des synergies positives. En empruntant une même destination, préservation du patrimoine et développement durable seraient alors en mesure de transmettre l'héritage commun naturel de l'humanité aux générations futures. En élaborant des instruments juridiques, économiques et sociaux universellement volontaristes, adaptés et acceptés, ils pourraient converger vers une même cause.

Il resterait alors, au terme de cette dynamique délicate mais pas irréaliste à retenir puis à consolider, les coopérations et contributions à tous les niveaux (international, national, régional et local) et dans toutes les dimensions touchant à l'économie, aux mentalités, aux aspects sociétaux et bien sûr écologiques. Avec, en filigrane, une idée générale et généreuse à l'esprit : faire passer l'intérêt général avant tout avantage particulariste.

Ainsi, sous l'influence des ONG environnementales, la « demande-contrainte » touristique évoluera vers le durable et, en échange, l'offre concurrentielle s'adaptera, s'enrichira et, ultimement, déploiera des incidences positives.

## **2 La Banque Mondiale et les crédits carbone : progrès ou mystification ?**

Le réseau Banque Mondiale (BM), organisme de soutien financier international à des projets de développement dans les pays en développement (PED) et véritable pendant institutionnel du FMI et de l'OMC, n'a pas pour vocation première de traiter des questions écologiques tout comme l'extrême sensibilité des écosystèmes. Néanmoins, la prégnance de ces thèmes, en particulier le développement durable au bénéfice du sous-développement, ont influencé l'influent « gendarme » de Washington<sup>1</sup>.

1. Lire « Les nouveaux gendarmes du monde », Roland Séroussi, Dunod éditeur, Paris, 1994.

La position récente de la BM se focalise sur certains objectifs stratégiques très actuels, parmi lesquels figurent en première ligne : la volonté de minimiser l'impact néfaste des activités futures (ex. les installations d'éoliennes, de panneaux solaires, la gestion durable des déchets, une activité de reforestation étroitement liée à l'arrêt de la déforestation...) et donc celle relative à ses nombreux projets mis en place sur le climat.

L'institution de Washington, structurée et organisée à cet effet, a ainsi élaboré deux programmes écologiquement responsables visant à atteindre ces axes majeurs :

- intégrer l'axe environnemental/développement durable à ses initiatives de développement économique et ses programmes d'investissements en faveur des nations les plus nécessiteuses ;
- rapporter son domaine d'expertise sur les pays en développement afin d'y initier des résolutions directes permettant de recevoir des crédits carbone.

Pour envisager positivement ces deux incontournables impacts, il convient de répondre aux trois questions suivantes : d'abord, comment réussir à « verdir » des actions multidimensionnelles de développement ? ; ensuite, par quels procédés peut-on mettre en place des structures de financements capables de conférer à l'écologie un rang incontestable ? ; et, enfin, y a-t-il une réelle place pour des investissements *verts* profitables aux pays les plus démunis et aux communautés les plus déshéritées ?

La BM, riche, efficiente et dont la signature auprès des puissantes agences de notations (AAA) ne fait aucun doute, a pour se faire, en 2008, émis des « green bonds » sur les marchés obligataires du monde entier. Pour en valider et légitimer le caractère écologique, la Banque Mondiale a entrepris quelques projets – en partenariat direct avec le Centre international pour la recherche sur le changement climatique et l'environnement (CICERO<sup>1</sup>) – à partir de deux constats positifs :

- chercher à solliciter les énormes fonds de pension et fonds souverains d'États<sup>2</sup> pour qu'ils investissent dans des taux fixes de grande réputation excluant tout aléa ;
- présenter aux potentiels acquéreurs des obligations au rendement élevé, supérieur à ceux, entre autres, des bons du Trésor américain pourtant largement convoités.

Près de cinq ans après ce processus, où en sont les « green bonds » pilotés par la BM ? Plusieurs émissions d'obligations (2 milliards de dollars sont évoqués) ont été lancées et souscrites avec succès, notamment par les États d'Europe du Nord. Elles concernent la mise en place et le pilotage de dizaines de projets de dévelop-

1. Le *Center for international Climate and Environmental Research* est un centre de recherche indépendant associé à l'Université d'Oslo qui a été mis en place par décret royal en 1990.

2. On évoque, en l'espèce, des fonds considérables en millions ( ? ) de dollars difficiles à vérifier.

pement durable. L'opération liée au Ghana en constitue le meilleur exemple, mais son montage et sa structure complexes sont d'une lecture absconse et peu lisible et, partant, entretiennent l'idée discutable que la BM se sert des « green bonds » pour assurer son financement traditionnel de projets d'infrastructures qu'elle se contenterait ainsi de *verdir*<sup>1</sup>, considérant cette initiative orientée, contre-nature, voire démagogique. Mais, après tout, les investisseurs institutionnels ne réclament en retour de leurs souscriptions nul compte ni état des lieux exhaustif sur ces montages financiers.

Deuxièmement, sur un plan voisin du premier, celui-là même qui a été déterminé par la Protocole de Kyōto, plusieurs dizaines de grandes firmes se sont engagées à compenser une part de leurs émissions de gaz à effet de serre par l'entremise de crédits carbone. La Banque Mondiale s'est associée à cette ingénieuse initiative en menant des projets d'économie de gaz en vue d'acquérir lesdits crédits. Mais à nouveau des critiques souvent fondées se font entendre et étalent leur scepticisme à l'égard de ces projets. En effet, elles convergent toutes vers l'utilisation par les FMN de cette manne financière pour décupler impunément, sous couvert écologique trompeur, leurs activités lucratives (pâte à papier, secteur de l'énergie).

Quoi qu'il en soit, les fonds et les activités carbone de la BM ne cessent d'augmenter et les accords afférents d'achats de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub><sup>2</sup> de se multiplier. Il demeure malgré tout une ombre au tableau : après l'échéance de 2012 du Protocole de Kyōto, d'autres projets multilatéraux seront-ils encore mis en œuvre sachant que l'élimination d'émissions de gaz s'effectue dans le temps à un coût toujours plus élevé ? Or, l'actuelle situation économique-financière mondiale (grave crise des *sub-primes* et dettes publiques records), qui ne cesse d'étendre ses effets négatifs, ne milite pas en ce sens.

### 3 Le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE)

Alors que l'écologie s'apprêtait à entrer dans sa phase moderne, visible et active, le PNUE<sup>3</sup> fut créé, en 1972, à l'issue de la Conférence des Nations unies de Stockholm (5-16 juin) sur l'environnement Humain – encore appelé 1<sup>er</sup> Sommet de la Terre – tenue la même année sous l'égide de l'organisation new-yorkaise. Au sein de cette structure d'application aussi bien universelle que sectorielle qui représente une émanation juridique de l'Organisation mondiale (ONU), tout conduit à la concer-

1. Lire l'ouvrage très critique de Mary Tharin, « The World Bank and Climate Change : sustainability or Exploitation ? », Institute for Policy Studies, 2009.

2. Principalement via des projets d'élimination d'autres gaz à fort effet de serre.

3. En anglais UNEP pour *United Nations Environment Programme*.

tation internationale permanente avec les ministères de l'Environnement des États membres, le secteur privé, la société civile, les ONG et les OI.

Même l'**Organisation Mondiale du Commerce**, pourtant conservatrice à plus d'un titre, a évolué en matière d'environnement. En effet, cette organisation ultralibérale a (enfin !) reconnu dans un rapport conjoint avec le PNUE de 2009 qu'« une taxe carbone aux frontières est compatible avec les règles du commerce » admettant par là le lien fort qui unit commerce aux changements du climat. À Genève, on accepte donc l'idée qu'une *exception* aux règles internationales les mieux établies est, en certains domaines, désormais envisageable...

La structure du PNUE fonctionnelle, très abondante et décentralisée s'articule sans heurts : à sa tête figurent un Bureau exécutif, un Conseil d'administration de 58 membres élus, sur une base géopolitique, pour un mandat de 4 ans par l'Assemblée générale des Nations unies et des organes internes auxquels s'ajoutent plusieurs Divisions. Le Programme héberge, en outre, les secrétariats de plusieurs conventions environnementales multilatérales, telles celles sur l'ozone, la diversité biologique, les espèces migratoires, la CITES...). De plus, ce Programme onusien a, à dessein, situé son siège à Nairobi (Kenya<sup>1</sup>), au cœur même de la biodiversité.

Globalement, le PNUE se charge ainsi d'associer étroitement, par un jeu efficace d'interactions, la gestion ordonnée de l'environnement et du développement que l'on veut concevoir durable. Il s'assigne comme missions premières : d'évaluer et expertiser les grandes tendances environnementales tant régionales que mondiales (le Centre de surveillance de la conservation de la nature par exemple), de faciliter le transfert des connaissances et des technologies (création de bases de données, tel le GRID<sup>2</sup>...), de promouvoir le développement durable par la promotion d'accords internationaux et de proposer rapports (annuels), initiatives (« Pour une Économie verte », « Journée mondiale de l'environnement », « Forum sur les technologies vertes »...) et travaux d'expertise de qualité (publications, lettres d'informations, campagnes médiatiques...).

Bref, il s'agit bien pour ce Programme d'initier, de faciliter et de sensibiliser les acteurs régionaux, nationaux et internationaux aux problématiques de l'environnement.

En l'absence d'OI consacrée et autonome relative aux questions environnementales, le PNUE comble un vide juridique : il s'établit comme l'instance la plus importante au sein du système onusien chargée des thématiques locales et internationales liées à l'environnement.

1. Auquel il faut ajouter 6 bureaux régionaux dispersés à travers le monde pour faire face aux réalités régionales.

2. Pour « Global Resource Information Database ».

nement. Son mandat est de coordonner l'élaboration de régimes juridiques internationaux en analysant l'état de l'environnement et en portant à l'attention des gouvernements les questions émergentes les plus pressantes (réchauffement, pollutions de l'air transfrontières, sauvegarde de la biodiversité, couche d'ozone, espèces menacées).

Techniquement, son domaine d'expertise et ses objectifs prioritaires proviennent de la **résolution 2997 (XXVII)** de l'Assemblée générale des Nations unies, en date du 15 décembre 1972, et des amendements adoptés ultérieurement, en 1992, par la CNUED (Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, connue comme le « Sommet de Rio de Janeiro »).

Cependant, le PNUE souffre d'une lacune non-rédhibitoire mais pour le moins handicapante car, au même titre que le PNUD et bien d'autres entités internationales encore, cette émanation onusienne ne constitue pas une entité juridique indépendante à part entière de l'ONU, comme le sont l'OMC, la Banque Mondiale ou le FMI. La portée de ce manque ou lacune est réelle : ce Programme environnemental impulse, invite, stimule et encourage tous les acteurs du droit international de l'environnement (États, OI et ONG) sans véritablement pouvoir les contraindre puisqu'il recommande sans obliger, aiguillonne sans juridiquement pouvoir imposer.

Certes, notamment depuis le sommet de la Terre de 2002 à Johannesburg et le plan-projet de réforme de l'ONU initié, en janvier 1997, par le Secrétaire général des Nations unies, le très apprécié Ghanéen Kofi Annan, une refonte du PNUE est effectivement envisagée. Mais, faute d'unanimité, la création d'une ONUe (Organisation des Nations unies pour l'Environnement), digne de cette appellation, aux prérogatives réglementaires impératives identifiées et aux pouvoirs coercitifs, a été renvoyée *sine die*. L'initiative rebuterait-elle les gouvernements au point d'entraver toute discussion internationale sereine ? On peut hélas l'appréhender et, bien sûr, le déplorer.

#### 4 Zoom sur le GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat<sup>1</sup>

Cet organisme d'inspiration intergouvernementale possède une origine hybride puisqu'il a été conjointement créé, en 1988 à la demande du G7, par deux institutions onusiennes : l'OMM (Organisation météorologique mondiale) et le PNUE (Programme des Nations unies pour l'Environnement visé plus haut). Force importante et écoutée de propositions, le GIEC<sup>2</sup> – doté d'un Bureau, d'un Président, d'un secrétariat assez

1. IPCC pour *Intergovernmental Panel on Climate Change*.

2. Le GIEC s'est vu discerné, conjointement avec l'ex Vice-président américain Al Gore, le prix Nobel de la paix en 2007.

réduit – tient une Assemblée plénière annuelle chargée d’adopter décisions d’ordre structurel et les diverses procédures internes qu’il entend appliquer.

De même, il s’attache à étudier les risques climatiques à venir pour l’ensemble des États de la planète, en insistant notamment sur l’impact des différentes activités humaines relatives aux modifications récentes du climat.

Parfois, la coopération internationale emprunte des chemins inattendus, porteurs d’espoirs. Elle peut ainsi rapprocher les ONG des États pourtant géographiquement éloignés, comme c’est le cas entre la **Biélorussie**, pays limitrophe de l’Ukraine, et l’**Italie**. En effet, suite à la catastrophe nucléaire de Tchernobyl du 26 avril 1986 et ses effets de rayonnements ionisants sur les organismes humains, plusieurs associations italiennes très investies dans la protection de l’environnement et antinucléaire, telle l’ONG « Legambiente », participent à d’innombrables projets, certains en faveur de l’accueil des enfants bélarusses, premières victimes de la contamination radioactive, d’autres visant à cultiver des plantes en serre. En créant des partenariats aussi généreux qu’efficaces, les ONG de ces deux États réussissent dans leur entreprise à multiplier les initiatives bilatérales (par exemple le projet italo-bélarusse « Humus » de septembre 2005 proposant un procédé innovant de culture hors-sol pour les terres contaminées).

En produisant régulièrement pour le compte des décideurs des rapports scientifiques issus de la synthèse d’analyses objectives réalisées par différents auteurs réputés, le GIEC qui ne bénéficie pas de laboratoires propres veut, dans son approche intellectuelle, tendre vers l’exhaustivité et l’excellence.

Cette instance bicéphale, co-présidée par un représentant des Pays en développement (PED) et un délégué des pays développés, s’articule en trois groupes de travail, chacun co-dirigé par un représentant des nations développées et un délégué des États en développement : le premier groupe œuvre sur les principes environnementaux de l’évolution du climat ; le second poursuit une mission d’identification des conséquences prévisibles (ex. la vulnérabilité des systèmes socioéconomiques et naturels aux modifications attendues du climat) du changement climatique sur les sociétés ; le troisième s’occupe à trouver les moyens de réduire les risques liés à ces changements. Une « Équipe spéciale », chargée des inventaires nationaux de gaz à effet de serre, vient utilement compléter ces différentes missions

Le GIEC s’évertue, en particulier en fournissant des réponses claires, précises et argumentées à partir de la synthèse de milliers de publications, à répondre – pour le dénouer – à l’écheveau de la « contrainte climatique » qui actuellement fait largement débat : cette sujétion provoquera-t-elle d’irréparables préjudices et, partant, doit-elle interdire tout attentisme coupable ou représente-t-elle plutôt l’état d’un risque acceptable qui n’implique absolument pas d’infléchir modes de vie, réorientation des investissements et engagements financiers supplémentaires ?

Néanmoins, le GIEC, dont l'expertise n'est plus à prouver après un quart de siècle de résultats probants en matière d'environnement (réchauffement climatique, principe de précaution, etc.), essuie une série de critiques émises notamment par une partie – certes minoritaire – de la communauté scientifique française emmenée par le professeur Claude Allègre, ex-directeur de l'Institut de physique du globe de Paris et membre de l'Académie des Sciences.

D'abord, à vouloir, selon ces détracteurs, rechercher à tout prix la voie du consensus auprès des experts consultés et faire cohabiter des positions souvent opposées, le GIEC s'obligerait à édulcorer les valeurs du développement durable et les scénarios qu'il entend défendre et n'atteint pas ainsi le résultat (le devoir ?) d'objectivité auquel il prétend.

Ensuite, une propension fâcheuse se développerait sans il est vrai se généraliser : cette tendance autoriserait ainsi la publication hâtive de rapports quelquefois sur la base d'informations qui, elles-mêmes, n'ont pas encore été soumises à l'approbation formelle et préalable de la communauté scientifique internationale (juste avant la tenue de Copenhague (COP15, en 2009) éclatait le « Climategate<sup>1</sup> » dans lequel des climatologues laissaient filtrer leur réticence à souscrire au dogme onusien de réchauffement nucléaire).

Enfin, un organisme, tel que le GIEC, soumis à une dualité organisationnelle OMM-PNUE ne créerait pas les meilleures conditions d'une indépendance, autonomie ou neutralité à l'égard des données fournies et pour le moins en affaiblirait la portée. Rendre des comptes à deux donneurs d'ordres intergouvernementaux, en recevoir les recommandations et bien sûr y répondre dans les délais impartis ne représenteraient, toujours d'après les contempteurs du GIEC, pas les conditions appropriées idéales pour la production de rapports ne souffrant aucune contestation.

En élaborant une Charte déontologique adaptée au GIEC dans laquelle chaque mot et article seraient pesés et rigoureusement appliqués dans une structure à redessiner, en lui conférant pouvoirs et statuts, prérogatives et devoirs détachés de ses deux instances fondatrices permettraient au GIEC de mieux remplir ses irremplaçables objectifs, éviter des erreurs factuelles repérées notamment dans le rapport annuel du GIEC (ex. la disparition probable des glaciers de l'Himalaya d'ici 2035) et balayeraient définitivement les intentions contestables prêtées par les farouches détracteurs de cette institution. Avec comme enjeu ultime : restaurer une crédibilité internationale quelque peu écornée afin de mieux répondre aux interrogations légitimes des opinions publiques.

---

1. Par analogie aux affaires du Watergate, de l'Iragate et autres Angolagate.

## Section 3 LE DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET L'UNION EUROPÉENNE

Le partenariat mondial qui depuis peu semble se dessiner sur des bases nouvelles, assainies et parfois équitables a établi par étapes des niveaux de coopération entre pays et bloc d'États et, dans une moindre mesure, éveiller peuples et secteurs clés de l'économie aux thèmes de l'environnement.

L'Union européenne trouve dans ce précieux réveil des nations toute sa place. Les initiatives, projets, nombreux livres « blancs » (sur la responsabilité environnementale de février 2000 ou en 2001 portant sur la stratégie politique dans le domaine des substances chimiques) ou « verts » (à propos de la responsabilité sociétale des entreprises) et programmes concrétisés dans des textes de droit illustrent parfaitement cette implication à la cause écologique.

L'Europe innove et entreprend, établit règles et décisions. De cette manière, elle (dé)montre au monde entier que des avancées écologiques audacieuses sont possibles et parvient ainsi à les initier emmenant dans son sillage la communauté internationale.

### 1 Une multitude de textes, de conférences et tables rondes sur le thème de l'environnement

#### 1.1 La protection ciblée en faveur de la forêt

2011 a été proclamée par les Nations unies, année internationale de la forêt. Cette initiative vise à renforcer toutes les initiatives portant sur la gestion durable, la préservation et le développement des domaines forestiers. Chaque année des millions d'hectares de couverture forestière disparaissent, convertis en terres agricoles, établissements humains, abattages incontrôlés, etc. L'Europe s'est depuis sa création souciée de cette déforestation massive, presque incoercible, et a pris conscience du rôle majeur joué par les forêts dans le cycle de l'eau, la préservation des sols ou encore dans l'atténuation des graves incidences provoquées par le changement climatique.

Entreprendre, c'est donner naissance à des leçons d'espoir, à poursuivre la vie, à donner raison à l'effort et au temps. Si quatre-vingts pour cent des forêts primaires (par opposition à celles artificielles, replantées) ont disparu, certaines associations comme « **Sadhana Forest**<sup>1</sup> », fondée en 2003 par deux Israéliens, œuvrent de nos jours en Inde (et aussi en

1. Lire l'article édifiant « 2011, protégeons nos forêts », de Myriam Goldminc, in L'action mutualiste, N°228, mars/avril 2011.



Haïti depuis le terrible séisme de 2010) afin de recréer une authentique forêt en des lieux désertiques situés à l'orée d'Auroville (État du Tamil Nadu). En plantant des milliers d'arbres et en faisant pousser une multitude de végétaux issus d'espèces indigènes, la nappe phréatique a réussi à remonter empêchant les villageois de quitter leur région. Le ralentissement de la déforestation au service de la lutte contre l'exode rural, un modèle utile à suivre.

En effet, l'UE – de loin la plus complète et avancée des regroupements d'États – a élaboré un programme semblable à celui de l'initiative transnationale REDD, mais bien sûr limité à ses pays membres : le « Plan d'action sur l'application de la législation forestière, la gouvernance et les échanges commerciaux » (ou FLEGT), dont l'objectif généreux notamment à partir d'accords de partenariat volontaire (APV), à certifier l'origine légale du bois importé dans les 27 États membres et ainsi offrir un moyen de lutte contre l'abattage illégal et clandestin. Plusieurs accords APV ont de la sorte été passés avec des pays d'Afrique, tels le Ghana, la République démocratique du Congo, le Liberia, le Cameroun, etc.

### 1.2 Des textes étudiés en faveur de la protection et la sauvegarde de l'environnement

La Communauté économique européenne (CEE), puis l'Union européenne (UE) qui lui a succédé se sont très tôt intéressées aux thèmes environnementaux et les ont traduits en textes communautaires sous la forme de directives à intégrer dans le droit national de chaque État membre. Pointu, détaillé, très encadré, proposant tous azimuts une réglementation uniformisée et mûrement réfléchie, le droit européen de l'environnement influence largement son homologue international qui lui – obstacle dirimant ? – doit satisfaire les quelque 194 États de la communauté internationale dont les préoccupations environnementales empruntent, on l'a vu, souvent des voies éloignées, voire divergentes.

Certaines normes écrites européennes sont déjà anciennes, d'autres plus récentes reçoivent une actualisation permanente et adaptée aux changements et atteintes écologiques si nombreux. Outre la question épineuse des OGM déjà rencontrée<sup>1</sup>, on peut valablement retenir les avancées communautaires suivantes qui poursuivent toutes les mêmes objectifs : protéger les écosystèmes, améliorer les modes de vie, sauvegarder la nature et protéger le vivant sous toutes ses formes :

---

1. Voir infra Partie 2, Chapitre 2, Section 4.

**Tableau 7.2 – Les textes de droit européen de l'environnement**

Directives/références et dates	Contenu/Observations
Directive 75/442/CEE (1975)	• premier texte remarquable relatif à l'ensemble des déchets (prévention, réemploi, recyclage, élimination)
Directive 76/160/CEE (1976)	• directive concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade dite « directive baignade »
Directive 79/409/CEE (2 avril 1979)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• « Directive oiseaux » qui définit les Zones de protection spéciale (ZPS) concernant la conservation et la préservation des oiseaux sauvages ; texte plusieurs fois modifié, puis remplacé par la « Nouvelle Directive Oiseaux » 2009/147/CE du 30 novembre 2009 qui intègre tous les amendements antérieurs apportés au texte fondateur de 1979, date où il n'y avait pas encore de véritable droit européen de l'environnement ;</li> <li>• à noter que cette nouvelle Directive (JO de l'UE du 26 janvier 2010) innove : globale, elle devient d'un point de vue juridique inattaquable</li> </ul>
Directive 91/414/CEE (15 juillet 1991)	• concerne les PPP ou produits phytopharmaceutiques (les PPP sont des préparations visant à protéger les produits de culture et les végétaux)
Directive 91//CEE (12 décembre 1991)	• directive « Nitrates » (notamment d'origine agricole, destinée à protéger les ressources en eau ; elle est accompagnée de programmes nationaux et de rapports publiés tous les 4 ans par la Commission européenne
Traité de Maastricht (1992)	• retient explicitement le principe de précaution et celui du « pollueur payeur »
Directive 92/43/CEE (1992)	• « directive habitats faune-flore » qui vise à instaurer un réseau européen d'espaces protégés en instituant le Réseau Natura 2000 (d'ailleurs, dans le cadre de l'instrument financier en faveur de l'environnement « Life+ », plusieurs dizaines de millions d'euros ont été affectés au dispositif Natura 2000)
Directive 1999/31/CE (1999)	• se rapporte à la mise en décharge des déchets afin de protéger l'environnement et la santé publique
Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000	• Directive-cadre sur l'eau (DCE) a pour objet de protéger les ressources en eaux douces, saumâtres ou salées et côtières ; élément essentiel de la réglementation européenne, cette directive a été adoptée par le Conseil et le Parlement européens en vue de protéger l'environnement, améliorer les écosystèmes et atténuer les effets des inondations et sécheresses (recours à des indicateurs de qualité)
Directive 2001/18/CE (12 mars 2001)	• Directive portant sur la question majeure de la dissémination des Organismes Génétiquement Modifiés, OGM
Directive 2002/49/CE (25 juin 2002)	• portant sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ; elle permet une harmonisation au sein des États membres de l'exposition au bruit (élaboration de cartes de bruit et nuisances sonores afin de les prévenir et/ou les réduire)
Directive 2007/2/CE (14 mars 2007)	• adoptée par le Parlement européen et le Conseil des Ministres et joliment baptisée « directive INSPIRE » ( <i>Infrastructure for Spatial Information in the European Community</i> ) visant à favoriser dans les pays membres de l'Union l'échange ordonné d'informations fiables et complètes (notion d'infrastructure : données géographiques, démographiques...) en matière d'environnement ; Directive complétée en août 2010 par l'injonction de nouvelles obligations à la charge des autorités publiques de chaque État membre
Directive du 23 avril 2008 (publiée au JO de l'UE, en mai 2008)	• sur la « Qualité de l'air » qui témoigne de la volonté européenne à vouloir définir des normes contraignantes pour les particules fines (PM <sub>2.5</sub> ) ; représente l'une des mesures phares de la stratégie thématique développée et proposée par la Commission européenne en septembre 2005 s'agissant de la pollution atmosphérique





Directive 2008/98/CE du  
19 novembre 2008

- Cette directive, adoptée par la Parlement et le Conseil, représente le nouveau cadre communautaire de référence de la politique de gestion des déchets au sein de l'UE ; elle détermine de nouveaux objectifs de recyclage que les États membres s'engagent à atteindre d'ici 2020 : les déchets ménagers et assimilés devront ainsi être recyclés à 50 % et les déchets de construction et de démolition à 70 % ; de plus, elle accompagne et durcit les dispositions en matière de prévention des déchets en imposant aux 27 États membres de concevoir des programmes nationaux de prévention
- Ce texte fédère et rationalise la réglementation européenne en rapportant trois directives existantes avec effet au 12 décembre 2010 : la directive-cadre 2006/12 sur les déchets, la directive 91/689 sur les déchets dangereux et la directive 75/439 sur les huiles usagées.

Durable et innovante, cette politique européenne l'est également, à l'instar du lancement, en 2005, du programme européen – appliqué par étapes de deux ans – d'échange de droits d'émissions de gaz carbonique axé sur les émissions des grandes firmes industrielles.

Pourtant, malgré les zones *Natura 2000*, l'Union européenne s'est au fil du temps rendu compte qu'elle n'était pas totalement parvenue à enrayer l'érosion du vivant ou pallier la dégradation de la biodiversité. Voilà pourquoi l'UE a récemment cherché à valoriser tous les services restitués à la nature en renforçant son approche en faveur des écosystèmes.

En effet, le 3 mai 2011<sup>1</sup>, le commissaire européen à l'environnement, le Slovène Janez Potocnik, a présenté à Bruxelles une nouvelle et spectaculaire stratégie de ruptures en vue de préserver, restaurer et valoriser la biodiversité sur l'ensemble du territoire des 27 États membres de l'UE. Car à peine plus de 10 % des écosystèmes et moins de deux habitats sur dix (et les espèces protégées qui y vivent) faisant l'objet d'une réglementation communautaire présentent un état satisfaisant ou bon de conservation ; en outre, plus de 50 % des espèces d'oiseaux et des habitats sont dans l'UE dans une situation d'urgence. Concrètement, tous les pays de l'Union devront, après discussion et approbation du Parlement et du Conseil des ministres, d'ici l'échéance fixée à 2020 : avoir, d'une part, mis un terme à la disparition des espèces tout en rétablissant leurs milieux naturels et, d'autre part, réhabiliter 15 % des écosystèmes dégradés.

### 1.3 Le nucléaire fait débat dans l'Europe à « 27 »

La décision majeure, au printemps 2011, de la chancelière Angela Merkel de renoncer d'ici 2022 à l'atome a relancé la discussion et d'immanquables divisions et consultations dans toute l'Europe qui compte 195 réacteurs dont 143 dans l'UE

1. Lire l'article du quotidien *Le Monde*, « l'Europe muscle sa stratégie pour la biodiversité », 4 mai 2011.

(19 en Grande-Bretagne, 8 en Espagne, 7 en Belgique, 4 en Hongrie, etc.), et surtout en France dotée de 58 réacteurs.

Ce sont les interrogations bien plus que les propositions concrètes qui, en l'espèce, s'invitent et animent désaccords et empoignades, altercations et controverses politiques sur fond économique-idéologique. Peut-on, en termes de faisabilité, facilement sortir de la dépendance nucléaire ? À quel prix (coût financier, emplois, création de nouvelles centrales fossiles, aides aux entreprises et aux particuliers, investissements colossaux à réaliser) cette sortie se ferait-il ? Les énergies renouvelables et propres suffiront-elles à se substituer au nucléaire ? Comment envisager la question *communautaire* de l'abandon stratégique du nucléaire quand on sait que les situations énergétiques dans l'UE sont très différentes et que les États membres de cet important accord régional ne s'accordent pas sur ce thème ?

Et, à supposer que la décision serait finalement prise, comment la transition s'effectuerait-elle sans heurt (chasse aux gaspillages, réorientation des crédits alloués au nucléaire vers les énergies renouvelables, dérèglement du marché européen de l'approvisionnement en électricité) ?

## 2 Principe de précaution en droit communautaire

L'Union européenne en général, notamment par l'entremise de son droit interne établi par le Traité de Maastricht, et ses différentes institutions en particulier n'ont pas fait les choses à moitié au sujet du principe de précaution (*responsible care* en anglais, dont l'approche pragmatique, outre-Manche, est des plus étendues).

Presque magnifié, ce dernier figure – concernant les questions environnementales puis celles relatives à la sécurité sanitaire et à l'alimentation – au fronton du droit communautaire. Cependant, d'aucuns<sup>1</sup> estiment le principe de précaution stérilisant, aseptisé et déconnecté d'une réalité qui se doit d'assumer l'idée que le risque zéro n'existe pas dans un monde complexe, mouvant et relié en permanence. Ces quelques détracteurs contestent cette forme de protection jugée frileuse et inadaptée, et évoquent plutôt la notion de *politique* de précaution ou de *prudence* qui serait, quant à elle, ouverte et non bloquante, fonctionnelle et évolutive. À nouveau, comme pour les OGM qui incarnent le parfait exemple de controverse infinie, la polémique s'invite insidieusement dans un débat dont on ne connaît au fond qu'imparfaitement les contours.

L'UE ne verse pas dans l'inertie en matière d'environnement, elle se montre toujours vigilante et réactive. La France (comme une vingtaine d'États membres) l'a récemment compris à ses dépens. En dépassant régulièrement les valeurs limites d'exposition aux

1. Se reporter au repère bibliographique sur ce sujet conflictuel en fin d'ouvrage.

particules fines, elle ne respecterait pas la qualité de l'air, telle qu'elle est définie au sein des instances communautaires ! C'est, en tout cas, ce que pense la **Commission européenne** qui, le 19 mai 2011, a décidé d'engager des poursuites contre Paris devant la Cour de justice de l'Union européenne. L'« objet du délit » : l'absence de mesures efficaces prises par les autorités françaises pour remédier au problème des émissions excessives de particules fines dans plusieurs zones du territoire. Il s'agit en l'espèce de micro-particules cancérogènes, puissant polluant invisible, émises notamment par la circulation des véhicules. Et même si la plupart des amendes (en l'occurrence d'un montant théorique allant de 10 à 30 millions d'euros) ne tombent généralement pas, la menace d'une astreinte quotidienne de 150 000 à 300 000 euros devrait rapidement inciter l'exécutif parisien à réagir puis à obtempérer.

Malgré ces réticences – pas toutes infondées – relative à cette règle de précaution à l'origine exclusivement retenue en matière environnementale, la Cour de Justice de l'UE (anciennement Cour de Justice des Communautés Européennes, CJCE) en a reconnu l'**applicabilité directe** bien au-delà des problématiques écologiques. D'abord exprimée de façon sous-jacente (notamment concernant le maintien de ressources halieutiques), puis implicitement mais formulée de manière limitative, en 1993, à propos d'un litige né de la définition de la longueur de filets de pêches dérivants, les juges européens ont par la suite été plus affirmatifs (arrêt du 21 mars 2000<sup>1</sup>) sur la portée du principe de précaution. En effet, ils exercent désormais un double et sourcilieux contrôle juridictionnel portant sur la légalité des décisions prises par les décideurs publics nationaux (c'est-à-dire les autorités administratives de chaque État membre de l'UE) et sur l'ensemble des décisions de la Commission européenne, en s'arrogeant ainsi le droit – légitime comme instance judiciaire – d'apprécier souverainement la notion d'incertitude scientifique chevillée au principe de précaution.

En fait, les institutions de l'UE ont tour à tour multiplié les textes et prises de positions catégoriques sur le principe de précaution indiquant par là leur attachement désormais indéfectible au contenu de cette norme directrice, aux devoirs impérieux qu'elle induit et aux enjeux qu'elle représente pour le devenir de l'humanité.

En voici trois exemples édifiants, parmi beaucoup d'autres, qui se sont progressivement affinés, raffermis, intégrés puis étendus compte tenu des affaires traitées :

- le fameux Traité de Maastricht du 20 septembre 1992<sup>2</sup> (Titre XVI – Environnement en son article 130 R. §2 et désormais article 174 TFUE, Traité sur le fonctionnement de l'UE du 9 mai 2008<sup>3</sup>) qui affirme la priorité de la protection de l'environnement et du principe de précaution (tout comme celui du « pollueur payeur ») ;

1. Concernant des autorisations de mise sur le marché OGM, la Cour européenne fait référence au principe de précaution, le définit, le conforte même et s'appuie dessus pour valoriser son raisonnement juridique.

2. Traité signé à Maastricht le 7 février 1992.

3. Voir les versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne auxquelles s'ajoutent : Protocoles, Annexes et Déclarations annexées à l'acte final de la Conférence intergouvernementale qui a adopté le traité de Lisbonne (*Journal officiel* n° C 115 du 09/05/2008 p. 0001 – 0388).

- la communication du 2 février 2000 émanant de la Commission européenne qui évoque « une consolidation progressive du principe de précaution en droit international de l'environnement... » ;
- ou encore, la Résolution du Conseil européen de Nice des 7, 8 et 9 décembre 2000 qui étend le principe de précaution aux domaines de la santé humaine, et aux applications vétérinaire et phytosanitaire.



## Repère

### Abattage rituel : entre confusion et stupeur

Une très vive controverse est récemment apparue à propos de la viande issue de l'abattage rituel. En effet, en 2010, de vastes campagnes contre cette pratique religieuse ancestrale se sont, notamment en France<sup>1</sup>, déchaînées : elles scandent leur refus de l'abattage rituel sans étourdissement des animaux dont la viande issue de ce procédé se retrouve dans les circuits classiques (boucheries, grandes surfaces, cantines...).

Le camp opposé à l'abattage rituel, au nom de la défense et de la protection somme toute légitimes des animaux, invoque les grandes souffrances, l'agonie même qu'induirait l'égorgeage à vif sans étourdissement des bêtes ainsi sacrifiées.

Partant, cette campagne réclame, d'une part, l'étourdissement préalable à l'abattage des animaux obligatoire et, d'autre part, l'étiquetage des bêtes afin d'éclairer le consommateur sur les procédés d'abattage employés, ce qui aurait pour effet de dissuader les consommateurs et de ralentir l'écoulement des parties arrière de l'animal impropres à toute consommation aux termes de préceptes religieux mais portant le label issu de l'abattage rituel, provoquant, en ultime phase, un réel manque à gagner (le prix des viandes *cachère* et *halal* augmenterait alors immanquablement).

Deux grandes religions monothéistes, le judaïsme<sup>2</sup> et l'islam, qui pratiquent l'abattage rituel depuis des temps immémoriaux sont ainsi soumis à l'opprobre populaire sans débat contradictoire. Or, cette discussion d'un autre âge, infondée et déplacée, assénée à coups de contre-vérités – on sait depuis longtemps que l'abattage rituel est moins cruel que les autres procédés et fait bien moins souffrir l'animal puisque la mort est pratiquement instantanée ; par ailleurs, près de 10 % des abattages avec étourdissement connaissent des ratés – s'est déplacée sur le plan de l'Union européenne qui, non sans embarras, vient de s'emparer du problème.

Plusieurs avancées et reculs sur la question ont déjà été réalisés : ils témoignent, au terme d'une procédure complexe, du grand embarras des institutions européennes à légiférer sur ce point :

- le 22 juin 2009, le Conseil des ministres de l'Agriculture adopte un règlement sur « la protection des animaux au moment de leur mise à mort » (ce texte reconnaissant l'abattage rituel comme un droit se substitue à une directive de 1993 sur le même thème) ;



1. Colère animée par 11 associations dont la SPA, les Fondations « Brigitte Bardot » et « 30 millions d'amis », et suivie de campagnes nationales d'affichage suggestives à l'encontre de l'abattage rituel et de publication de sondages défavorables.

2. La *Che'hita* ou abattage rituel selon la loi juive.



- une députée européenne, Renate Sommer (parti allemand CDU et appartenant au groupe de droite PPE du Parlement européen), propose début 2010 l'amendement 205 qui rend obligatoire l'étiquetage en matière d'abattage (le consommateur découvrirait alors sur les étals des magasins des morceaux de viande labellisés « viande issue de l'abattage rituel ») ;
- le 14 juin 2010, le Parlement européen, par 326 voix contre 270 (et 68 abstentions), adopte en première lecture l'amendement Sommer ;
- le 7 décembre 2010, le Conseil des ministres de l'UE entérine le rapport – approuvé par la Commission de Bruxelles – portant sur le thème « Information des consommateurs sur les denrées alimentaires » n'incluant pas l'amendement 205 de R. Sommer adopté par le Parlement ;
- le 19 avril 2011 (1<sup>er</sup> jour de la Pâque juive), la Commission Environnement de l'UE se prononce sur le rapport précité (« Information des consommateurs sur les denrées alimentaires ») et adopte dans la foulée un texte non contraignant de deux (nouveaux ?) amendements problématiques sur l'étiquetage des denrées alimentaires<sup>1</sup> : les 353 et 359 (du Néerlandais, Gerben-Jan Gerbrandy), presque identiques à celui de R. Sommer qui, elle, à cette occasion n'a pas représenté sa version initiale ;
- du 10 mai au 15 juin 2011, un trilogue s'engage entre la Commission européenne, le Conseil des ministres et les représentants des deux religions monothéistes ; il aboutit à un compromis : l'amendement 359 est retiré du texte sur « l'information aux consommateurs » (et la Commission va, de son côté, mener une étude approfondie sur l'opportunité d'un tel étiquetage) ;
- le 5 juillet 2011, le texte est présenté en 2<sup>e</sup> lecture au Parlement de Strasbourg : une majorité qualifiée est alors requise pour son adoption ; les parlementaires européens adoptent alors par 606 voix, 46 contre et 26 abstentions le décrié rapport Sommer relatif à « l'Information des consommateurs sur les denrées alimentaires » dans lequel on ne trouve plus aucune référence à l'abattage rituel donnant ainsi pleine satisfaction à Bruno Fizon, vétérinaire et grand rabbin, chargé de suivre cette affaire pour le compte du Consistoire central. Pour autant le débat n'est pas entièrement clos et a même pu rebondir, en France, à l'occasion de la campagne présidentielle de 2012.

On s'interroge alors sur les raisons pour lesquelles tant d'énergie et d'indignations réelles ou feintes, sincères ou orientées ont été investies dans ce long processus législatif européen à propos d'une question qui, pendant des lustres, n'a suscité aucune émotion apparente ni éveillé les bonnes consciences !

En effet, cette orientation partisane provoque désormais au mieux l'étonnement et la préoccupation, au pire la stupeur et la consternation de communautés ainsi stigmatisées, jetées sans appel à la vindicte populaire. À l'image de la Nouvelle-Zélande ou des Pays-Bas défendant des positions confondantes sur le sujet de l'abattage rituel, le fait de remettre en cause les pratiques de religions multiséculaires, voire millénaires sans égard et sans volonté de dialogue ne grandit pas les auteurs d'une telle initiative et invalide, de fait, leur position.

Sait-on, enfin, que la *Che'hita* en Europe ne concerne que 0,036 % de la totalité des animaux abattus ?

1. Amendements qui désignent de fait l'abattage rituel : le texte dans son ensemble a été adopté par 57 voix contre 4 (l'amendement 359 par 36 voix contre 28).

## Section 4 LA DÉLICATE QUESTION DES OGM : UNE COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE PARTAGÉE

Jamais une question touchant de si près à notre quotidien, aux aliments que l'on ingère, aux terres agricoles et à la vision que l'on se fait de l'avenir n'avait provoqué autant de débats publics contradictoires et passionnés, de polémiques enthousiastes mais dures à l'intérieur des frontières nationales comme au plan extérieur. C'est que les organismes génétiquement modifiés (OGM), puisqu'il s'agit bien sûr d'eux, questionnent les esprits, alarment les opinions, déchirent les politiques et déroutent les juristes.

Ainsi, les OGM divisent bien plus qu'ils ne rapprochent. Et les lignes de fracture qui se rattachent à cette grande question de société révèlent oppositions déterminées et objections résolues, critiques acerbes et jugements péremptaires parfois déplacés. Bref, une véritable réflexion éthique qui trouve pleinement sa place parmi les grands thèmes sociaux que le droit se doit d'éclairer.

### 1 Quand le sanitaire et les risques environnementaux se rejoignent

Créés au début des années 1980, les OGM avaient pour ambition de se substituer aux plantes, elles-mêmes situées à la base de l'alimentation animale et humaine. Or, dans le domaine de la sécurité alimentaire qu'il faut évidemment rattacher à l'agriculture et aux espaces cultivables, les OGM font l'objet à la fois de tous les désirs et de toutes les pressions. En outre, leurs applications sont nombreuses et dépassent de beaucoup le simple champ agricole.

Sans entrer dans un débat d'experts qui n'a pas sa place ici, il convient de retenir qu'un OGM est un organisme vivant dont le patrimoine génétique a été transformé grâce (ou à cause selon des points de vue divergents) au génie génétique par introduction d'éléments – les gènes – étrangers (notion de transgénèse) aux produits de la table, et cela depuis environ vingt ans par l'intervention scientifique humaine.

À propos de la définition même des OGM, les approches étatiques divergent. Grosso modo, deux positions se dégagent :

- la position américaine défendue notamment par les États-Unis et le Canada qui considèrent les OGM comme un progrès, une forme moderne de biotechnologie qui s'inscrit dans l'évolution normale, un palier, du génie humain scientifique et auquel aucun caractère discriminant ne doit donc s'appliquer ;
- l'Union européenne entrevoit, quant à elle, l'OGM comme « un organisme, à l'exclusion de l'être humain, dont le matériel génétique a subi des modifications autres que naturelles » (Directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil des Ministres en date du 12 mars 2001).



Les principales plantes cultivées (soja, maïs – tel le MON-810 –, coton, tabac, la pomme de terre<sup>1</sup>, etc.) subissent des versions génétiquement modifiées, avec à la clé de nouvelles propriétés intrinsèques très recherchées par le secteur agro-alimentaire<sup>2</sup> : plus grande résistance ou tolérance aux insectes ravageurs, aux parasites et virus de toutes sortes ou encore aux herbicides, enrichissement en composants nutritifs, tolérance à la sécheresse, variétés transgéniques de fruits et légumes d'aspect plus beaux et fermes.

## 2 Les éléments du débat et les conséquences qui s'y rattachent

Convient-il, en raison de dangers supposés pour la santé publique et des risques environnementaux présumés, de discriminer tous les OGM applicables aux fins agricoles et en faire un patrimoine génétique à part, c'est-à-dire surveillé et circonscrit ou pas à l'expertise des laboratoires ?

Car, la conséquence directe de l'analyse opposée, presque antithétique des deux blocs nord-américain et européen sur la définition des OGM s'établit de la manière suivante : l'Amérique du Nord applique, sans état d'âme, aux OGM une semblable réglementation qu'aux méthodes dites classiques de transformation, alors que l'UE soutenue à plus de 60 % par ses citoyens souhaite en faire un cas *sui generis* d'observation et d'application.

La traduction de cet antagonisme jusqu'ici irréductible va en pratique se traduire sur le plan commercial international par de farouches passes d'armes entre les deux camps au sein des grandes Institutions internationales, telle l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)<sup>3</sup>. Mais les faits sont présents, têtus et constants : quasi inexistantes en 1993, les surfaces cultivées en OGM progressent inexorablement (sauf dans l'UE qui ne consacre qu'environ 0,15 % des terres cultivées aux OGM, surtout en Espagne) et avoisinent en 2011 les 134 millions d'hectares (essentiellement en Amérique du Nord), soit près de 10 % du milliard et demi d'hectares de terres cultivées dans le monde.

Une guerre commerciale inavouée, dont les lignes de front bougent au gré des intérêts nationaux et de l'évolution des consciences, s'engage depuis quelques années et tourne au bras de fer : ainsi, certains pays membres de l'UE ont interdit le MON-810 (Allemagne, Autriche, Bulgarie, France, Grèce, Hongrie ou Luxembourg) tandis que l'Espagne rassemble près de 80 % de sa production en Europe. À l'inverse,

1. Le maïs Mon-810 est produit par la firme géante américaine Monsanto et la pomme de terre *Amflora* par la multinationale allemande BASF.

2. Soit la transformation industrielle de la matière première.

3. Sur cette puissante Organisation intergouvernementale, voir « Introduction aux relations internationales », Roland Séroussi, Dunod éditeur, Paris, 2010.

la pomme de terre OGM « Amflora » est cultivée – depuis 2010 seulement – en Allemagne bien sûr, en Suède et en République tchèque.

Par conséquent, les États sont vraiment divisés sur la question des OGM, et les experts scientifiques relaient cette césure étatique sur l'évaluation des dangers, divergent dans leurs résultats, présentent d'insuffisantes conclusions.

Si le Conseil international pour la science (ONG fondée en 1931, dont l'Académie des sciences est membre) démontre que les OGM commercialisés ne présentent pas de dangers ou risques pour la santé humaine ; en revanche, le Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (CRIIGEN, groupe d'experts indépendants), en France, ou l'« Independent Science Panel<sup>1</sup> », au Royaume-Uni, estiment que plusieurs études aux références très fournies n'autorisent pas de réponses radicales et définitives, et qu'en matière de cultures en plein champ les mesures adoptées n'empêchent pas d'éviter la pollution génétique de l'environnement. De leur côté, les partisans du mouvement anti-OGM, qui aspirent à la disparition totale de ces organismes, se rattachent à cette dernière prise de position.

Alors, dans cet enchevêtrement d'expertises contraires, qui croire sans craindre de se tromper durablement ?

### 3 Un monde de divisions : légales, jurisprudentielles et de contre-pouvoirs

Concernant les OGM à la réputation désormais sulfureuse, plusieurs lois étatiques contradictoires, auxquelles répond une abondante jurisprudence étatique prennent position. Les États-Unis jouent le rôle principal dans le concert bruyant des grandes puissances car 80 % des 35 millions d'hectares de maïs cultivés outre-Atlantique sont transgéniques ! En outre, des ONG sur-engagées, défendant bec et ongles leurs thèses, portent sur la place publique les éléments du débat et médiatisent souvent leurs actions.

Quelques décisions de justice émanant d'instances judiciaires nationales, prises au cas par cas, éclairent la question, mais évidemment souffrent d'un manque réel d'uniformité. On peut cependant en retenir quatre, plus ou moins récentes, qui démontrent à l'envi la sévérité ou la mansuétude des tribunaux sollicités et leur souci à vouloir réguler autant que faire se peut des activités déjà bien engagées sur le terrain :

- un jury du tribunal de Norwich (au nord-est de l'Angleterre) acquittait le 20 septembre 2000, vingt-huit militants de l'ONG Greenpeace qui étaient poursuivis pour avoir détruit en juillet 1999 un champ de maïs transgénique ;

1. Rapport final de 120 pages du 15 juin 2003, *The Case for a GM-Free Sustainable World*.

- la Cour fédérale de San Francisco (District Nord de Californie, États-Unis) a rejeté<sup>1</sup>, en août 2010, l'approbation de l'USDA (« United States Department of Agriculture ») relative à la betterave à sucre génétiquement modifiée de la multinationale américaine, le semencier Monsanto ; elle a ainsi ordonné l'interdiction de cette culture ainsi que tout processus de commercialisation ;
- à l'inverse, et la portée de la décision est grande puisqu'il s'agit de la première décision sur les OGM de la Cour suprême fédérale des États-Unis d'Amérique, la plus haute juridiction du pays a invalidé, le 21 juin 2010, une décision du juge fédéral de Californie (Charles Breyer) par 7 voix sur 8 (un juge s'étant récusé) donnant raison à un groupe d'agriculteurs « bio ». Dans son arrêt majeur, la Cour autorise la luzerne transgénique – particulièrement résistante aux herbicides – du groupe américain Monsanto ;
- ou encore, Bayer, la puissante plurinationale allemande de l'agrochimie et des produits pharmaceutiques, a abandonné ses projets d'expansion, en juin 2010, au Brésil ; en effet, après huit ans d'une harassante procédure afin d'obtenir une autorisation des autorités publiques de Brasilia visant à persuader les agriculteurs locaux du bien-fondé de leur demande, la firme de Leverkusen (Allemagne) a renoncé à sa requête d'autorisation du riz OGM (LL62) qui aurait rendu cette céréale tolérante à l'herbicide Liberty Link (LL).

Nombreuses et étoffées, les lois nationales se sont également succédé. Elles portent presque toutes le sceau du refus catégorique ou celui de l'acceptation sous conditions des OGM, et ont suscité nombre de polémiques argumentées, de désaccords manifestes, de prises de position irréconciliables.

Dans le cadre de ces dispositifs légaux, le parlement français a voté les 20 et 22 mai 2008 une loi, validée dans sa quasi-totalité par les sages du Conseil constitutionnel, qui encadre la culture des plantes génétiquement modifiées. Cette loi a ainsi permis de transposer les mesures de la directive communautaire sur les OGM (directive 2001/18) qui ne figuraient pas encore dans son droit national, et relayer les conclusions du Grenelle de l'Environnement. L'article 2 de la loi française, aussi fondamental dans son principe que dans sa portée, établit « la liberté de produire et consommer avec ou sans OGM (le terme « sans » n'ayant pas reçu de définition claire et précise !).

Ce texte législatif instaure la règle de la transparence (les parcelles d'OGM sont rendues publiques), celle du contrôle (un organe d'évaluation des risques pour l'environnement et la santé : le Haut Conseil des Biotechnologies) ainsi que l'instauration d'une infraction nouvelle : le « délit de fauchage » (2 ans d'emprisonnement et

1. Les plaignants étaient constitués de « Center for Food Safety, Organic Seed Alliance », « High Mowing Organic Seeds » et du « Sierra Club ». La plainte formulée requerrait l'annulation de l'autorisation de l'USDA quant à la culture de la betterave à sucre *Roundup Ready* de la firme Monsanto.

75 000 € d'amende ; cette sanction est portée à trois ans de prison et une amende de 150 000 €, quand il s'agit d'une parcelle consacrée à la recherche).

D'autres formules de résolution de la question sont également proposées. Ainsi, par décret du 11 juin 2008, le Parlement Wallon<sup>1</sup> (Belgique) s'est assigné comme objectif d'encadrer strictement la culture de plantes GM sur son territoire (obligation d'inscription, marginalisation des parcelles OGM...) dans un but double : éviter toute dissémination incontrôlable et préserver une culture de qualité.

L'Union européenne n'interdit pas la culture des OGM mais elle la place sous étroite surveillance et la soumet à autorisation préalable. Pratiquement, dans l'UE, les OGM se trouvent marginalisés puisque seules deux variétés y sont autorisées, contre plus de 150 de par le monde. Mais en termes de commercialisation des OGM, la réponse semble moins tranchée. Car face à l'indécision des 27 États membres, incapables d'adopter une position commune exemplaire, l'autorisation donnée le 28 juillet 2010, après avoir obtenu l'aval des milieux scientifiques, par la Commission européenne de Bruxelles d'importer dans l'UE, à des fins commerciales, six maïs GM destinés principalement à l'alimentation animale (et de façon accessoire humaine) prend toute sa mesure.

Cette décision contestable permet aux États membres de l'UE de décider individuellement d'interdire ou pas les cultures GM autorisées par la Commission, en se fondant alors sur ses propres critères nationaux (ex. l'état de l'opinion ; poids des ONG écologiques...) sans avoir à administrer la preuve d'un risque pour l'environnement ou la santé publique par application de la clause de sauvegarde.

Cette mesure prise par les Commissaires européens interpelle l'analyse de deux manières :

- Est-ce à dire que cet organe important d'exécution se substituerait aux lacunes des pays membres concernant la mise en culture et la commercialisation de variétés de plantes GM ?
- Et, partant, le principe sacro-saint de tolérance zéro qui impose pourtant l'interdiction d'importation dans l'UE des cultures OGM, même celles présentant des taux faibles d'OGM, se trouverait-il ainsi contourné, comme il l'est déjà en pratique pour la nourriture des animaux d'élevage (bovins, volailles, ovins...) ?

Les ministres européens de l'Agriculture, emmenés par la France et l'Italie, n'ont d'ailleurs pas tardé à riposter en repoussant le 27 septembre 2010, à Bruxelles, la proposition de la Commission européenne susvisée. Le chacun pour soi est donc en la matière exclu car cette règle invaliderait la Politique agricole commune (PAC), l'un des piliers de l'UE. Mais le dossier, qui peut à tout moment resurgir, n'est pas

1. Dans le cadre d'un pays dont le fédéralisme, on le déplore, semble désormais bien mal assumé entre Wallons et Flamands.

clos, loin s'en faut. La France adopte, quant à elle, une position mesurée : les OGM ne sauraient être commercialisés en dehors des conditions et autorisations réglementaires, autrement dit postérieurement à la confirmation de l'absence de danger pour les populations (notion d'innocuité) due à leur utilisation.

Mais en matière d'OGM, la polémique n'est jamais tout à fait éteinte et un débat judiciaire toujours vivace s'est ainsi récemment déroulé en deux temps. En effet, l'avocat général (Paolo Mengozzi) de la Cour européenne de justice a, en mars 2011, estimé illégale le moratoire placé par la France sur les OGM, en application de la procédure de la clause de sauvegarde. C'est spécialement la suspension de la culture du maïs MON-810, en application de la loi de 2008 dont les décrets d'application ne sont toujours pas adoptés, qui a été visée dans cet avis demandé par le Conseil d'État français sur saisine de la firme américaine Monsanto et des producteurs français de maïs<sup>1</sup>. Concrètement, ce procureur reproche à l'exécutif parisien de ne pas avoir demandé au préalable à la Commission européenne la possibilité de prendre de telles mesures d'urgence, autrement dit de ne pas avoir fait état de la présence de risques pour la santé et l'environnement.

D'autre part, en vertu de la saisine du Conseil d'État et faisant écho à l'avocat général Mengozzi, la Cour européenne de justice (CEJ) a, dans son arrêt en date du 8 septembre 2011 qui n'a que la valeur d'avis non suspensif, estimé « non conforme » aux règles de droit européen la suspension<sup>2</sup> – ou moratoire décidé en février 2008 par deux arrêtés – de la culture de maïs GM MON-810. Quels sont les reproches formulés à la France ? D'abord, l'exécutif parisien aurait dû informer la Commission européenne avant toute décision de sa part d'interdire ce maïs GM. En outre, selon l'arrêt de la CEJ, le gouvernement français, qui avançait pour justifier sa position des risques environnementaux, n'a pas réussi à établir un lien fort et direct sur l'existence d'un risque manifeste sur la santé humaine.

Selon la Haute Cour européenne, il revient désormais au Conseil d'État d'annuler ou pas la clause de sauvegarde française, mesure phare décidée en 2008 dans le Grenelle français. D'ailleurs, la plus haute juridiction administrative française reprenant la logique judiciaire européenne a, le 28 novembre 2011, annulé le moratoire français sur le maïs GM MON-810. Mais comme rien n'est à ce sujet définitif et que les incidences environnementales apparaissent à tout le moins incertaines (urgence et risques non établis), d'autres rebondissements de nature juridico-politique sont à prévoir.

1. Selon ces derniers, le maïs GM est indispensable car résistant à deux insectes parasites (la pyrale et la sésamie).

2. Suspension qui s'analyse comme une véritable interdiction.

**Tableau 7.3 – Arguments contre les Organismes Génétiquement Modifiés & réponses des pro-OGM**

Détracteurs des OGM	Partisans des OGM
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Cultures dénaturées, atteintes irrémédiables à la nature, impact sur les invertébrés aquatiques ou terrestres ; et quid de la propagation aux cultures traditionnelles ?</li> <li>– Opérations non sans dangers pour la santé de l'Homme (question de la sécurité alimentaire et des produits médicamenteux contenant des OGM) ; un recul s'impose au nom du principe de précaution (aucun pays ne doit être exposé au moindre risque)</li> <li>– Appel aux principes de l'« état de nécessité », inscrit dans le code pénal français en son article 122-7 (responsabilité de tout acte écarté face à un danger actuel ou imminent) et dans la clause de sauvegarde (moratoire sur la culture de maïs OGM en plein champ)</li> <li>– Plantes OGM placées aux mains des grandes firmes américaines Monsanto et Pioneer, du suisse Syngenta, des allemandes BASF ou Bayer (prix imposés, goûts secondaires, logique de marché) : d'où une collusion entre multinationales et pouvoir politique</li> <li>– Campagnes vigoureuses contre la pollution génétique de l'environnement totalement justifiées (ONG en faveur de la nature, les « faucheurs »)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Progrès dont profite le monde entier placé sous surveillance scientifique (dangerosité non avérée)</li> <li>– Principes de surveillance et d'autorisation préalable mis en place : tout est donc sous contrôle</li> <li>– Les analyses (1) de la recherche se poursuivent tests de résistance au virus réalisés en plein champ par l'Inra (2) : ex. pieds de vigne transgénique or, l'arrachage – le saccage – anarchique empêche tout résultat probant</li> <li>– Seule réponse idoine aux immenses enjeux (défis ?) à venir d'une population pléthorique (9 milliards d'habitants sur Terre en 2050) ; les FMN sont parfaitement dans leur rôle de production</li> <li>– Les champs d'OGM présentent des risques minimes, presque négligeables pour l'environnement</li> <li>– Les réactions émotionnelles ne constituent en aucune façon un argument recevable ; les OGM ne sont pas nocifs : en détruire les champs confine à la délinquance de droit commun (une véritable transgression des lois)</li> </ul>

(1) Dans l'UE : l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA, en anglais)

(2) Institut national de la recherche agronomique

Décisions légales et jurisprudentielles qui n'empêchent pas des opérations « coups de poing » résolues de la part de mouvements farouchement hostiles aux cultures OGM. Parmi les plus spectaculaires, il y a celles exécutées depuis quelques années<sup>1</sup> par ceux que l'on appelle, en France, les faucheurs volontaires, ces derniers étant immanquablement poursuivis devant les tribunaux correctionnels pour « destructions de bien d'autrui commises en réunion ». Parfois, la relaxe de ces prévenus est prononcée, comme le 28 juin 2011 à Poitiers, pour raison de procédure.

L'absence de dialogue, des campagnes de dénigrement aux raccourcis réactifs mais provocateurs et discutables<sup>2</sup>, les confrontations musclées, la violence extrême comme unique réponse au progrès débridé mal élaboré, telles sont les conclusions absurdes auxquelles on parvient quand les principes dogmatiques adoptés dans un

1. Les actions de fauchage anti-OGM ont débuté, en France, en 1997.

2. Se reporter à la campagne d'affichages choc lancée, en février 2011, dans le métro parisien par « France Nature Environnement » contre l'agriculture intensive, les pesticides, les OGM, les algues vertes qui remet en cause l'amorce de concertation entreprise lors du Grenelle de l'Environnement.

camp comme dans l'autre balaient toute idée de contradiction, de débat apaisé, de volonté d'aboutir à un compromis acceptable par les deux clans.

La **Cour européenne des droits de l'Homme** a déclaré, le 28 juillet 2010, irrecevable le recours du 20 septembre 2008 de neuf faucheurs de parcelles de maïs OGM, condamnés en deuxième instance, en France, à 3 mois de prison avec sursis et 1 000 euros d'amende chacun par la Cour d'appel de Versailles dans un arrêt infirmatif qui désavouait ainsi le jugement du tribunal correctionnel de la même ville les ayant relaxés le 12 janvier 2006.

Saisie, la Cour de cassation avait à bon droit, le 27 mars 2008, rejeté à son tour les pourvois des demandeurs. Les juges de la Haute cour européenne de Strasbourg avaient alors estimé que la condamnation pénale des requérants-faucheurs volontaires n'était en contradiction ni avec l'article 2 (droit à la vie) ni avec l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) de la Convention européenne des droits de l'Homme, et que leurs actes délictueux commis ne les affranchissaient pas de leur responsabilité.

Malgré tout, les produits garantis sans OGM avancent, et les labels allant dans ce sens essaient. Ainsi l'un des leaders mondiaux de la distribution, le français Carrefour, garantit – avant même l'adoption d'un décret dans ce sens – à l'aide d'un logo bien visible rond et vert foncé l'alimentation naturelle de trois cents produits animaux étiquetés sans OGM (poissons d'élevage, viandes, volailles, porcs...). Une mini-révolution en marche qui vise à désarmer en amont toute éventuelle inquiétude des consommateurs, notamment la crainte d'un bétail nourri aux OGM.

## L'essentiel

Tous les acteurs internationaux ont un rôle irremplaçable à jouer pour sauvegarder la planète et protéger notre environnement assailli de toutes parts par l'activité humaine trop souvent négligente.

D'abord, ce sont les Organisations non gouvernementales (ONG) qui, par leur souplesse structurelle, leurs actions parfois musclées et les idées reçues qu'elles bousculent, agissent avec célérité et détermination (ex. l'Union internationale pour la conservation de la nature, UICN, créée en 1948), sortent des sentiers battus pour se placer sur les terrains de la vive polémique et de la contradiction véhémente (Greenpeace, notamment à propos du nucléaire ou *Sea Shepherd* sur les écosystèmes marins) et/ou produisent des études très pointues sur différents thèmes environnementaux (ex. Fonds Mondial pour la Nature ou, selon le sigle anglais plus connu, WWF).

Puis, les Organisations internationales (OI) ou régionales et les regroupements d'États souverains (l'Union européenne prenant ses responsabilités remplit à cet égard un ministère phare en adoptant une réglementation aussi abondante qu'audacieuse en faveur de l'écologie et du développement durable) œuvrent dans le même sens que les associations mondialisées, mais sur un mode plus feutré.

D'ailleurs, c'est l'UE qui, en revendiquant le principe de précaution érigé par elle en dogme introduit dans de nombreux textes de droit européen positifs (le traité de Maastricht de 1992), donne le ton, même si ce principe ne fait par ailleurs pas l'unanimité de la communauté internationale.

Agrégeant souvent à leurs débats et colloques les ONG par l'entremise du statut juridique d'observateurs attentifs, les OI suscitent des progrès, multiplient les initiatives et produisent ainsi du droit international appliqué à l'environnement (la Banque Mondiale avec ses crédits carbone controversés ; le Programme des Nations unies pour l'Environnement, créé en 1972, ou encore le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, GIEC).

Les thèmes abordés couvrent tous les champs du développement durable et, plus généralement, ceux relatifs aux questions environnementales nécessitant des réponses urgentes (le réchauffement de la planète, les dégradations multiformes de l'environnement, etc.) et appropriées.

Enfin, le thème majeur des Organismes génétiquement modifiés (OGM) divise la communauté internationale. Malaisée et soumise à des pressions politico-économiques plurielles, elle tergiverse entre libéralisme béat et rejet dogmatique de ce concept controversé, sur fond de rapports de force bien mal contenus ou maîtrisés.





# Conclusion : vers une politique mondiale du vivant

**A**vec le temps, l'écologie et ses inestimables bienfaits se sont transformés en idée innovante et « tendance ». Déclinée politiquement et sur un mode international désormais régulier, elle devient un élément incontournable de la conscience moderne : le « défi du siècle », selon certains auteurs<sup>1</sup>.

Nous vivons certes dans un monde fragilisé, déséquilibré et global où se heurtent trop souvent technologies aux conséquences parfois ravageuses (forages imparfaits, centrales vétustes, fracturation de la roche à grands jets d'eau, de sable et de produits chimiques, impéritie de supertankers, sort réservé aux déchets nucléaires...), catastrophes prévisibles et soubresauts naturels (éruptions volcaniques islandaises en 2010 et 2011 dont les cendres provoquèrent la fermeture de l'espace aérien, tsunamis à répétition, tremblements de terre destructeurs, inondations diluviennes...).

Faut-il, ici, rappeler que notre planète, sur terre comme sous la mer espace cachant toutes les formes de vie qu'elle renferme, nous est confiée en gestion pour la sauvegarder et non en pleine-propriété ?

Car les dangers demeurent, se diffusent et s'amplifient même comme en témoigne la ruée sur l'or noir du pôle Nord<sup>2</sup>. En effet, quel regard doit-on porter sur le géant pétrolier BP (mais il n'est malheureusement pas seul !), pourtant responsable de la marée noire en 2010 dans le golfe du Mexique, qui se prépare à explorer les gisements du grand nord russe (mer de Kara, au nord de la Sibérie) au grand dam des écologistes qui, à juste titre, craignent pour la faune locale tels les poissons, ours polaires, morses, baleines blanches ou encore sur la destruction de parcelles de

1. Alex Bowen, Mattia Romani et Nicholas Stern, Point de Vue, in Finances et Développement, mars 2010, pp. 24-25.

2. Lire l'édifiant dossier consacré à ce sujet dans le quotidien *La Tribune*, 30 mai 2011, pp. 1-3.

culture illicite de coca en forêt colombienne qui n'éradique nullement cette culture défendue et provoque hélas la déforestation ?

Bien entendu, il ne s'agit pas de voir l'intervention humaine derrière chaque monstrueux réveil de la nature, mais à force de puiser ou forer plus profond, en installant réacteurs nucléaires dans des zones à risques, en recourant à des énergies polluantes ou des produits toxiques datant d'un autre âge, en gérant dans la précipitation l'après-fléau, la communauté internationale bien divisée ne se prépare pas aux immenses défis à venir : la lutte contre l'extinction d'espèces animales et végétales, la contrainte climatique, la fragilité des forêts, la fonte des glaces, la pollution des mers et océans, le réchauffement du climat, la souillure des espaces.

Et ce n'est pas le droit international de l'environnement en pleine élaboration, complexe et changeant, controversé aussi, et surtout soumis à de nombreux attermoissements et aux caprices des États, qui peut ici réparer les dégâts causés, là sauvegarder des écosystèmes déjà abîmés, entamés et satisfaire pleinement le « défi écologique » qui nous assaille.

Quatre décennies déjà de textes internationaux ont fort heureusement créé des avancées (développement durable, principe de précaution, convention CITES, encadrement juridique des OGM, etc.), réfréné certaines tendances contestables, engagé un processus continu et permis l'application de principes sinon véritablement coercitifs du moins quelque peu dissuasifs.

Ce corpus juridique multilatéral et volontariste placé au service de l'humanité s'étoffe, se structure et gagne en respect. Mais il n'est, au fond, que le reflet de visions et politiques différentes voire divergentes d'États souverains parfois peu enclins à se soumettre à la loi internationale, à feindre de se l'approprier afin de ne pas la respecter ou, en l'absence de sanctions, à en différer l'application concrète.

Conférences internationales, tables rondes, diplomatie directe entre pays membres d'unions, rapports d'experts, micro-initiatives privées et projets publics, rencontres formelles ou non au plus haut niveau de décision renforcent chaque jour la gouvernance mondiale de l'environnement et s'inscrit ainsi dans la durée. Or, le temps urge. Terre et mers doivent enfin devenir espaces de partage et non lieux de désolation, d'assauts contre la nature.

Les enjeux désormais identifiés sont à la mesure des défis à relever : rendre l'avenir moins incertain pour l'Homme bien sûr, mais aussi pour les trois autres composantes de la Terre (les états animal, végétal et minéral), laisser aux générations à venir une planète affranchie de toute menace environnementale, poursuivre le dialogue international afin de légiférer utilement, s'offrir des perspectives écologiques positives et durables, entamer un dialogue sérieux sur l'avenir du nucléaire civil.

À l'évidence, le droit international de l'environnement ne peut tout envisager, tout réparer et tout réglementer à coups d'accords multilatéraux souvent malmenés par des pays qui y ont pourtant souscrit. Dans ce cadre imparfait et incomplet, certains

sujets à tout le moins fâchent et divisent (le nucléaire, question identitaire première auprès de certaines ONG environnementales), indignent et opposent (ex. l'exploitation des gaz de schiste, marées noires à répétition et semblables dévastations), ou encore contrarient (la filière solaire si prometteuse subissant une décroissance de ses activités).

En réalité, il ne tient qu'à nous, acteurs puissants ou pas, de faire un bon usage de la Terre puisque nos vies sont l'expression d'un libre arbitre et non d'un scénario préétabli. Nous devons donc cesser de prendre des permissions au détriment de la nature qui nous a en rien autorisés à le faire.

À cet égard, mettre du vert à notre quotidien évite gaspillages et emballages suspects, restitue à notre environnement durabilité (urbanisme écologique en Suède) et intérêt (attirance pour le tourisme vert). Les « éco-gestes » de chacun envers les milieux naturels (tri sélectif, économies d'eau, isolations performantes, recyclages des déchets, diminution des nuisances sonores, écotourisme accompagné de labels, respect des espaces publics...), bien qu'insuffisants, représentent un réel encouragement simple et conséquent à soutenir et renforcer avec ménagement et retenue vis-à-vis de la planète.

De même, des journées d'action mondiale engageant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> ou encore les initiatives étatiques approuvées par les textes internationaux relancent l'espoir d'une économie « verte » dé-carbonée, et servent d'exemples à suivre : ainsi, l'esturgeon revient en mer Baltique grâce à des lâchers russes et, sur sage décision des autorités bulgares, la pêche de ce grand poisson migrateur est depuis peu interdite dans le Danube ; la Corée du Sud consacre des dizaines de milliards de dollars en faveur d'un *New Deal vert*.

Enfin, l'intégration de l'impact des pratiques environnementales<sup>1</sup> et sociales dans les bilans financiers des firmes et la prise en compte de l'importance du développement durable au même titre que les changements comportementaux permettraient d'élaborer, non sans mal, des indicateurs utiles, un pilotage éthique respectueux de l'environnement, un modèle de gouvernance qui virerait au vert.

En appelant à une diplomatie globale et diversifiée du « vivant », dotée de réelles capacités financières, la communauté internationale accomplirait alors le pourquoi de sa construction ambitieuse jusqu'ici imparfaitement menée : placer la diversité de la vie et les « valeurs vertes » au cœur de sa quête d'universel. En y parvenant sans arrière-pensée politique, sans surenchère sociale ou recherche mercantile, tout en admettant que chaque petite étape franchie en faveur d'un environnement durable constitue un immense progrès pour le devenir de l'humanité.

1. Lire l'étude fouillée sur ce thème dans *Le Monde* (Cahier), du 21 septembre 2010.



# Bibliographie

## ■ **Sur le droit international de l'environnement**

*L'avenir du Droit international de l'environnement*, Académie de La Haye, colloque 1984, Nijhoff, 1985.

*Vers l'application renforcée du droit international de l'environnement*, Ministère de l'Environnement et Environnement sans frontière, édition Frison-Roche, 1999.

ARBOUR J.-M. et LAVALLÉE S., *Droit international de l'environnement*, Éditions Yvon Blais, 2006.

BEURIER J.-P. et KISS A., *Droit international de l'environnement*, Éditions Pédone, 4<sup>e</sup> édition, 2010.

BIRNIE P. W., BOYLE A. et REDGWELL C., *International Law & The Environment*, Oxford University Press, 2<sup>e</sup> édition, 2009.

BOSSIS G., ROMI R. et ROUSSEAU S., *Droit international et européen de l'environnement*, Montchrestien, 2005.

COLARD D., *Les Relations internationales de 1945 à nos jours*, Masson, 1991, pp.348 à 371.

DOMMEN C., *Droit international de l'environnement : textes de base et références*, Kluwer Law International, 1998. MALJEAN-DUBOIS S. et WEMAËRE M., *La diplomatie climatique*, éditions Pédone, 2010.

LAVIEILLE J.-M., *Droit international de l'environnement*, Ellipses, 2010.

## ■ **Sur le droit de l'environnement comportant de larges études à portée internationale**

DESIDERI J.-P., *Droit de l'environnement*, Foucher, 2010.

MARTIN-BIDOU P., *Droit de l'environnement*, Vuibert, 2010.

MORAND-DEVILLER J., *Le droit de l'environnement*, PUF, 2007.

MORAND-DEVILLER J., *Droit de l'environnement*, PUF, 2010.

RAYMOND-GOUILLOUD M., *Essai sur le droit de l'environnement*, édit. PUF, 1990.

ROCHE C., *L'essentiel du droit de l'environnement*, Gualino édits, 2011.

### ■ Sur le principe de précaution et le risque (ouvrages, revues, articles)

- BAGHESTANI-PERREY L., *Le principe de précaution : nouveau principe fondamental régissant les rapports entre le droit et la science*, Recueil Dalloz, 29<sup>e</sup> année : n°10, 1999-2011, pp.457-462.
- BOURG D. et SCHLEGEL J.-L., *Parer aux risques de demain - Le Principe de précaution*, Seuil, 2001.
- CHATEAURAYNAUD F. et TORNAY D., *Les sombres précurseurs : une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999.
- COUTRELIS N., *Le principe de précaution : aspects juridiques*, Conférence donnée à l'Institut Français de la Nutrition (IFN), 16 mai 2000.
- CURIEN H., *Science et connaissance des risques*, Table ronde Collaboration, Risques, n°44, 2000-10/12, pp.7-21.
- GODARD O., « Précaution. Un principe très politique », *Courrier de la Planète*, n°46, juillet-août 1998.
- GODARD O., « De l'usage du principe de précaution en univers controversé », *Futuribles*, n°239-240, 1999, pp.37-60.
- GONZALES VAQUE L., EHRLING L. et JACQUET C., « Le principe de précaution dans la législation communautaire et nationale relative à la protection de la santé », *Revue du Marché unique européen*, 1999, n°1, pp.79-128.
- GUÉGAN A., « L'apport du principe de précaution au droit de la responsabilité civile », *Revue juridique de l'environnement*, n°2, pp.147-178, 2000.
- GUERY F et LEPAGE C., *La politique de précaution*, Questions Actuelles, PUF, 2001.
- KOURILSKY Ph. et VINEY G., *Le Principe de précaution : rapport au Premier ministre*, Odile Jacob et La Documentation française, 2000.
- LE BRETON D., *La sociologie du risque*, PUF, 1995.
- « Enquête sur la société de précaution », *Passages*, n°93/94, 1998, pp. 6-49.
- MISSA J.-N. et ZACCAÏ E., *Le principe de précaution : significations et conséquences*, Université de Bruxelles, 2000.
- NOIVILLE Ch., « Principe de précaution et Organisation mondiale du commerce : le cas du commerce alimentaire », *Journal du droit international*, 127<sup>e</sup> année, n°2, 2000-04/06, pp.263-297.
- Risque et précaution*, Projet Vanves, n°261, 2000, pp.33-112.
- ROGER C., *Analyse de risque et Principe de précaution : vers de nouveaux rapports connaissance/politique ?*, INRA, Département ESR, mars 2000.
- ROQUEPLO Ph., *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique*, INRA éditions, 1997.
- STABINSKY D., « Bringing social analysis into a multilateral environmental agreement : social impact assessment and the biosafety protocol », *Journal of Environment & Development*, n°3, 2000-2009, pp.260-283.

# Index

3R, initiative DES 94  
7<sup>e</sup> Forum mondial sur le développement durable 84  
8 OMD 76  
11 septembre écologique 13

## A

Abattage rituel 189  
ABT Summer 11, 13  
Accident de « criticité » 49  
Accords de partenariat volontaire (APV) 184  
Affaire de la « Fonderie du Trail » 128  
Affaire du Torrey Canyon 8  
Affaire Erika 10  
Affaire MAL 58  
Affaire Seveso 46  
Afrique subsaharienne 89  
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie 39  
Agence Européenne de l'Environnement (AEE) 130  
Agence fédérale pour la protection de l'environnement (EPA) 98  
Agence française de développement 23  
Agence internationale de l'énergie (AIE) 90  
Agences fédérales 96  
Agenda 21 133  
AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) 48  
Aires protégées 29  
Alex 21  
Algues vertes 18  
Allègre C. 141  
Allemagne 104  
Amflora 192  
Amiante et à l'aluminium 114  
Amoco-Cadiz 2  
Animaux 155  
Annan K. 180  
Année internationale de la biodiversité 28  
Année internationale de la forêt 33  
Annexe 2 de la CITES 36  
Annexe I 17  
Anses 115  
Anti-développement durable 146  
Aphekom 76  
Apiculteurs 158  
Applicabilité directe 188  
Arabie Saoudite 148  
Arthus-Bertrand Y. 40  
Association FoEME 103  
Atlantic Empress 11  
Atome 53  
Aurelio Peccei 127  
Australie 95  
AZF 55, 60



## B

Baia Mare, mine d'or 58  
 Baie de Minamata 44  
 Bâle, Convention 130, 134  
 Banque européenne d'investissement 118  
 Banque Mondiale 23  
 Banque verte 118  
 Banquise arctique 25  
 Bape 117  
 Barcelone, convention 134  
 Bassin d'hydrocarbures du Pérou 34  
 Bataille pour l'eau 22  
 Bayer 194  
 Berne, convention 134  
 Biélorussie 181  
 Biocapacité 28  
 Biocénose 29  
 Biodiversité 28  
 Biodiversité, réservoir de 34  
 Bioéthanol 139  
 Biomasse 29  
 Bio-piraterie 30  
 Biosphère 28  
 Biotope 28  
 Bluenext 71  
 Bombe carbonique 148  
 Bonn, convention 134  
 Bonus-malus 70  
 Botswana 139  
 Bouleversements sociétaux 140  
 Bourse du carbone 71  
 Braconnage 32, 157  
 Braer 12  
 Brésil 95  
 British Petroleum (BP) 12, 13

## C

Cabinet Ernst & Young 39  
 Cadmium 78  
 Californie 99  
 Canal de la paix 23  
 Cap and trade 153  
 Carmel, massif du 104  
 Carthagène, convention 134

Castillo de Bellver (Espagne) 11  
 CBD (Convention sur la diversité biologique) 75  
 Ceinture Verte, mouvement 85  
 Census of Marine Life 29  
 Centrales nucléaires 53, 105  
 Centre de recherche de Sophia Antipolis 158  
 Centre de surveillance de la conservation de la nature 179  
 Certificat d'obtention végétale (COV) 126  
 Certificats de non-exploitation 39  
 Césium-137 52  
 Chambre sociale de la Cour de cassation 115  
 Charles d'Angleterre 87  
 Charte de l'Environnement 72  
 Charte Mondiale de la Nature 134  
 Che'hita 189  
 Chico Mendès 85  
 Chikungunya 140  
 Chine 77, 90  
 Chisso Corp 45  
 Chocs pétroliers 126  
 CICERO 177  
 Cicta 32  
 CITES, convention 156  
 CJCE 188  
 Clause de sauvegarde 195  
 Clean Air Act 92  
 Clean air action group (CAAG) 56  
 Climategate 182  
 Climato-sceptiques 100  
 Clinton B. 132  
 Club de Rome 65, 75  
 CO<sub>2</sub>-émissions 2  
 Colombie 140  
 Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (CRIIGE) 193  
 Comité d'évaluation 110  
 Commission Environnement de l'UE 190  
 Commission européenne 188  
 Commission internationale de protection du Danube (ICPDR) 56  
 Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique 32  
 Commission mondiale sur l'environnement (CMED) 130

Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement » (CMED) 66  
 Commission pour le développement durable 133  
 Communauté Économique Européenne (CEE) 130  
 Compagnies 19  
 Compensations financières 147  
 Conférence de Copenhague (COP15) 144  
 Conférence de Durban 148  
 Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) 132  
 Conférences intergouvernementales 163  
 Conférences multilatérales 128  
 Congrès mondial de la nature 167  
 Conscience écologique 13  
 Conseil des ministres de l'Environnement 152  
 Conseil d'État 196  
 Conseil international pour la science 193  
 Conservatoire du littoral 111  
 Contaminants 115  
 Contrainte climatique 181  
 Contrainte environnementale 65  
 Contrôle juridictionnel 188  
 Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) 135  
 Convention CITES 17  
 Convention de Ramsar 126  
 Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CLD) 136  
 Convention internationale pour la régulation de la chasse à la baleine et des grands cétacé 126  
 Convention sur la diversité biologique (CDB) 28, 133, 135  
 COP (Conférence des Parties) 136  
 COP3 154  
 COP7 154  
 Copenhague, Protocole 134  
 Couche d'ozone 66, 130  
 Courant océanique El Niño 138  
 Cour d'appel de Montpellier 114  
 Cour d'appel de Versailles 198  
 Cour de Justice de l'UE 188  
 Cour européenne des droits de l'Homme 198  
 Cour suprême du Japon 45  
 Cour suprême fédérale des États-Unis d'Amérique 194

Cour Suprême indienne 50  
 Cousteau J.-Y. 16  
 Crédit de pollution 70  
 Crédits carbone 42, 178  
 Crise de la vache folle 75  
 Crise d'extinction 65  
 Crise économico-financière 137  
 Critères d'éligibilité 154  
 Croissance zéro 65  
 Cyclone « Yasi » 95

## D

Danube 56  
 Déboisement sauvage 35  
 Déchets nucléaires 119  
 Déclaration-cadre de Stockholm 129  
 Deepwater Horizon 2  
 Défi du siècle 201  
 Défi environnemental 142  
 Déforestation 34, 84  
 Délit de fauchage 194  
 Delors J. 130  
 Demande en ressources naturelles 64  
 Dépôts pollués 21  
 Désertification 136  
 Dessalement d'eau de mer 24  
 Développement durable 28, 29, 66  
 Die Grünen 105  
 Dioxine 46  
 Dioxyde de soufre 92  
 Diplomatie du climat 145  
 Directive-cadre sur l'eau (DCE) 185  
 Directive INSPIRE 185  
 Directives européennes 20  
 Dommages dits « écologiques » 65  
 Drake E.-L. 128  
 Droit européen de l'environnement 108  
 Droit international de l'environnement 121  
 Droit international public 2, 121

## E

Earth Hour 123  
 Eau 16  
 Eaux usées 24

Échelle de Richter 20, 54  
 Échelle Ines 49  
 Éco-gestes 203  
 Écolabels 17  
 Écologie 29  
 Économie low carbon 149  
 Éco-quartier de Wuhan 39  
 Écosystème 16, 29  
 Écosystèmes marins 103, 173  
 ECX 71  
 Edmond de Rothschild 104  
 Effet de serre 65  
 Effet rebond 140  
 Efsa, European Food Safety Authority 115  
 Einstein A. 158  
 Électricité de France (EDF) 118  
 Émissions de CO<sub>2</sub> 35  
 Émissions radioactives 52  
 Emplois « verts » 98  
 Empreinte carbone 41  
 Empreintes écologiques 2  
 Énergie propre 74  
 Énergie solaire 117  
 Énergies vertes 145  
 Engagement climatique 22  
 Entreprises polluantes 77  
 Entreprises pour l'Environnement (EPE) 39  
 Environnement 18  
 Éoliennes 117  
 EpE-Metro 39  
 Équateur 38  
 Espagne 192  
 Espèces d'oiseaux 159  
 Espèces en danger 29  
 Espèces endémiques 23  
 Espinosa P. 147  
 État hébreu 100  
 État juif 103  
 États 2  
 États émergents 145  
 Europe-Afrique 146  
 EWEA 117  
 Externalités négatives 64  
 Exxon Valdez 11

## F

FAO 34  
 Faucheurs volontaires 197  
 Fermes éoliennes 117  
 Fessenheim 105  
 Fêtes juives 101  
 Feyzin 47  
 Firms multinationales (FMN) 28  
 Fiscalité écologique 70  
 FLEGT 184  
 Florence, convention 75  
 Fondations « vertes » 110  
 Fonds d'adaptation 144  
 Fonds de démarrage rapide 147  
 Fonds européens structurels 118  
 Fonds mondial pour la nature (WWF) 123  
 Fonds pour l'environnement mondial (FEM) 41  
 Fonds vert des Nations 147  
 Fonte des glaces 139  
 Forage en mer 16  
 Forages 116  
 Forêt - du bassin du Congo 36  
 Forêt - primaire du Guatemala 34  
 Forêts primaires 85, 183  
 Forêt vierge 34  
 Fourastie J. 129  
 France 37, 107  
 France Énergie Éolien 175  
 France Nature Environnement (FNE) 114  
 Fukushima-Daïchi 2

## G

Gaz conventionnel 117  
 Gaz de schiste 99  
 Gaz naturels 116  
 Génie génétique 191  
 Géothermie 100  
 Gerbrandy G.-J. 190  
 GES 150  
 Ghana 178  
 GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental  
 sur l'Évolution du Climat) 136, 180  
 Glacier Petermann 25  
 Glaciers de l'Himalaya 182

Gorbatchev G. 129, 132  
 Gore A. 40  
 Grandes expéditions 39  
 Grands textes du droit international de l'environnement (1971-2010) 134  
 Great Garbage Patch 17  
 Green bonds 177  
 Green Business Award 39  
 Greenpeace 37, 169  
 Grenelle de l'Environnement 72, 110  
 GRID 179  
 Groenland 25  
 Gro Harlem Brundtland 66  
 Groupe de réflexion du MIT 126  
 Groupe des 77 143  
 Guerre du Kippour 90

## H

Haïti 20  
 Halte à la croissance 65  
 Hausse du niveau des mers 137  
 Haut Conseil des Biotechnologies 194  
 Helcom, convention 135  
 Herbicide Liberty Link 194  
 Herzl T. 102  
 Hulot N. 40  
 Humain vivant 101  
 Hydrofluorocarbones 153

## I

Île de Santo 39  
 Îles Maldives 22  
 Inde 93  
 Independant Science Panel 193  
 Indicateur Eco2Climat 68  
 Inondations 20  
 Institut français de veille sanitaire (InVS) 76  
 Institut national de la recherche agronomique 197  
 Instruments juridiques internationaux 137  
 Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem services 30  
 Interpol 32  
 IPBES 30

Israël 23, 100  
 Italie 181

## J

Javons W.-S. 140  
 Journée de la Terre 132  
 Judaïsme 101  
 Juge des référés du Conseil d'État 118  
 Juges européens 188  
 Jungle amazonienne 33  
 Juppé A. 108  
 Justice arbitrale 131

## K

Katrina 21  
 Kenya 89  
 Keren Kayemeth Le Israël (KKL) 102  
 Kharg 5 11  
 Kibboutzim 102  
 Kiss A. 121  
 Kohl H. 132  
 Kyôto, protocole 143

## L

Lac Baïkal 22  
 Lac Lanoux 128  
 La Crau 20  
 La Croix Rouge 22  
 La Hague, usine de retraitement 120  
 Laitue des mers (ou ulves) 18  
 Las Vegas 139  
 Légitimité verte 22  
 Les « Verts » 36  
 Lièvre J.-A. 40  
 Life+ 185  
 Lion d'Afrique 32  
 Liste Rouge 29, 167  
 Lituanie 155  
 Livelihoods 41  
 Loi Barnier 162  
 Loi de base 94  
 Loi du 10 février 2000 118  
 Loi du 23 décembre 2000 115

Loi du 30 juin 2011 116  
 Loi énergie-climat 100  
 Loi française Barnier 75  
 loi n°82-600 113  
 Lois fédérales américaines (US Environmental Laws) 97  
 Londres, convention 134  
 Los Alfaques, camping de 48  
 Lutttes écologiques 121

## M

Maathai W. 85  
 Madrid, protocole 134  
 Magnuson-Stevens Fishery Conservation and Management Act 97  
 Maïs transgénique 193  
 Majors pétroliers 20  
 Maladie virale de la dengue 140  
 Mangrove 139, 146  
 Marché des droits à polluer 74  
 Marché européen du carbone 70  
 Marée rouge 55  
 Marées noires 11  
 Marées vertes 19  
 Marine Stewart Council (MSC) 17  
 Marrakech, protocole 154  
 Meadows D. 126  
 Mécanisme de développement propre (MDP) 153  
 Mécanismes de flexibilité 153  
 Medvedev D. 36  
 Méga-barrage de Jirau 35  
 Mémorandum de Paris 15  
 Mengozzi P. 196  
 Mercure 44  
 Mer d'Aral 166  
 Mer de Kara 201  
 Merkel A. 106  
 Mer Morte 23  
 Metaleurop, usine 173  
 Métaux toxiques 58  
 Météo France 113  
 Microparticules 77  
 Minamata 2  
 Ministères de l'environnement 108  
 Mise en œuvre conjointe (MOC) 153

Mission sur Espiritu Santo 39  
 Mitterrand F. 132  
 Modèle de développement 64  
 MON-810 192  
 Monde bipolaire 145  
 Monde sauvage 31  
 Mongolie intérieure 89  
 Montréal, protocole 134, 161  
 Mont-Saint-Michel 175

## N

Nagoya, conférence de 29  
 Nagoya, protocole de 29  
 Nappe phréatique 20, 116  
 National Snow and Ice Data Center (NSIDC) 25  
 Natura 2000 20  
 Navires poubelles 15  
 New Deal vert 203  
 Nicolăi Aladine 166  
 Niger, delta de 16  
 Niña 95  
 Nitrates 18  
 Niveau des mers, élévation 25  
 Nord-Sud 127  
 Nouvel an des arbres 101  
 Nuages toxiques 83

## O

Obama B. 12  
 Objectifs du Millénaire du Développement 135  
 Objectifs internationaux pour le développement (OID) 75  
 Observatoire du Principe de Précaution (OPP) 162  
 Office national des forêts 113  
 Offshore 13  
 OGM (Organismes génétiquement modifiés) 75  
 Oil spills 11  
 Olympic Bravery 11  
 OMS (Organisation Mondiale de la Santé) 48  
 ONG 2  
 ONG « Legambiente » 181  
 ONU (Organisation des Nations unies pour l'Environnement) 180

OPEP 146  
 Organe de Règlement des Différends (ORD) 161  
 Organe subsidiaire d'avis scientifique et technique (Osast) 136  
 Organe subsidiaire de mise en œuvre (Osmo) 136  
 Organisation des Nations unies (ONU) 28  
 Organisation maritime internationale (O.M.I.) 14  
 Organisation météorologique mondiale (OMM) 138  
 Organisation Mondiale du Commerce 161  
 Organisations intergouvernementales 2  
 Organisations non gouvernementales (ONG) 166  
 Organismes génétiquement modifiés (OGM) 191  
 Or noir 8, 128  
 Oskar, convention 135  
 Ours polaires 159

## P

Pacific Rim Mining Corp 131  
 Pacte écologique 108  
 Panneaux solaires 89  
 Paquet énergie-climat européen 118  
 Paquets de mesures 10  
 Parc de Yasuni 38  
 Parlement Wallon 195  
 Particules en suspension 148  
 Parties 136  
 Parties contractantes 136  
 Pastilles d'iode 55  
 Pathologies graves 78  
 Patrimoine commun de l'Humanité 127  
 Patrimoine mondial de l'Unesco 23  
 Pavillons de complaisance 15  
 Pélicans 104  
 Pellerin P. 52  
 Permis de prospection 116  
 Permis négociables 69  
 Perrin J. 40  
 Petrochina 117  
 Pétro-dépendance 98  
 Photosynthèse 17  
 PIB vert 2, 68  
 Pipe-lines 19  
 Plancton 16

Plan de prévention des risques sur les inondations 113  
 Planète bleue 26  
 Plan Orsec 8  
 Plan Polmar 9  
 Plante caféier 140  
 Plastique 16  
 Plateforme européenne 71  
 Plateformes pétrolières 13  
 Pluies acides 66  
 Pluies diluviennes 21  
 PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) 39  
 Politique de gestion des déchets 186  
 Politique de précaution 187  
 Pollueur payeur 15  
 Pollution 64  
 Pollution au cyanure 61  
 Pollution maritime 10  
 Pollutions transfrontières 128  
 Pologne 116  
 Potocnik J. 186  
 Poutine V. 36  
 Poznan, conférence (COP14) 35, 144  
 Préjudice écologique 10  
 Prestige 12  
 Principales catastrophes industrielles 47  
 Principe de précaution 56, 114, 160, 187  
 Principe de prévention 112  
 Probo Koala 60  
 Produit intérieur brut (PIB) 64  
 Produits phytopharmaceutiques 185  
 Produits radioactifs 105  
 Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) 178  
 Programme Man and Biosphere 126  
 Protection circonscrite de la mer du Nord 161  
 Protection des animaux et des végétaux 157  
 Protocole APA 29  
 Protocole de Carthagène 75  
 Puits Ixtoc 1 12

## Q

Qatar 99  
 Québec 116  
 Quotas d'émissions de CO2 71  
 Quotas de pêche 32

## R

Rainforest foundation 84  
 Raréfaction des ressources naturelles 65  
 Raz-de-marée 20  
 Réacteur EPR (Evolutionary Power Reactor) 119  
 Realpolitik 142  
 Réchauffement climatique 65, 137  
 Récifs coralliens 17, 139  
 Recul des glaciers 139  
 Recyclage des déchets 41  
 Redd+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) 37  
 Réfugiés climatiques 22  
 Région du Sahel 139  
 Réglementation 74  
 Relations internationales 129  
 Rena 15  
 Rennes, tribunal administratif 19  
 Réseau Action Climat d'Europe 141  
 Réseau action climat France (RAC-F) 150  
 Résolution 37/7 134  
 Résolution 2997 (XXVII) 180  
 Respect du vivant 100  
 Responsabilité partagée mais différenciée 152  
 Responsabilité pénale 10  
 Responsabilité - pour faute 59  
 Responsabilité - sans faute 59  
 Responsable care 187  
 Révolution verte 88  
 Rio, Déclaration sur l'Environnement et le Développement 133  
 Risques d'extinction 33  
 Risques écologiques 19  
 Risques environnementaux 191  
 Riz OGM 194  
 Rusal-Friguia 61  
 Russie 145

## S

Sadhana Forest 183  
 Saint-Laurent-des-Eaux 170  
 Saint-Petersbourg, conférence 31  
 Salvador 131  
 Sarkozy N. 108  
 Save your logo 41  
 Savoirs locaux 135  
 Schwartzberg L. 40  
 Sea Shepherd Conservation Society (SSCS) 173  
 Sécheresses 70  
 Séismes 20  
 Semencier Monsanto 194  
 Seveso - 2 47  
 Seveso - 3 47  
 Shale gas 116  
 Siemens 107  
 Signaux climatiques 149  
 Slipenchouk M. 23  
 Smog 92  
 Société Financière internationale (SFI) 89  
 Solaire 119  
 Sommer R. 190  
 Sommet de l'Arche 131  
 Sommet de la Terre 132  
 Sommet du Millénaire 75  
 Sommet du Pacte Mondial 76  
 Sortir du nucléaire 52  
 State Environmental Protection Administration (SEPA) 92  
 Stockholm, convention 135  
 Stratégie nationale de développement durable 76  
 Stratégie pour demain 127  
 Submersion marine 21  
 Submersions rapides 113  
 Suisse 107  
 Supertankers 15  
 Surfrider Foundation Europe 18  
 Surpêche 16  
 Sustainable Community Development Services (SCODE) 89  
 Sustainable Development 66  
 Syndicat des énergies renouvelables 175  
 Système communautaire d'échange de quotas d'émission ou SCEQE 153

## T

Taxation 74  
 Taxe carbone 70, 110  
 Taxes d'enfouissement 87  
 Tchernobyl 2  
 Tempêtes 20  
 Tempête Xynthia 21, 113  
 Texaco 34  
 TGI de Créteil 114  
 Thaïlande 157  
 Thatcher M. 130  
 The Ocean Conservancy 103  
 Thon rouge 17, 32  
 Three Mile Island 48  
 Tigre 31  
 Titres forestiers 170  
 Tokaï-Mura 49, 170  
 Tolérance zéro 195  
 Tourisme vert 175  
 Traité CAFTA 131  
 Traité d'Amsterdam 75  
 Traité de Lisbonne 188  
 Traité de Maastricht (1992) 185  
 Traité international impératif 153  
 Traitement des eaux 24  
 Traité sur l'Antarctique 134  
 Trame verte et bleue 109  
 Transgénèse 191  
 Triangle de la soif 23  
 Tribunal d'arbitrage international 131  
 Tri sélectif urbain 104  
 Tsunami 20  
 Turquie 155

## U

UICN 29  
 Unesco 175  
 Union Carbide 49  
 Union européenne (UE) 70  
 Union internationale pour la Conservation de la nature (UICN) 29, 126, 167  
 United States Department of Agriculture (USDA) 194

## V

Valeur-seuil 77  
 Végétaux 155  
 Veille active 115  
 Vérification internationale 147  
 Vienne, convention 134  
 Village planétaire 122  
 Virus pathogènes 158  
 Vivant 121

## W

Washington, convention 134, 155  
 Waste Ressources Action Program 87  
 Windscale, centrale de 51  
 World Wide Fund for Nature 17  
 WWF 17

## Z

Zambie 173  
 Zones de protection spéciale (ZPS) 185



